

COMMUNE D'AMBLEVILLE

PLAN LOCAL D'URBANISME

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

1	L'évaluation Environnementale Stratégique : définition	9
2	Les méthodes de travail	12
2.1	La collecte et l'analyse des données existantes	12
2.2	L'analyse de l'état initial de l'environnement	12
2.3	La mise en commun des différentes approches.....	13
2.4	Le contenu de l'évaluation environnementale	13
	PARTIE I - ARTICULATION DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS DE REFERENCE	14
1	Le SDRIF de l'Ile-de-France.....	15
2	Le Plan de Déplacement Urbain	16
3	Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Seine-Normandie (SDAGE)	17
4	Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI).....	18
5	Les schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	18
6	Le schéma régional climat air énergie (SRCAE) d'Ile-de-France	20
7	Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).....	21
8	Le parc naturel régional du Vexin Français	22
8.1	Identité du PNR du Vexin français.....	22
8.2	La charte du PNR du Vexin français	23
8.3	Les sites naturels remarquables du Vexin	25
	PARTIE II – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION	26
1	Enjeux environnementaux	27
1.1	Le site Natura 2000	27
1.1.1	La ZSC FR1102014 - Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents.....	28
1.2	Les sites naturels protégés.....	38
1.2.1	Les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF).....	38
1.2.2	Site protégé par la maîtrise foncière.....	38
1.2.3	Site classé (Articles L.341-1 à 22 du code de l'environnement)	39
1.2.4	Site inscrit (Articles L.341-1 à 22 du code de l'environnement)	39
1.3	Les sites naturels inventoriés	41
1.3.1	Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)	41
1.3.2	Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux	41
1.3.3	Les zones humides.....	42
1.3.4	Les espaces boisés	48
1.3.5	Les espaces agricoles	49
1.3.6	Les prairies	50
1.3.7	Le bocage : les haies, les arbres d'alignement et les arbres isolés	51
1.4	La Trame verte et bleue du Schéma Régional de Cohérence Écologique	55
1.4.1	Dans le cadre du SDRIF	57

1.4.2	Analyse au niveau communal.....	58
1.5	Qualité de l'air et consommation d'énergie	68
1.5.1	Air et climat	68
1.5.2	Énergies renouvelables	68
1.5.3	Gaz à effet de serre	70
1.5.4	Air et climat à Ambleville	70
1.6	Ressources en eau.....	73
1.6.1	Gestion de l'eau potable	73
1.6.2	Production, distribution, consommation.....	74
1.6.3	La qualité des eaux.....	75
1.6.4	L'assainissement	78
1.6.5	Les eaux pluviales	79
1.6.6	La lutte incendie.....	79
1.7	Risques naturels, technologiques et nuisances sonores	80
1.7.1	Les risques naturels.....	80
1.8	Gestion des déchets.....	91
1.8.1	Le PREDMA – Plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés	91
1.8.2	Le PREDEC, le Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics	94
2	Perspectives d'ÉVOLUTION	95
2.1	Les espaces de projet	95
2.2	Les coupures d'urbanisation.....	96
2.3	Les zones à urbaniser	96
2.3.1	La zone à urbaniser au plan de zonage – Secteur Vaumion	98
2.3.2	Secteur de densification dans le bourg	102
PARTIE III – CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD ET JUSTIFICATION		107
1	Orientations générales d'aménagement et d'urbanisme.....	108
PARTIE IV – CARACTÉRISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU P.L.U.....		111
1	ÉVOLUTION de l'occupation des sols.....	112
1.1	Les zones urbaines (U)	112
1.2	Les zones à urbaniser (AU).....	113
1.3	Les zones agricoles (A)	114
1.4	Les zones naturelles (N).....	115
	115
1.4.1	Surface de la zone N	116
1.4.2	Identification des secteurs N sur le territoire d'Ambleville	116
1.4.3	Secteur Nzh	116
1.4.4	Secteur Nt.....	116
1.4.5	Secteur Nth.....	116
1.4.6	Secteur Nj	116

2	Le règlement.....	117
2.1	Le règlement dans le secteur N.....	117
2.2	Le règlement dans le secteur A.....	119
3	Synthèse et interprétation.....	121
Partie V : INCIDENCES NOTABLES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT		122
1	Méthodologie	123
2	À propos des OAP	123
2.1	OAP 1 : Secteur du Vaumion	123
2.2	OAP 2 : Secteur Centre bourg.....	126
3	Sur la consommation d'espace	127
4	Sur la ressource en eau	127
4.1	La qualité des eaux	127
4.2	Les besoins en eau potable.....	127
4.3	Les eaux usées.....	128
4.4	Les eaux pluviales	128
5	Sur les ressources naturelles	128
5.1	L'érosion des sols	128
5.2	La consommation de terres agricoles	128
6	Sur la biodiversité	129
6.1	Fragmentation des habitats naturels	129
6.2	Dégradation des milieux naturels	129
6.3	Disparition d'habitats naturels	129
7	SUR LE PAYSAGE	130
8	Sur l'air, le bruit.....	130
8.1	L'air	130
8.2	Le bruit.....	131
Partie VI : MESURES PRISES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT		132
1	Introduction et méthodologie	133
2	Mesures de réduction de la consommation d'espace	133
2.1	La densité de construction.....	133
3	Mesures pour la protection de la ressource en eau	133
3.1	L'assainissement des eaux usées.....	133
3.2	La gestion des eaux de pluie.....	133
4	Mesures pour le maintien du caractère arboré.....	134
4.1	La préservation des éléments naturels d'intérêt local	134
4.2	Les règles de plantation	134
4.2.1	Plantes ornementales à éviter	134
4.2.2	Espèces locales à privilégier	134
5	Mesures d'aménagement.....	135
5.1	Mesures prises en faveur de l'environnement au Hameau du Vaumion.....	135

5.1.1	Rappel du projet de l'OAP	135
5.1.2	Les recommandations d'aménagement pour atténuer l'impact	135
5.2	Mesures prises en faveur de l'environnement au centre bourg	135
5.2.1	Rappel du projet de l'OAP	135
5.2.2	Les recommandations d'aménagement pour atténuer l'impact	135
5.3	Mesures d'aménagement envisageables pour la protection des chiroptères sur les bâtiments 136	
5.4	Autres mesures.....	137
5.4.1	Protection contre le ruissellement et aménagements	137
6	Mesures de compensation	141
6.1	Sur l'OAP1 : Secteur du Vaumion	141
6.2	Sur l'OAP 2 : Secteur Centre-bourg	141
Partie VII - MESURES DE SUIVI DU P.L.U.		142
7	Trame bleue.....	143
1.1	La surface des zones humides.....	143
1.2	La qualité des eaux	143
8	Trame verte	143
8.1	Surface des zones naturelles	143
8.2	Le linéaire de haies protégées	143
8.3	Le linéaire de chemins ruraux	143
9	Les autres indicateurs	145
RÉSUMÉ NON TECHNIQUE		157

Table des illustrations

FIGURES

Figure 1 - Schéma d'articulation entre l'élaboration du plan et l'évaluation environnementale stratégique.....	11
Figure 2 – Disposition communes au PGRI et au SDAGE	19
Figure 3 – Le réseau Natura 2000 et les Directives.....	28
Figure 4 - Le patrimoine à l'échelle communale.....	40
Figure 5 - Les zones humides sur la commune	46
Figure 6 - Mix énergétique des réseaux de chaleur franciliens en 2011 (Énergie primaire)	70
Figure 7 - Moyenne annuelle en microgrammes/m3 pour le Dioxyde d'azote à Ambleville.	71
Figure 8 - Moyenne annuelle en microgrammes/m3 pour les PM 10 (poussières inférieures à 10 micromètres à Ambleville	71
Figure 9 - Collectivités compétentes en eau potable sur le territoire du Val d'Oise.....	74
Figure 10 - Principaux risques départementaux.....	80
Figure 11 - Illustrations- des principales dispositions réglementaires de prévention des risques de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles (BRGM, 2004).....	84
Figure 12 - Carte des cavités sur la commune d'Ambleville	86
Figure 13 - Analyse des ruissellements sur le sous-bassin d'Ambleville.....	89
Figure 14 - Les espaces de projet sur le territoire du PLU.....	95
Figure 15 - Les zones à urbaniser au plan de zonage	97
Figure 16 - Emplacement au plan de zonage (OAP1)	98
Figure 17 - Affectation de la surface au POS (OAP1).....	98
Figure 18 - Affectation de la surface au cadastre (OAP 1)	99
Figure 19 - Occupation du sol par la végétation (OAP 1)	99
Figure 20 - Emplacement au plan de zonage (OAP2)	102
Figure 21 - Emplacement au POS (OAP2)	102
Figure 22 - Affectation de la surface au cadastre (OAP2)	103
Figure 23 - Occupation du sol par la végétation (OAP2)	103
Figure 24 - Synthèse des enjeux du PLU et des perspectives d'évolution	105
Figure 25 - Orientation 1 : Maîtriser et organiser le développement communal.....	109
Figure 26 - Orientation 2 : Préserver et valoriser l'identité paysagère de la commune	110
Figure 27 – Localisation de l'OAP et de	125
Figure 28 – Localisation et principe d'aménagement de l'OAP 1AU au Vaumion	125
Figure 29 - Écoulements et aménagements existants sur la commune	138
Figure 30 - Localisation des propositions d'aménagements sur la commune	138
Figure 31 - Les modes doux sur le territoire communal	144

TABLEAUX

Tableau 1 – Compatibilité PLU/SDRIF	15
Tableau 2 – Compatibilité PLU/SDAGE	17
Tableau 3 – Compatibilité PLU/Charte du Parc	24
Tableau 4 – Surface par type d'habitats inscrits à l'annexe 1 de la Directive Habitat faune flore	29
Tableau 5 – Menaces sur les habitats présents sur la commune et préconisations de gestion.....	32
Tableau 6 - Evaluation écologique des espèces animales communautaires ayant fait l'objet de création du site ZSC	34
Tableau 7 - Évaluation des menaces, de la protection réglementaire et des préconisations de gestion des espèces animales communautaires	35
Tableau 8 - Compatibilité PLU/DOCOB	37
Tableau 9 – Le ruissellement sur le territoire d'Ambleville	43
Tableau 10 – Fonctions et rôles apportées par les zones humides.....	47
Tableau 11 - Synthèse sur les enjeux, les impacts et les mesures sur les OAP de la commune d'AMBLEVILLE.....	106
Tableau 12 - Comparaison des zonages	121
Tableau 13 – Dysfonctionnements liés au ruissellement	137

CARTES

Carte 1 - Localisation de la FR1102014 - Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents.....	30
Carte 2 - Localisation des habitats remarquables sur le territoire communal	33
Carte 3 - Localisation des espèces animales communautaires repérées sur la commune d'Ambleville : L'Ecrevisse à pattes blanches	36
Carte 4 - Localisation des espèces animales communautaires repérées sur la commune d'Ambleville : Le Chabot	36
Carte 5 - Localisation des espèces animales communautaires repérées sur la commune d'Ambleville : La Lamproie de Planer	37
Carte 6 - Localisation des PRIF.....	38
Carte 7 - Ambleville et le Site classé – Vallée de l'Epte.....	39
Carte 8 - Ambleville et le site inscrit	40
Carte 10 - Le ruissellement à Ambleville	42
Carte 11 – Analyse du bassin versant.....	43
Carte 12 – Répartition des boisements, des résineux et des friches sur le territoire communal	48
Carte 13 – Répartition de l'espace agricole sur le territoire communal	49
Carte 14 - Répartition de l'espace couvert en prairies sur le territoire communal	50
Carte 15 – Le territoire d'Ambleville interprété à partir de la trame verte et bleue au niveau régional .	56
Carte 16 - Les enjeux environnementaux du territoire d'Ambleville.....	57
Carte 17 - Carte des enjeux naturels sur le territoire de la commune d'Ambleville	67
Carte 18 - Éligibilité à la GMI sur le territoire de la commune d'Ambleville	69
Carte 19 - Interconnexions entre les collectivités pour la ressource en eau.....	75
Carte 20 - carte des carrières non soumises à PPR	78
Carte 21 - L'exposition aux risques naturels de la commune d'Ambleville	80
Carte 22 - Aléas des mouvements de terrains à Ambleville	82
Carte 23 – Enveloppes d'alerte de zones humides sur le territoire d'Ambleville	88

Glossaire

- SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
- SAGE** : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
- PNR** : Parc Naturel Régional
- SDRIF** : Schéma Directeur de la Région Ile de France
- ZSC** : Zone Spéciale de Conservation
- ZPS** : Zone de Protection Spéciale
- DRIEE** : Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie
- ZNIEFF** : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
- ZICO** : Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
- INPN** : Inventaire National du Patrimoine Naturel
- DOCOB** : DOcument d'OBjectifs
- SRADT** : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
- PGRI** : Plan de Gestion du Risque d'Inondations
- SRCAE** : Schéma Régionaux Climat Air Énergie
- PCET** : Plan Climat Énergie Territorial
- SRE** : Schéma Régional Éolien
- PM10** : *Particulate Matter* : particules en suspension d'un diamètre inférieur à 10 micromètres
- TVB** : Trame Verte et Bleue
- SRCE** : Schéma Régional de Cohérence Écologique
- AEV** : Agence des Espaces Verts d'Iles de France
- SIC** : Sites d'Intérêt Communautaire
- ENS** : Espace Naturel Sensible
- PRIF** : Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière
- SIAEP** : Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable
- SIAAP** : Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne
- OHV** : composés OrganoHalogénés Volatils
- SDAEP** : Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable
- SPANC** : Service Public d'Assainissement Non Collectif
- DECI** : Défense Extérieure Contre l'Incendie
- PPRN** : Plan de Prévention des Risques Naturels
- SDPRN** : Schéma Départemental de Prévention des Risques Naturels
- TMD** : Transport de Marchandises dangereuses
- PREDMA** : Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés

1 L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE : DEFINITION

L'évaluation environnementale est une démarche visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration du PLU et ce dès les phases amont de réflexions. Elle sert à éclairer la mairie sur la décision à prendre au vu des enjeux environnementaux et relatifs à la santé humaine du territoire concerné, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public.

Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement de toute initiative et permet d'analyser et de justifier les choix retenus aux regards des enjeux identifiés sur le territoire de la commune. L'évaluation environnementale vise ainsi à prévenir les dommages potentiels, à une phase pertinente de conception du projet envisagé. L'évaluation environnementale ne doit donc pas être réalisée lorsque tous les choix relatifs à l'élaboration du projet, plan ou programme sont finalisés.

Le fait d'interroger l'opportunité des décisions d'aménagement en amont de la réalisation des projets s'inscrit dans un objectif de **prévention des impacts environnementaux** et de **cohérence des choix**.

L'évaluation environnementale est toujours réalisée par ou sous la responsabilité du Maire /ou pétitionnaire du plan ou programme/ou du pétitionnaire du document d'urbanisme.

L'environnement doit y être appréhendé dans sa globalité : population, faune, flore, habitats naturels, sites et paysages, biens matériels, facteurs climatiques, continuités écologiques, équilibres biologiques, patrimoine, sol, eau, air, bruit, espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes et de loisirs, ainsi que les interactions entre ces éléments.

L'évaluation environnementale doit être proportionnée aux enjeux spécifiques du territoire impacté par le projet ou document de planification, et aux effets de sa mise en œuvre. Les enjeux environnementaux doivent donc être préalablement hiérarchisés, et une attention particulière doit être apportée aux enjeux identifiés comme majeurs pour ce projet et ce territoire.

Cette démarche implique de nombreux acteurs, dont notamment :

- **le maire** qui élabore et évalue son document d'urbanisme ;
- **l'autorité administrative** qui autorise ou approuve le projet ou document ;
- **l'autorité administrative compétente** en matière d'environnement, dite « autorité environnementale », qui donne un avis sur la qualité du rapport environnemental et sur la façon dont l'environnement a été pris en compte dans le projet, le plan ou le programme ou le document d'urbanisme.
- **le grand public** et ses représentants (association...).

À l'échelle d'un PLU, l'évaluation environnementale s'intéresse à l'ensemble des potentialités ou décisions d'aménagement concernant le territoire, et donc à la somme de leurs incidences environnementales.

La démarche de mise en œuvre d'une évaluation environnementale doit faire l'objet d'une restitution au travers du rapport de présentation du document d'urbanisme final. Avoir à l'esprit le contenu attendu de cette restitution est important afin d'anticiper cette étape déterminante, d'éviter certains oublis, mais aussi d'être en mesure de garder la mémoire des choix effectués lors de l'élaboration et de pouvoir les traduire, ainsi que leurs raisons, dans le dossier.

• La démarche

L'évaluation environnementale intègre les quatre grands principes du code de l'environnement, tels que définis par la Déclaration de Rio de Janeiro de 1992 : les principes d'intégration, de participation, de précaution et de prévention. Ces principes sont définis dans le droit français à l'article L. 110-1 du code de l'environnement.

L'évaluation environnementale est une démarche visant à intégrer les préoccupations environnementales et de santé le plus en amont possible dans les projets, plans/programmes et documents d'urbanisme ainsi qu'à chaque étape importante du processus de décision publique (**principe d'intégration**) et d'en rendre compte vis-à-vis du public, notamment lors de l'enquête publique ou de la mise à disposition du public (**principe de participation**). La démarche d'évaluation environnementale traduit également les **principes de précaution et de prévention** : les décisions autorisant les projets et les plans/programmes et documents d'urbanisme doivent être justifiées, notamment quant au risque d'effets négatifs notables sur l'environnement et la santé, ces derniers devant être évités, réduits ou compensés.

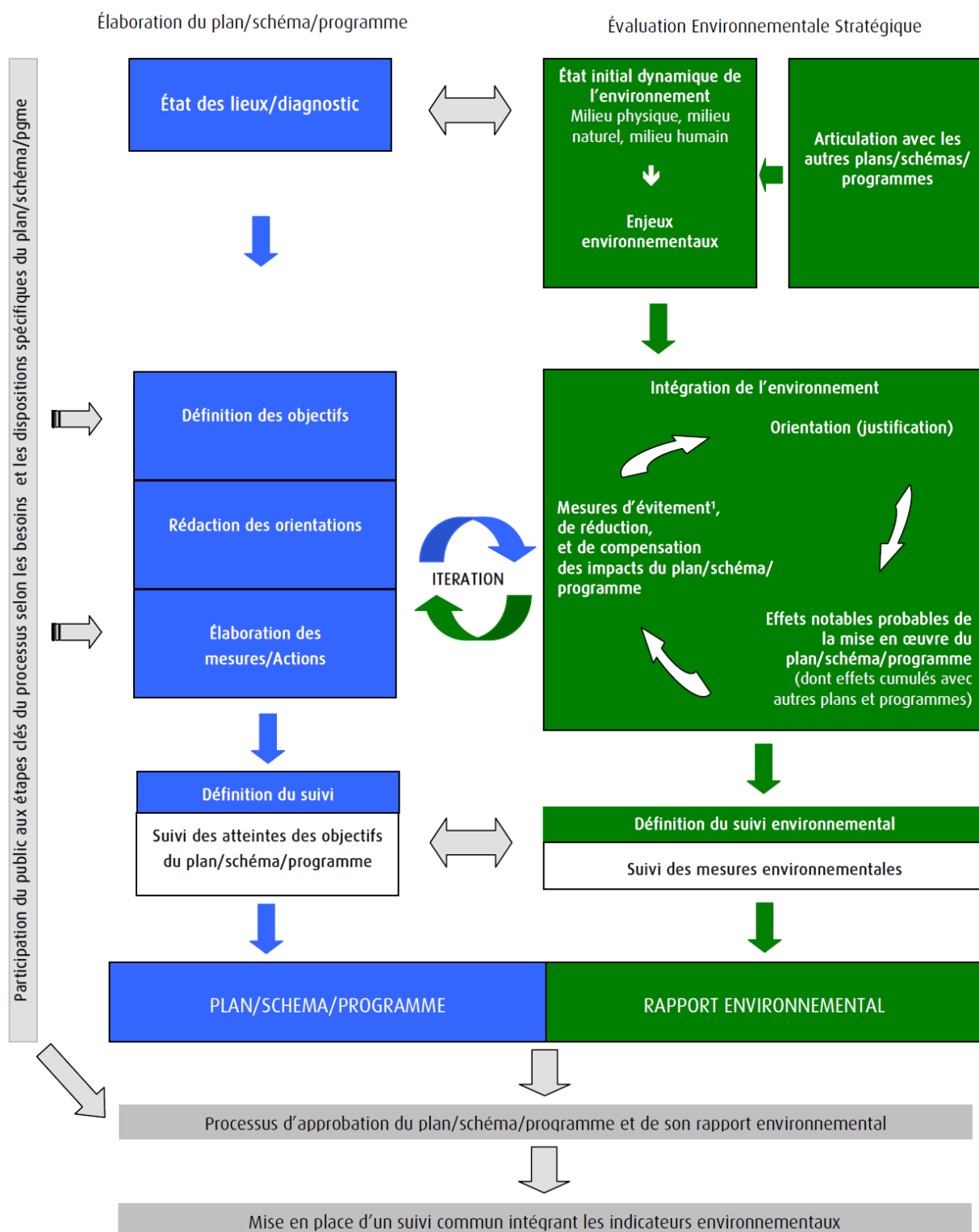
- **La réforme de l'EES 2016-2017)**

Une réforme de l'évaluation environnementale intervient avec l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et du décret n°2016-1110 du 11 août 2016 modifiant les règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

En Ile de France, les dispositions relatives à l'évaluation environnementales sont applicables depuis le 1er février 2013. Le décret de 2012 avait prévu des exceptions pour les procédures engagées avant le 1er février 2013. Les dispositions du décret du 28 décembre 2015 sont entrées en vigueur au 1er janvier 2016. Les dispositions spécifiques relatives à l'examen au cas par cas des mises en compatibilité par DUP ne sont toutefois pas applicables lorsque la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées a eu lieu avant le 1er janvier 2016.

Figure 1 - Schéma d'articulation entre l'élaboration du plan et l'évaluation environnementale stratégique

Annexe D : Schéma d'articulation entre l'élaboration du plan/schéma/programme et l'évaluation environnementale stratégique



¹ Une démarche d'évaluation environnementale est optimale lorsque les mesures d'évitement et de réduction sont prises en compte dans les orientations du document.

2 LES METHODES DE TRAVAIL

2.1 La collecte et l'analyse des données existantes

La mission a débuté par la recherche des données existantes sur le territoire étudié :

- ✓ Données cartographiques : BD ORTHO, SCAN 25, plan cadastral informatisé...
- ✓ Documents d'urbanisme : POS du 30 septembre 1993, projet de Plan Local d'Urbanisme (rapport de présentation, PADD, règlement, document graphique...)
- ✓ Documents de référence : SDAGE Seine-Normandie, documents du PNR du Vexin, SDRIF Ile de France,
- ✓ Données sur les milieux aquatiques et humides : réseau hydrographique (agence de l'eau), inventaire des zones humides à l'échelle communale (PNR du Vexin français)
- ✓ Données sur les sites Natura 2000 "" Vallée de l'Epte et de ses affluents (ZSC n° FR1102014) : données de la DRIEE, cahiers d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire, document d'objectifs 2013...
- ✓ Données sur les sites protégés et inventoriés (réserve associative, arrêtés préfectoraux de protection de biotopes, sites classés et inscrits, ZNIEFF, ZICO) : fiches descriptives de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)
- ✓ Données sur la faune, la flore et les habitats naturels : liste d'espèces de l'INPN, cartographie des stations (DOCOB Vallée de l'Epte et de ses affluents).

La collecte, l'analyse et la mise en commun de ces données ont permis de préparer le diagnostic environnemental et de cibler les perspectives d'évolution sur le territoire communal.

2.2 L'analyse de l'état initial de l'environnement

La lecture des photographies aériennes couleurs, datant de 2014, a permis de :

- ✓ visualiser l'occupation des sols
- ✓ repérer les grands types d'habitats naturels (milieux aquatiques, milieux humides, prairies, formations boisées...)

Au préalable des visites de terrain, des cartographies sur fond de BD ORTHO ont été préparées. Afin de reporter les relevés de terrain, elles ont été imprimées à des échelles adaptées aux critères étudiés soit à l'ensemble de la commune d'Ambleville, soit à des échelles plus petites pour les zones sensibles notamment dans le cadre du zonage.

Les inventaires de terrain ont été effectués :

- ✓ sur les zones susceptibles d'être urbanisées et donc de subir de profondes modifications ;
- ✓ dans les secteurs naturels concernés par une urbanisation future proche, afin de délimiter de façon aussi précise que possible les espaces tampons à préserver de tout aménagement.

Les secteurs naturels et agricoles, qui restent préservés de l'urbanisation, ont été parcourus de façon à les visualiser dans leur globalité. Les objectifs étant de mettre en évidence les relations possibles entre ces zones naturelles et les espaces périurbains (corridors écologiques).

Les échanges permanents avec Mme Cathy BRULIN-MINA, missionnée pour l'élaboration du P.L.U. d'Ambleville, ont permis de suivre l'évolution du projet (notamment le document graphique et le règlement) en insistant sur les zones naturelles et agricoles. L'exercice a quelque peu été facilité par la définition des enjeux ressortis des analyses du PNR et des recommandations à intégrer au PLU.

2.3 La mise en commun des différentes approches

L'évaluation environnementale doit appréhender l'environnement dans sa globalité (ressources, biodiversité, patrimoine, aménagement et gestion du territoire...). L'objectif étant de fournir un cadre d'analyse transversal.

L'élaboration du P.L.U. s'est déroulée conjointement avec la commission communale assistée d'une équipe pluridisciplinaire composée d'architectes-urbanistes, de paysagistes, d'environnementalistes et de juristes. Tous les thèmes ne sont donc pas traités dans le présent rapport. Seuls, ceux listés ci-après, sont détaillés :

- ✓ la ressource en eau
- ✓ les autres ressources naturelles
- ✓ la biodiversité
- ✓ le paysage
- ✓ l'air, le bruit, les risques

2.4 Le contenu de l'évaluation environnementale

Le contenu de l'évaluation environnementale est régi par l'article R122-1-I du code de l'urbanisme.

L'évaluation environnementale est intégrée au rapport de présentation du P.L.U. qui doit, en plus des obligations générales communes à tous les P.L.U. : décrire l'articulation du P.L.U. avec les autres documents d'urbanisme et les plans et programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

- ✓ analyser les perspectives de l'évolution de l'état initial de l'environnement, en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du P.L.U. ;
- ✓ analyser les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du P.L.U. sur l'environnement et ses conséquences sur certaines zones (Natura 2000 notamment) ;
- ✓ expliquer les choix retenus pour établir le PADD, au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;
- ✓ justifier le cas échéant les choix opérés par rapport aux autres solutions envisagées (en présentant par exemple les scénarios non retenus et pourquoi) ;
- ✓ présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du P.L.U. ;
- ✓ présenter les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du P.L.U.

PARTIE I - ARTICULATION DU P.L.U. AVEC LES DOCUMENTS DE REFERENCE

1 LE SDRIF DE L'ILE-DE-FRANCE

Le **schéma directeur de la région d'Île-de-France** (SDRIF) a pour objectif de maîtriser la croissance urbaine et démographique et l'utilisation de l'espace tout en garantissant le rayonnement international de cette région. Il précise les moyens à mettre en œuvre pour corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région, coordonner l'offre de déplacement et préserver les zones rurales et naturelles afin d'assurer les conditions d'un développement durable de la région.

Le Schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) est à la fois :

- **un document d'aménagement du territoire**, c'est-à-dire qu'il constitue un cadre de réflexion et une vision stratégique mettant en cohérence sur le territoire régional l'ensemble des composantes de l'aménagement et de ses acteurs. Il tient ainsi lieu de schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT).
- **un document d'urbanisme prescriptif**, c'est-à-dire que les documents d'urbanisme locaux doivent être compatibles avec ses dispositions (respecter ses orientations et ne pas compromettre la réalisation de ses objectifs).

Tableau 1 – Compatibilité PLU/SDRIF

Orientations générales	Prescription du SDRIF	Compatibilité du P.L.U avec le SDRIF
Relier et structurer	Développement durable et solidaire de la métropole francilienne	Non concerné
Polariser et équilibrer	Limitation de la consommation d'espaces agricoles, boisés et naturels Densification des espaces urbanisés Favoriser la mutabilité des terrains et la densification des constructions sur dans les tissus urbains existants notamment en exploitant des friches et enclaves urbaines À l'horizon 2030, une extension de l'urbanisation de l'ordre de 5% de l'espace urbanisé communal des bourgs, des villages et des hameaux est possible.	Limitation de la consommation d'espace avec pour but d'assurer le développement par la densification du tissu existant La commune s'oriente vers la mise à disposition d'environ 20 logements à l'horizon 2030 (remise sur le marché de logements vacants ou constructions neuves) Mixité d'offre de logements (prévoir une offre diversifiée de logements pour tous les âges. de la vie en favorisant le parcours résidentiel.

Le projet de PLU est compatible avec le SDRIF

2 LE PLAN DE DEPLACEMENT URBAIN

Pour atteindre ces objectifs, neuf défis du PDU sont à relever :

- Défi 1 : Construire une ville plus favorable à l'usage des transports collectifs, de la marche et du vélo.
- Défi 2 : Rendre les transports collectifs plus attractifs.
- Défi 3 : Redonner de l'importance à la marche dans la chaîne de déplacement.
- Défi 4 : Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo.
- Défi 5 : Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés.
- Défi 6 : Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement.
- Défi 7 : Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser le transport par fret ferroviaire et par voie d'eau.
- Défi 8 : Construire un système de gouvernance responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre du PDUIF.
- Défi 9 : Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

Le PLU reprend l'ensemble des points évoqués dans le PDU notamment en repensant les espaces de projet permettant ainsi d'offrir une offre diversifiée de logements et en favorisant les déplacements doux entre les entités urbaines.

Le PLU est compatible avec le PDU.

3 LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DE SEINE-NORMANDIE (SDAGE)

Le **SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands** a été adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et arrêté le 1er décembre 2015 par le préfet coordinateur.

Le P.L.U. doit être compatible avec les orientations fondamentales et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Le SDAGE 2016-2021 a identifié 5 enjeux majeurs pour la gestion de l'eau dans le bassin :

1. **Préserver** l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer
2. **Anticiper** les situations de crise en relation avec le changement climatique pour une gestion quantitative équilibrée et économe des ressources en eau : inondations et sécheresses
3. **Favoriser** un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau
4. **Renforcer**, développer et pérenniser les politiques de gestion locale
5. **Améliorer** les connaissances spécifiques sur la qualité de l'eau, sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur l'impact du changement climatique pour orienter les prises de décisions.

Ces 5 enjeux, qui couvrent un large spectre de la gestion équilibrée de la ressource en eau, sont traduits sous forme de défis et de leviers transversaux. Ces derniers constituent les orientations fondamentales du SDAGE pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et permettant d'atteindre les objectifs environnementaux. Huit défis et deux leviers ont été identifiés dans ce SDAGE. Ils sont analysés au regard de la compatibilité avec le PLU d'Ambleville (tableau ci-dessous).

Tableau 2 – Compatibilité PLU/SDAGE

Orientations fondamentales du SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands	Compatibilité du P.L.U. avec le SDAGE
Défi 2 - Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques	Délimitation d'espaces naturels (zonage N) aux abords des zones humides
Défi 3 - Réduire les pollutions diffuses des milieux aquatiques par les micropolluants	Identification des zones humides (trame Zone humide)
Défi 5 - Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	Périmètre de captage
Défi 6 - Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides	Préserver le rapport communal à l'eau et les zones à dominante humide
Défi 7- Gérer la rareté de la ressource en eau	Non concerné
Défi 8- Limiter et prévenir le risque d'inondation	Délimitation d'espaces naturels (zonage N) en périphérie des zones humides formant des zones tampon entre les espaces agricoles ou urbains et les milieux naturels sensibles. Identification des zones humides (trame Zone humide) Protection des talus et haies aux abords des zones humides (élément de paysage à protéger) Les zones à dominante humide seront préservées de l'urbanisation. Les ruptures d'urbanisation existantes, liées aux axes de ruissellement seront maintenues dans le bourg

Le projet de PLU d'Ambleville est compatible avec le SDAGE

4 LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI)

Le **PGRI** est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie, initié par une Directive européenne, dite « Directive Inondation » dont les objectifs ont été repris dans la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi Grenelle II).

Le PGRI 2016-2021 du bassin Seine Normandie a été arrêté le 7 décembre 2015. Il fixe pour six ans les 4 grands objectifs à atteindre sur le bassin Seine-Normandie pour **réduire les conséquences des inondations** sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie. Les 63 dispositions associées sont autant d'actions pour l'État et les autres acteurs du territoire : élus, associations, syndicats de bassin versant, établissements publics, socio-professionnels, aménageurs, assureurs,....

- Objectif 1 : réduire la vulnérabilité des territoires
- Objectif 2 : agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages
- Objectif 3 : raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés
- Objectif 4 - mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque

Chacun a en effet un rôle à jouer face aux risques d'inondation.

Le PGRI est un document opposable à l'administration et les PLU doivent être compatibles.

Les dispositions communes au SDAGE 2016-2021 sont rédigées de manière identique dans le SDAGE et dans le PGRI (cf. schéma 2).

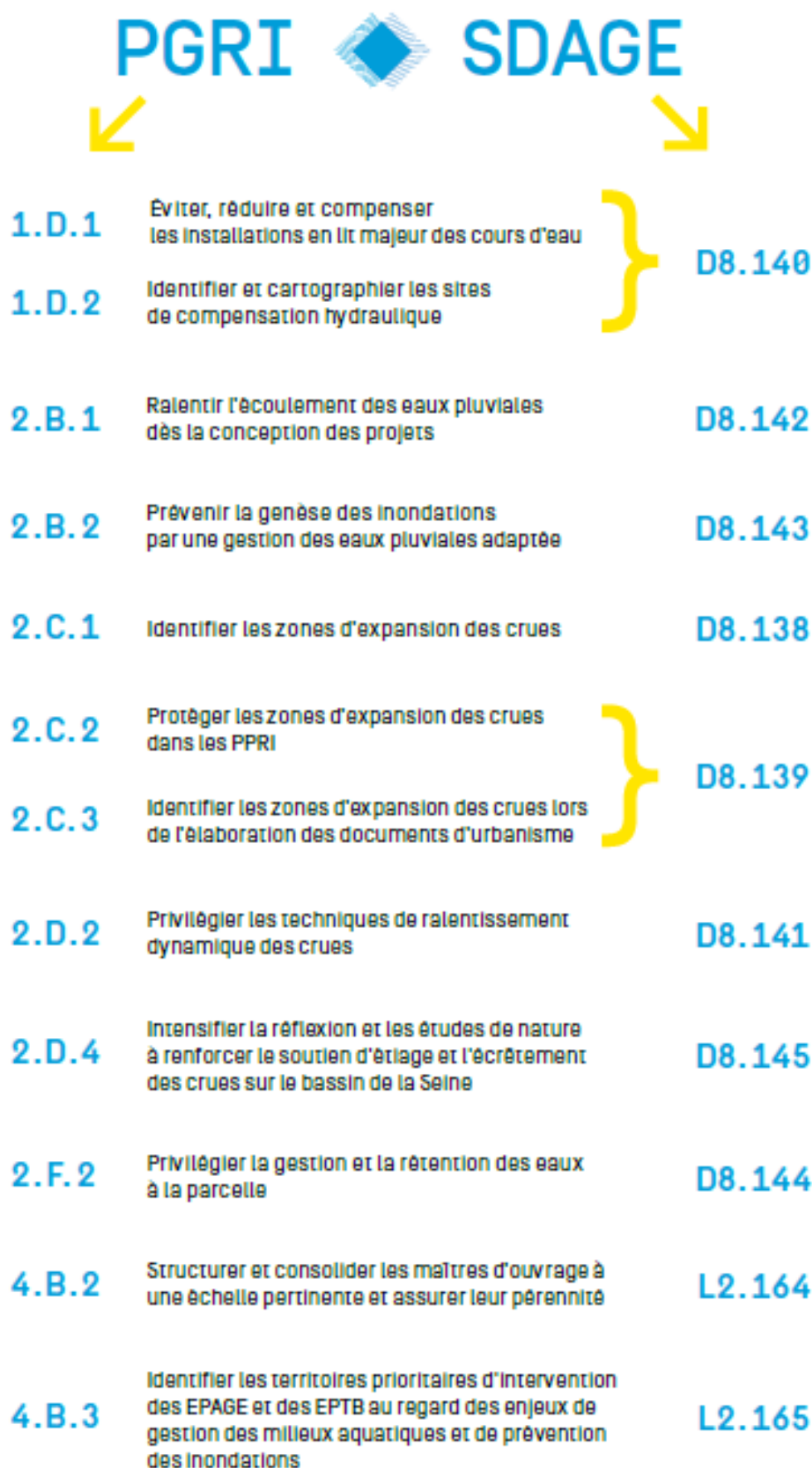
Le projet de PLU d'Ambleville compatible avec le SDAGE est de fait compatible avec le PGRI.

5 LES SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

Le **SAGE** est un outil stratégique de planification à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, dont l'objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre protection des milieux aquatiques et satisfaction des usages. Cet équilibre doit dorénavant satisfaire à l'objectif de bon état des masses d'eau, introduit par la DCE. Les dispositions du SAGE doivent être compatibles ou rendues compatibles avec les orientations et objectifs environnementaux du SDAGE.

Le projet de PLU d'Ambleville n'est pas concerné par un SAGE.

Figure 2 – Disposition communes au PGRI et au SDAGE



Source – PGRI 2016-2021 Bassin Seine-Normandie

6 LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE) D'ILE-DE-FRANCE

Arrêté en décembre 2012, le **Schéma Régional Climat-Air-Energie de la région Île-de-France** est un document stratégique établissant des priorités régionales en faveur de la réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables, d'adaptation et de limitation des effets du changement climatique et enfin d'amélioration de la qualité de l'air. Il comprend notamment comme document annexe le Schéma Régional Éolien (SRE). 17 objectifs et 58 orientations ont été définis par le SRCAE qui constitue également un guide pour accompagner les collectivités dans la définition de leurs Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET). Il en ressort trois grandes priorités régionales :

- **Le renforcement de l'efficacité énergétique** des bâtiments avec un objectif de doublement du rythme des réhabilitations dans le tertiaire et de triplement dans le résidentiel ;
- **L'augmentation, d'ici 2020, de 40 % du nombre d'équivalent logements raccordés** au chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération ;
- **La diminution de 20 % des émissions de gaz à effet de serre** liées au trafic routier et une forte réduction des émissions de polluants atmosphériques.

Avec ses 398 habitants, Ambleville fait partie de la Communauté de communes Vexin-Val de Seine et appartient au bassin sédimentaire parisien. La commune s'est développée sur la rive sud de l'Aubette, affluent de l'Epte et se situe, avec le hameau de Vaumion, à l'ouest du parc naturel du Vexin, sur une superficie de 796 hectares. Elle dispose à ce titre, d'espaces naturels à enjeux.

La commune est située le long de la RD 86 et génère un trafic important avec de nombreux passages de poids-lourds. Elle se situe à proximité de l'A15 vers Cergy-Pontoise à l'Est et de Mantes-la-Jolie et de l'A13 au sud.

Ambleville contribue peu à la qualité de l'air et ne participe qu'à un degré faible à la production de CO₂ de Gaz à effet de serre, etc.

Dans le Vexin, l'air est peu pollué. Le seul risque revient au dépassement des PM₁₀ (particules inhalables en suspension dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres).

Pour les mesures concernant, le climat, air et l'énergie, le projet de PLU d'Ambleville est cohérent et conforme aux orientations du SRCAE.

7 LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

Approuvé par délibération du Conseil régional du 26 septembre 2013, le **schéma régional de cohérence écologique** (SRCE) d'Ile-de-France a été adopté par arrêté n°2013294-0001 du préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le 21 octobre 2013.

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique est un document stratégique en faveur de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques. Il est le volet régional de la Trame verte et bleue. Le SRCE poursuit trois objectifs :

- **Identifier les composantes** de la Trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement de ces continuités...) ;
- **Identifier les enjeux régionaux** de préservation et de restauration des continuités écologiques et définir les priorités régionales à travers un plan d'action stratégique ;
- **Proposer les outils adaptés** pour la mise en œuvre de ce plan d'action pour la préservation et la restauration des continuités écologiques.

Pour cela, le SRCE est constitué d'un diagnostic du territoire, de la présentation des enjeux régionaux de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques, la définition des composantes de la TVB, d'un plan d'action stratégique et d'un atlas cartographique au 1 : 100 000ème.

Le SRCE francilien définit ainsi 256 579 ha, soit 21,3% du territoire régional, en réservoirs de biodiversité appartenant à 4 sous-trames :

1. **La sous-trame « arborée » ;**
2. **La sous-trame « grandes cultures » ;**
3. **La sous-trame « herbacée » ;**
4. **La sous-trame des « milieux aquatiques et des corridors humides »**

De plus, 1 799 obstacles et points de fragilités, formant les éléments fragmentant des continuités écologiques, ont été identifiés. Neuf domaines d'action liés aux continuités écologiques ont été identifiés et font l'objet d'orientations et actions spécifiques : la connaissance, la formation et l'information, l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, la gestion des espaces, les milieux forestiers, les milieux agricoles, le milieu urbain, les milieux aquatiques et humides, et les actions relatives aux infrastructures linéaires.

Le SRCE est un outil d'aide à la décision. Il fournit une base de connaissance partagée à l'échelle régionale en amont des projets, et notamment des documents d'urbanisme. L'ensemble de son contenu (textes et cartes) a un caractère opposable pour les collectivités territoriales, leurs groupements et l'état.

Le SRCE devra prendre en compte les enjeux des sous-trames analysées par ailleurs.

8 LE PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS

Un **parc naturel régional** (PNR) est un territoire à l'équilibre fragile présentant un patrimoine riche et menacé. Il fait l'objet d'un projet de développement durable fondé sur la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et paysager de son territoire.

Le PNR a pour objet :

- **de protéger le patrimoine**, notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages
- **de contribuer à l'aménagement** du territoire
- **de contribuer au développement** économique, social, culturel et à la qualité de la vie
- **d'assurer l'accueil, l'éducation et l'information** du public
- **de réaliser des actions** expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et de contribuer à des programmes de recherche.

L'Ile-de-France est dotée de quatre parcs naturels régionaux dont le Parc Naturel Régional du Vexin Français.

8.1 Identité du PNR du Vexin français

Le classement a été prononcé par décret le 9 mai 1995, il a été renouvelé par décret le 30 juillet 2008 (jusqu'au 8 mai 2019). Le territoire comprend 99 communes, 79 communes du département du Val d'Oise et 20 communes des Yvelines, et 9 communautés de communes. La population concernée est d'environ 110 000 habitants pour une superficie de 72 000 hectares. Le siège social est situé sur la commune de Théméricourt.

Selon le code de l'environnement, le rôle du Parc est de :

- ✓ protéger, gérer et valoriser le patrimoine naturel, culturel et paysager ;
- ✓ contribuer à l'aménagement du territoire ;
- ✓ contribuer au développement économique, social et culturel et à la qualité de vie ;
- ✓ assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- ✓ réaliser des actions expérimentales ou exemplaires et participer à des programmes de recherche.

En application de sa Charte, le Parc naturel régional du Vexin français agit pour une maîtrise de l'urbanisation qui préserve d'une part les bourgs et villages dans leur forme traditionnelle et leur identité architecturale et d'autre part les espaces naturels et agricoles. Il contribue à la préservation des ressources, de la biodiversité et valorise les patrimoines remarquables. Son rôle est déterminant en matière de développement : il se base sur une agriculture économique viable, écologiquement responsable et socialement dynamique, un tissu économique vivant et diversifié, une politique de développement touristique durable et une offre de services d'activités culturelles et de loisirs de proximité.

Concrètement, le Parc mène des actions en matière :

- ✓ **d'accompagnement** des collectivités dans la mise en place ou la révision de leurs documents d'urbanisme ;
- ✓ **de conseils** en aménagements paysagers ;
- ✓ **de développement** d'itinéraires de circulations douces ;
- ✓ **de valorisation** des patrimoines et de développement culturel ;
- ✓ **d'accompagnement** des entreprises pour l'implantation dans des parcs d'activités ;
- ✓ **de maintien** du commerce et de l'artisanat ;
- ✓ **de développement** de l'hébergement touristique ;
- ✓ **d'aide** au maintien et à la diversification de l'agriculture ;
- ✓ **de maîtrise de l'énergie** et réhabilitation du patrimoine bâti ;
- ✓ **d'inventaires** faunistiques et floristiques ;

- ✓ **de préservation** des connexions biologiques et des habitats d'espèces emblématiques
- ✓ **de préservation** de la ressource en eau par le biais des contrats de bassins ;
- ✓ **de suivi** des sites classés Natura 2000 ;
- ✓ **de gestion** de la réserve naturelle nationale des Coteaux de la Seine ;
- ✓ **d'accueil**, d'information et de sensibilisation (grand public, scolaires, élus..) ;
- ✓ **d'éducation** à l'environnement et au territoire.

8.2 La charte du PNR du Vexin français

La **Charte d'un Parc** est un contrat passé entre les communes et structures intercommunales du territoire, le ou les Départements, la Région et l'État. Elle fixe les objectifs, définit les orientations et les mesures pour les atteindre et formalise les engagements des signataires et de l'État. Elle permet d'assurer la **cohérence et la coordination des actions menées** sur le territoire du Parc par les différentes collectivités publiques et par l'État.

La charte est le texte fondateur d'un PNR. Elle fixe, pour une durée de 12 ans (2007-2019), les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc, ainsi que les mesures de mise en œuvre.

La charte engage les collectivités du territoire (les communes, les communautés de communes et d'agglomération, le Département et la Région concernés) qui l'ont adoptée, ainsi que l'État qui l'approuve par décret.

- **Des principes à respecter en matière d'urbanisme**

Conformément à l'article L. 333-1 du code de l'Environnement, les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec la Charte et en appliquer les orientations et mesures.

Les orientations sont déclinées dans la Charte à partir de trois vocations :

1. Maîtriser l'espace et conforter ses patrimoines
2. Promouvoir un développement agricole, touristique et économique durable, moteur d'une vie locale de qualité
3. Mettre l'Homme au cœur d'un projet territorial innovant et exemplaire

En matière de maîtrise de l'espace, il s'agit de :

- **Maîtriser** l'urbanisation, d'une part, pour préserver les bourgs et villages ruraux dans leur forme traditionnelle et leur identité architecturale et, d'autre part, pour préserver les espaces naturels et agricoles.
 - **Promouvoir** une politique de l'habitat favorisant l'équilibre social
 - **Préserver** et **valoriser** les ressources, la biodiversité et les patrimoines remarquables : patrimoines naturel, géologique, paysager, bâti, archéologique, culturel, agricole, humain...
- ➔ Les axes de la Charte du Parc sont confrontés avec ceux du PLU pour reconnaître sa compatibilité.

Tableau 3 – Compatibilité PLU/Charte du Parc

Axes stratégiques et orientations opérationnelles	Compatibilité du P.L.U. avec la Charte
Axe 1 Maîtriser l'espace et conforter ses patrimoines	
I - Contribuer à l'aménagement du territoire	
Article 2 : maîtriser l'évolution démographique et préserver les espaces naturels et agricoles	Développer l'habitat et équilibrer l'offre de logements avec mixité sociale (principe de développement maîtrisé) Préservation des terres comme activité économique et espace de respiration
Article 3 : promouvoir une qualité de l'urbanisme et des aménagements exemplaires	Maintien d'une entité villageoise cohérente
II - Renforcer les stratégies de protection, de restauration et de gestion des patrimoines naturels, paysagers et des ressources	
Article 5 : préserver l'identité et la diversité des paysages	Préservation des éléments structurants du paysage par la protection des haies, des boisements, des liaisons écologiques, les zones à dominantes humides
Article 6 : renforcer les stratégies de protection et de gestion des patrimoines naturels et de la biodiversité	Proposition de classement de zone humide et versants associés au Natura 2000 Préservation des continuités paysagères Préservations des zones ZNIEFF, Natura 2000,
Article 8 : lutter contre les nuisances et prévoir les risques	Intégration des risques et des nuisances (inondations, mouvements de terrain, coulées de boues, au ruissellement
III – Conforter les actions de valorisation des patrimoines bâtis	
Article 10 – Identifier, préserver, réhabiliter et valoriser le patrimoine archéologique et historique	confortement par des liaisons douces, activités touristiques hébergements, artisanat
Article 11 – Identifier, préserver, réhabiliter et valoriser le patrimoine bâti rural	Protection du patrimoine architectural (jardins, murs, constructions remarquables
Article 13 – Contribuer à une agriculture diversifiée, économiquement viable, écologiquement responsable et au développement d'une sylviculture durable	Préserver l'agriculture en périphérie comme activité économique
Axe 2 - Promouvoir un développement agricole, touristique et économique durable, moteur d'une vie locale de qualité,	
IV – Promouvoir un développement économique durable	
Article 14 : accompagner le développement des activités économiques dans le respect de l'environnement	Activités touristiques hébergements, artisanat Pérenniser et développer l'offre économique de la commune (activités commerciales)
Axe 3 Mettre l'Homme au cœur d'un projet territorial innovant et exemplaire.	
Article 14 : accompagner le développement des activités économiques dans le respect de l'environnement	Activités touristiques hébergements, artisanat Pérenniser et développer l'offre économique de la commune

Le projet de PLU d'Ambleville est compatible avec les objectifs de la charte du Parc.

8.3 Les sites naturels remarquables du Vexin

Le Parc favorise la découverte d'espaces naturels remarquables et inattendus en Ile-de-France. Marais, carrières, bois et coteaux calcaires dévoilent leurs trésors faunistiques et floristiques. 13 sites naturels remarquables sont ainsi identifiés.

Le projet de PLU d'Ambleville n'est pas concerné par l'un des 13 sites remarquables.

PARTIE II – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

L'état initial de l'environnement est développé dans le rapport de présentation du P.L.U. d'Ambleville.

1 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le territoire communal d'Ambleville présente de nombreux espaces protégés, en reconnaissance de l'intérêt écologique de la flore, de la faune et de l'intérêt des paysages

Ces périmètres sont majoritairement implantés aux abords de la vallée de l'Aubette et sur les coteaux de la rivière. Ainsi des Zones Natura 2000 directives habitat englobent l'ensemble de la vallée de l'Aubette, hormis les espaces urbanisés de la commune.

Ce périmètre correspond également à l'emprise de site d'intérêt écologique prioritaire établi. Ce dernier est complété par des emprises adjacentes en intérêt écologique potentiel (rives de plateaux agricoles et espaces de boisements)

La vallée de l'Aubette est également classée en site d'intérêt écologique depuis la vallée de l'Epte jusqu'à la sortie du bourg.

La zone Natura 2000 de la Vallée de l'Epte et de ses affluents s'inscrit sur une partie du territoire communal.

En revanche, la commune n'est pas concernée par les Znieff.

1.1 Le site Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen, regroupant l'ensemble des sites naturels désignés en application des directives européennes "Oiseaux" (n° 79-409 du 2 avril 1979) et "Habitats" (n° 92-43 du 21 mai 1992).

La directive "Oiseaux" concerne soit les habitats des espèces inscrites dans son annexe I (espèces menacées de disparition, vulnérables ou rares) soit les milieux terrestres ou marins utilisés par les espèces migratrices non visées par l'annexe I et dont la venue est régulière.

Chaque État membre désigne comme Zone de Protection Spéciale (ZPS) des sites présentant un intérêt communautaire pour une ou plusieurs espèces d'oiseaux en fonction des critères établis par la directive Oiseaux.

La directive "Habitats" concerne :

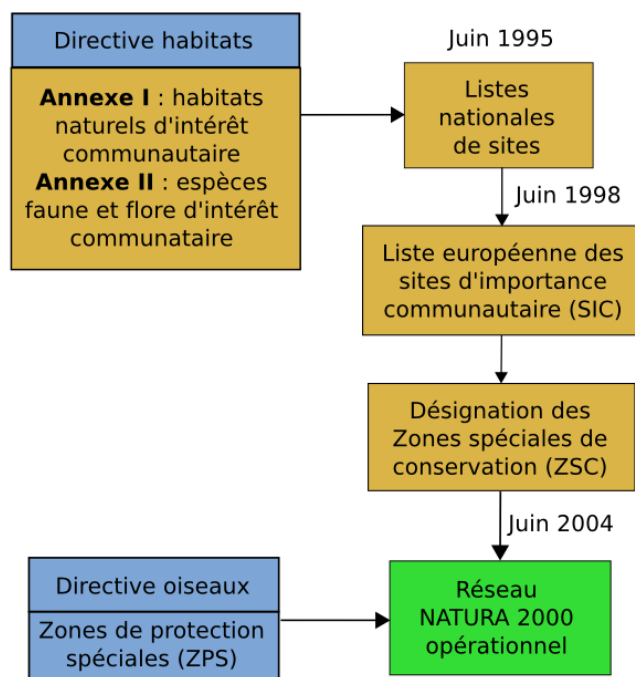
- les habitats d'intérêt communautaire mentionnés dans son annexe I du fait de leur danger de disparition, de leur aire de répartition restreinte et/ ou de leurs remarquables caractéristiques propres à l'une ou à plusieurs des six régions biogéographiques (alpine, atlantique, continentale, macaronésienne, méditerranéenne et boréale) ;
- les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire mentionnées dans son annexe II.

Chaque état membre propose à la Commission européenne une liste de Sites d'Importance Communautaire (SIC), au titre de la directive "Habitats", qui une fois désignés par cette Commission deviendront des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

Pour mettre en œuvre la directive "Habitats", la France a prévu de doter chaque site d'un document d'objectifs (DOCOB) qui définit les orientations de gestion, les mesures de conservation contractuelles ou réglementaires et les différents outils disponibles pour atteindre les objectifs de conservation.

Le réseau Natura 2000 regroupe l'ensemble des ZPS et des ZSC sur le territoire européen (schéma 3).

Figure 3 – Le réseau Natura 2000 et les Directives



1.1.1 La ZSC FR1102014 - Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents

Le territoire de la commune d'Ambleville est concerné par un des sites du réseau Natura 2000 référencé FR1102014 – « Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents ». Ce site a été classé en Zone Spéciale de Conservation le 17/04/2014. Le PNR du Vexin Français est l'organisme responsable de la gestion de ce site. Ce site a fait l'objet d'un Document d'Objectifs (DOCOB) validé en 2013.

C'est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Issu d'un processus de concertation, il relève d'un droit administratif « négocié » plus que d'une procédure unilatérale classique. Il s'agit d'un document de référence pour les acteurs concernés par la vie du site.

La ZSC couvre une superficie de 3187 ha comprise entre 15 m et 145 m d'altitude. Elle s'étend sur les territoires de 14 communes.

Située à l'extrémité nord-ouest de l'Ile-de-France, la vallée de l'Epte est caractérisée par une agriculture encore largement diversifiée. La conservation d'un système hydraulique naturel a permis de maintenir une qualité de l'eau et des milieux humides remarquables.

Ambleville détient 289 ha de superficie concernée par cette ZSC, ce qui représente 36 % du territoire.

1.1.1.1 Qualité et importance du site

La vallée de l'Epte constitue une entité écologique de grande importance à l'échelon du bassin parisien présentant des milieux humides et des coteaux ayant conservé leurs caractères naturels.

L'Epte et ses affluents sont caractérisés par la présence d'habitats naturels et d'espèces remarquables (espèces piscicoles, habitats alluviaux). Les coteaux présentent, pour leur part, un ensemble de milieux ouverts ou semi-ouverts d'une grande richesse écologique mais aussi paysagère.

1.1.1.2 Vulnérabilité

Ce site est menacé par la fermeture des milieux suite à l'abandon des pratiques agricoles extensives, par les travaux de drainage, de remblaiement, de profilage des berges. Les risques de pollution et d'eutrophisation des milieux aquatiques sont aussi à prendre en compte.

1.1.1.3 Les habitats communautaires de la ZSC

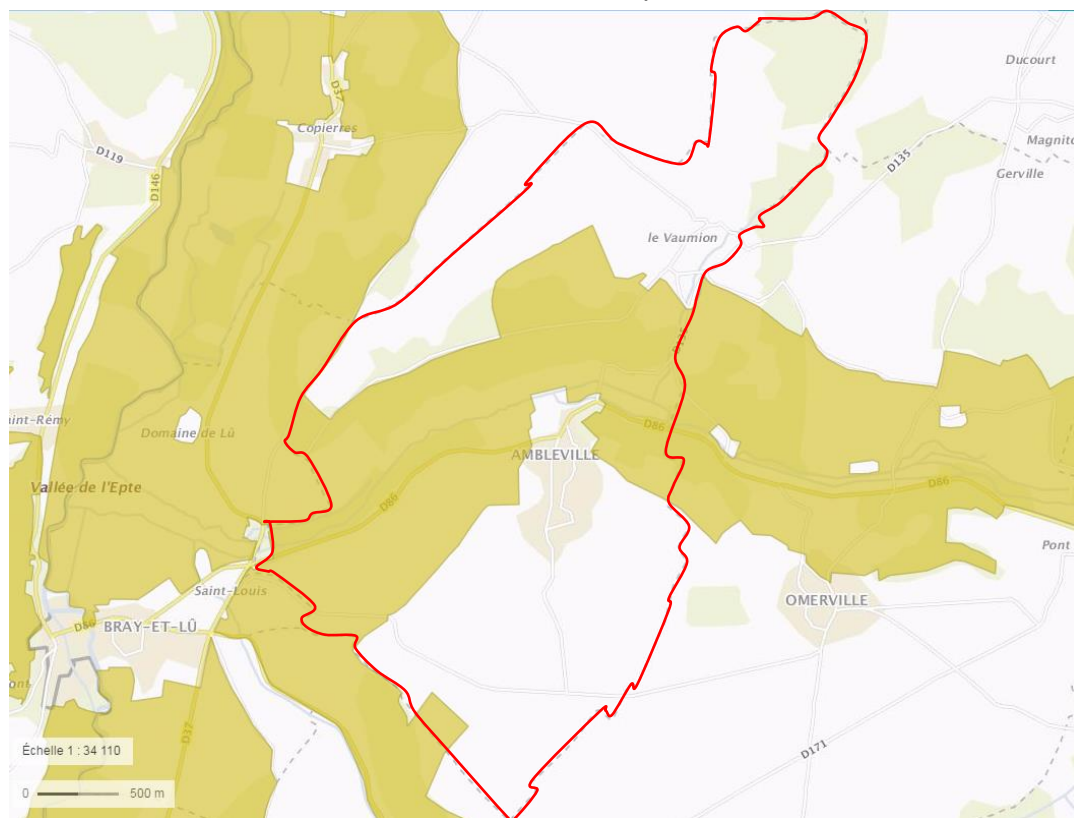
La ZSC abrite 13 habitats d'intérêt communautaire qui couvrent 567,62 ha.

Tableau 4 – Surface par type d'habitats inscrits à l'annexe 1 de la Directive Habitat faune flore

Types d'habitats inscrits à l'annexe 1 de la Directive Habitat	Superficie (ha)	Pourcentage de couverture	Evaluation globale
3140 Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp	0,11	0	-
3260 Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion	12,89	0,4	B
5130 Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires	7,99	0,25	B
6120 Pelouses calcaires de sables xériques	5,29	0,17	C
6210 Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	120,11	3,77	B
6430 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	29,84	0,94	C
6510 Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	55,54	1,74	C
7220 Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	9,63	0,3	C
7230 Tourbières basses alcalines	3,75	0,12	-
8160 Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnards	0,01	0	-
91E0 Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	189,34	5,94	C
9130 Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum	132,86	4,17	C
9180 Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	0,27	0,01	-

Evaluation globale : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

Carte 1 - Localisation de la FR1102014 - Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents



Source - Géoportail

1.1.1.4 Description des habitats communautaires présents sur la commune d'Ambleville

Sur le territoire de la commune, quatre habitats sont représentés :

- **Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'emboisement sur calcaires [6210]**

Les pelouses calcicoles sont des formations herbacées, sèches, généralement plus ou moins rases, de faible productivité développées en conditions oligotrophes à mésotrophes, sur des sols calcaires ou crayeux.

C'est un habitat prioritaire lorsqu'il s'agit d'un site d'orchidées remarquables, c'est à dire si :

- ✓ le site abrite un cortège important d'orchidées ;
- ✓ le site abrite une population importante d'au moins une espèce d'orchidée considérée comme peu commune sur le territoire national ;
- ✓ le site abrite une ou plusieurs espèces d'orchidées considérées comme rares, très rares ou exceptionnelles sur le territoire national.

La végétation est dominée par des graminées spécifiques comme le Brome dressé (*Bromus erectus*) sur les calcaires lutétiens ou le Brachypode penné (*Brachypodium pinnatum*) sur la craie. Il faut signaler les nombreuses orchidées comme l'Ophrys bourdon (*Ophrys fuciflora*), l'Orchis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*) ou l'Orchis moucheron (*Gymnadenia conopsea*).

Préservation : la mise en place de pâturage extensif ou de fauche avec exportation, accompagné d'un débroussaillage ponctuel et d'une limitation des intrants est nécessaire.

- **Sources pétrifiantes avec formation de travertins [7220]**

Ces sources d'eau calcaire se rencontrent au contact des calcaires lutétiens et des argiles sparnaciennes. Elles donnent lieu à la formation de travertins (roche calcaire déposée en lits irréguliers offrant de multiples cavités de taille et de répartition irrégulières) ou de tufs (dépôts non consistants).

Des formations végétales se développent au niveau de ces sources, sur les matériaux carbonatés mouillés : la précipitation du calcaire entraîne le dégagement de gaz carbonique utilisé par les végétaux. Les espèces caractéristiques sont essentiellement des mousses (bryophytes) telles que le *Cratoneuron commutatum* ou le *Cratoneuron filicinum*.

Cet habitat est menacé par la réduction artificielle des débits liée à des détournements de sources et par le changement de la composition des eaux (eutrophisation notamment). Ces communautés fragiles peuvent également faire l'objet de dégradations directes du fait d'une forte fréquentation humaine ou animale (sangliers par exemple) de leurs abords immédiats. Un bon éclairciment est nécessaire à l'épanouissement des mousses spécialisées associées.

Préservation : limiter au maximum les interventions de type curage, mais aussi de le protéger lors des travaux forestiers et de ne pas attirer de sangliers à proximité.

- **Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du *Ranunculon fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion* [3260]**

Cet habitat est présent dans les eaux courantes plus ou moins rapides, de l'étage montagnard à l'étage planitiaire. Dans les régions de plaine, il est surtout limité aux "rivières de la craie" dont le profil pentu génère un courant rapide qui lui est favorable.

Très peu répandu en Ile-de-France, il est présent sur toute la rivière Epte et ses affluents, constituant l'un des plus beaux ensembles de la région.

Cet habitat est favorable à la Truite fario (*Salmo trutta fario*) et à des espèces exceptionnelles dans les plaines françaises comme le Gomphe à crochets (*Onychogomphus forcipatus*).

On peut distinguer plusieurs grandes variantes :

- En conditions assez profondes et à courant rapide, la formation est dominée par les rubans nageants de la Renoncule flottante (*Ranunculus fluitans*) et de la Sagittaire (*Sagittaria sagittifolia*). Cette dernière reste stérile dans ces conditions, de même que le Nénuphar jaune (*Nuphar lutea*), incapable de développer des feuilles en surface en raison du courant. La mousse *Fontinalis antipyretica* se fixe sur les galets.

- En conditions profondes mais plus lentes, le Myriophylle en épis (*Myriophyllum spicatum*) et le

Potamo perfolié (*Potamogeton perfoliatus*) deviennent réguliers.

- En conditions moins profondes et moins rapides (sur les affluents principalement), les Callitriches, notamment le Callitriche à crochets (*Callitriche hamulata*) deviennent abondants avec la Zannichellie des marais (*Zannichellia palustris*), espèce protégée en Ile-de-France.

Les fossés et les petits ruisseaux qui serpentent dans les prairies le long de l'Epte sont dominés par une formation différente à Cresson de fontaine (*Nasturtium officinale*) et Ache nodiflore (*Apium nodiflorum*). C'est l'habitat de reproduction de l'Agrion de Mercure.

Cet habitat est particulièrement sensible à la qualité des eaux, aux modifications hydrauliques modifiant les forces des courants, au curage... Un trop fort ombrage lui est également défavorable.

Préservation : Entretenir régulièrement les ripisylves pour favoriser l'éclairciment et prévoir une gestion des pollutions issues du bassin versant.

- **Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (habitat prioritaire) [91^{E0}]**

Ces habitats occupent le lit majeur des cours d'eau (recouvert d'alluvions récentes et soumis à des crues régulières), mais aussi les zones humides inondées périodiquement par les remontées de la nappe souterraine ou les bordures de sources ou de suintements.

On distingue traditionnellement les forêts à bois tendre des forêts à bois dur (avec persistance possible de quelques espèces à bois tendre).

Préservation : surtout la préservation du cours d'eau et de sa dynamique. Il s'agit également d'éviter les transformations et de pratiquer une gestion douce (futaie jardinée, proscrire les gros engins, limiter les intrants).

1.1.1.5 Les menaces pesant sur les habitats naturels de l'annexe 1 de la directive Habitats sur le territoire de la commune d'Ambleville

Les menaces qui pèsent sur les quatre habitats communautaires sont listés dans le tableau ci-dessous et les préconisations de gestion ont été apportées pour chacune des menaces définies pour chacun des habitats.

Tableau 5 – Menaces sur les habitats présents sur la commune et préconisations de gestion

Habitat	Menaces	Préconisations de gestion
6210 – Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires	abandon pastoral qui conduit à la fermeture des milieux	mise en place de pâturage ou de fauche avec export - débroussaillage ponctuel - limiter les intrants
7220 – Sources pétifiantes avec formation de travertins	réduction artificielle des débits (détournements de sources) - eutrophisation - piétinement lié à une trop forte fréquentation humaine ou animale	limiter les interventions (curage) - protéger les sources lors des travaux forestiers - éviter d'attirer des sangliers à proximité des sources tuffeuses (agrainage)
91E0 – Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i>	assèchement lié au surcreusement des rivières - eutrophisation - substitution des essences spontanées par des peupliers	gestion douce (futaie jardinée, proscrire les gros engins) - conserver la diversité de gestion sur le petit parcellaire - conversion de certaines vieilles peupleraies en aulnaies-frênaies - limiter les intrants
3260 – Rivières des étages planitiaires à montagnards avec végétation du <i>Ranunculus fluitans</i> et du <i>Callitriche-Batrachion</i>	- diminution de la qualité de l'eau - modifications hydrauliques - curage - trop fort ombrage	- favoriser l'éclairement du lit du cours d'eau - réduire l'eutrophisation du bassin versant - maintenir et/ou restaurer les petits ruisseaux lents - mise en place de bandes enherbées

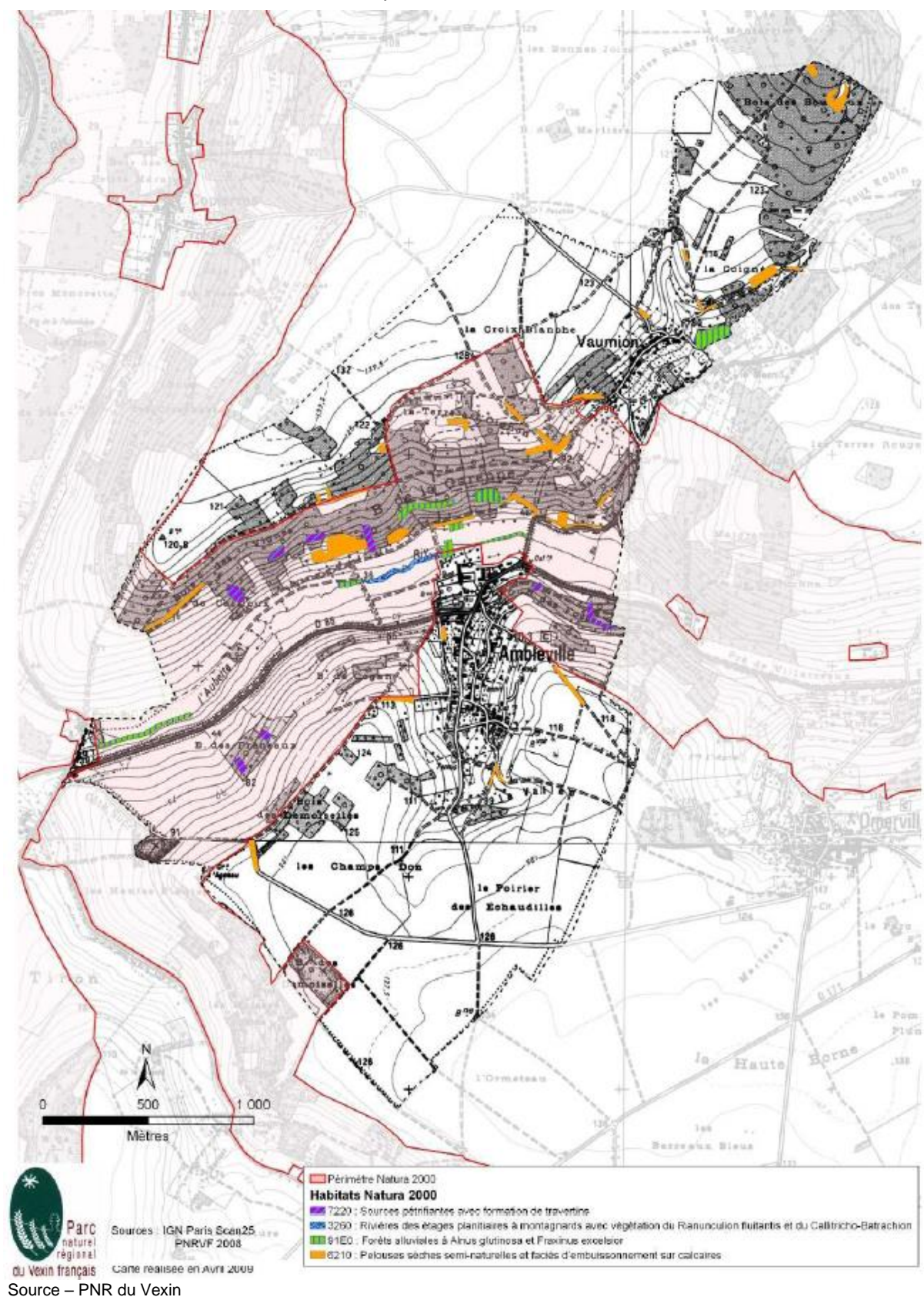
1.1.1.6 La localisation des habitats communautaires sur le territoire de la commune d'Ambleville

La majorité des habitats se concentrent dans la moitié nord de la commune d'Ambleville.

La zone urbanisée et la partie sud de la commune avec les lieux-dits « Les Champs Don » et « Le Poirier des Echaudilles » est assez pauvre en habitats d'intérêt communautaire, de même qu'une large bande située au nord de la commune.

Par ordre d'importance surfacique, les habitats les plus représentés sont les pelouses sèches semi-naturelles, les forêts alluviales, puis les sources pétifiantes et les rivières des étages planitiaires.

Carte 2 - Localisation des habitats remarquables sur le territoire communal



1.1.1.7 Les espèces animales et végétales de la ZSC

- **Les espèces végétales**

La ZSC ne présente pas d'espèces inscrites sur les listes des annexes de la Directive Habitats.

- **Les espèces animales inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE**

La ZSC présente 11 espèces animales inscrites sur la liste de l'annexe 2 de la Directive Habitats (cf. tableau ci-dessous). Un invertébré est présent l'Ecaïlle chinée (*Euplagia quadripunctaria*) une espèce cosmopolite commune dans les endroits très herbeux en lisière de boisement. Deux poissons sont présentes : la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*) et le Chabot (*Cottus gobio*). Ces poissons sont limités au flux hydraulique du lit mineur de l'Aubette. Les mammifères sont représentés par 5 chauves-souris : 2 rhinolophes et 3 Vespertilions. Des espèces qui trouvent à la fois les gîtes et les ressources suffisantes pour alimenter les populations estimées à une vingtaine d'individus pour les premiers et une dizaine d'individus pour les seconds.

Tableau 6 - Evaluation écologique des espèces animales communautaires ayant fait l'objet de création du site ZSC

Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille	Conservation	Évaluation globale du site
Invertébrés	1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	P	4000	B	B
Invertébrés	6199	<i>Euplagia quadripunctaria</i>	P		-	-
Invertébrés	1092	<i>Austropotamobius pallipes</i>	P		C	B
Poissons	1095	<i>Petromyzon marinus</i>	R		C	C
Poissons	1096	<i>Lampetra planeri</i>	P		B	B
Poissons	1163	<i>Cottus gobio</i>	P		A	B
Mammifères	1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	W	20	C	B
Mammifères	1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	W	20	C	B
Mammifères	1321	<i>Myotis emarginata</i>	W	10	B	B
Mammifères	1323	<i>Myotis bechsteinii</i>	W		C	B
Mammifères	1324	<i>Myotis myotis</i>	W	10	B	B

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite»

Type : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice)

Évaluation globale : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

Toutes ces espèces ne sont pas présentes sur le territoire de la commune d'Ambleville.

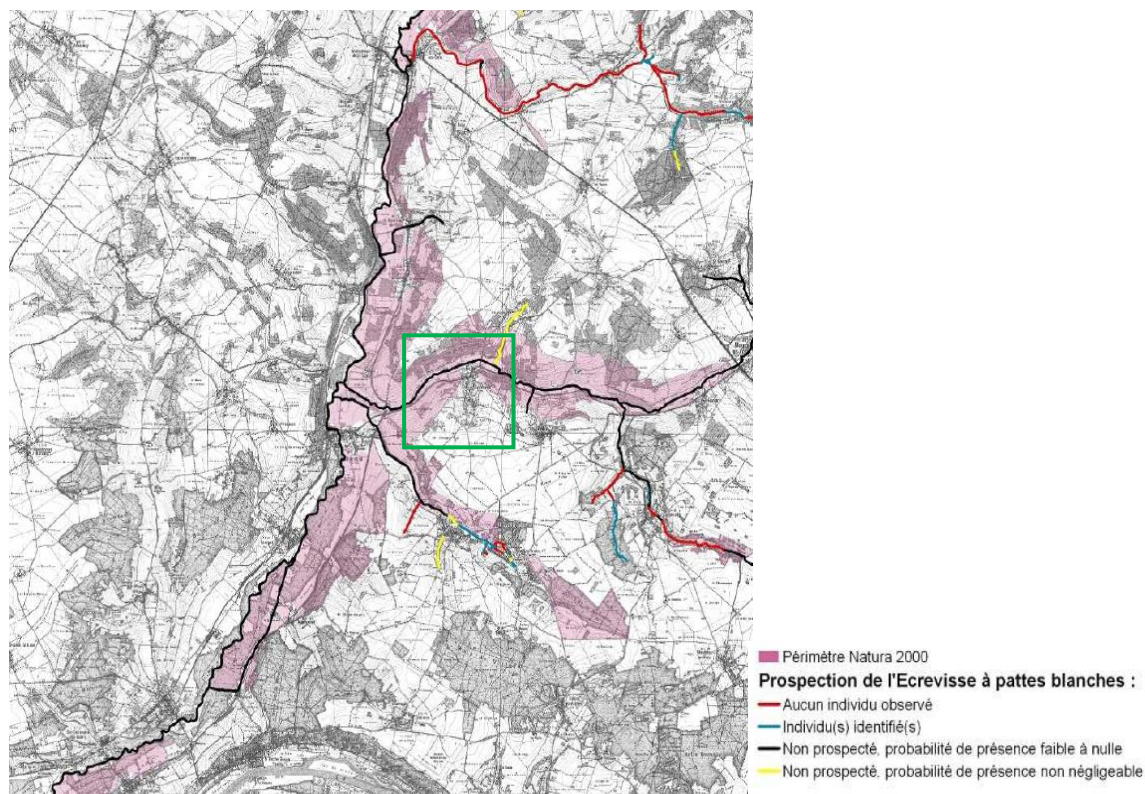
Espèces animales présentes sur le territoire de la commune d'Ambleville.

Six espèces animales sont présentes sur les onze observées dans la ZSC.

Tableau 7 - Évaluation des menaces, de la protection réglementaire et des préconisations de gestion des espèces animales communautaires

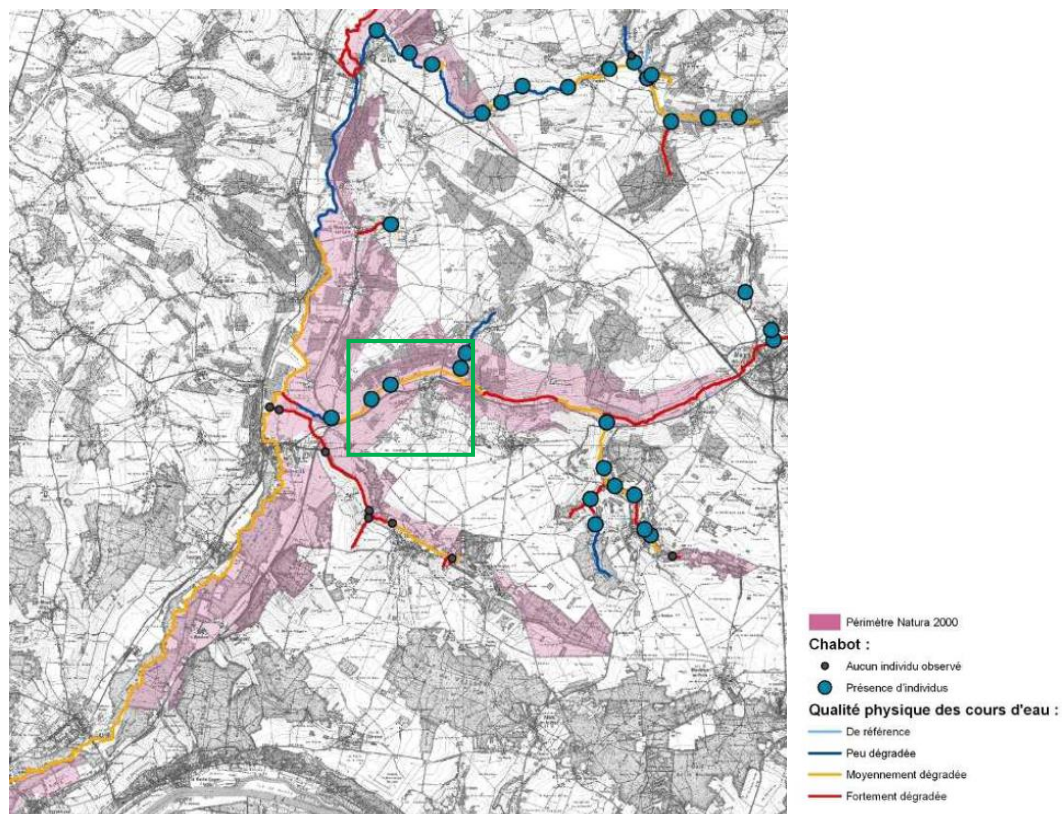
Espèce	Menaces	Protection	Préconisations de gestion
Écrevisse à pattes blanches	<ul style="list-style-type: none"> -détérioration des biotopes liée aux activités humaines (pollution de l'eau, aménagements urbains) -introduction d'espèces concurrentes <p><i>Non prospecté mais probabilité de présence non négligeable sur le Vaumion</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> -Annexe II et V directive Habitats -Annexe II Convention de Berne -Protection Nationale -Vulnérable UICN 	<ul style="list-style-type: none"> -limiter voire enrayer la prolifération des espèces qui la concurrencent -contrôle des activités ayant un impact sur son habitat
Grand Murin	<ul style="list-style-type: none"> - dérangement dû aux activités humaines (restauration des toitures ou les travaux d'isolation l'été, - fréquentation des cavités d'hibernation l'hiver - modification de leurs zones de chasse - intoxication par des pesticides <p><i>Hiverne à Ambleville</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Annexes II et IV de la directive habitats - Protection nationale - Préoccupation mineure UICN 	<ul style="list-style-type: none"> - protection des gîtes (mise en place de grilles adaptées aux entrées des cavités d'hibernation), - limiter voire interdire l'utilisation de pesticides aux abords des gîtes et des corridors boisés de déplacement.
Grand Rhinolophe	<ul style="list-style-type: none"> - fréquentation des cavités d'hibernation l'hiver - modification de leurs zones de chasse - intoxication par des pesticides <p><i>Hiverne à Ambleville</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Annexes II et IV de la directive habitats - Protection nationale - Quasi menacé UICN 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation auprès des propriétaires privés et des communes
Petit Rhinolophe	<ul style="list-style-type: none"> - dérangement (fréquentation accrue du milieu souterrain), - dégradation du patrimoine bâti (abandon ou rénovation), - modification des paysages due au développement de l'agriculture intensive (disparition des haies, déboisement des berges...), - intoxication par des pesticides <p><i>Hiverne à Ambleville</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Annexes II et IV de la directive habitats - Protection nationale - Préoccupation mineure UICN 	<ul style="list-style-type: none"> - protection des gîtes (mise en place de grilles adaptées aux entrées des cavités d'hibernation), - restauration de prairies pâturées à proximité des gîtes - sensibilisation auprès des propriétaires privés et des communes
Chabot	<p>Modification des paramètres du milieu (vitesse du courant, embâcles, sédiments...)</p> <p><i>Ru Toussaint</i></p> <p><i>Aubette</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Annexes II de la directive habitats 	<ul style="list-style-type: none"> - éviter la canalisation des cours d'eau, - lutter contre l'implantation d'étangs en dérivation ou en barrage sur les cours d'eau de tête de bassin.
Lamproie de Planer	<ul style="list-style-type: none"> - modification des paramètres du milieu (vitesse du courant, embâcles, sédiments...) - dégradations frayères par aménagement des cours d'eau <p><i>Aubette</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Annexes II de la directive habitats Protection nationale 	<ul style="list-style-type: none"> - lutter contre la pollution et les sédiments - rétablir les circulations sur les ruisseaux pour la reproduction en tête de bassin

Carte 3 - Localisation des espèces animales communautaires repérées sur la commune d'Ambleville : L'Ecrevisse à pattes blanches



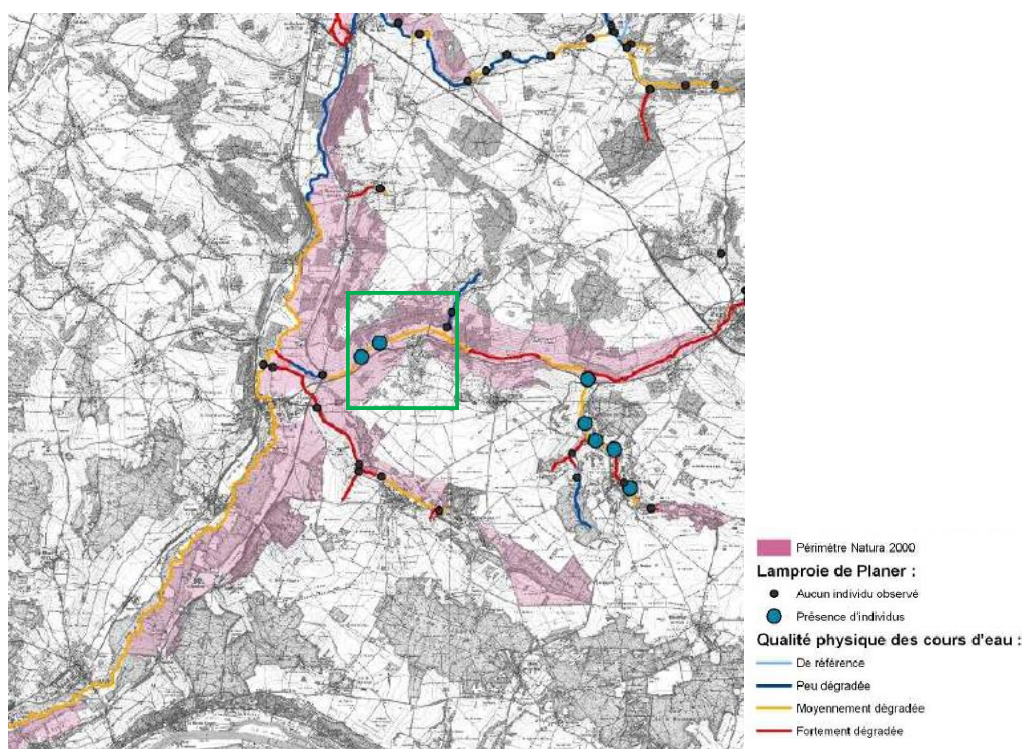
Source - DCOB

Carte 4 - Localisation des espèces animales communautaires repérées sur la commune d'Ambleville : Le Chabot



Source - DCOB

Carte 5 - Localisation des espèces animales communautaires repérées sur la commune d'Ambleville : La Lamproie de Planer



Source – DOCOB

• Les enjeux

On constate que la répartition des habitats communautaires se localise en dehors de l'urbanisation. Certains habitats de type pelouse sèche tutoient cependant la frange urbaine.

Les enjeux vis à vis des habitats et des espèces communautaires sont faibles.

Tableau 8 - Compatibilité PLU/DOCOB

Objectifs	Compatibilité du P.L.U. avec le DOCOB
1 - Préservation du milieu prairial par des pratiques de gestion extensive ; Aménagements sur les zones de grande culture	Aménagements sur les zones de grande culture prévus suite au diagnostic sur les ruissellements.
2 - Gestion et restauration des boisements	Préservations de boisements Protéger et renforcer les haies d'essences locales participant à l'identité paysagère et limitant les ruissellements
3 – Protection et entretien des milieux humides	Mise en protection par un classement en N Protéger et valoriser la trame verte et bleue
4 – Informer, sensibiliser l'ensemble des acteurs	Non concerné
5 – Lutte contre les espèces exotiques envahissantes	Non pris en compte dans le PLU
6 - Protéger les accès des cavités d'hibernation à chauves-souris	Non pris en compte dans le PLU

Une charte du site Natura 2000 a été signée en 2006. Avec les contrats Natura 2000, la charte est un des outils contractuels de mise en œuvre du DOCOB. Elle a pour but de contribuer à atteindre les objectifs définis dans le document d'objectifs.

Le projet de PLU d'Ambleville a pris en compte les éléments du DOCOB

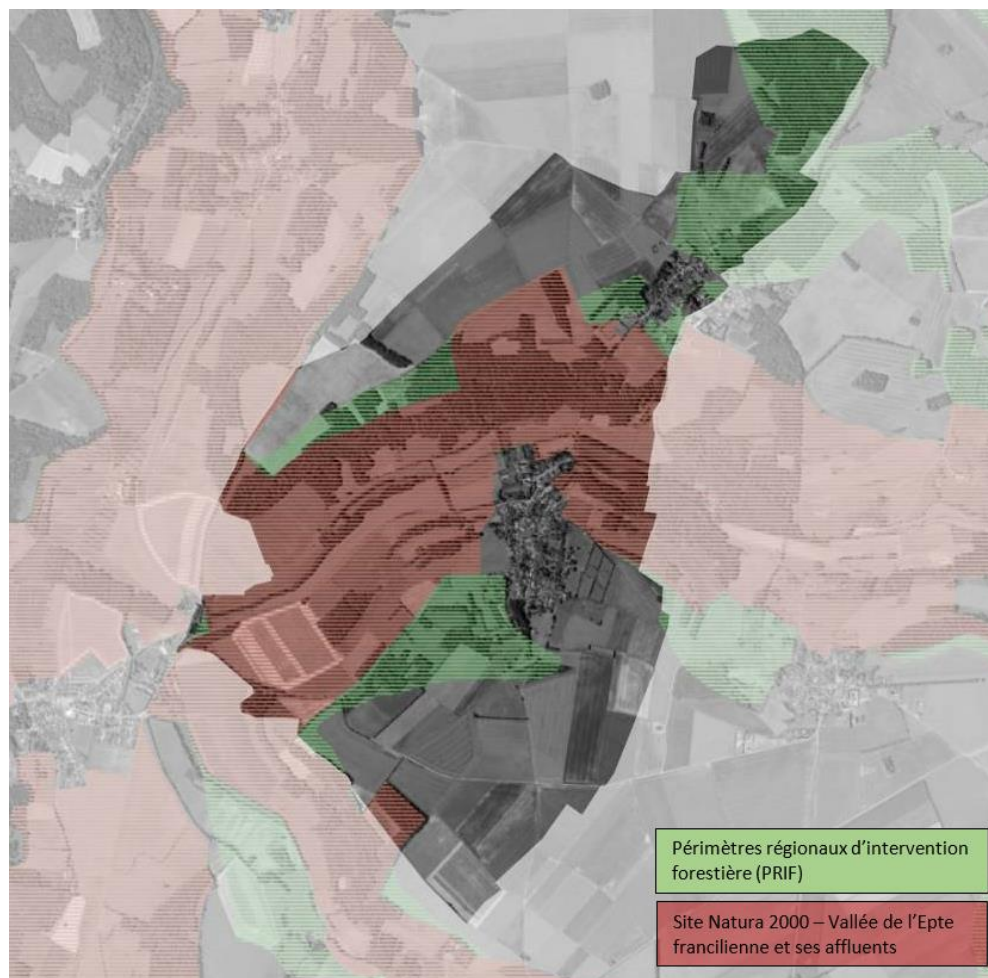
1.2 Les sites naturels protégés

Le territoire communal d'Ambleville présente de nombreux espaces protégés, dans un souci de préservation de la flore, de la faune et des paysages.

1.2.1 Les Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF)

Outil d'intérêt majeur, le PRIF est un engagement partenarial explicite entre une commune, l'AEV et le Conseil régional afin de pérenniser la vocation forestière, naturelle ou agricole d'un site délimité. C'est donc l'expression d'une décision politique concertée, permettant à la Région Île-de-France de mettre en œuvre une démarche et des actions de préservation et de mise en valeur des espaces ouverts et des paysages.

Carte 6 - Localisation des PRIF



Source – DataGouv.fr

La commune s'attache à faire évoluer son PLU en cohérence avec la destination, naturelle ou agricole du PRIF. De plus, elle veille à faire appliquer son document d'urbanisme de manière à éviter le mitage et les usages contraires aux objectifs de protection et de mise en valeur durable.

1.2.2 Site protégé par la maîtrise foncière

Grâce au produit de la taxe d'aménagement, le Conseil Général du Val d'Oise met en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public d'espaces naturels sensibles (ENS).

Le département peut décider d'acquérir certaines parcelles en exerçant son droit de préemption. L'instauration possible de zones de préemption sur les espaces sensibles permet au département de contrôler les transactions. Mais, il peut également signer des conventions entre les propriétaires et les collectivités territoriales assurant l'entretien et le gardiennage de sites ouverts au public.

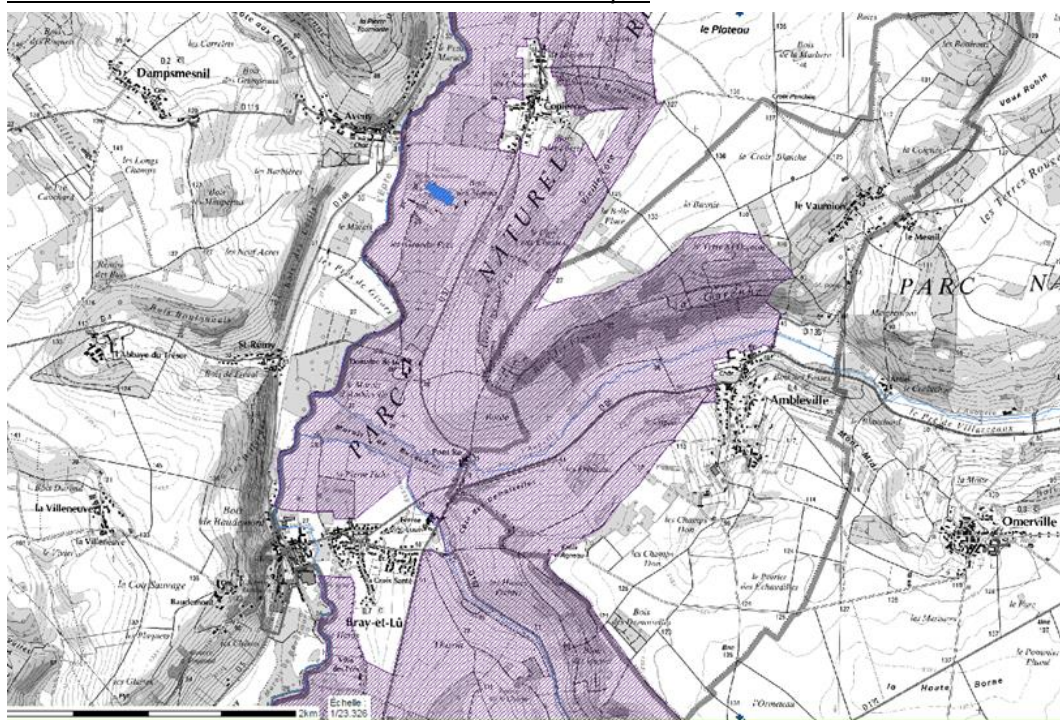
Le territoire de la commune d'Ambleville n'est pas concerné par un espace naturel sensible.

1.2.3 Site classé (Articles L.341-1 à 22 du code de l'environnement)

Les sites classés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national : éléments remarquables, lieux dont on souhaite conserver les vestiges ou la mémoire pour les événements qui s'y sont déroulés...

Le territoire de la commune d'Ambleville est concerné par le site classé 27 194 000 : Vallée de l'Epte à Authevennes, Berthenonville, Bus-Saint-Rémy, château-sur-Epte, Dampmesnil, Fourges, Gasny sur une superficie de 4710,74 ha par le décret de classement du 20/01/1982 et arrêt du Conseil d'Etat du 04/07/1986.

Carte 7 - Ambleville et le Site classé – Vallée de l'Epte



Source – Carmen DRIIE Ile De France

256,28 ha du territoire communal sont répertoriés en site classé.

1.2.4 Site inscrit (Articles L.341-1 à 22 du code de l'environnement)

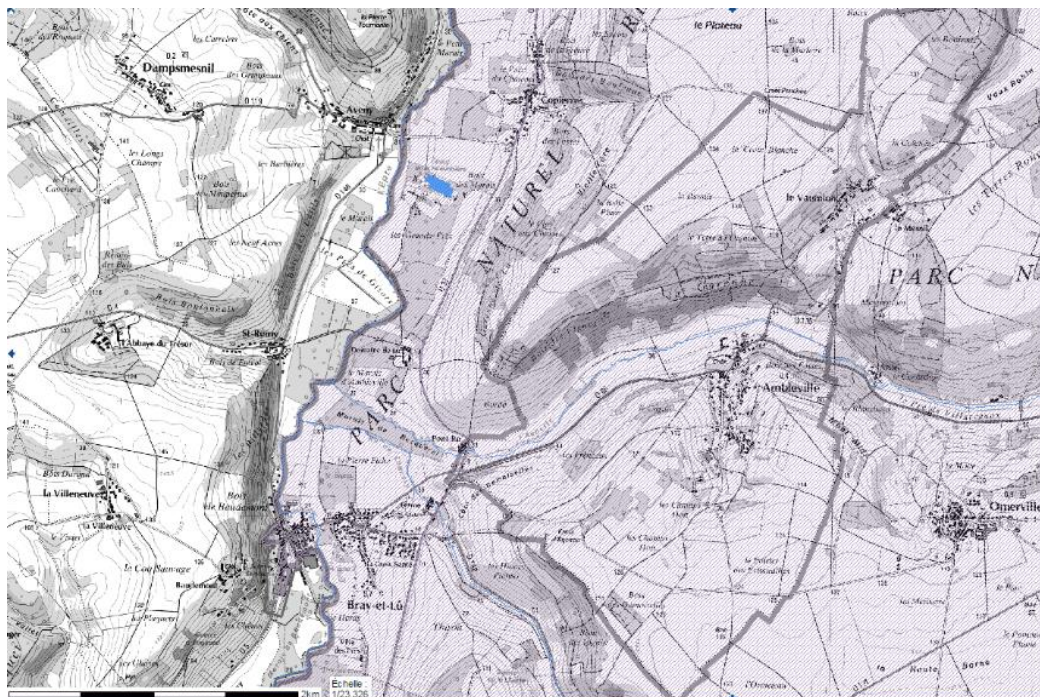
L'inscription est une reconnaissance de la qualité d'un site justifiant une surveillance de son évolution, sous forme d'une consultation de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

Au sein du périmètre du site Natura 2000 "Vallée de l'Epte francilienne et ses affluents", il existe 2 sites inscrits respectivement en 1972 et en 1975 : le Vexin français et la vallée de l'Epte. Ils ont été recouverts en partie par le site classé de la vallée de l'Epte (cf. paragraphe site classé) et ne concernent pratiquement plus que les bourgs dans la partie qui nous intéresse, sauf sur les affluents qui sont encore concernés par le site inscrit du Vexin français.

Tout le territoire de la commune d'Ambleville est concerné par le site inscrit.

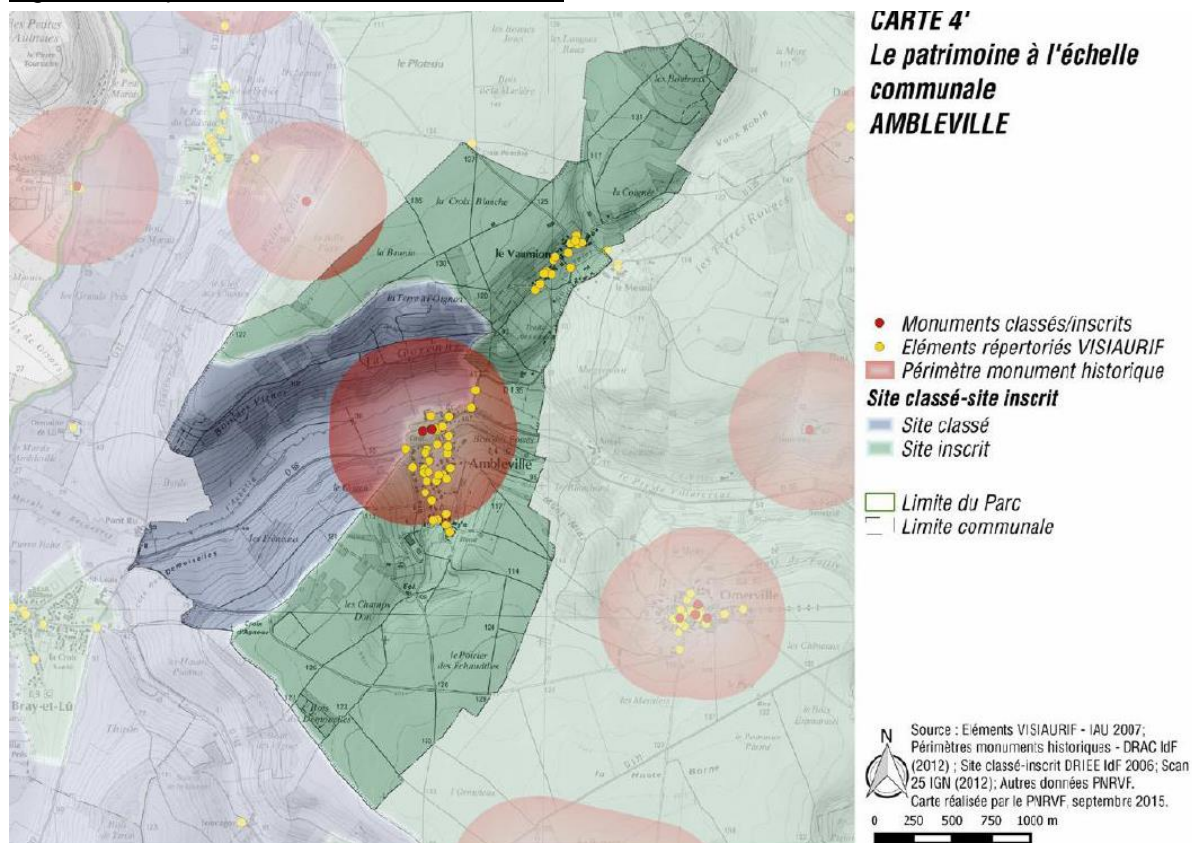
549,23 ha du territoire communal sont répertoriés en site inscrit.

Carte 8 - Ambleville et le site inscrit



Source – Carmen DRIIE IdF

Figure 4 - Le patrimoine à l'échelle communale



Source – PNR du vevin

1.3 Les sites naturels inventoriés

1.3.1 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des ZNIEFF vise la connaissance aussi exhaustive que possible des espaces naturels régionaux les plus remarquables, c'est à dire dont l'intérêt repose tant sur l'équilibre et la richesse des écosystèmes que sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares et menacées. Ce programme d'inventaires des sites nationaux les plus remarquables au plan écologique reste sans équivalent de nos jours.

Deux types de zones sont définis :

- les zones de type I sont des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable :
- les zones de type II correspondent à des ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes, souvent de plus grande superficie.

On dispose avec les ZNIEFF d'une base de connaissance, accessible à tous et consultable en amont de tout projet d'aménagement du territoire. Les ZNIEFF ne sont pas des espaces légalement protégés, mais leur prise en compte permet bien souvent de prévoir et d'ainsi d'éviter de futurs impacts sur la biodiversité.

La commune d'Ambleville n'est pas concernée par un zonage ZNIEFF.

1.3.2 Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux

Les ZICO sont des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'Oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou Européenne. Leur inventaire a été établi par le ministère de l'Environnement suite à l'adoption de la directive européenne dite "Directive Oiseaux".

Aucune ZICO n'est présente sur le territoire d'Ambleville.

1.3.3 Les zones humides

1.3.3.1 La Vallée de l'Epte et de l'Aubette

L'Epte marque la limite du département de l'Eure et du Val d'Oise et sa vallée est la frontière historique entre le Vexin Français et le Vexin Normand.

Ambleville s'est développé sur la rive sud de l'Aubette, affluent de l'Epte, dans un vallon entaillé par le ru d'Ambleville, affluent de celle-ci. Le relief draine les eaux de ruissellement dans le vallon où s'est installé le village.

La vallée de l'Epte qui draine la région est orientée nord-sud, tandis que ses affluents sont orientés est-ouest. L'Aubette a incisé le plateau calcaire du Vexin et creusé, à près de 80 mètres sous le plateau, une vallée aux versants symétriques et pentus (plus de 10%).

Le hameau de Vaumion est implanté sur la rive droite de la vallée d'un autre affluent de l'Aubette le ru Toussaint. Celui-ci se prolonge par des vallées sèches au-dessus de sa source dont vers le Nord-Est, Vaux Robin sur la commune d'Omerville, puis Saint-Gervais (hameau de Ducourt).

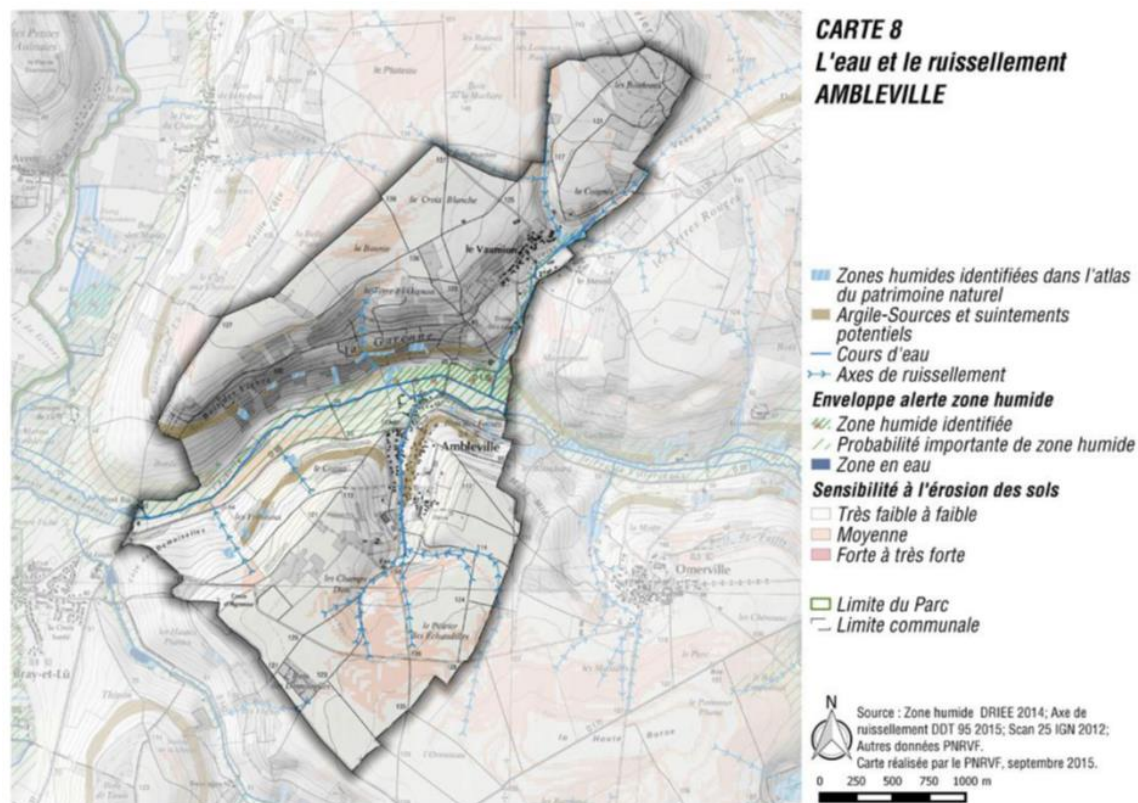
L'incision des vallées a guidé l'écoulement des eaux superficielles et souterraines. Les eaux infiltrées dans le substrat calcaire ressurgissent à la limite supérieure des argiles sparnaciennes sous forme de source et alimentent les nombreux rus présents sur le territoire communal. Ces rus rejoignent l'Aubette de Magny, puis après un parcours est-ouest, l'Epte à Bray-et-Lû et enfin, la Seine.

L'Aubette de Magny prend sa source à Nucourt, à près de 13 km à l'est d'Ambleville.

En fond de vallée, au niveau d'Ambleville, l'Aubette se double du *ru des Grignons*.

Le territoire possède peu d'étangs et mares aux abords des cours d'eau mais possède un dense réseau de ruissellement à travers la commune.

Carte 9 - Le ruissellement à Ambleville



Source – PNR du Vexin français

Les eaux ru d'Ambleville traversent le village soit sous busage, soit dans des caniveaux.

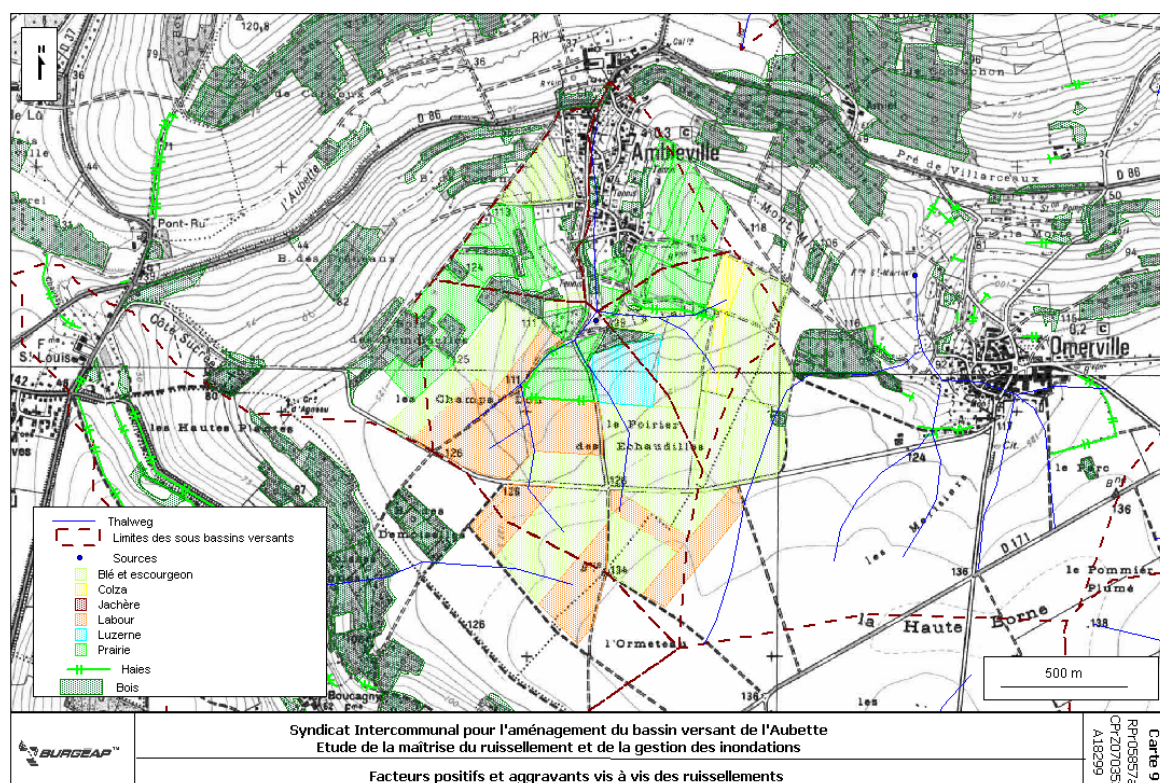
La commune est régulièrement inondée (habitations dans le bas du village et RD 86) par des coulées de boues lors de violents orages. Sa situation en fond de vallée à la confluence de plusieurs thalwegs dans un secteur sourceux concentre en effet tous les ruissellements provenant des bassins versants amont.

Tableau 9 – Le ruissellement sur le territoire d'Ambleville

Dysfonctionnements	Dégâts	Aménagements réalisés	Remarques
Ruissellements agricoles	Inondations dans la rue principale d'Ambleville		
Ruissellements agricoles	Coulée de boues en amont du village	Haie en travers du thalweg	
Ruissellements sur voirie	Inondation d'une habitation		
			Zone d'expansion de l'Aubette de Magny à préserver

Source : Burgeap

Carte 10 – Analyse du bassin versant



Source : Burgeap

La présence de l'eau dans la commune d'Ambleville est stratégique et participe à l'articulation de la commune. La trame bleue dans le territoire se traduit par la présence continue de la ripisylve de l'Aubette et de nombreuses zones humides implantées en fond de vallée.



Le Ru Toussaint au Vaumion, sous la station de dénitrification (gauche) et le long de la RD135 (droite)



L'Aubette au Pont ru - Vue vers l'est. Mégaphorbiaie nitrophile à l'ombre des peupliers.



L'Aubette traverse la RD 135. Vue vers l'est. Si la bande enherbée limite les intrants culturels de se déverser par ruissellement dans la rivière, les peupliers alignés de part et d'autre des deux berges apportent un ombrage non favorable à la végétation et à la reproduction des animaux aquatiques.



L'Aubette traverse la RD 135 vue vers l'ouest.

Le cours sinueux de l'Aubette depuis les jardins du Château d'Ambleville au Pont ru. Le ruisseau est protégé par deux bandes enherbées au niveau des champs cultivés. Cet espace accueille la Lamproie de Planer.



Caniveau et fontaine rue du cimetière



Des épanchements superficiels à l'origine de la déstabilisation des fondations de murs – Rue du cimetière



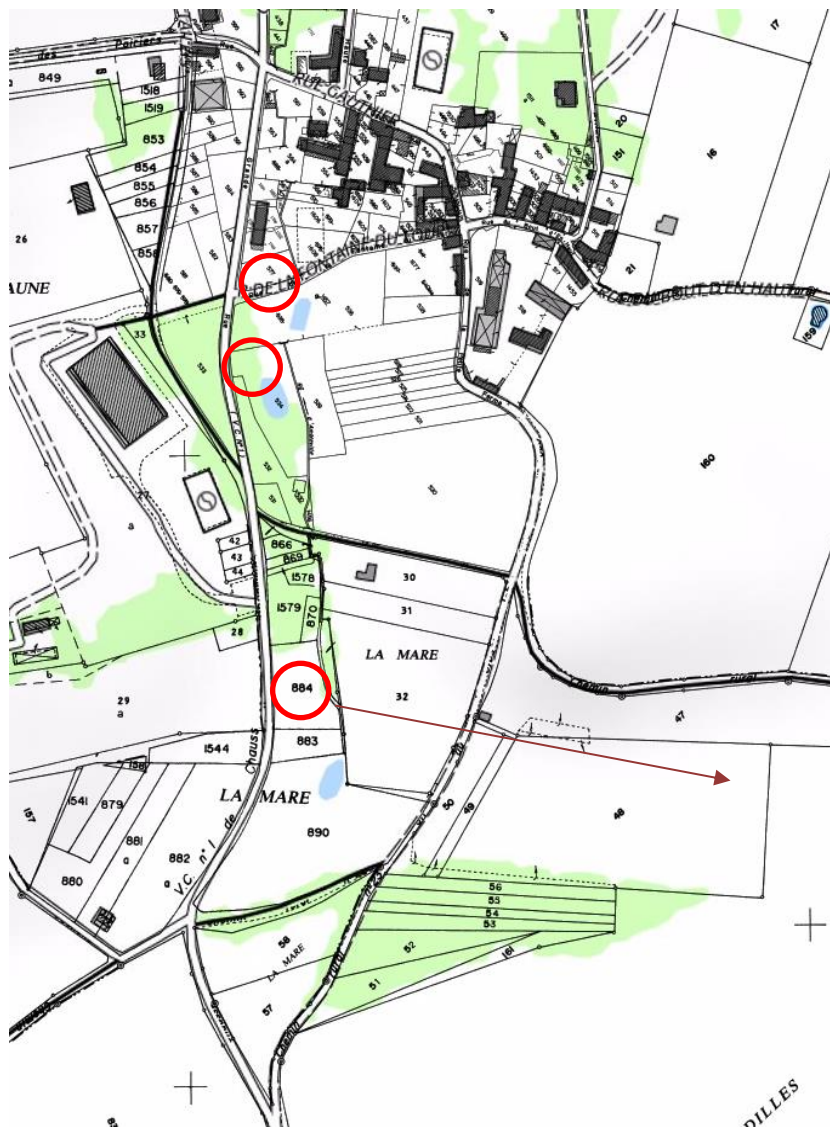
La rue du cimetière à 18% de pente ravine la berge non stabilisée coté mur.

1.3.3.2 Les étendues d'eau (étangs, mares, retenues d'eau)

Il n'y a pas d'étendues d'eau libre naturelle sous forme d'étangs ou de retenues d'eau sur la commune. En revanche, des bassins existent au Vaumion et à Ambleville dans des jardins privés.

Il existe trois mares et bassins localisés le long du Ru d'Ambleville entre le lieu-dit « la Mare » et la rue de la Fontaine du Four.

Figure 5 - Les zones humides sur la commune



Source – Issu du Rapport de Présentation

1.3.3.3 Intérêt des zones humides

Les zones humides remplissent de multiples fonctions et rendent de nombreux services (tableau ci-dessous).

Tableau 10 – Fonctions et rôles apportées par les zones humides

Fonctions		Services rendus/usages indirects
Pédologiques	Rétention des sédiments et accumulation de la matière organique	Formation des sols, régulation de l'érosion
Hydrologiques	Ralentissement et stockage des eaux à plus ou moins long terme	Contrôle des crues
	Stockage et restitution progressive des eaux	Recharge des nappes et soutien des étiages
	Obstacle à l'écoulement	Réduction de l'érosion (par réduction de l'énergie de l'eau)
Biogéochimiques	Rétention des nutriments (phosphore et azote)	Épuration de l'eau / Protection de la ressource en eau
	Rétention et piégeage de matières en suspension	
	Rétention et transformation des micropolluants organiques (pesticides notamment)	
	Rétention des éléments traces potentiellement toxiques	
Biodiversité	Réseaux trophiques complexes, écosystèmes dynamiques	espèces notamment les oiseaux migrateurs et les pollinisateurs, diversité des communautés
	Forte productivité	Ressources végétales et animales exploitées (produits aquacoles, bois, tourbe, fourrage, produits biochimiques pour la production de médicaments)
		Ressources génétiques (matériel génétique utilisé pour la reproduction animale)
Climatique	Influence positive sur la production d'oxygène	Rôle tampon limitant les changements climatiques globaux
	Favorise le stockage du carbone	
	Instauration d'un microclimat local (influence sur les températures, précipitations et autres processus climatiques)	

1.3.4 Les espaces boisés

Les surfaces boisées implantées sur les versants nord de la vallée de l'Aubette structurent le territoire communal. Ces derniers sont épaulés par de nombreuses parcelles éparses implantées sur le versant sud de cette typologie.

Ils forment une continuité boisée au centre de la zone d'étude sur un axe nord-est sud-ouest et sont implantés sur d'anciennes cultures de vergers.

Ces massifs sont implantés sur les ruptures topographiques et viennent souligner le fond de vallée.

Au sud du territoire des boqueteaux isolés s'inscrivent au sein des parcelles agricoles, venant animer le plateau agricole en créant des ruptures visuelles.

De façon générale se sont les massifs boisés qui viennent cadrer le territoire communal et ses usages en créant ou obstruant les différentes vues et perceptions du paysage.

Les massifs du Bois des Vignes et de la Garenne constituent une continuité sur le territoire et un corridor écologique nécessaire à la biodiversité. Cette particularité devra être maintenue dans le cadre du PLU.

Carte 11 – Répartition des boisements, des résineux et des friches sur le territoire communal



Bois de la Garenne depuis les berges de l'Aubette en direction du Vaumion sur la RD 135

1.3.5 Les espaces agricoles

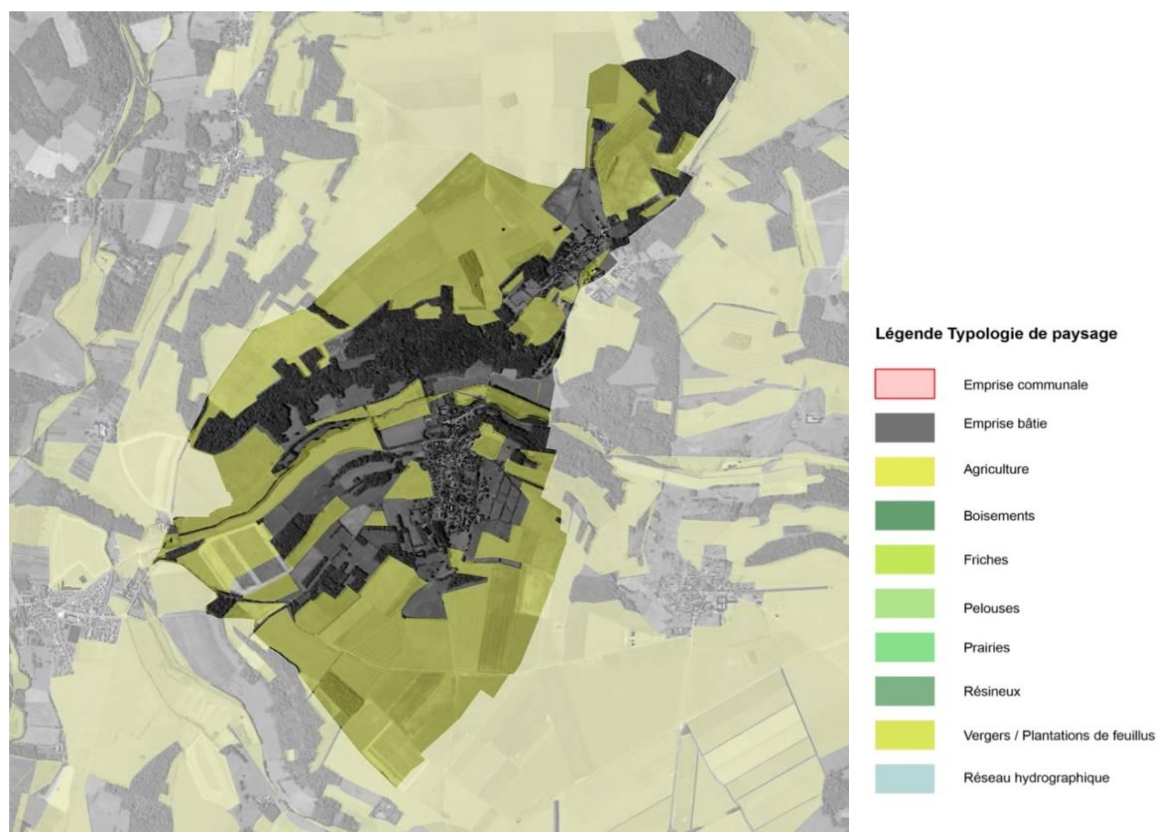
Les espaces agricoles de la commune occupent plus de la moitié des surfaces globales du territoire. Ils sont majoritairement implantés sur les plateaux de la Chapelle en Vexin et d'Omerville. Ces implantations se caractérisent par de grandes parcelles cultivées.

D'autres espaces agricoles prennent place au cœur de la vallée de l'Aubette, depuis les abords du lit de la rivière, jusqu'aux coteaux boisés et aux espaces de prairies. Ces grandes étendues inscrites en cœur de vallée sont néanmoins animées par la présence de nombreuses haies et parcelles boisées.

Les espaces agricoles du territoire sont articulées en trois séquences : les franges du plateau de la Chapelle en Vexin, le fond de vallée de l'Aubette, et les rives du plateau d'Omerville. Ces entités sont entrecoupées par les massifs boisés du *Bois des Vignes* et de la Garenne sur le coteau nord et la trame urbaine et ses espaces de prairie attenants sur le coteau sud.

Cette typologie de paysage très présente sur le territoire est le lien entre les autres formes paysagères présentes, ainsi une continuité agricole est identifiable depuis le plateau sud de la commune jusqu'à la pointe nord.

Carte 12 – Répartition de l'espace agricole sur le territoire communal



Espaces agricoles de la vallée de l'Aubette

1.3.6 Les prairies

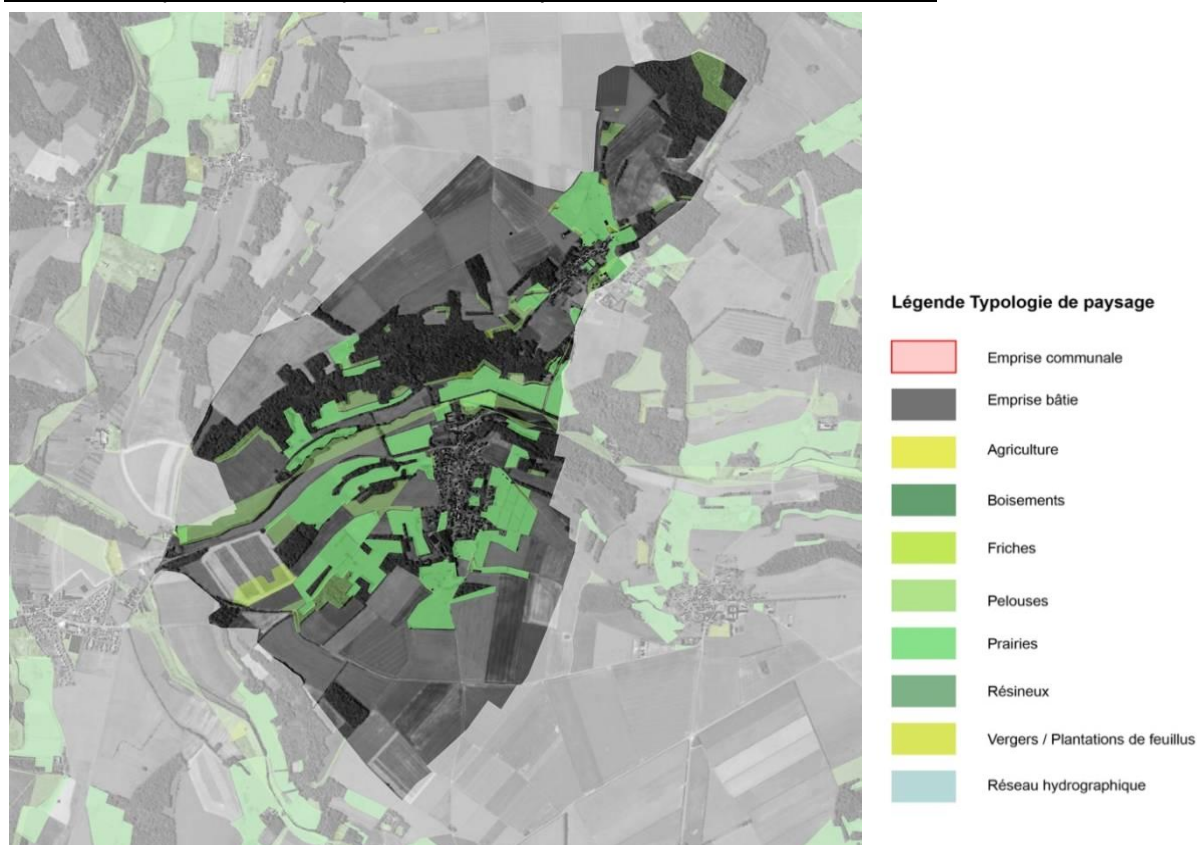
Les espaces de prairies, de friches et de pelouses sont concentrés au centre de la commune, aux abords de l'Aubette et à proximité des espaces urbanisés.

Cette typologie s'inscrit entre les espaces de cultures et les parcelles boisées offrant de vastes glacis sur les coteaux et des espaces de transitions entre les différentes typologies de paysage. Leurs usages sont principalement dédiés à la pâture.

Ces espaces accompagnés de haies bocagères aux abords d'Ambleville participent au caractère rural de la commune.

Ces espaces de prairies participent à l'identité paysagère de la commune et devront être préservés dans le cadre du PLU.

Carte 13 - Répartition de l'espace couvert en prairies sur le territoire communal



Les prairies sur le coteau sud de la vallée de l'Aubette



1.3.7 Le bocage : les haies, les arbres d'alignement et les arbres isolés

- **Les haies**

Les haies bien constituées à deux ou trois strates jouent plusieurs rôles :

1. Microclimatique (restitution de la chaleur la nuit...) ;
2. Paysager (souligne les chemins, la topographie...) ;
3. Protection contre le vent ;
4. Limite séparative entre parcelles (entre prairies) ;
5. Lieux de ressource trophique pour les animaux (invertébrés et vertébré
6. Lieux de gîtes de reproduction pour de nombreux animaux ;
7. Limite le ruissellement des sols non couverts
8. De corridors pour les animaux et les végétaux

Les essences qui les composent sont le plus souvent indigènes : aubépine, prunellier, églantier, merisier, frêne, hêtre, charme, peuplier, viorne, fusain, ...

La commune d'Ambleville présente une trame de haies abondante et développée. Les haies sont implantées dans la vallée de l'Aubette et sur les versants du plateau d'Omerville. La structure spécifique de ces haies intègre systématiquement une trame arborée et une trame arbustive dense.

Une importante ripisylve est également présente sur les berges de l'Aubette sur l'ensemble du territoire communal.

Les haies représentent un enjeu fort dans pour tous les rôles précédemment définis.



Ripisylve de l'Aubette



Succession de haies bocagères et ripisylve coteau sud de la vallée de l'Aubette

Haies horticoles et grillages

Les haies horticoles sont souvent mono spécifiques, généralement du laurier cerise ou du thuya. Ces espèces ne sont pas originaires de la région et n'apportent que peu d'intérêt écologique et paysager.

Les haies mono spécifiques, souvent entretenues de façon architecturée, sont présentes sur le territoire communal en milieu urbain et en milieu agricole. Elles se trouvent majoritairement concentrées en limite des emprises d'habitations et renforcent le sentiment d'individualisation des parcelles.

D'autres haies accompagnent les limites parcellaires entre les différents espaces de prairie et de culture. Cette pratique est une singularité de la commune au regard des communes environnantes.

Néanmoins l'utilisation de végétation endémique en port libre est à valoriser lors des futurs aménagements sur le territoire communal pour conserver le caractère vernaculaire des différentes zones urbaines et paysagères.



Haie bocagère à proximité du bourg d'Ambleville



Haies en limite de parcelles privées (source Google Street View)



Haies architecturées dans les espaces bocagers

- **Les arbres d'alignement**

Les arbres d'alignement urbain

L'urbanisation de la commune d'Ambleville est axée autour de la Grande Rue et ses rues annexes pour Ambleville et la Grande Rue pour le hameau de Vaumion. Cette structure urbaine où les habitations sont étalées le long des axes de communication, sans présenter d'épaisseurs, ne permet pas l'émergence d'alignement de végétation urbaine. L'ensemble des espaces publics est en lien direct avec les circulations communales. Aucun alignement n'est présent sur l'espace public.

Le paysage urbain est donc composé des trames végétales et arborées présentes dans les propriétés privées aux abords de la voie publique. Ce paysage urbain est hétérogène et alterne entre corridors arborés, ouvertures sur les parcelles privées et limites de propriétés maçonnées.

Cette alternance permet néanmoins d'animer le linéaire de voirie. Une vigilance est néanmoins à mettre en place vis-à-vis des espaces opaques formés par les limites de propriété maçonnées (murs hauts, grilles pleines). Ces derniers seront à proscrire dans le cadre de nouveaux aménagements pour limiter l'effet corridor au niveau des axes de circulation.



Structure urbaine Grande Rue Ambleville

Les arbres d'alignement hors agglomération

Le territoire communal ne présente pas d'arbres d'alignement aux abords de ses circulations. Certaines haies bocagères viennent accompagner les grands axes de circulation, mais ne constituent pas des alignements plantés. Néanmoins certaines limites de parcelles sur le plateau d'Omerville s'apparentent à des alignements, même si ces derniers, dans les usages, constituent des haies. Cependant la nature des plantations (pins), leurs implantations ont un impact fort dans le paysage.



Perception des alignements de résineux dans le paysage



Alignement



Impact visuel des alignements de résineux sur le plateau d'Omerville

• **Les arbres isolés**

Le territoire communal est ponctué d'arbres isolés. Ces derniers sont les vertiges des anciens vergers, implantés sur les pentes des coteaux et aux abords des espaces urbanisés, certains arbres implantés au cœur des prairies témoignent d'anciennes haies bocagères et des têtards accompagnent le cours de l'Aubette.

Ils participent à l'animation du paysage communal apportant relief, points de repère et permettent de diversifier les vues en particulier sur le plateau agricole.

Sans caractériser un intérêt remarquable, il joue un rôle écologique important. La plupart du temps ce sont des arbres de haut-jet. Les arbres têtards sont peu représentés.

En revanche, les vergers où les fruitiers isolés sont généralement des espèces qui entretiennent l'ensemble des peuplements de pollinisateurs (hyménoptères, diptères, lépidoptères...). En vieillissant, ces arbres sont des lieux favorables pour un bon nombre d'insectes saproxyliques. Ces arbres introduit par l'homme se révèlent apporter un bénéfice pour les espèces animales principalement invertébrés.

Les bosquets, les bandes boisées et les haies entourées de prairies sont les éléments végétaux principaux structurant le bocage. Leur intérêt écologique est fort. Il représente un enjeu important.

Une haie séparative discontinue haute au hameau du Vaumion composée d'Aubépines et de Prunelliers, les espèces végétales dominantes des haies



Arbres isolés dans les espaces de prairie du plateau de la Chapelle en Vexin



Ancien fruitier et arbre isolé les rives de l'Aubette



1.4 La Trame verte et bleue du Schéma Régional de Cohérence Écologique

Références : Loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite « Loi Grenelle I » - Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENL), dite « Loi Grenelle II »

La trame verte et bleue est l'un des engagements phares du Grenelle de l'environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer...

Elle est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques qui les relient.

La fragmentation des milieux naturels et leur destruction, notamment par l'artificialisation des sols et des cours d'eau sont parmi les premières causes de perte de la biodiversité. La trame verte et bleue a pour objectif d'enrayer ce phénomène tout en prenant en compte les activités humaines.

La trame verte et bleue est un réseau écologique formée d'espaces naturels terrestres et aquatiques en relation les uns avec les autres nommés « continuités écologiques ». Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie (nourriture, repos, reproduction, migration, etc.). Les continuités écologiques sont elles-mêmes constituées de « réservoirs de biodiversité », correspondent à des espaces naturels de taille suffisante ayant un rôle écologique reconnue, qui sont reliés entre eux par des « corridors écologiques ».

Sur Ambleville, la Trame verte et bleue se compose de la manière suivante.

- **Les réservoirs de biodiversité**

Sont identifiés comme réservoir de biodiversité, le « *Bois des fosses* », le « *Bois des Vignes* », « *Bois de la Garenne* », « *Bois d'Ambleville* » et « *Bois des Frênaux* » qui constituent toute la vallée de l'Aubette.

Ils sont localisés dans la moitié occidentale du territoire et ne concerne que des espaces essentiellement boisés.

- **Les continuités écologiques**

En son sein, le réservoir de biodiversité décrit plus haut embrasse plusieurs corridors :

- Le corridor fonctionnel diffus de la sous-trame arborée ;
- Le *Bois de la Garenne* et le *Clos aux chasses* sont connectés par un corridor fonctionnel ;
- Le corridor fonctionnel des prairies, friches et dépendances vertes de la sous-trame herbacée ;
- Les cours d'eau de l'Aubette et le ru de Toussaint qui constituent la sous-trame bleue.

- **Les éléments fragmentant**

Les éléments fragmentant repérés sont de trois types :

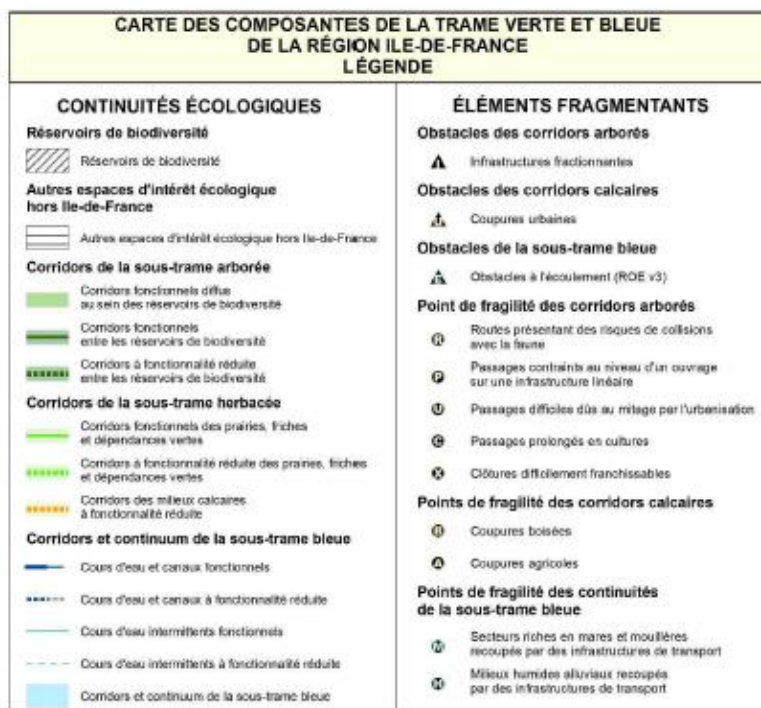
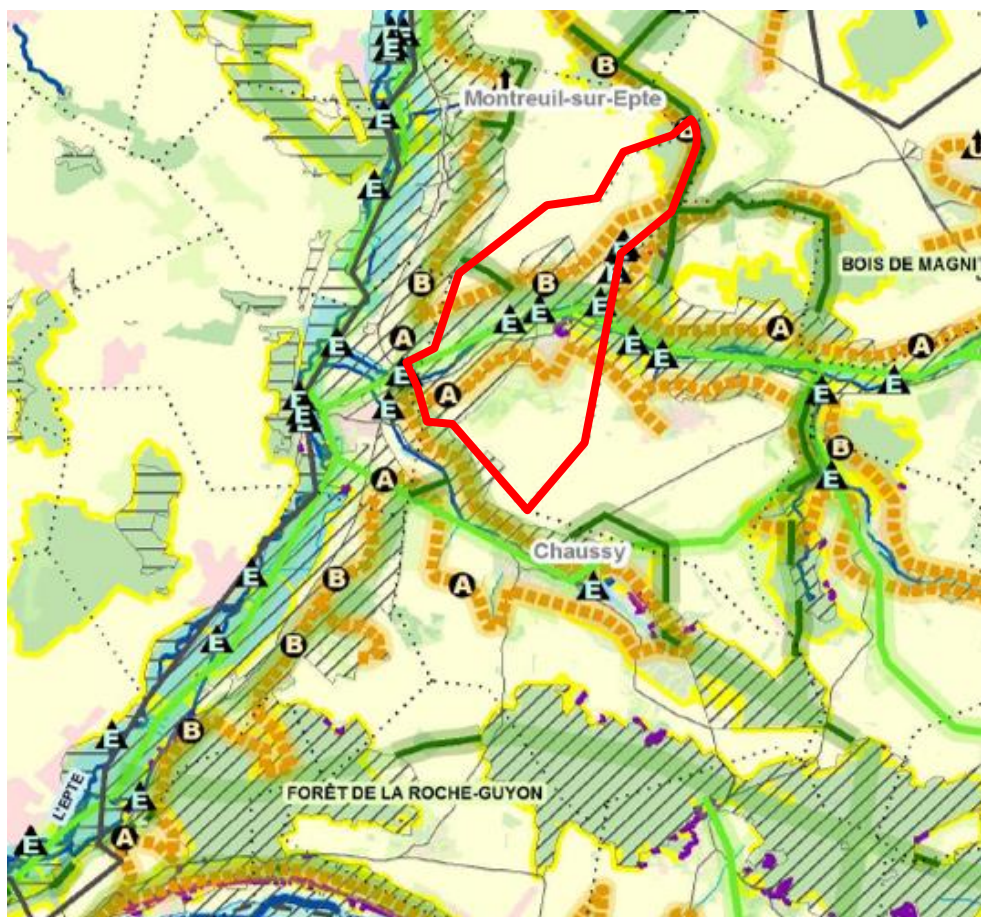
Les obstacles corrélés à l'écoulement de la sous-trame bleue matérialisés par la lettre **E** [dans un triangle noir]

Les points de fragilité des corridors calcaires décomposés en deux coupures :

- Coupures boisées matérialisées par la lettre: **B** [dans un cercle noir]
- Coupures agricoles matérialisées par la lettre **A** [dans un cercle noir]

Ces éléments sont à prendre en compte pour ne pas augmenter leur menaces et si possible, orienter des mesures réductrices vers un maintien voire de compensation, vers une restauration. Ces éléments fragmentant ces corridors constituent des enjeux sur la Trame verte et bleue.

Carte 14 – Le territoire d'Ambleville interprété à partir de la trame verte et bleue au niveau régional

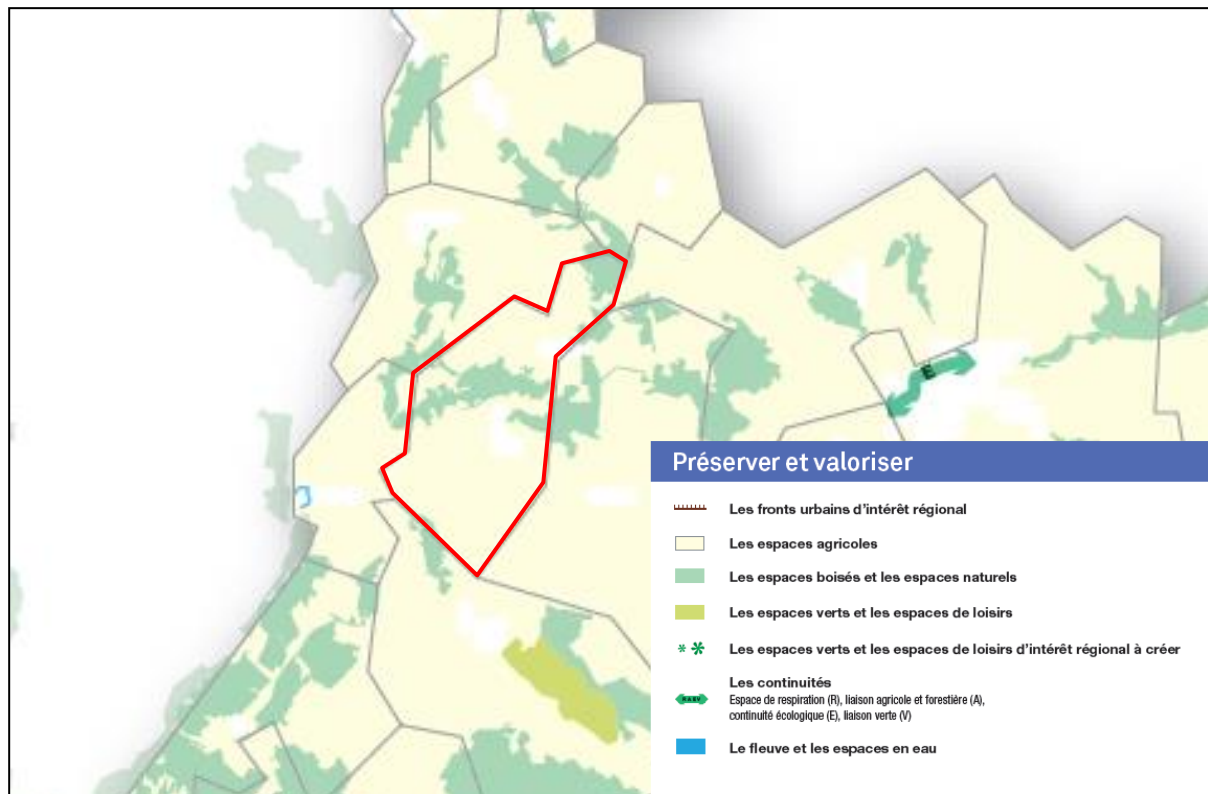


Source - Extrait de la carte régionale de la Trame Verte et bleue en Île-de-France

1.4.1 Dans le cadre du SDRIF

Les principaux corridors biologiques identifiés à préserver et à valoriser sont les espaces boisés qui constituent non seulement un réservoir de biodiversité et l'essentiel des continuités écologiques. En préservant, cette sous-trame évaluée dans la Trame verte et bleue, le SDRIF globalise les fonctionnalités de tous les corridors.

Carte 15 - Les enjeux environnementaux du territoire d'Ambleville



La carte met en évidence la préservation et la valorisation des espaces boisés : Bois des fosses, Bois des Vignes, Bois de la Garenne, Bois d'Ambleville, et Bois des Frêneaux.

1.4.2 Analyse au niveau communal

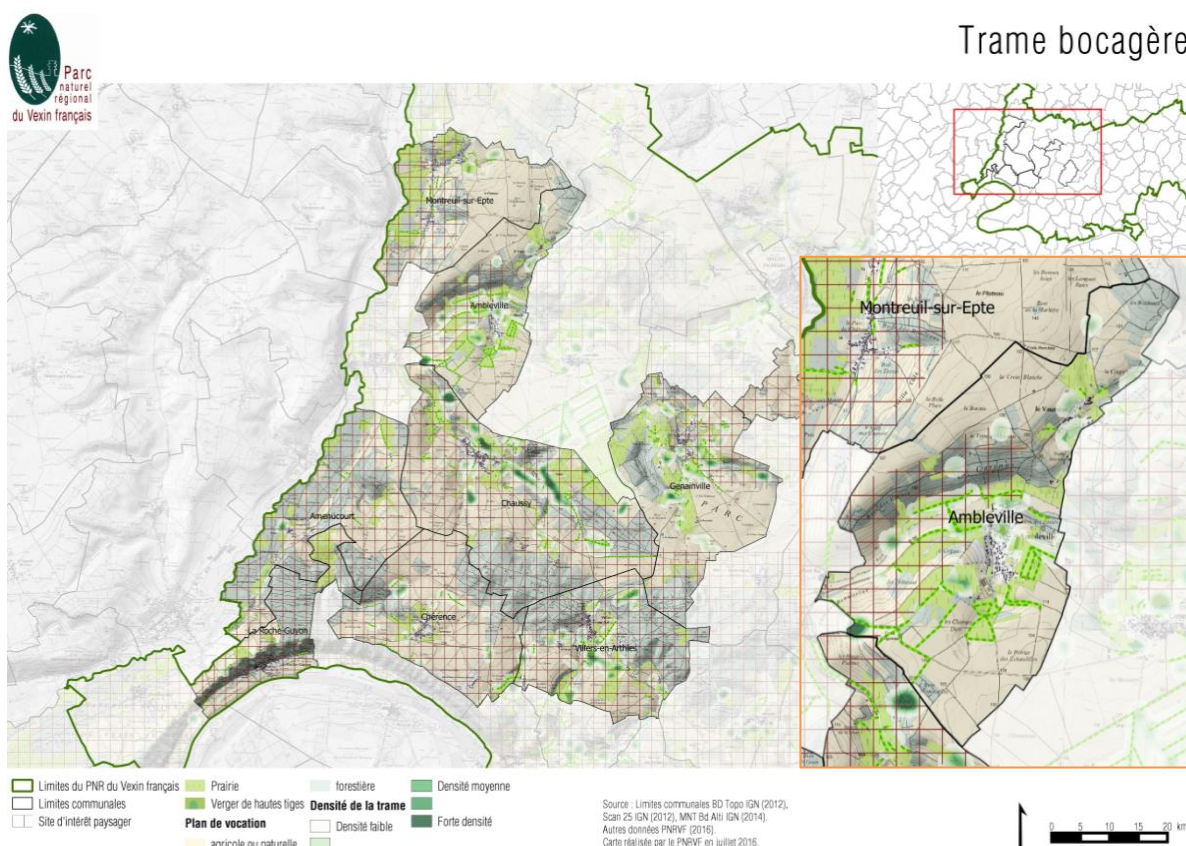
- La trame bocagère

La trame bocagère est composée de haies, de bosquets, de versgers, d'arbres isolés

Les haies et arbres isolés

Les haies sont essentiellement composées d'arbustes comme les aubépines et les prunelliers, et plus rarement de grands arbres. Elles soulignent souvent des limites parcellaires (actuelles ou anciennes) jouant le rôle de clôture. Le bois tiré de ces haies servent parfois pour le chauffage.

Ces éléments de nature « ordinaire » ou « quotidienne » forment un socle paysager et écologique remarquable. Ces interfaces entre les prairies et les forêts permettent aux espèces de se déplacer entre les différents boisements.



Les prés-vergers

En plus de nourrir l'Homme, les vergers sont des refuges pour la biodiversité (insectes, oiseaux). En effet, la chouette Chevêche a besoin de vieux arbres fruitiers dans lesquels elle trouve des cavités indispensables à sa nidification

Motif de la protection

L'intérêt des éléments bocagers n'est pas floristique mais plutôt faunistique.

En effet, tous ces éléments écopaysagers, en plus de structurer le paysage, constituent le support de vie de nombreuses espèces animales, protégées (Chevêche d'Athéna) ou non (entomofaune, arthropodes).

Ils constituent également des axes de déplacement et/ou de chasse pour beaucoup d'espèces dont certaines hautement patrimoniales (chiroptères notamment).

Préconisations de gestion

Les nombreuses phases de remembrement agricoles, l'abandon de la coupe du bois de chauffe et de la récolte des pommes ont conduit à la destruction très importante de tous ces éléments écologiques et paysagers. L'absence de moyen de gestion pérenne de ces milieux constitue une des principales problématiques de conservation de ces éléments

1. conservation des haies, arbres et vergers identifiés ;
2. pour les haies, taille d'entretien au lamier de préférence au broyeur ;
3. pour les vergers, maintien de la strate herbacée ;
4. restauration des fruitiers selon les conseils du Parc ;

- La trame humide

La trame bleue regroupe les cours d'eau et les milieux dont les sols sont plus ou moins engorgés d'eau au cours de l'année :

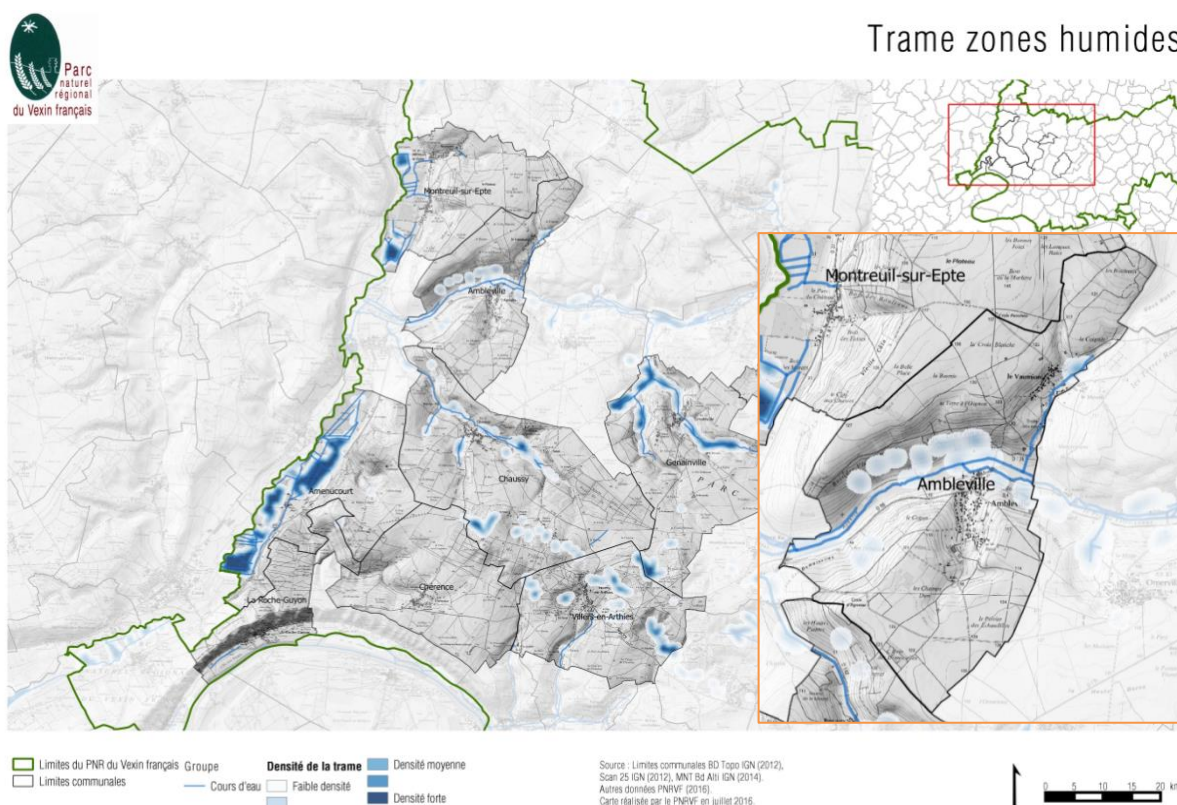
- Dans les cours d'eau et les mares, on trouve des herbiers aquatiques, comme le cresson de fontaine, les potamots, les renoncles aquatiques, les myriophylles ou les lentilles d'eau.

- Sur les berges des cours d'eau et des mares, on trouve les roselières, caractérisées notamment par le Roseau commun, le Roseau à massette et les cariçaies composées de laïches et les joncs.

Sans entretien, ces zones humides se boisent peu à peu et donnent naissance à des boisements d'aulnes et de frênes où la strate herbacée est alors dominée par des espèces de milieux humides comme les laïches, la Reine des prés, le Cirse des maraichers. Les boisements humides se retrouvent également à flanc de coteau, au niveau de sources.

Motif de la protection

Plus de la moitié des zones humides ont disparu en un siècle, en raison de leur drainage, comblement, mise en culture ou pollution de l'eau. Ce sont pourtant les milieux de vie de près de 30% des plantes menacées et de près de 50% des espèces d'oiseaux.



Les zones humides et milieux aquatiques jouent toutes un grand rôle dans l'épuration de l'eau et la régulation des niveaux d'eau de la rivière (soutien à l'étiage en été, réduction des crues en hiver). Compte-tenu de leur raréfaction, les roselières sont d'intérêt pour la région Île-de-France, les boisements humides sont inscrits à l'annexe I de la directive « Habitats-Faune-Flore » et les cariçaies présentent un intérêt pour le Vexin.

Préconisations de gestion

La principale problématique liée à la conservation des zones humides est leur absence d'entretien. Toutes les zones humides ouvertes n'ayant plus de vocation économique, quelques zones humides de type roselière, cariçaie peuvent ponctuellement être rencontrées sur de faibles surfaces. Le reste des zones humides correspond essentiellement à des boisements humides d'aulnes et de frênes.

Cours d'eau

1. pas de recalibrage du cours d'eau, ni curage ;
2. proscrire les débroussaillages et abattage systématique de la ripisylve (entretien à l'épaveuse par exemple)
3. gestion du recouvrement de la ripisylve de façon à obtenir une mosaïque équilibrée de zones en lumière et de zones d'ombre (régénération par endroits choisis) ;
4. gestion globale des intrants et de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant.

Mare

1. protection des mares et de leur alimentation en eau
2. curage partiel à prévoir tous les 10 ans environ ;
3. gestion des roselières pionnières à Typha ;
4. gestion raisonnée des boisements rivulaires ;
5. suivi des maçonneries (état de dégradation des jointoiements) ;
6. entretien régulier (après les gros épisodes pluvieux) des amenées d'eau ;
7. en cas de nécessité de destruction d'une mare pour les besoins de l'exploitation agricole ou des équipements et constructions autorisés par le règlement, rechercher la possibilité de créer ou restaurer une mare de surface équivalente.

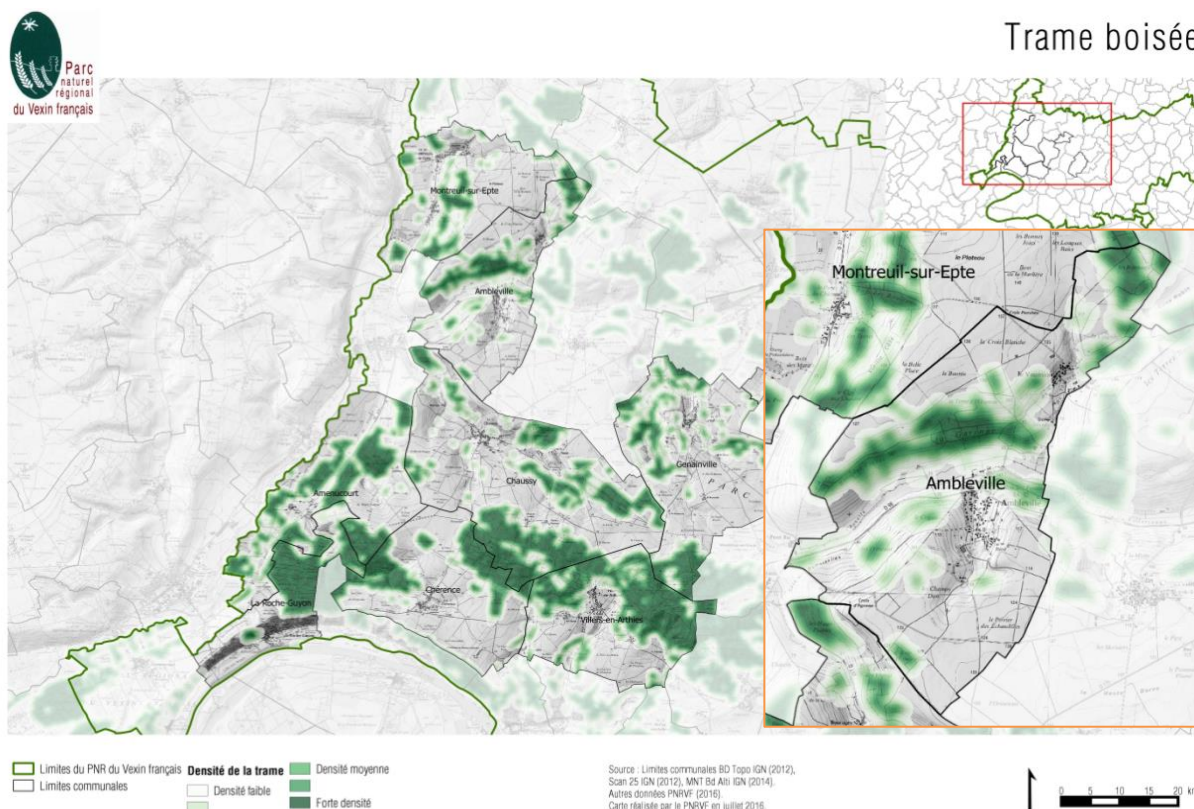
Forêt alluviale

1. Pas de coupe rase
2. Pas de drainage
3. Pas de plantation monospécifique en peupliers
4. Reconstitution de clairières intraforestières destinées à recréer des zones humides non boisées

- La trame boisée

Plusieurs types forestiers sont présents sur le territoire du PNR du Vexin-français.

Sur sols calcaires, les boisements de chênes pédonculés, frênes et charmes à mercuriale dominent. Sur les argiles décalcifiées, la mercuriale laisse place à la jacinthe des bois tandis que le sommet des buttes boisées sur les sables accueille des boisements acides à chênes sessiles, châtaigniers, houx et myrtilles. En fond de vallée ou au niveau des zones de source, les boisements humides sont dominés par l'aulne et le frêne.



Motif de la protection

C'est la principale continuité écologique sur le territoire. Elle se retrouve sur le sommet ou les pentes des buttes tertiaires du Vexin, mais également en fond de vallée. Elle constitue le support de vie ou de déplacement de nombreuses espèces (oiseaux dont rapaces nocturnes, mammifères dont chauves-souris, insectes, amphibiens comme la salamandre tachetée...). Ces boisements constituent une trame écologique très importante pour toutes les espèces forestières (oiseaux dont rapaces nocturnes, mammifères dont chauves-souris, insectes, amphibiens comme la Salamandre tachetée, espèces végétales forestières...).

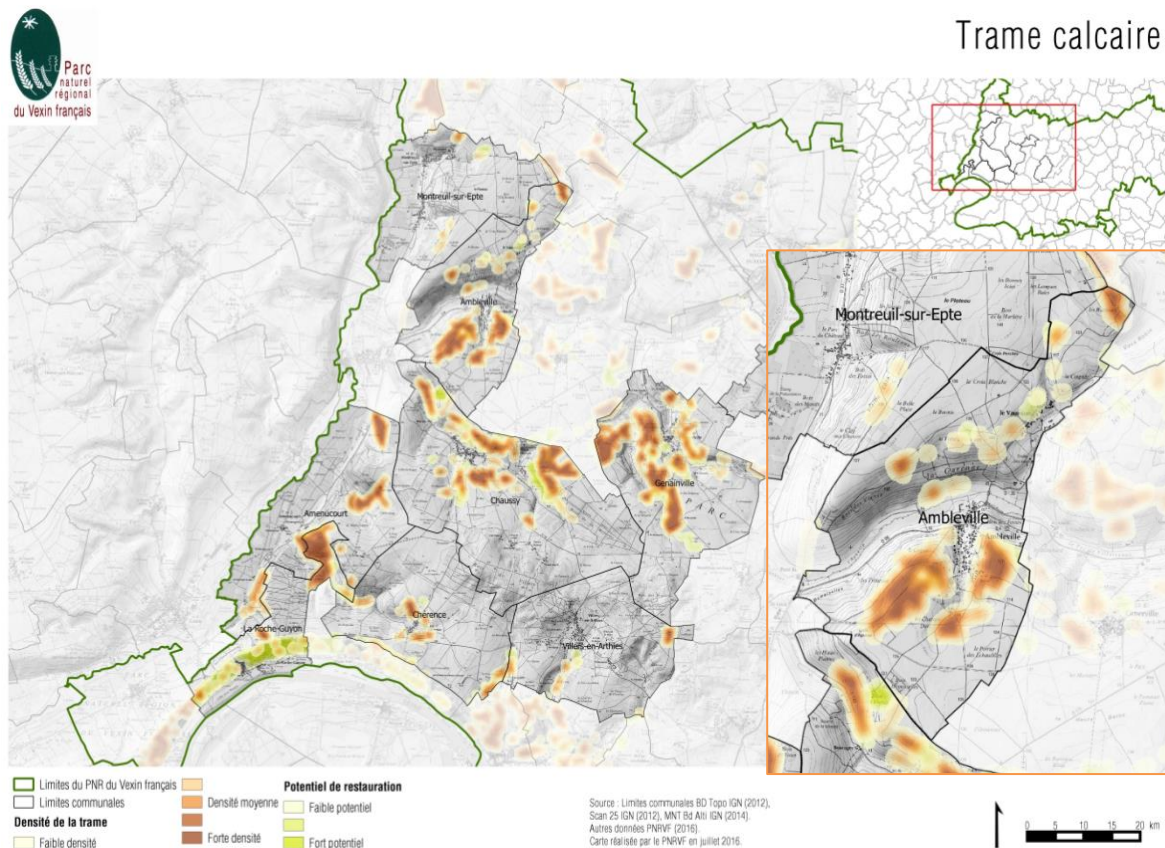
Préconisations de gestion

La gestion forestière est aujourd'hui axée sur des principes de rentabilisation économique qui prennent encore peu en compte les aspects écologiques. Les plantations monospécifiques d'espèces allochtones à cycle d'exploitation court (40 ans pour du châtaignier ou de l'érable sycomore, 150 ans pour un chêne), les coupes-rases, sont encore courantes.

1. pas de coupes à blanc, ce mode d'exploitation étant destructeur pour la strate herbacée et la faune ;
2. pas de replantations monospécifiques qui privilégient des espèces au cycle d'exploitation court et ne permettent pas à la faune de se maintenir ;
3. une gestion forestière alternative douce avec une gestion pied à pied ou par petites unités de gestion est à développer sur le long terme en favorisant la diversification des strates ;
4. mise en place d'îlots de vieillissement ou de senescence.

- La trame calcicole

Les «pelouses calcicoles» sont des formations herbacées, sèches, plus ou moins rases, de faible productivité en raison de leur développement sur des sols squelettiques, pauvres en nutriments. Leur exposition sur les versants sud permet d'accueillir une flore diversifiée à affinité méditerranéenne (origan, sarriette...) ou typique (orchidées notamment), ainsi que de nombreux pollinisateurs (papillons, hyménoptères, diptères...) et reptiles (Lézard vert).



Motif de la protection

Comme sur le reste de la France où 50 à 75% des pelouses sèches ont disparu en un siècle, la trame herbacée sèche du Vexin français est menacée de disparition. Face à leur raréfaction, les pelouses calcicoles sont inscrites à l'annexe I de la directive « Habitats-Faune-Flore ».

Préconisations de gestion

La principale cause de destruction de ces milieux est l'abandon du pâturage ovin qui permettait de limiter l'embroussaillage.

Certaines pelouses sèches gérées en jachère par broyage annuel présentent une tendance à l'enrichissement et à l'enfrichement. Ces espaces présentent encore néanmoins une diversité floristique et faunistique non négligeable qui justifie leur conservation.

1. conservation des surfaces en pelouses et friches sèches, et prioritairement des pelouses d'intérêt patrimonial abritant des espèces protégées dont la destruction est interdite ;
2. pour ces pelouses, pas de changement d'affectation (pas de boisement, ni travaux aratoires) et pas d'intervention culturale (pas d'intrants, ni de semis) ;
3. pour les pelouses les plus embroussaillées, intervention possible à des fins de réouverture par fauche, débroussaillage et coupes suivies d'une exportation de matières (pas de dépôt ni brûlis sur place) ;

4. pour les pelouses les mieux conservées, exploitation selon un mode pâturage extensif traditionnel ne dépassant pas une charge de 0,5 UGB/ha/an (dans le cadre d'un entretien courant) afin de ne pas enrichir le milieu et conserver la flore ;
5. l'entretien par fauche et exportation (qui permet de conserver les conditions de pauvreté du sol) une fois / an peut également constituer une alternative au pâturage lorsque les surfaces sont trop faibles ;
6. en cas de nécessité de destruction d'une surface en friche calcicole pour les besoins de l'exploitation agricole ou des équipements et constructions autorisés par le règlement, rechercher la possibilité de restaurer une surface équivalente en espace prairial fauché.

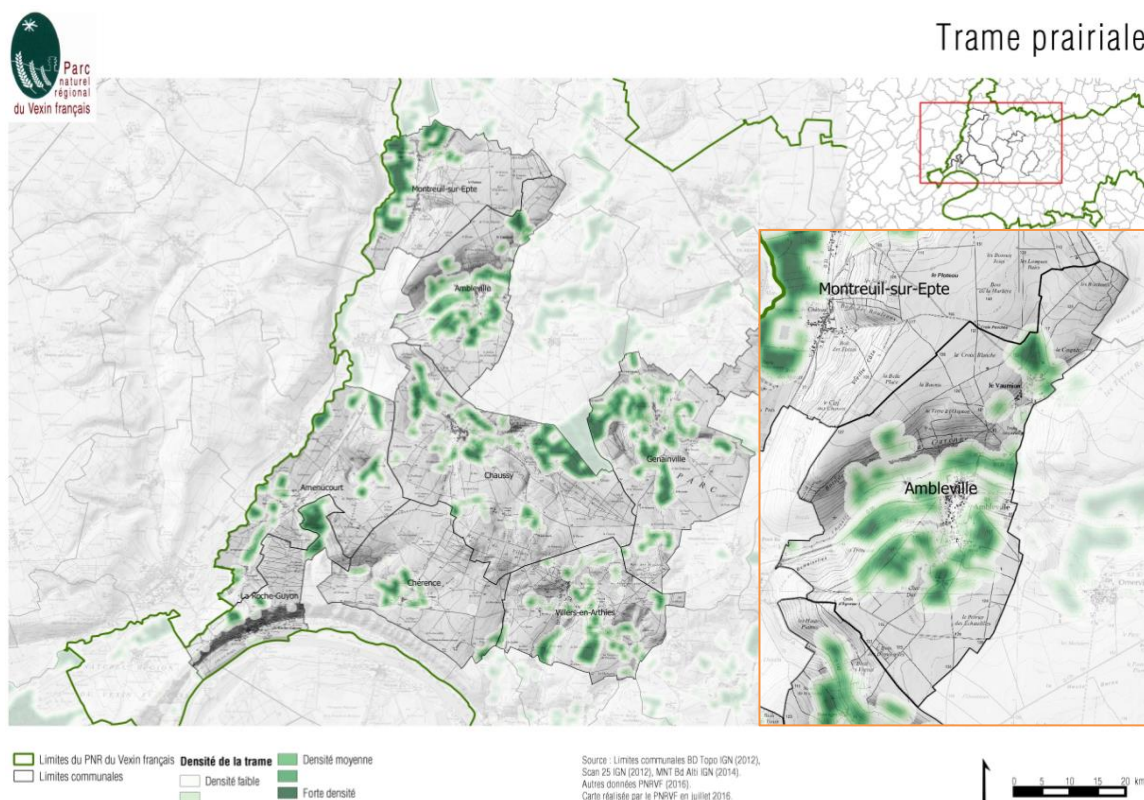
- La trame prairiale

Ce sont des formations végétales constituées d'un tapis continu de graminées. Leur composition floristique est très variable, liée à différents facteurs (humidité, géologie, climat, activités humaines).

Les prairies sont des formations végétales continues, constituées majoritairement de graminées. Leur composition floristique est très variable, liée à différents facteurs (humidité, géologie, climat, activités humaines). L'activité humaine est principalement le pâturage même si peuvent être notée quelques rares prairies de fauche. Les pâturages bovin et équin dominent très largement cette activité. Les jachères agricoles gérées par broyage possèdent également un rôle non négligeable dans la continuité de la trame herbacée.

Motif de la protection

Outre leur intérêt agricole en tant que pâture, les prairies sont des milieux en régression qui constituent les lieux de vie et de chasse de nombreuses espèces animales menacées sur le territoire (Chouette chevêche, chauve-souris, certaines espèces de criquets et sauterelles). Les prairies humides sont également des zones d'expansion de crues qui permettent de réguler les inondations.



Les prairies sont des milieux refuges pour la faune. Ils en régression et constituent les milieux de vie de nombreuses espèces animales menacées sur le territoire (Chouette chevêche, chauve-souris, certaines espèces de criquets et sauterelles). Les prairies de fauche sont en outre des habitats rares en Europe, inscrits à la directive européenne « Habitats-Faune-Flore ».

Préconisations de gestion

Malgré un réseau de prairies encore relativement dense, beaucoup de prairies font l'objet d'une gestion plutôt intensive qui tend à dégrader leur composition floristique ainsi que la faune associée.

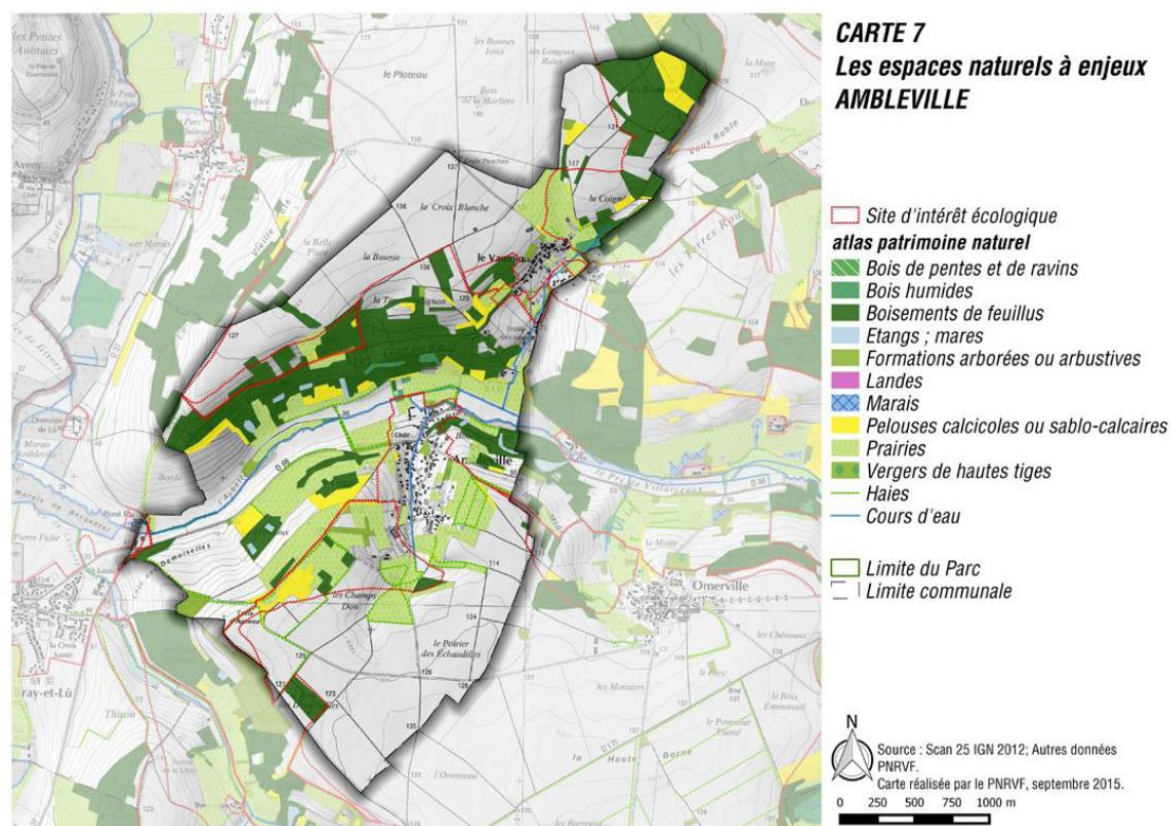
1. conservation des surfaces en prairies, et prioritairement des prairies permanentes anciennes et fauchées, pas de changement d'affectation des parcelles concernées (pas de boisement, ni retournement pour une mise en culture) ;

2. exploitation selon un mode de fauche extensif traditionnel : limiter les intrants (y compris les amendements calciques), fumure légère, gestion des regains par fauche estivale tardive ou par pâturage extensif ;
3. adapter les charges de pâturage au type de sol. Les prairies sur versants ne supportent pas les mêmes charges que les prairies de vallée ou de plateau ;
4. fenaison tardive si possible de préférence après le 15 juin ;
5. fauche selon un sens rotatif centrifuge et/ou conservation de zones refuges pour la faune sur les marges ;
6. fauche régulière des refus de pâturage ;
7. pas de sur-semis qui appauvrissent la flore ;
8. en cas de nécessité de destruction d'une surface en prairie pour les besoins de l'exploitation agricole ou des équipements et constructions autorisés par le règlement, rechercher la possibilité de restaurer une surface équivalente en espace prairial fauché.

1.4.2.1 Somme des enjeux

La caractérisation des trames a permis de définir les enjeux. La carte suivante synthétise ces enjeux au niveau du territoire communal.

Carte 16 - Carte des enjeux naturels sur le territoire de la commune d'Ambleville



Source –PNR du Vexin français

1.5 Qualité de l'air et consommation d'énergie

1.5.1 Air et climat

Le SRCAE (Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie, d'Ile-de-France a été approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de région le 14 décembre 2012 et précise que :

"L'Île-de-France produit une faible part de l'énergie qu'elle consomme : à peine 11% des consommations finales (hors aérien) de la région pourraient être couvertes par des moyens de production centralisés ou à partir de l'extraction de pétrole d'origine régionale. La production énergétique en Ile-de-France s'élevait à **23 000 GWh/an** en 2009. Cette évaluation de la production prend en compte :

- **L'extraction de pétrole d'origine régionale** s'élevant à 406 ktep en 2009 (4 721 GWh). Cette production est à comparer aux 68 700 GWh de produits pétroliers consommés la même année, la région étant très largement importatrice de ressources fossiles.
- **La production électrique injectée sur le réseau électrique** s'élève à 6 146 GWh en 2009, dont près de 14% sont assurés par des ressources renouvelables ou de récupération (« ENR & R »). Cette production est également à comparer aux 68 000 GWh d'électricité consommée en 2009. Ainsi, la région importe plus de 90% de l'électricité qu'elle consomme.
- **La production finale de chaleur et de froid livrée sur réseaux** est estimée à 12 500 GWh/ef. Pour produire cette chaleur, 15 900 GWh de combustibles primaires sont consommés, dont 29% sont issus de ressources renouvelables ou de récupération.

1.5.2 Énergies renouvelables

Quatre grandes sources représentent plus de 85% de ce bilan d'énergies renouvelables et de récupération:

- **Les pompes à chaleur aérothermiques et géothermiques sur les bâtiments**, pour des usages de chaleur ou de climatisation dans le tertiaire, représentent une production renouvelable de près de 3 850 GWh/an (30% du bilan).
- **La biomasse**, essentiellement utilisée en maison individuelle, et comme chauffage d'appoint, représente une production renouvelable de près de 3 190 GWh/an (25% du bilan) en individuel. Les chaufferies collectives, sur réseau de chaleur ou hors réseaux de chaleur, ne représentent qu'une part marginale du bilan (<1%).
- **La récupération de chaleur et la production d'électricité à partir des Unités d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM)** représentent une production de 3 563 GWh/an (27% du bilan)
- **La production de chaleur sur réseaux par géothermie** représente une production de 1 035 GWh/an (8% du bilan).

1.5.2.1 La géothermie

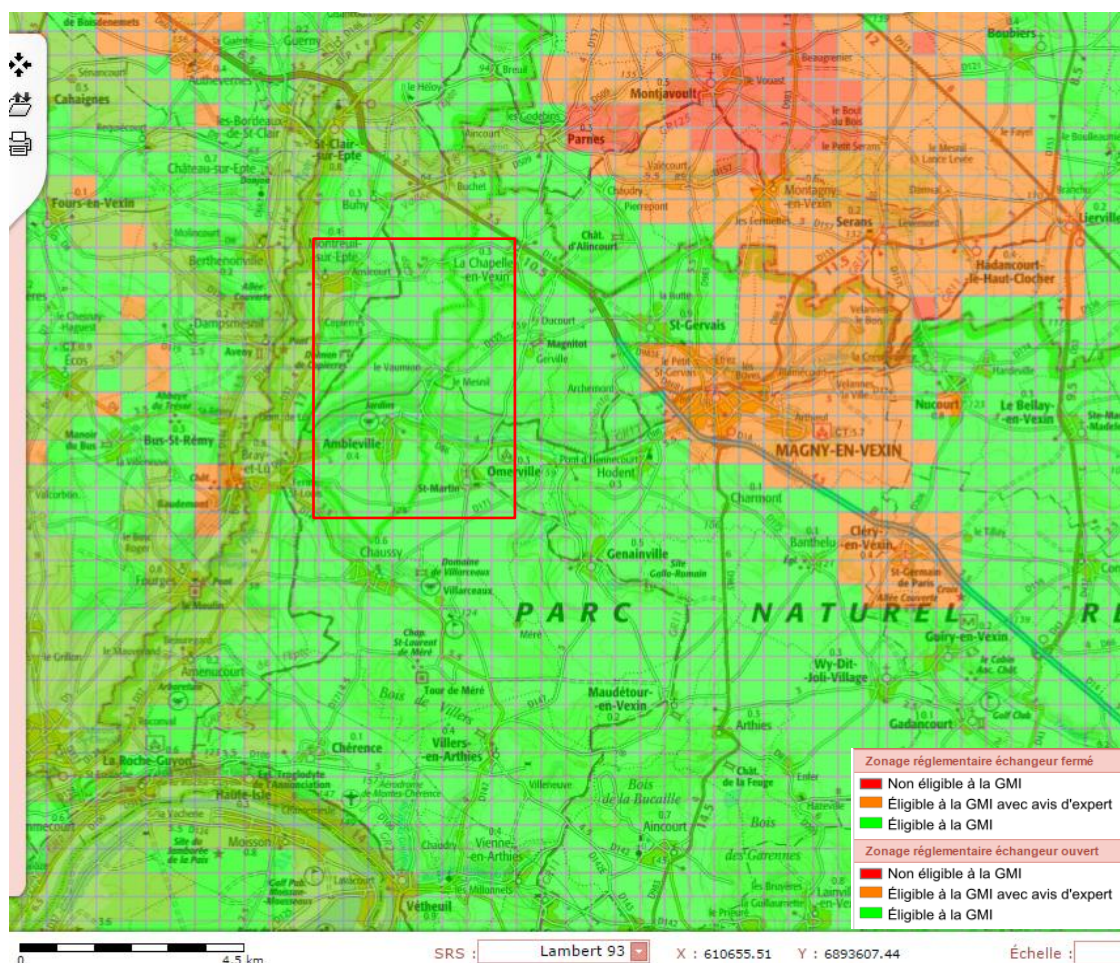
L'utilisation des énergies renouvelables reste limitée pour le territoire d'Ambleville.

Si l'exploitation de la ressource en géothermie sur aquifères profonds et intermédiaires ne peut se faire qu'à travers la mise en œuvre de réseaux de chaleur (dont ne bénéficie pas Ambleville), la Géothermie à minime importance (GMI) peut être mise en place.

La géothermie à minime importance (GMI) décret du 8 janvier 2015. Sont considérées comme relevant du régime de la minime importance les activités géothermiques recourant à des échangeurs géothermiques fermés*, lorsque la profondeur du forage est inférieure à 200 mètres et la puissance thermique récupérée dans l'ensemble de l'installation inférieure à 500 kW.

Tout le territoire de la commune d'Ambleville est éligible à la GMI.

Carte 17 - Éligibilité à la GMI sur le territoire de la commune d'Ambleville



Le Parc organise des permanences de conseillers spécialistes des questions énergétiques pour accompagner les particuliers dans leurs projets de construction ou de rénovation de logements.

Les conseillers informent les particuliers gratuitement et de manière indépendante sur les possibilités d'économies d'énergie et les énergies renouvelables. Ils étudient les caractéristiques et les différentes informations fournies sur l'habitation concernée : mode de chauffage, isolation... Ils réalisent des évaluations simplifiées de la consommation d'énergie du foyer. Ils conseillent ensuite le particulier sur son projet.

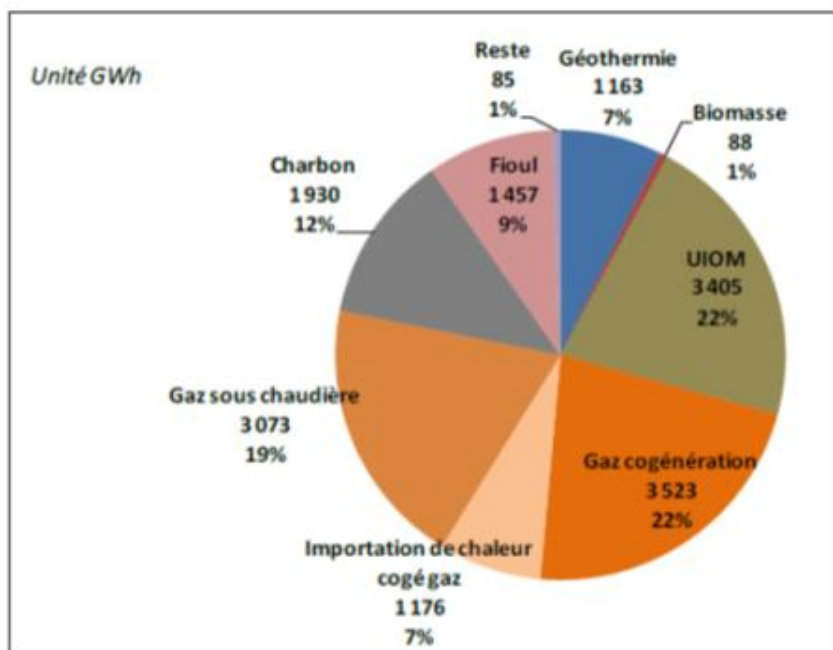
1.5.2.2 La biomasse

Le développement de la **biomasse** dans les zones denses d'Ile-de-France doit s'envisager avec des installations centralisées, équipées de systèmes de dépollution et de filtration performants. Les contraintes sur la préservation de la qualité de l'air sont particulièrement prégnantes en Ile-de-France. En effet, les chaufferies sur réseaux de chaleur de puissance importante sont plus performantes énergétiquement et moins émettrices de polluants atmosphériques et de GES que la somme d'une multitude de chaudières individuelles ou collectives.

Sont actuellement recensés en Ile-de-France 127 réseaux de chaleur (soit 30 % des réseaux de chaleur nationaux), représentant 9 376 MW de puissance installée et 13,6 TWh de chaleur livrée (soit 50 % de la chaleur livrée en France). Ces réseaux, d'une longueur totale de 1 421 km, desservent près de 12 000 sous-stations, soit près de 1,1 millions équivalent logements.

50% de ces réseaux de chaleur franciliens sont alimentés par des installations de cogénération, 11 sont alimentés par des usines d'incinération d'ordures ménagères (soit 9%) et plus de 22% utilisent la géothermie pour leur production de chaleur.

Figure 6 - Mix énergétique des réseaux de chaleur franciliens en 2011 (Énergie primaire)



Source – Etude réseaux de chaleur, 2012 SETEC, Extrait du SRCAE

1.5.3 Gaz à effet de serre

Le principal secteur émetteur de Gaz à Effet de Serre est le secteur des bâtiments résidentiels, qui représente 33% des émissions (émissions afférentes au chauffage urbain incluses). L'importance de ce secteur en termes d'émissions constitue une spécificité régionale, tout comme celle du secteur tertiaire, qui représente 17% des émissions régionales.

Vient ensuite le secteur des transports, qui représente 32% des émissions (dont plus des 2/3 pour le transport de personnes). Plus de 80% du volume d'émissions du secteur est imputable aux modes routiers, notamment aux véhicules particuliers, aux véhicules utilitaires et aux poids lourds.

Le secteur industriel représente 10% des émissions régionales. La faiblesse en termes d'émissions du secteur industriel, pourtant très développé en Ile-de-France, s'explique par la présence limitée d'outils de production d'énergie sur le territoire et la sous-représentation par rapport aux autres régions dans le tissu industriel des branches très consommatrices d'énergie (sidérurgie, chimie, etc.).

L'agriculture et les déchets contribuent enfin à hauteur de 7% et 1% aux émissions de GES régionales.

1.5.4 Air et climat à Ambleville

Les cartes présentées ci-dessous ont été réalisées par Airparif avec l'aide de l'État et sur demande de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie Île-de-France, afin de répondre aux exigences du Plan de protection de l'atmosphère de la région (PPA-mesure réglementaire n°8).

Les cartes à l'échelle des communes présentent les concentrations annuelles en dioxyde d'azote (NO₂) et en particules (PM₁₀). La superficie et le nombre d'habitants concernés par un dépassement de la valeur limite annuelle en PM₁₀ (40 µg/m³) sont très faibles. Compte-tenu des incertitudes de la méthode d'estimation employée, ces chiffres ne sont pas significatifs.

Figure 7 - Moyenne annuelle en microgrammes/m³ pour le Dioxyde d'azote à Ambleville.

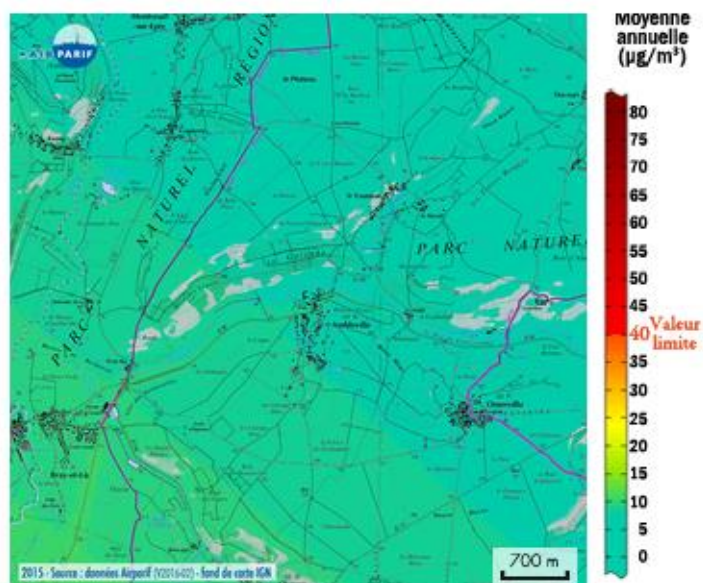
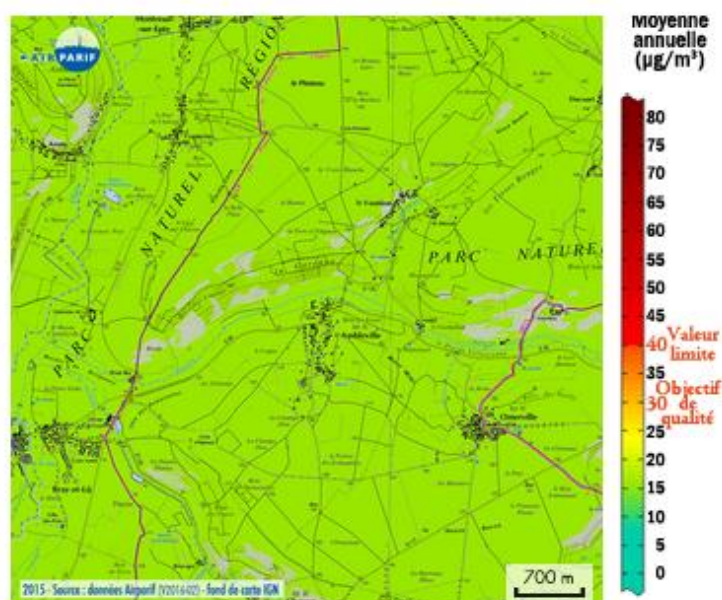


Figure 8 - Moyenne annuelle en microgrammes/m³ pour les PM 10 (poussières inférieures à 10 micromètres à Ambleville



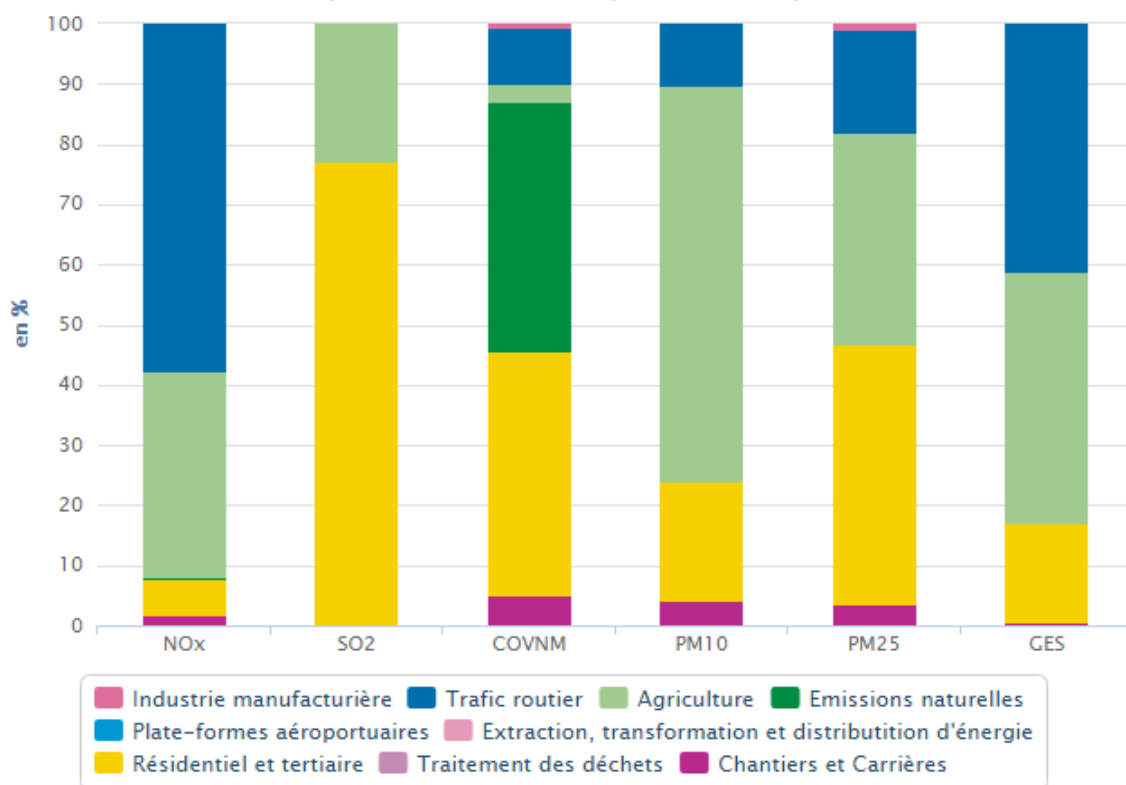
Source - Airparif

Ces deux cartes communales sont extraites de la modélisation régionale effectuée chaque année par Airparif. Elles ne peuvent en aucun cas se substituer à une modélisation spécifique et locale de la qualité de l'air, qui prendrait en compte de façon plus détaillée le bâti, le trafic routier et d'autres sources plus locales de pollution.

Les rejets de pollution à Ambleville

Le bilan des émissions annuelles pour la commune de : Ambleville (estimations faites en 2014 pour l'année 2012) sont reportées dans le tableau ci-dessous.

Contribution en % des différents secteurs d'activités aux émissions de polluants pour la commune de : Ambleville (estimations faites en 2014 pour l'année 2012)



Source –AIRPARIF

1.6 Ressources en eau

1.6.1 Gestion de l'eau potable

La gestion de l'eau potable regroupe trois modes de fonctionnements tels que la gestion **directe**, la gestion **intermédiaire** et la gestion **déléguée**.

La gestion directe

- **Régie directe** : La collectivité locale gère directement le service dans un cadre de réglementation publique. Le service d'eau ou d'assainissement ne se distingue pas de l'autorité sous laquelle il est placé. Un budget annexe doit néanmoins être tenu.
- **Régie autonome** : Le service est doté de l'autonomie financière, mais sans personnalité morale (il ne se distingue pas de l'autorité sous laquelle il est placé).
- **Régie personnalisée** : Le service est doté de l'autonomie financière avec la personnalité morale. Il a un statut proche de celui d'établissement public (avec un conseil d'administration et un directeur).

La gestion intermédiaire

- **Régie intéressée** : L'exploitation du service est confiée à un prestataire extérieur sous la responsabilité financière de la collectivité ("risques et périls" supportés par la collectivité). Le régisseur est associé à la détermination du prix et perçoit un forfait et un intéressement.
- **Gérance** : L'exploitation du service est confiée à un prestataire extérieur sous la responsabilité financière de la collectivité ("risques et périls" supportés par la collectivité). Le gérant n'est pas associé à la détermination du prix et ne perçoit qu'une rémunération forfaitaire.

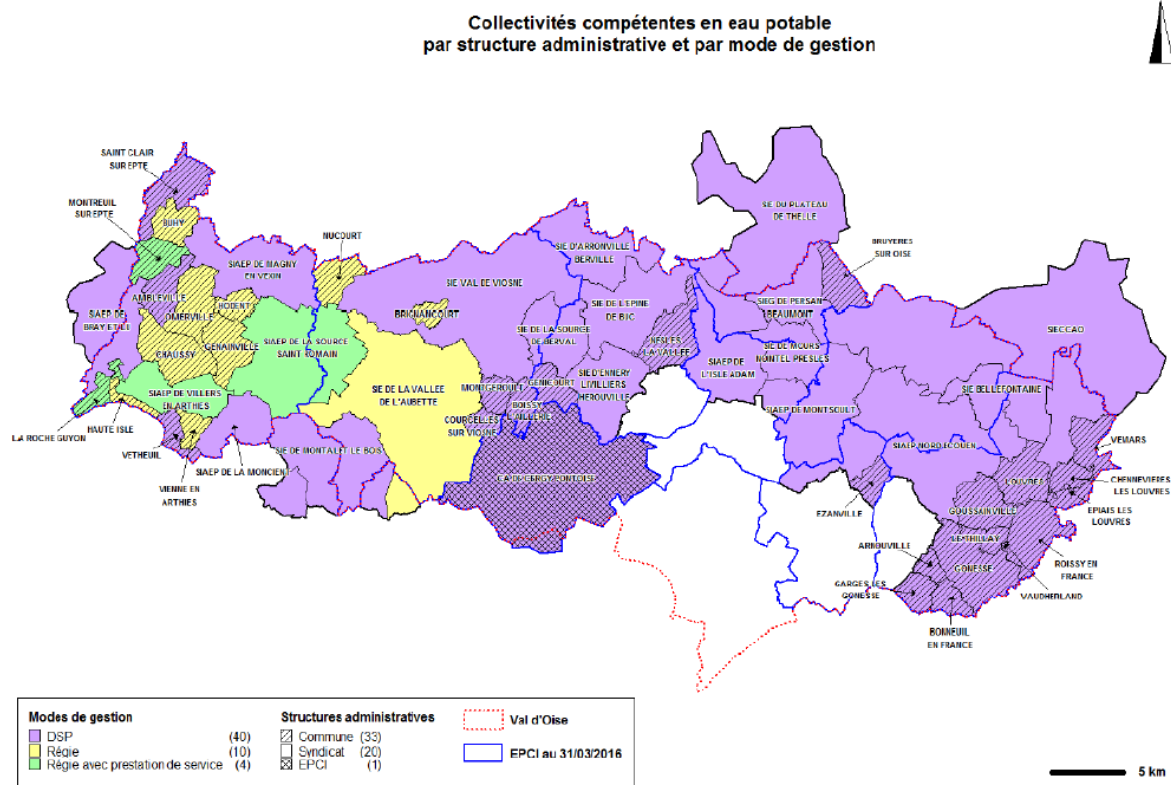
La gestion déléguée

- **Affermage** : gestion et entretien par le fermier des équipements mis à disposition par la collectivité pour une exploitation à ses risques et périls. Le fermier assure tout ou partie du renouvellement des installations qui restent la propriété de la collectivité. La rémunération du fermier est perçue directement auprès de l'utilisateur après négociation avec la collectivité.
- **Concession** : le concessionnaire réalise et finance des ouvrages neufs et les extensions de réseau. Il assure l'entretien et le renouvellement des ouvrages correspondants et les remet à la collectivité en fin de contrat. Il gère le service à ses risques et périls. Sa rémunération est perçue directement auprès des usagers.

Sur le val d'Oise, la gestion de l'eau potable est répartie en 54 collectivités compétentes en eau potable (production et distribution) : 1 EPCI à fiscalité propre, 20 syndicats intercommunaux des eaux et 33 communes indépendantes.

Figure 9 - Collectivités compétentes en eau potable sur le territoire du Val d'Oise

Actualisation du SDAEP du Val d'Oise - 2015-2016



Source – SDAEP

- ➔ L'eau potable de la commune est gérée par la Délégation de Service Public d'Eau Potable (DSP) et le syndicat de Bray et Lu (SIEE) gère l'eau potable à travers la Lyonnaise des eaux.

1.6.2 Production, distribution, consommation

L'eau distribuée en Val d'Oise provient de deux types de ressources :

- Les eaux de l'Oise, au travers de l'usine de nanofiltration de Méry-sur-Oise alimentent une grande partie du sud-est du département.
- Les forages et les sources, répartis sur l'ensemble du territoire départemental, 94 points d'eau de ce type servent à l'alimentation des Valdoisiens.

Une partie de la population du Val d'Oise est également desservie par des eaux venant de département voisin (Meulan, Annet-Marne).

Aujourd'hui, dans certains cas, la qualité des eaux captées ne permet plus une distribution en l'état au consommateur et les pollutions par des produits phytosanitaires et les nitrates principalement, mais aussi par des cyanures ou des OHV imposent la mise en place de traitement ou l'abandon de ces ressources au profit d'autres de meilleure qualité (interconnexion).

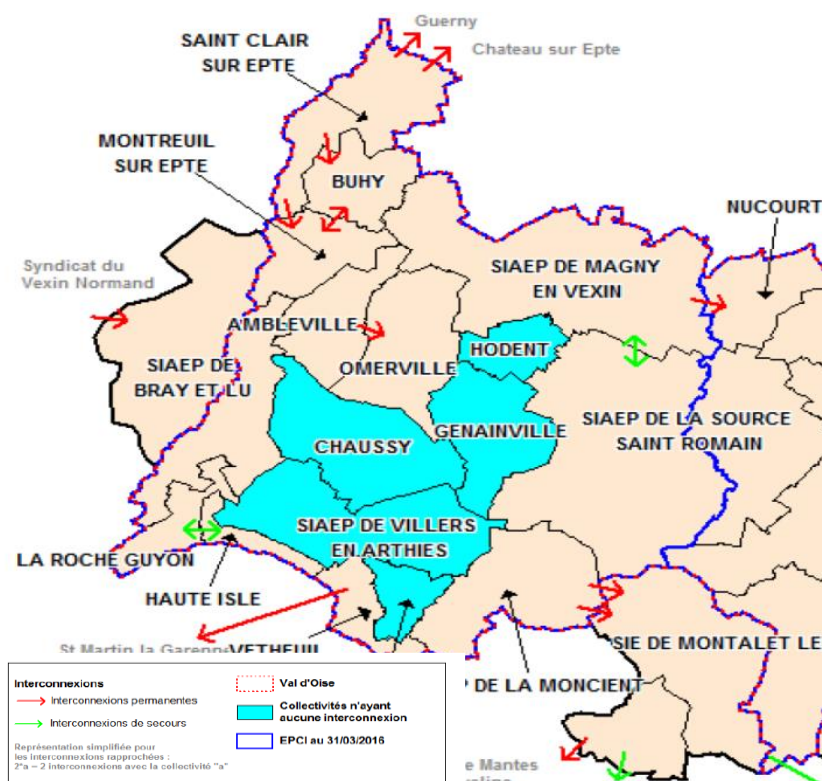
Au-delà de ces actions correctives coûteuses et en lien avec les textes européens, il est devenu indispensable de chercher à reconquérir et préserver la qualité de la ressource en eau. Cette protection doit viser à la fois, les pollutions directes des ressources à proximité des points de captage mais aussi les pollutions diffuses sur l'ensemble des bassins d'alimentation des réserves en eau.

Le captage d'Ambleville se situe sur le territoire de la commune et porte le nom de Source de Gratte Sel. La nappe captée est le Lutétien Yprésien. Dans un avenir relativement proche, le captage en fonctionnement, disposera d'une DUP venant définir ses périmètres de protection.

Le calendrier précis des travaux et DUP n'étant pas totalement fixés, mais en bonne voie d'avancement, il est fort probable que la nouvelle alimentation soit mise en service peu après la validation du PLU.

- ➔ Un projet d'interconnexion avec le SIE de la région de Magny en Vexin préconisé dans le SDAEP 2007 fut annulé dans le bilan 2015.

Carte 18 - Interconnexions entre les collectivités pour la ressource en eau



Source – Actualisation du SDAEP du Val d'Oise – 2015-2016 – HYDRATEC/ATC Environnement

1.6.3 La qualité des eaux

La qualité de l'eau potable destinée à la consommation humaine est jugée d'après des critères bactériologiques (recherche de bactéries pathogènes) et des critères physico-chimiques (recherches de nitrates, pesticides, etc.). Le contrôle de la qualité de l'eau est confié à l'Agence Régionale de Santé à l'aide de prélèvements réalisés directement à la ressource (nappe captée), à la production (en sortie de station de traitement) et sur le réseau de distribution. Pour chaque forage, les données ont été collectées et analysées sur la plus longue période disponible (depuis les années 80 pour les forages les plus anciens).

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 rend obligatoire les DUP qui instituent les périmètres de protection des puits de captage d'eau destinée à la consommation humaine (article L1321-2 du code de la santé publique). Cette responsabilité incombe aux collectivités propriétaires des points de captage et ayant la compétence eau. Ces périmètres de protection visent à assurer la protection de la ressource en eau, vis-à-vis des pollutions de nature à rendre l'eau impropre à la consommation en donnant aux collectivités tous les moyens juridiques de nature à protéger l'eau : acquisition des terrains dans la proximité des puits de captage, instauration de servitudes, etc.

Le classement des captages en prioritaire concerne les captages dégradés par des pollutions diffuses (nitrates et/ou pesticides) et qui doivent faire l'objet d'actions de reconquête de la qualité de l'eau à l'échelle de leur aire d'alimentation. L'objectif de la démarche est d'obtenir une qualité des eaux brutes suffisante pour limiter ou éviter tout traitement des pollutions diffuses avant la distribution de l'eau.

Au regard des problèmes de qualité déjà identifiés sur le Val d'Oise lors du précédent Schéma Départemental, l'analyse qualité a été menée sur les paramètres suivants : nitrates, pesticides, OHV, fer, cyanure et dureté.

QUALITÉ DES EAUX BRUTES

La qualité des eaux brutes et distribuées a été analysée à partir des résultats des prélèvements réalisés par l'ARS. Pour chaque forage, les données ont été collectées et analysées sur la plus longue période disponible. Les critères d'évaluation de la qualité des eaux brutes sont présentés dans le tableau suivant

Paramètre	Bonne qualité	Qualité moyenne	Qualité dégradée	Mauvaise qualité
Nitrates	<25 mg/l	Entre 25 et 37.5 mg/l	Entre 37.5 et 50 mg/l	>50 mg/l
Pesticides	<0.05 µg/l	Entre 0.05 et 0.075 µg/l	Entre 0.075 et 0.1 µg/l	>0.1 µg/l
OHV totaux	<5 µg/l	Entre 5 et 7.5 µg/l	Entre 7.5 et 10 µg/l	>10 µg/l
Fer total	<100 µg/l	Entre 100 et 150 µg/l	Entre 150 et 200 µg/l	>200 µg/l
Cyanure	<25 µg/l	Entre 25 et 37.5 µg/l	Entre 37.5 et 50 µg/l	>50 µg/l

Source – Actualisation du SDAEP du Val d'Oise -2015/2016 – Hydratec

(*) - Les composés organohalogénés volatils (OHV) sont pour la plupart cancérigènes et leur présence dans les eaux destinées à la consommation humaine entraîne un réel danger pour l'homme.

– NITRATES

46 % des captages du Val d'Oise présentent une bonne qualité au regard des nitrates (taux moyen inférieur à 25 mg/l) et 90 % des captages présentent des taux de nitrates inférieurs à 50 mg/l. On observe cependant une tendance globale à la hausse des teneurs moyennes en nitrates depuis les années 90 et 25 % des captages de la zone d'étude présentent aujourd'hui une qualité de l'eau dégradée au regard des nitrates (taux moyen compris entre 37,5 et 50 mg/l).

– PESTICIDES

60 % des captages de la zone d'étude présentent une bonne qualité au regard des pesticides (pas de détection supérieure à 0,05 µg/l). Les pesticides sont le problème de qualité le plus important du Val d'Oise. Cependant, sur la plupart des captages, on observe une tendance à la baisse des concentrations en pesticides depuis quelques années qui peut s'expliquer notamment par les mesures de protection mises en place (périmètres de protection, limitation des produits phytosanitaires...).

– OHV

La qualité de l'eau au regard des OHV est globalement bonne sur le département. Seuls 5 captages présentent des taux supérieurs à la limite de qualité.

– FER

66 % des captages du Val d'Oise présentent une bonne qualité au regard du fer (taux inférieur à 100 µg/l).

– Dureté de l'eau

Tous les captages de la zone d'étude présentent une eau dite « dure », c'est-à-dire présentant une dureté supérieure à 30 °F. 6 captages sont équipés d'une station de décarbonatation.

➔ Qualité des eaux brutes à Ambleville :

Nitrates (moyenne 2005-2015)	Pesticides	OHV	Fer	Cyanure	Dureté (moyenne 2005-2015)
Mauvaise (77.7 mg/l) En hausse	Mauvaise (déséthyl atrazine 0.55 µg/l, atrazine 0,16 µg/l en 2015)	Bonne	Bonne	Bonne	Eau dure (36 mg/l)

Source – Actualisation du SDAEP du Val d'Oise – 2015-2016 – HYDRATEC/ATC Environnement

➔ Ambleville été caractérisée par des eaux non conformes en pesticides. Elle a fait l'objet d'une 2ème dérogation de l'ARS à ce titre. Les derniers résultats du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine effectué par l'ARS en novembre 2016 conclue que « l'eau d'alimentation est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés ».

➔ Le captage d'Ambleville est classé « grenelle » et dispose à ce titre d'un traitement des Nitrates. Une usine de dénitrification datant de 1993 est présente sur place mais sa capacité de traitement est insuffisante à ce jour.

QUALITÉ DES EAUX DISTRIBUÉES

Les références et limites de qualité pour les eaux distribuées sont définies à l'article R. 1321-1 du Code de la santé publique et récapitulées dans le tableau suivant pour les paramètres étudiés :

Paramètre	Référence ou limite de qualité	Valeur
Nitrates	Limite	50 mg/l
Atrazine	Limite	0.1 µg/l
Atrazine déséthyl	Limite	0.1 µg/l
OHV totaux	Limite	10 µg/l
Fer total	Référence	200 µg/l
Cyanure	Limite	50 µg/l

La qualité de l'eau distribuée sur le Val d'Oise est globalement bonne. Les seules non conformités observées sont liées au paramètre « pesticides »

Qualité des eaux distribuées à Ambleville :

UGE	Nitrates	Pesticides	Fer	Cyanure	Dureté
AMBLEVILLE	Conforme (traitement)	Conforme (traitement)	Conforme	Conforme	Eau dure

- ➔ Malgré un taux élevé de nitrates et pesticides des eaux brutes d'Ambleville, les eaux distribuées à la commune sont conformes après traitement.
- ➔ Bien que cette pollution ait tendance à diminuer d'année en année, l'eau d'Ambleville reste chargée en Nitrates ce qui s'explique par la topographie de la commune (Talweg) et par sa source, peu profonde et donc fortement impacté par les cultures. Un arrêté préfectoral vise à écarter les cultures du périmètre de protection rapproché.
- ➔ L'évolution de la population est estimée en 2018 à 398 habitants et en 2030 à 445 habitants. Au cours de la période 2009-2014, les volumes mis en distribution sont de 30 500 m³ par an. Les volumes consommés par an sont de 26 800 m³.

La ressource en eau est assurée pour subvenir à l'accroissement de la population.

1.6.4 L'assainissement

L'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales impose aux communes de définir, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif et le zonage pluvial. Le zonage d'assainissement définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone. Il est soumis à enquête publique.

Dans le Val d'Oise, environ 2 % de la population relève de l'assainissement non collectif (appelé également assainissement individuel ou assainissement autonome). On estime à environ 10 000 le nombre d'installations d'assainissement autonome sur l'ensemble du département. Trente-trois communes (représentant environ 10 000 habitants) ne disposent d'aucun système d'assainissement collectif et sont intégralement assainies par des installations individuelles.

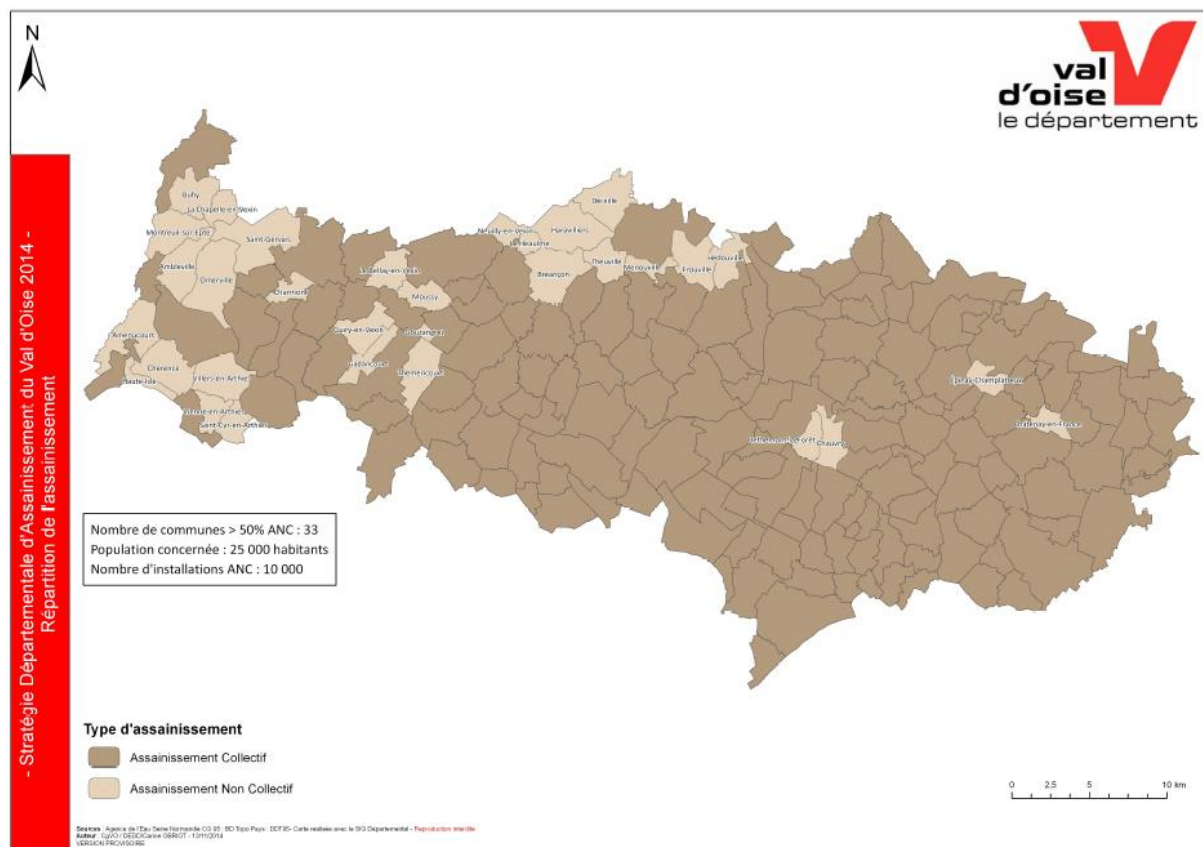
Le Val d'Oise compte **111 services d'assainissement collectif dont 15 syndicats** et **3 communautés d'agglomération**. 125 communes se situent dans le périmètre d'un syndicat et 93 communes ont gardé tout ou partie des compétences assainissement.

Vingt communes du Val d'Oise n'ont aucune installation en assainissement non collectif. Pour les autres, la gestion de l'ANC se répartit entre:

- **27 SPANC communaux**
- **9 syndicats**
- **1 communauté d'agglomération**

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Autonome (SIAA) est le syndicat d'ANC le plus important du territoire : il regroupe 53 communes au total.

Carte 19 - Stratégies départementale d'assainissement du Val d'Oise 2014 – Répartition de l'assainissement



Source : Département du Val d'Oise

- ➔ L'assainissement de l'eau à Ambleville est assuré de manière individuelle sur toute la commune. C'est-à-dire que le traitement des eaux usées est assuré par chaque habitation séparément.
- ➔ L'assainissement non collectif sur la commune est contrôlé par les SPANC, et coordonné par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement Autonome (SIAA).

1.6.5 Les eaux pluviales

Conséquence directe du développement de l'urbanisation, l'imperméabilisation croissante des sols, réduit, en période de précipitations, l'infiltration naturelle des eaux pluviales.

Le ruissellement pluvial peut être provoqué par deux phénomènes :

- la saturation du sous-sol qui finit par déborder en surface sous l'effet de pluies longues et soutenues ;
- le dépassement de la capacité d'infiltration de la surface au sol par l'intensité de la pluie elle-même.

Une stratégie générale pour aborder la gestion des eaux pluviales de manière cohérente et mettre en œuvre des solutions durables doit être développée.

Pour les projets de construction ou d'extension d'habitation, une étude de sol à la parcelle définira les aménagements hydrauliques, le mode de gestion des eaux pluviales, l'exutoire en cas de trop plein. De plus, en cas d'évènement climatique exceptionnel, le débordement du dispositif ne devra pas entraîner un risque pour le voisinage.

- ➔ Ambleville fait l'objet de problèmes de ruissellement importants, sur les routes en partant du Vaumion jusqu'au centre-bourg.
- ➔ La récupération de ces eaux pluviales s'opère grâce aux caniveaux, aux bouches et collecteurs qui mènent à l'Aubette.
- ➔ Le syndicat de l'Aubette a pour projet de faire des retenues pour bloquer une certaines parties des eaux lors des fortes pluies sous forme de bassins d'orages.

1.6.6 La lutte incendie

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours.

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 a introduit une réforme de la DECI. Le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 est venu en préciser la mise en œuvre. Ce décret prévoit notamment l'adoption, par arrêté du Préfet de département, d'un règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) rédigé conformément au référentiel national (arrêté NOR INT1522200A du 15 décembre 2015).

Après une large concertation, le **SDIS 95** a rédigé le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Val-d'Oise. Ce document a été approuvé par l'arrêté préfectoral n°2017-0014 du 28 février 2017.

- ➔ La commune dispose de 10 hydrants au total (bouches et poteaux incendies)

1.7 Risques naturels, technologiques et nuisances sonores

Figure 10 - Principaux risques départementaux



Source - SDIS 95

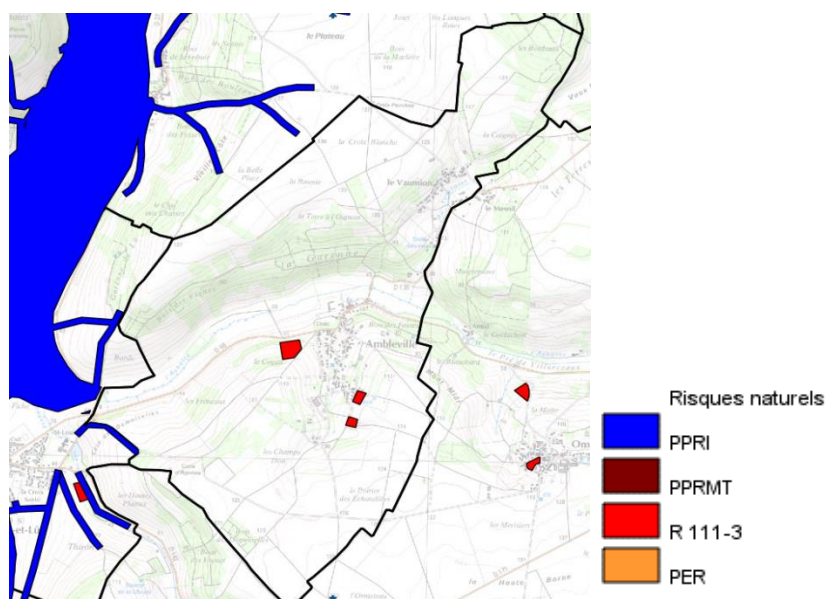
1.7.1 Les risques naturels

Selon le SDPRN, le territoire d'Ambleville est directement exposé à hauteur de 27,9% aux risques naturels touchant 68,6% de la population.

Ambleville fait partie des 74 communes pour lesquelles le risque d'inondation de type torrentiel à coulées de boue est prépondérant. Les communes étudiées ont été classées selon 3 catégories, les communes où le risque d'inondation de type torrentiel est prépondérant, les communes où le risque existe mais ne présente pas une sensibilité accrue, et les communes où le risque existe mais reste secondaire par rapport à d'autres types de risques.

La commune d'Ambleville est également concernée par le plan de Prévention des Risques de Mouvements de terrain lié à des cavités. Elle est soumise au phénomène de retrait et gonflement des argiles approuvé le 08/04/1987.

Carte 20 – carte des carrières non soumises à PPR



Source - DDTM

1.7.1.1 Feux de forêts

On parle d'incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant, et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. La dénomination vaut aussi pour les incendies qui touchent le maquis, la garrigue ou encore les landes.

Avec 20 000 hectares boisés, le risque en matière de feux de forêt dans le Val-d'Oise peut être considéré comme très limité. En revanche, les 60 000 hectares de superficies agricoles, essentiellement consacrées aux céréales et localisées dans le Vexin et la plaine de France constituent un risque significatif.

Les feux de forêts ne représentent qu'un enjeu très faible sur le territoire d'Ambleville.

1.7.1.2 Risques de mouvements de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement, plus ou moins brutal, du sol ou du sous-sol. Selon la vitesse de déplacement, on peut distinguer :

- **Les mouvements lents** qui entraînent une déformation progressive des terrains, pas toujours perceptible par l'humain. Ils regroupent principalement les affaissements, les tassements, les glissements, le retrait-gonflement. Ils peuvent être précurseurs d'un mouvement rapide.
- **Les mouvements rapides**, qui se propagent de manière brutale et soudaine. Ils regroupent les effondrements, les chutes de pierres et de blocs, les éboulements, les coulées boueuses et les laves torrentielles

Les mouvements de terrain, qu'ils soient lents ou rapides, peuvent entraîner un remodelage des paysages. Celui-ci peut se traduire par la destruction de zones boisées, la déstabilisation de versants ou la réorganisation de cours d'eau. Une des particularités du département réside dans les mouvements de terrain, qu'ils soient d'origine naturelle ou consécutifs à l'instabilité du sol à proximité d'anciennes carrières souterraines qui étaient exploitées pour le gypse, le calcaire ou la craie. Ces mouvements de terrain peuvent être à l'origine d'effondrements.

Comment se produisent les mouvements de terrain ?

Les mouvements lents

- **Les tassements et les affaissements** : certains sols compressibles peuvent se tasser sous l'effet de surcharges (constructions, remblais, circulation d'engins) ou en cas d'assèchement (drainage, pompage). Ce phénomène est à l'origine de l'affaissement de sept mètres de la ville de Mexico et du basculement de la tour de Pise.
- **Le retrait-gonflement des argiles** : les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements (période humide) et des tassements (période sèche).
- **Les glissements de terrain** : ils se produisent généralement en situation de forte saturation des sols en eau. Ils peuvent mobiliser des volumes considérables de terre, qui se déplacent le long d'une pente.

Les mouvements rapides

- **Les effondrements de cavités souterraines** : l'évolution des cavités souterraines naturelles (dissolution de gypse) ou artificielles (carrières et ouvrages souterrains) peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression généralement visible, le plus souvent comme un trou de forme circulaire.
- **Les écroulements (ou éboulements) et les chutes de blocs** : l'évolution des falaises et des versants rocheux engendre des chutes de pierres (volume inférieur à 1 dm³), des chutes de blocs (volume supérieur à 1 dm³) ou des écroulements en masse (volume de centaines de m³ et pouvant atteindre plusieurs millions de m³).
- **Les coulées boueuses** sont caractérisées par un transport de matériaux sous forme plus ou moins fluide. Elles se produisent sur des pentes, par dégénérescence de certains glissements avec afflux d'eau.

Les risques de mouvements de terrain à Ambleville

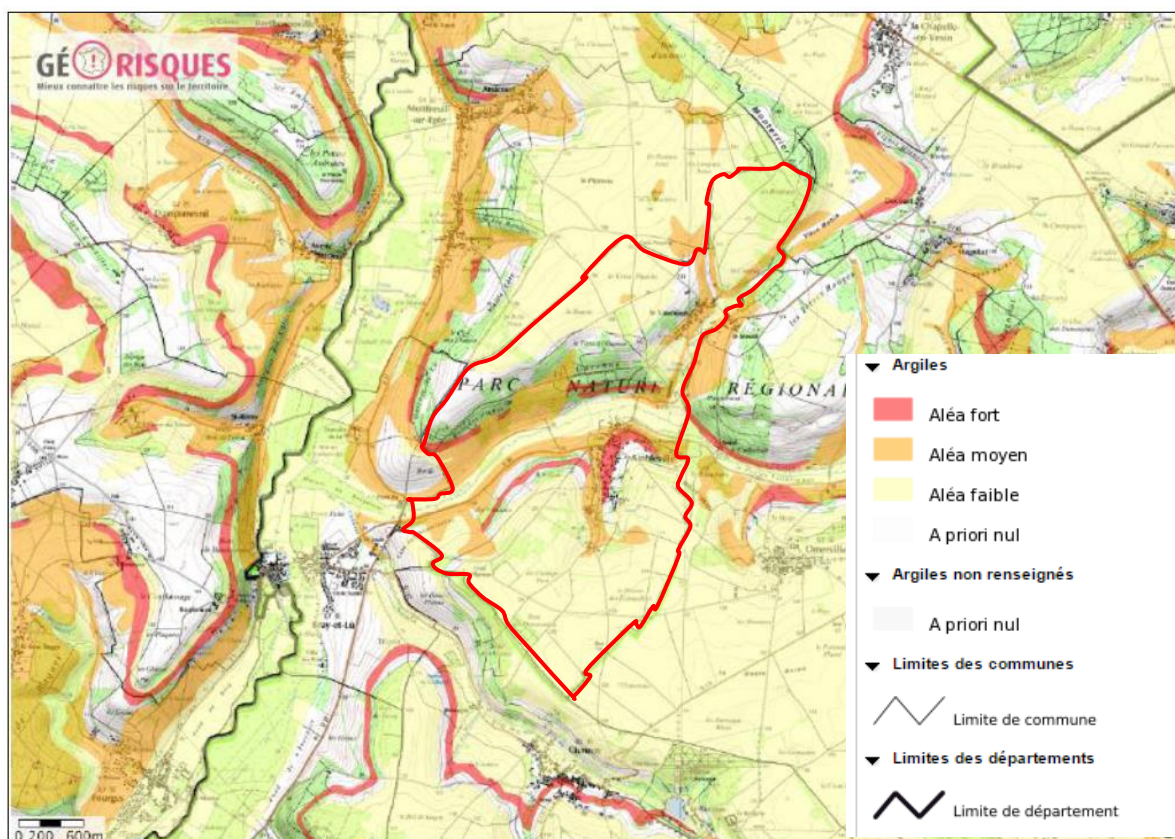
Le territoire comporte des secteurs argileux. Les 4 zones d'aléas figurant sur la base de données prim.net permettent d'établir les zones à enjeux suivantes.

Deux arrêtés ont été pris pour inondation et coulées de boue. Le dernier en date de 1999 porte la mention complémentaire de mouvements de terrain.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999
Inondations, coulées de boue	13/06/2006	13/06/2006	19/12/2006

➔ Le territoire d'Ambleville est soumis à 3 types d'aléas : fort, moyen et faible.

Carte 21 - Aléas des mouvements de terrains à Ambleville



Source -Géorisques

Aléa fort : zones sur lesquelles la probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée et où l'intensité des phénomènes attendus est la plus forte, au regard des facteurs de prédisposition présents.

Il existe quatre zones d'aléa fort

- Deux zones sur la rive sud de l'Aubette ; l'une couvre le lieu-dit « le Cogan » à l'ouest de la zone urbanisée et s'étend jusqu'au « bois des Frêneaux », l'autre forme un arc sur le « Bois des fosses », le « Bois d'Ambleville » le long de la RD86.
- Deux zones sur la rive droite de l'Aubette ; l'une longe le « Bois des Vignes », l'autre forme deux bandes sur le Bois de la Garenne.

Aléa moyen : zones « intermédiaires » entre les zones d'aléa faible et les zones d'aléa fort.

Il existe trois zones d'aléa moyen sur le territoire communal

- Une zone sur la rive sud de l'Aubette couvre toute la vallée d'ouest en est sur une large bande et longe la frange urbaine
- Une zone sur la rive nord de l'Aubette recouvre le Bois des Vignes
- Une zone sur la rive nord de l'Aubette remonte le long du Vaumion

Aléa faible : *Zones sur lesquelles la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais avec des désordres ne touchant qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, proximité d'arbres ou hétérogénéité du sous-sol par exemple).*

Tout le reste du territoire communal à l'exception des zones à aléas nul ou négligeable, est en aléa faible.

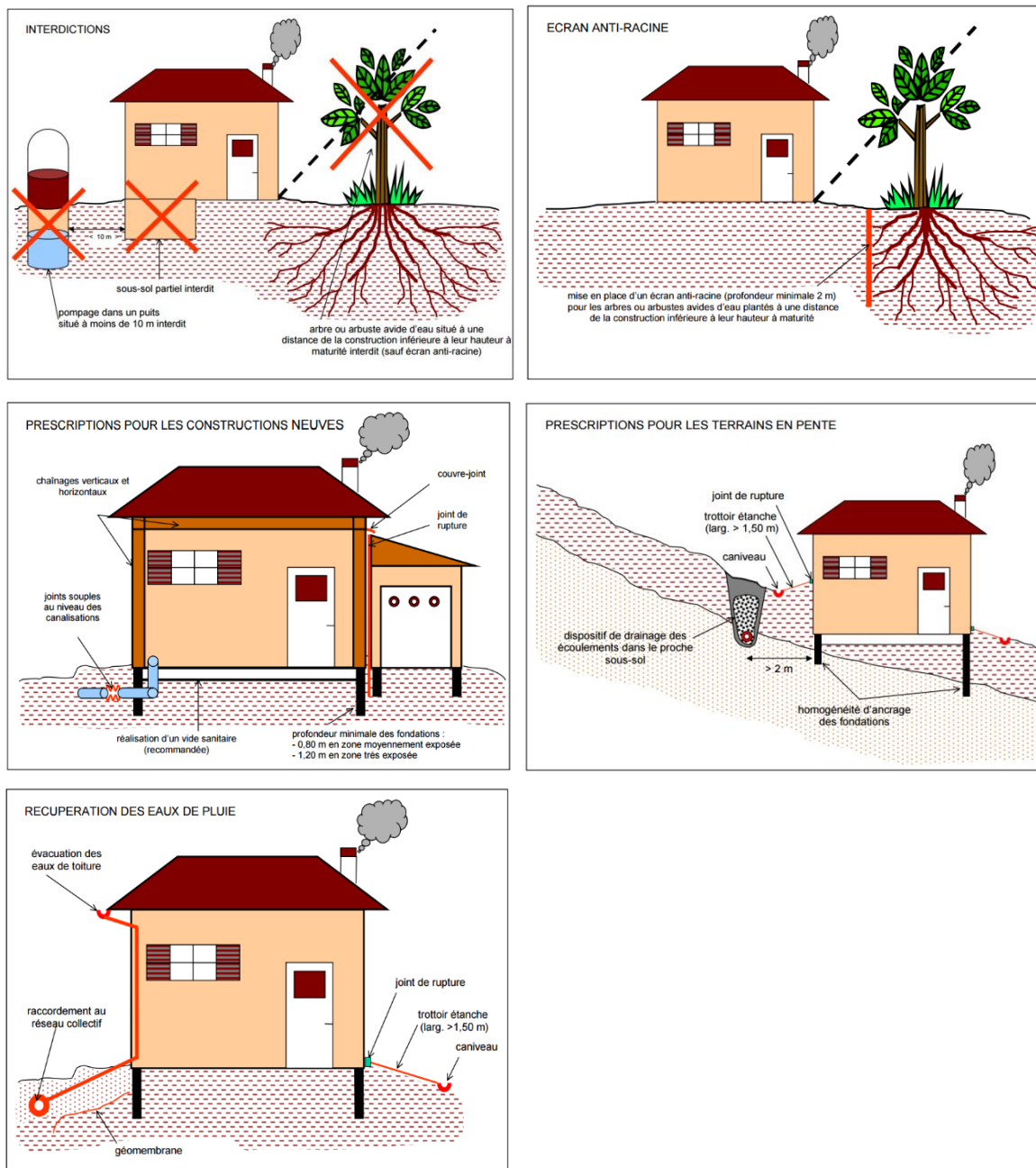
Aléa nul ou négligeable : *Zones sur lesquelles la carte géologique n'indique pas la présence de terrain argileux en surface. La survenue de quelques sinistres n'est cependant pas à exclure, compte tenu de la présence possible, sur des secteurs localisés, de dépôts argileux non identifiés sur les cartes géologiques, mais suffisants pour provoquer des désordres ponctuels.*

Enjeu : dans ces espaces des recommandations sont de mise pour les constructions nouvelles et les constructions existantes.

Les illustrations qui suivent présentent une partie des prescriptions et recommandations destinées à s'appliquer dans la zone réglementée par le PPR.

Suivant le type de construction (existante ou projetée), certaines de ces mesures sont obligatoires, d'autres non, et l'on se portera donc au règlement pour obtenir toutes les précisions nécessaires.

Figure 11 - Illustrations- des principales dispositions réglementaires de prévention des risques de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles (BRGM, 2004)



1.7.1.3 Les risques de cavités

Avant de procéder à une opération d'aménagement sur une propriété située dans une zone de cavités, dont les caractéristiques et l'extension ne sont pas toujours exactement connues, il est souvent nécessaire de procéder à des études. Il s'agit d'établir un "diagnostic" pour déterminer les travaux de prévention ou de mise en sécurité à réaliser avant d'entreprendre l'aménagement.

Différents types de diagnostics peuvent être réalisés selon l'accessibilité des cavités. Ces études sont réalisées par des experts en géologie ou géotechnique, ou par des bureaux d'études spécialisés en géotechnique, mandatés par l'aménageur ou le propriétaire.

Cavité accessible ou rendue accessible

Examen géotechnique par un expert (géotechnicien) des cavités pouvant mettre en péril la propriété.

Cavité inaccessible

Le diagnostic est réalisé à partir d'investigations menées depuis la surface. Il s'agit d'une reconnaissance des sols pour localiser et caractériser les vides.

L'analyse géotechnique des résultats, incluant un rapport établi par un géotechnicien concluant sur la présence ou l'absence de cavité et de risque et, le cas échéant, dans le cadre d'une mission de type : étude géotechnique de conception (G2) Phase Projet (PRO), selon la norme NFP 94-500, définissant clairement les travaux de consolidations et / ou de fondations éventuellement à mettre en oeuvre.

La commune est concernée par un risque de cavités avec la présence de 3 périmètres valant PPR et 5 périmètres non réglementés.

Carte des cavités (Services Interdépartemental des carrières) :

Zonages R111-3

Les zones de risques liés à la présence d'anciennes carrières souterraines abandonnées ont été initialement délimitées en application de l'ancien article R111-3 du Code de l'Urbanisme par des arrêtés préfectoraux. Ces zonages sont matérialisés par une bordure NOIRE.

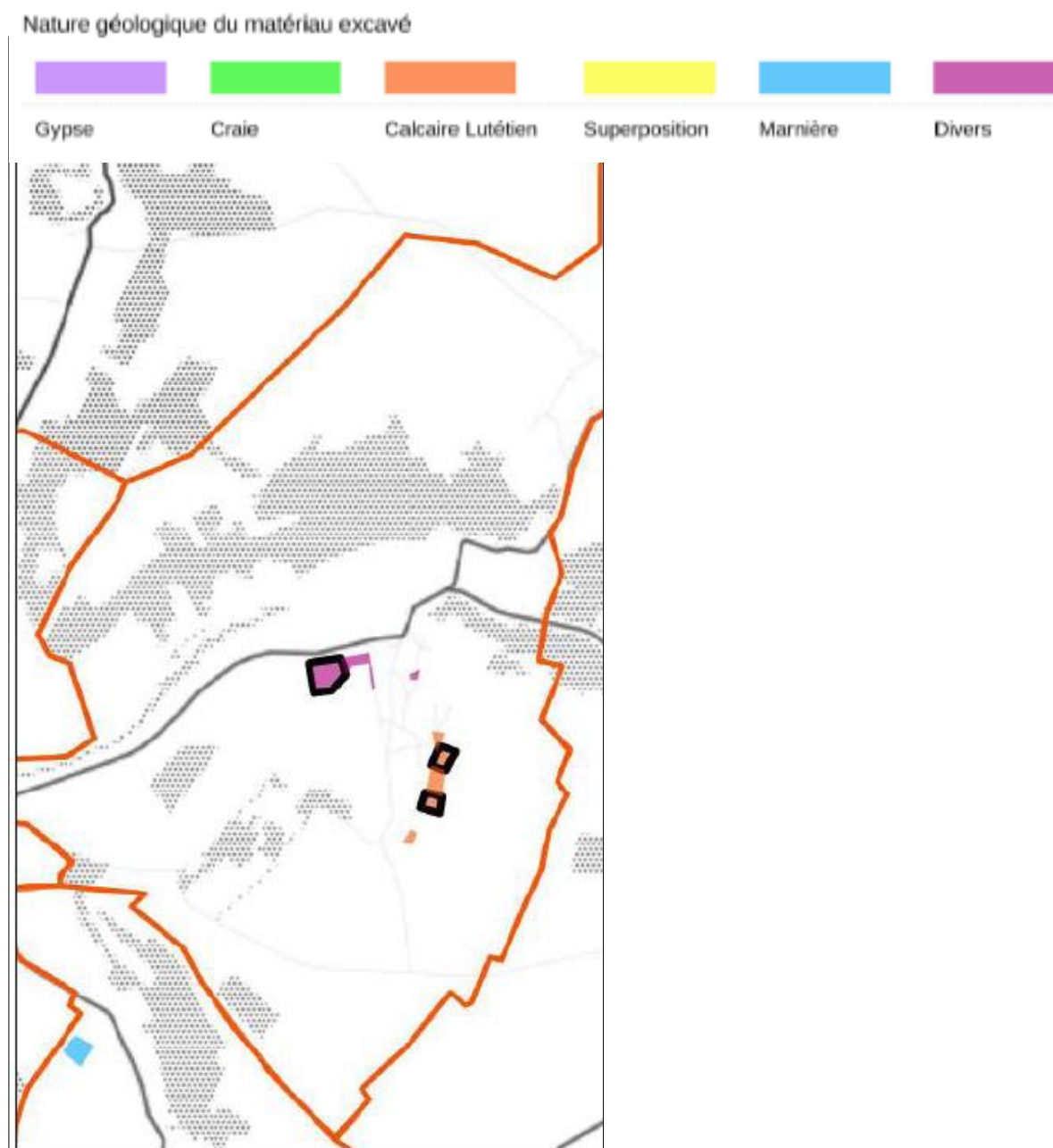
Zonages P.P.R.

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (aujourd'hui l'article L. 562 du Code de l'Environnement) a institué les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (P.P.R.) qui sont venus se substituer aux R111-3 existants. Depuis 1995 les zonages réglementaires concernant les risques liés à la présence d'anciennes carrières souterraines abandonnées sont élaborés selon cette procédure. Ces zonages sont matérialisés par une bordure ROUGE.

Zonages non réglementaires

Les zonages non réglementaires correspondent généralement à la découverte de "nouvelles" cavités non recensées dans les années 1986 - 1989 et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une procédure réglementaire telle que leur transformation en PPR (qui est prévue selon un ordre de priorité défini par les Schémas Départementaux de Prévention des Risques Naturels). Ces zonages n'ont pas de bordure.

Figure 12 - Carte des cavités sur la commune d'Ambleville



Source – Service interdépartemental des carrières

1.7.1.4 Les risques d'inondation

- **Définitions**

L'inondation est une submersion temporaire, par l'eau, de terres qui ne sont pas submergées en temps normal, quelle qu'en soit l'origine. L'expression recouvre les inondations dues aux crues des rivières, des torrents de montagne et des cours d'eau intermittents méditerranéens, aux remontées de nappe, aux ruissellements urbains et agricoles ainsi que les submersions marines au-delà des limites du rivage de la mer.

Elles se produisent par débordement des cours d'eau ou par stagnation d'eaux pluviales lorsque le niveau de précipitation est supérieur aux capacités d'absorption au niveau des sols et d'écoulement par les réseaux. Le département est particulièrement exposé aux débordements dans les vallées de l'Oise, de la Seine, et, dans une moindre mesure, de l'Epte.

- **Les causes**

L'activité humaine aggrave le risque d'inondation. Ainsi, en zone inondable, le développement économique constitue l'un des principaux facteurs aggravants, par augmentation de la vulnérabilité. De plus, les aménagements (activités, voiries, remembrement agricole, déforestation...) modifient les conditions d'écoulement (imperméabilisation et ruissellement), tout en diminuant les champs d'expansion des crues. Sur les cours d'eau, les aménagements (pont, enrochements) et le défaut chronique d'entretien de la part des riverains, aggravent le risque.

L'occupation des zones inondables par des bâtiments et matériaux sensibles à l'eau peut aussi générer, en cas de crue, un transport et un dépôt de produits indésirables, susceptibles de former des barrages, appelés embâcles, voire des pollutions accidentelles. Leur rupture peut engendrer une inondation brutale des zones situées en aval.

- **Les risques**

L'inondation est un phénomène naturel susceptible de provoquer des pertes de vie humaine, le déplacement de populations, d'avoir un impact sur la santé humaine, les biens et les réseaux. Elle peut également nuire à l'environnement et compromettre gravement le développement économique. Les inondations représentent la moitié des catastrophes moitié des catastrophes naturelles mondiales en raison de leur fréquence.

Il existe différents types d'inondations :

La montée lente des eaux, en région de plaine ou de nappe affleurante

- Les inondations de plaine. La rivière sort de son lit lentement et peut inonder la plaine pendant une période relativement longue.
- Les inondations par remontée de nappe. Lorsque plusieurs années humides se succèdent, le niveau d'étiage de la nappe peut devenir plus haut chaque année ; la recharge naturelle annuelle de la nappe par les pluies est plus importante que sa vidange vers les exutoires naturels. Le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe. Ce phénomène très lent peut durer plusieurs mois.

-

Le ruissellement urbain et agricole

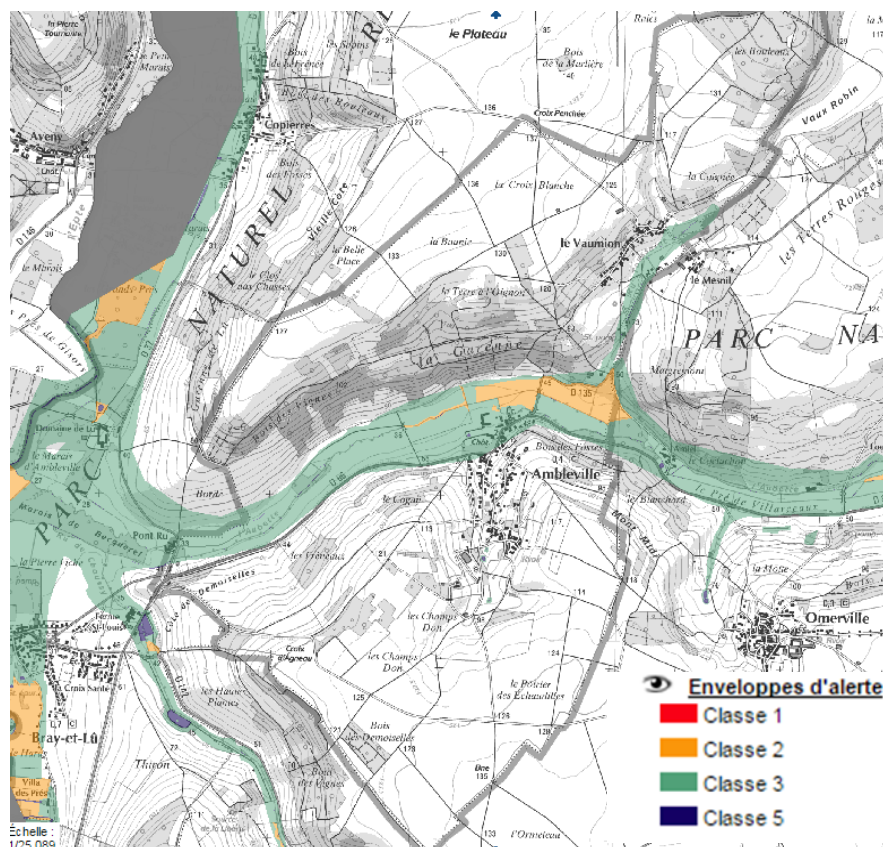
- Le **ruissellement concentré** organisé en rigoles ou ravines parallèles le long de la plus grande pente. Il commence à éroder et peut marquer temporairement sa trace sur le versant. L'imperméabilisation du sol (bâtiments, voiries, parkings, etc.) limite l'infiltration des pluies et accentue le ruissellement, ce qui occasionne souvent la saturation et le refoulement du réseau d'assainissement des eaux pluviales.
- Le **ruissellement diffus** dont l'épaisseur est faible et dont les filets d'eau buttent et se divisent sur le moindre obstacle.
- Le **ruissellement en nappe**, plutôt fréquent sur les pentes faibles, occupe toute la surface du versant.

Les risques d'inondation à Ambleville

La commune a connu plusieurs inondations lors de fortes pluies (orages violents) avec ruissellement, débordement du réseau de collecte des eaux pluviales.

Plusieurs zones potentiellement humides de classe 2 et 3 ont été désignées le long de l'Aubette et du ru Toussaint (hameau du Vaumion). De plus, la commune est concernée par une sensibilité de nappe sub-affleurante dans la vallée de l'Epte.

Carte 22 – Enveloppes d'alerte de zones humides sur le territoire d'Ambleville



Source – CARMEN – DRIIE Ile de France

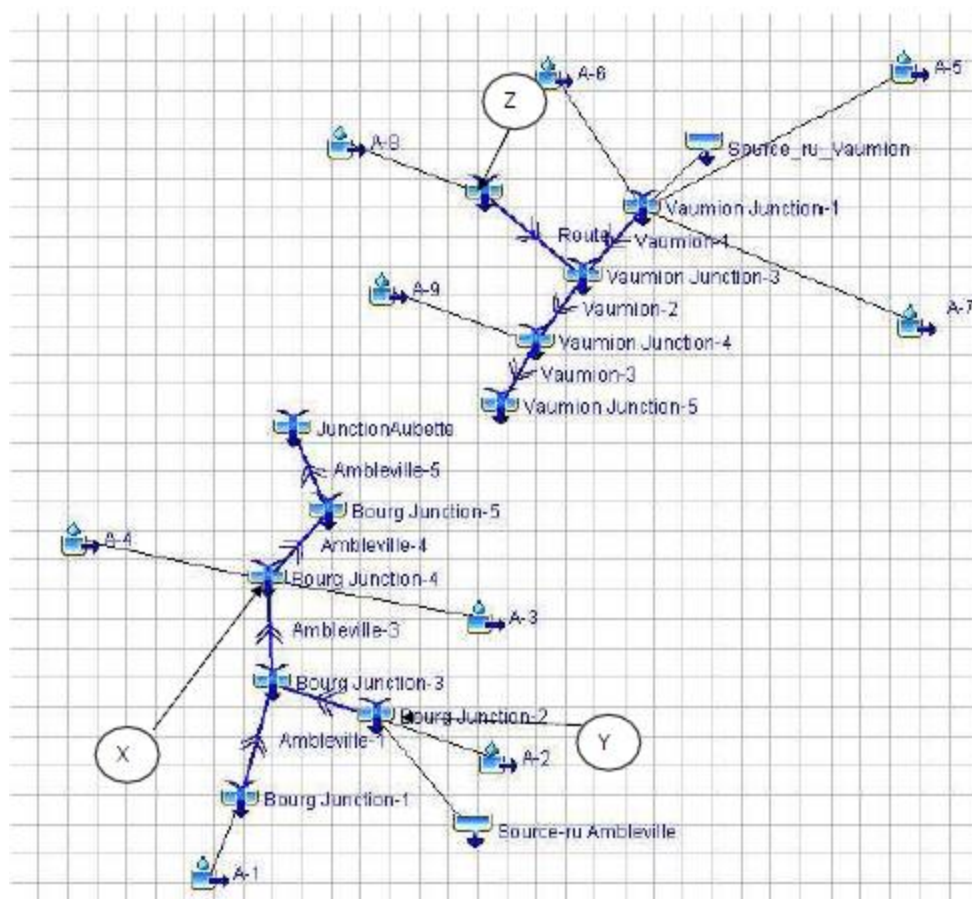
Le tableau ci-dessus donne une description succincte des cinq classes caractérisant la probabilité de présence d'une zone humide selon les deux critères : pédologiques et à la végétation (arrêté de 24 juin 2008).

Classe	Type d'information	Surface (km2)	% de l'Ile-de-France
Classe 1	Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié	1	0,01 %
Classe 2	Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : - zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) - zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté	227	1,9 %
Classe 3	Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.	2 439	20,1 %
Classe 4	Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide.	9 280	76,5 %
Classe 5	Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides	182	1,5%
Total		12 129	100 %

L'étude réalisée par le BURGEAP pour le compte du Syndicat intercommunal pour l'Aménagement du bassin versant de l'Aubette sur la maîtrise du ruissellement et de la gestion des inondations a permis de mettre en évidence des éléments probants concernant les propositions à apporter pour réduire les ruissellements.

- ➔ **En application des dispositions législatives et réglementaires et en compatibilité avec le SDAGE, l'enjeu sera de protéger strictement les zones humides qui auront été caractérisées sur le territoire communal et de s'opposer à leur destruction.**

Figure 13 - Analyse des ruissellements sur le sous-bassin d'Ambleville



Source : Burgeap

L'objectif principal sur ce sous-bassin est de protéger le village qui subit régulièrement des inondations. Le modèle hydrologique pour le bassin versant principal d'Ambleville se décompose ainsi en :

- 9 sous bassins versants élémentaires,
- 11 jonctions entre les sous-bassins et les tronçons,
- 10 tronçons pour simuler les écoulements concentrés sur un même chemin (chemin d'écoulement préférentiel et/ou ru).

1.7.1.5 Risque de sismicité

La commune d'Ambleville est classée en zone de sismicité niveau 1 représentant un risque très faible.

Le zonage sismique de la France impose l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves. Ces règles sont définies dans la norme Afnor PS 92, qui a pour but d'assurer la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions nouvelles pour atteindre ce but.

1.7.1.6 Risque Transport de marchandises dangereuses

Le risque lié au transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou par canalisation. Les produits toxiques, explosifs ou polluants ne sont pas les seuls à être considérés comme matières dangereuses. Une matière est classée dangereuse lorsqu'elle est susceptible d'entraîner des conséquences graves pour les personnes, les biens ou l'environnement, en fonction de ses propriétés physiques et/ou chimiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle peut engendrer. Les produits comme les carburants, le gaz naturel, les engrais... sont concernés.

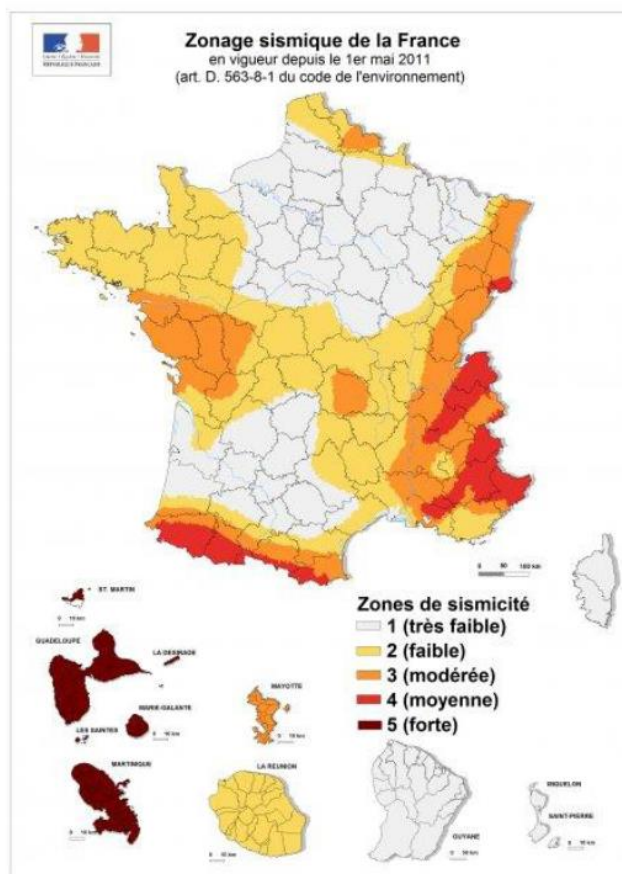
Ambleville n'est pas concerné par un risque de TMD. Il n'y a pas de gazoduc, de ligne à très haute tension, de voie ferrée transportant des matières pouvant causer un risque d'accident sur la population. Seule la route D86 qui passe au centre de la commune peut représenter un risque avec un trafic journalier de 4122 véhicules jour (2011).

1.7.1.7 Sites pollués

La base de données des anciens sites industriels et activités de service (Basias) ne recense aucun site pollué :

Le site Basol (sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) ne recense aucun site.

Cependant, en cas d'aménagement, de changement d'usage, si l'existence d'une pollution était avérée, il conviendrait de garantir la compatibilité du site avec les usages projetés par la réalisation d'études adéquates et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées (cf note du 19 avril relative aux sites et sols pollués).



1.8 Gestion des déchets

Entre 2006 et 2009, la Région Île-de-France a élaboré trois plans pour fixer des objectifs régionaux de gestion des déchets et prévoir les besoins en installations qui les traitent :

- le PREDMA, pour les déchets ménagers et assimilés ;
- le PREDEC pour les déchets issus des chantiers du bâtiment

1.8.1 Le PREDMA – Plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés

1.8.1.1 Les enjeux

Préserver les ressources

Le premier enjeu consiste à réduire les impacts écologiques locaux et l'empreinte écologique globale. En d'autres termes, il s'agit de réduire à la source la quantité et la nocivité des déchets. La région compte s'appuyer sur la prévention qui permet de combiner des actions telles que l'éco-conception, la modification des actes d'achat, la préférence à la réutilisation, la gestion domestique des résidus, une incitation auprès des entreprises et l'exemplarité des administrations. La valorisation matière de certains déchets pourra, quant à elle, éviter certaines étapes de production et de transformation industrielles. Tout comme la valorisation organique (méthanisation, etc.), elle permet ainsi de réduire la consommation de matière première et l'impact environnemental.

Optimiser les filières de traitement

La Région souhaite améliorer l'efficacité énergétique des procédés de traitement en rendant possible, par exemple, le développement de connexions des usines d'incinération aux réseaux de chaleur. Par ailleurs le développement de la méthanisation devra répondre au même objectif : valoriser de façon optimale le biogaz.

Réduire les distances pour le transport des déchets par la route

La réalisation de cet objectif passe par une meilleure répartition géographique des unités de traitement et de stockage. La Région souhaite ainsi développer les autres solutions de transport des déchets telles que l'usage de la voie d'eau et du rail, après négociation à l'échelle régionale avec les acteurs concernés (VNF, le Port autonome de Paris, la SNCF et RFF).

Connaître les coûts de la gestion des déchets

Les données économiques et financières sont actuellement peu fiables. Une approche du coût global des filières est indispensable, afin de permettre une meilleure maîtrise des situations et une mesure des impacts financiers prévisionnels des actions d'amélioration de gestion des déchets.

Innover et développer un pôle de recherche

La Région a l'ambition de développer un pôle d'excellence qui permettrait de développer des emplois, y compris en matière de recherche. Il pourra par ailleurs favoriser l'attractivité de la Région pour l'implantation d'entreprises, celles-ci considérant que l'organisation fiable, performante et économique du traitement des déchets, notamment industriels, est un atout pour leur bon fonctionnement.

1.8.1.2 Les déchets de l'assainissement collectif

Le **SIAAP** (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne) assure l'assainissement sur une zone géographique qui regroupe Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et 187 communes des Yvelines, du Val-d'Oise, de l'Essonne ce qui représente plus de huit millions d'habitants de la zone centrale d'Île-de-France.

Les **départements de la grande couronne** disposent d'un nombre important de stations d'épuration cependant, on retrouve en majorité des installations de faible capacité. Le gisement total de boues produites par les départements de la grande couronne pour l'année 2006 est de 47 400 t MS.

L'usine de Seine Grésillons, la plus proche de d'Ambleville produit 100% (8 000 t MS) de la production totale.

Concernant l'épandage agricole, 50 000 t MS des boues du SIAAP sont épandues dont 20% en Île-de-France (Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Yvelines). Les types de cultures concernées sont principalement les cultures céréalières (blé, orge, maïs), le colza et la betterave

La répartition du gisement de boues du Val d'Oise est de 8700 T MS pour 42 stations d'épuration. 25% sont valorisées en agriculture (le compost répond à la norme), 10% sont incinérées à l'UIOM de Sarcelles et 65% sont enfouies à l'ISDNS de Plessis Gassot.

1.8.1.3 *La situation 2014-2019*

Les besoins d'enfouissement diminuent entre 2005 et 2019 en raison :

- **pour les déchets ménagers et assimilés** : les objectifs du PREDMA en matière de prévention, de valorisation (matière et organique) et de diminution de l'enfouissement entraînent une diminution des besoins d'enfouissement de 335 631 t.

- **pour les déchets des activités économiques** : les objectifs du PREDMA sur la diminution de l'enfouissement au profit de l'augmentation de la valorisation matière et énergétique des déchets des activités.

À l'horizon 2019, les capacités sont à un niveau équivalent aux besoins d'enfouissement mais l'offre de stockage (hors projets) reste concentrée dans les départements de Seine et Marne et du Val d'Oise. À l'horizon 2019, les capacités d'enfouissement (hors projets) sont situées à près de 48% dans le Val d'Oise. Ces territoires sont fortement contributeurs au principe de solidarité régionale en matière de gestion de déchets.

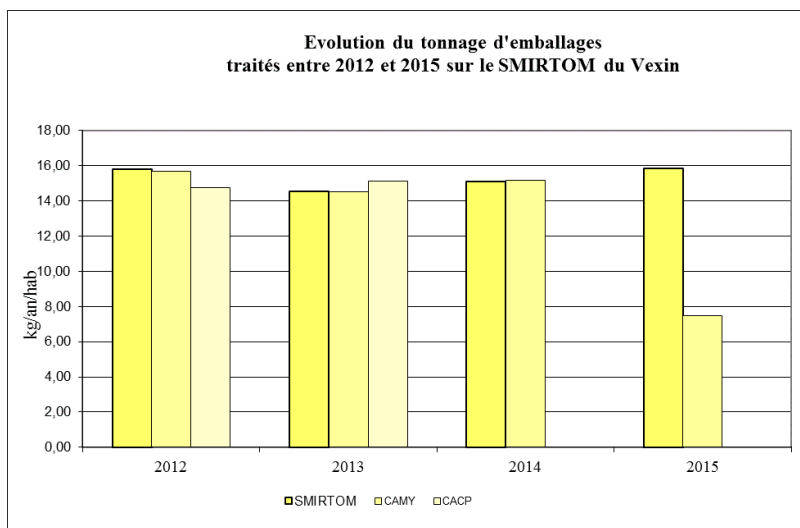
1.8.1.4 *Les déchets à Ambleville*

L'Organisation de la collecte et l'organisation du traitement des déchets ménagers et assimilés est assurée par le SMIRTOM du Vexin.

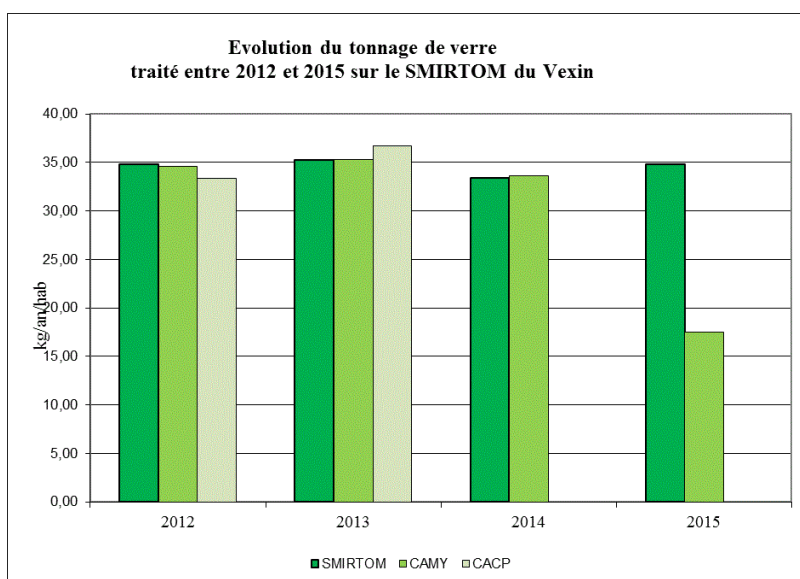
La collecte des ordures ménagères a lieu une fois par semaine. La commune dépend de la déchèterie de Magny-en-Vexin.

L'évolution du tonnage d'emballages, de verre et papiers et cartons entre 2012 et 2015 par le SMIRTOM est caractérisée par les trois tableaux qui suivent.

Il n'existe pas de station d'épuration à Ambleville.

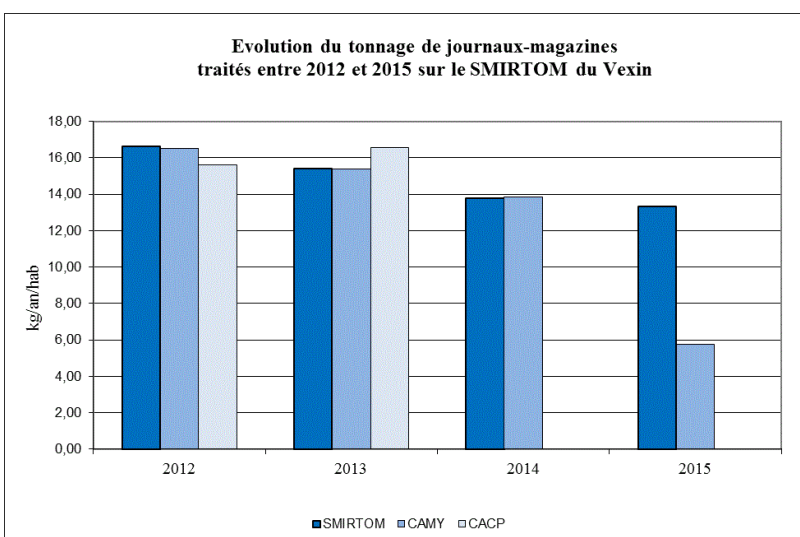


Il y a eu 1 228,74 tonnes d'emballages valorisées en 2015, soit 15,89 kg/hab/an



Il y a eu 2723,64 tonnes de verre valorisées en 2015, soit 34,93 kg/hab/an.

Ce verre a été collecté en porte à porte ainsi que sur les points d'apport volontaire.



Il y a eu 1023,14 tonnes de journaux-magazines valorisées en 2015, soit 12,41 kg/hab/an.

Source –SMIRTOM du Vexin

1.8.2 Le PREDEC, le Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics

Outil de planification relatif à l'ensemble des déchets générés par les chantiers du BTP franciliens, le Predec a été adopté le 20 juin 2014 par la région Ile-de-France.

La zone occidentale du département du Val d'Oise n'est que très peu concernée par les déchets du BTP. Seul Magny en Vexin possède une plateforme d'accueil pour les artisans (SMIRTOM du VEXIN).

Les enjeux relatifs aux déchets sont faibles.

2 PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le P.L.U. fixe les conditions d'usages des sols et planifie, ainsi, l'évolution du territoire communal. Certaines parcelles agricoles ou naturelles à l'heure actuelle sont destinées à recevoir des aménagements futurs. Elles figurent dans le projet de P.L.U. en zone à urbaniser « AU ».

2.1 Les espaces de projet

Un certain nombre d'espaces nécessitent, dans le cadre d'un projet, global une recomposition qui sont autant d'éléments que l'on peut intégrer à la réflexion du PLU comme :

- La gestion des franges : l'extension urbaine nécessite un traitement d'intégration au grand paysage surtout en partie Sud et est.
- Maitriser l'image des entrées de ville,
- Permettre un développement modéré de la commune et envisager un développement futur,
- Poursuivre l'aménagement du cœur de bourg en complétant l'offre d'équipements publics

Figure 14 - Les espaces de projet sur le territoire du PLU



Source – Issu du Rapport de présentation, DiversCités

2.2 Les coupures d'urbanisation

Les coupures d'urbanisation sont très importantes car elles permettent de séparer l'urbanisation entre deux pôles urbains tout en maintenant la connectivité des espaces naturels et agricoles.

Il n'a pas été relevé de coupure d'urbanisation sur le centre-bourg. En revanche, il existe une rupture d'urbanisation au hameau du Vaumion entre et le Hameau du Mesnil, territoire de la commune d'Omerville. La rupture a été provoquée par la présence du Ru Toussaint.

Cette rupture d'urbanisation sera maintenue.

2.3 Les zones à urbaniser

Article R.123-6 du code de l'urbanisme :

Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme.

Les secteurs d'OAP retenus sur la commune d'Ambleville :

- **OAP 1 : Secteur d'extension au Vaumion**

Il s'agit d'une zone peu ou non équipée, destinée à l'urbanisation future à vocation d'habitat, aux commerces, artisanats et services qui en sont le complément naturel.

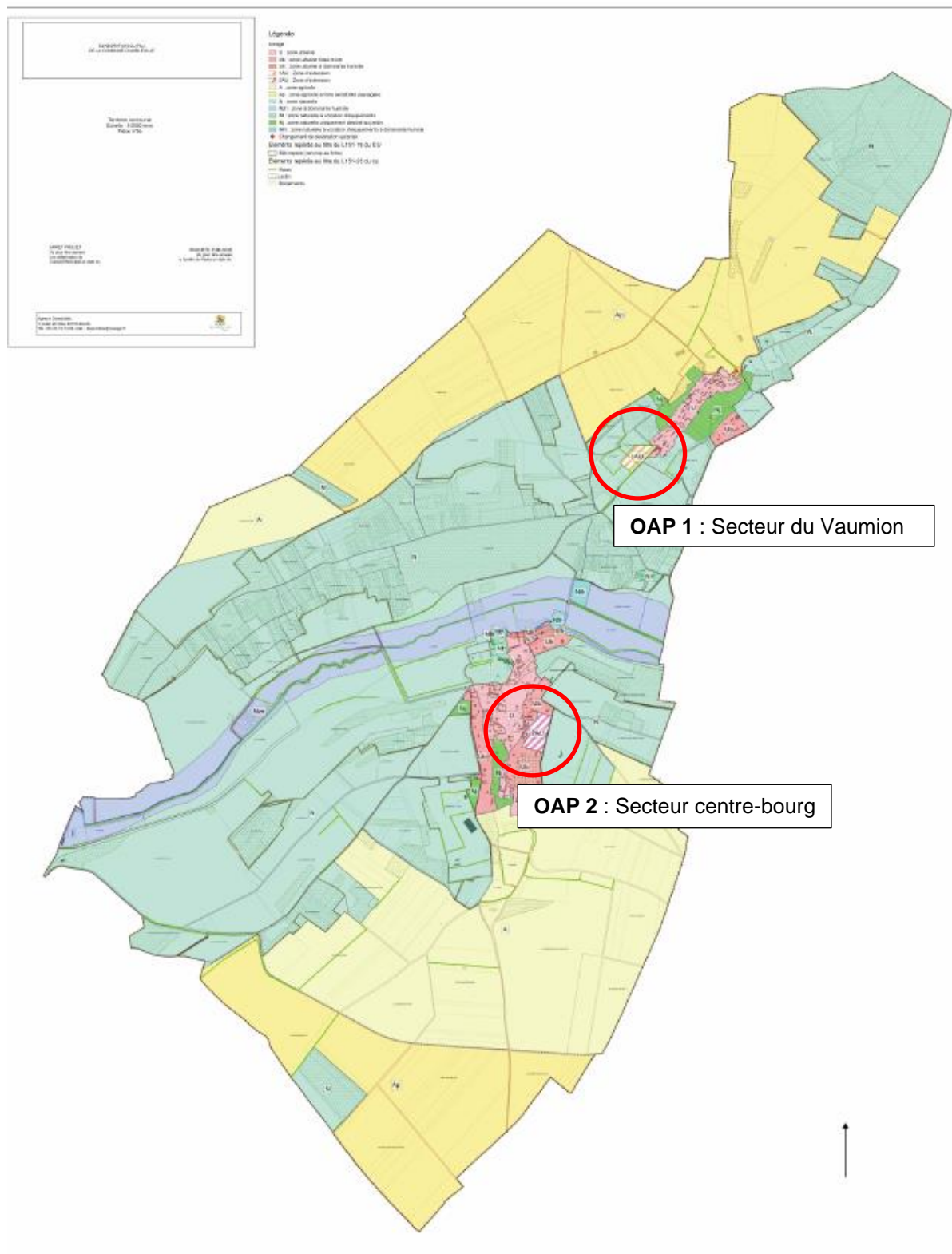
Le projet va permettre de diversifier l'offre résidentielle de la commune.

- **OAP 2 : Secteur de densification dans le bourg**

Le Projet d'OAP porte sur le bourg d'Ambleville, sente du Champ. L'emprise concernée par l'OAP est une parcelle non agricole bordée par la rue et des fonds de jardins.

Le projet permettra, à terme, de diversifier et d'enrichir l'offre résidentielle, dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain et paysager.

Figure 15 - Les zones à urbaniser au plan de zonage



2.3.1 La zone à urbaniser au plan de zonage – Secteur Vaumion

Figure 16 - Emplacement au plan de zonage (OAP1)

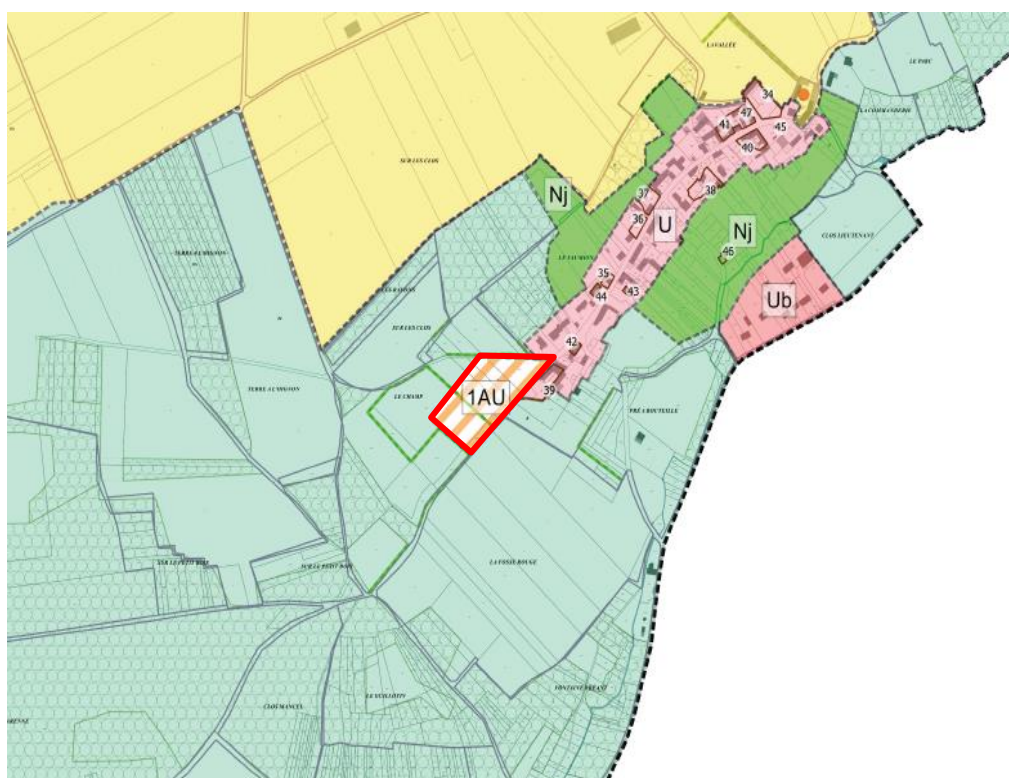


Figure 17 - Affectation de la surface au POS (OAP1)

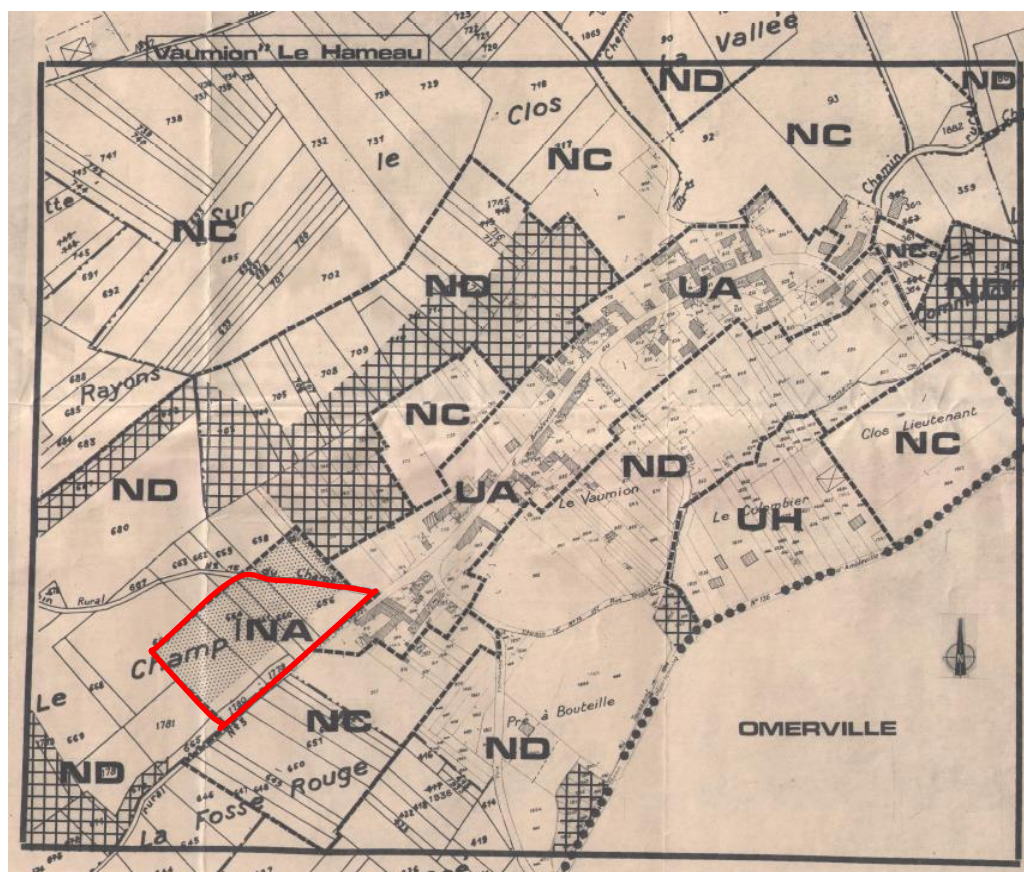


Figure 18 - Affectation de la surface au cadastre (OAP 1)

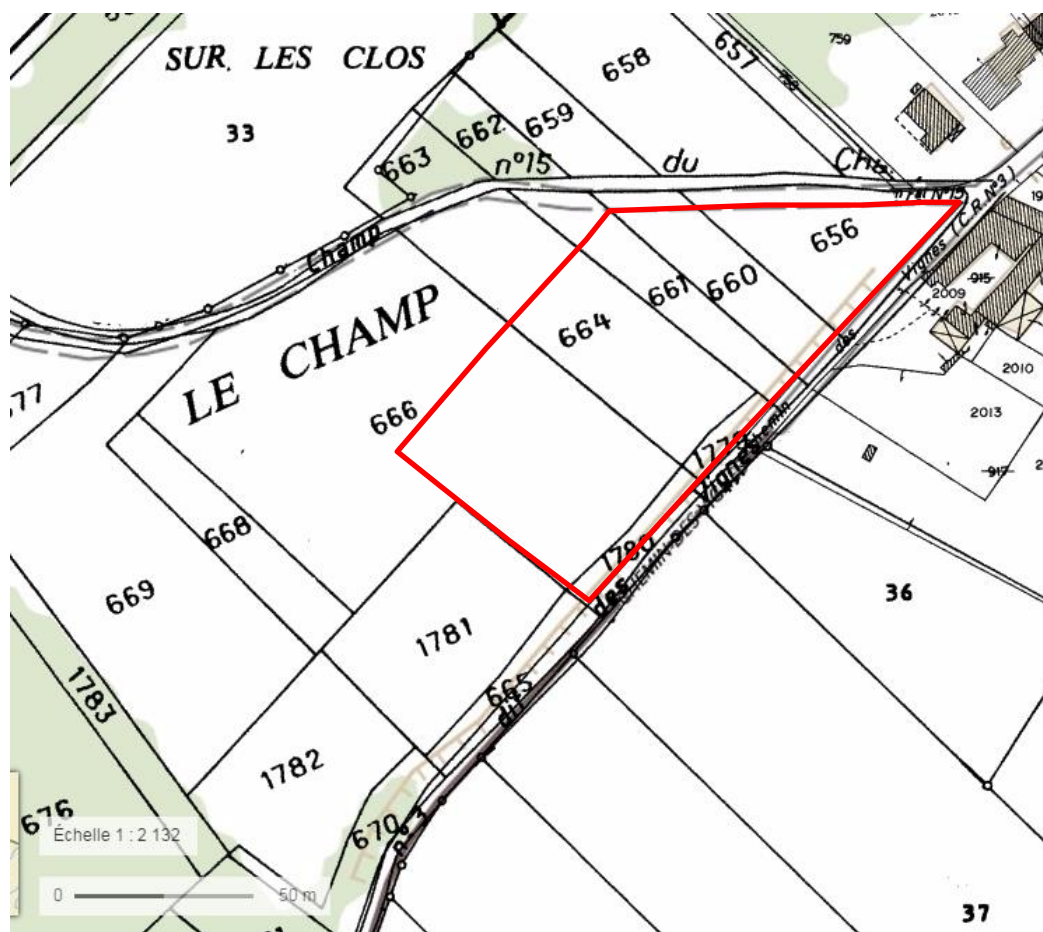
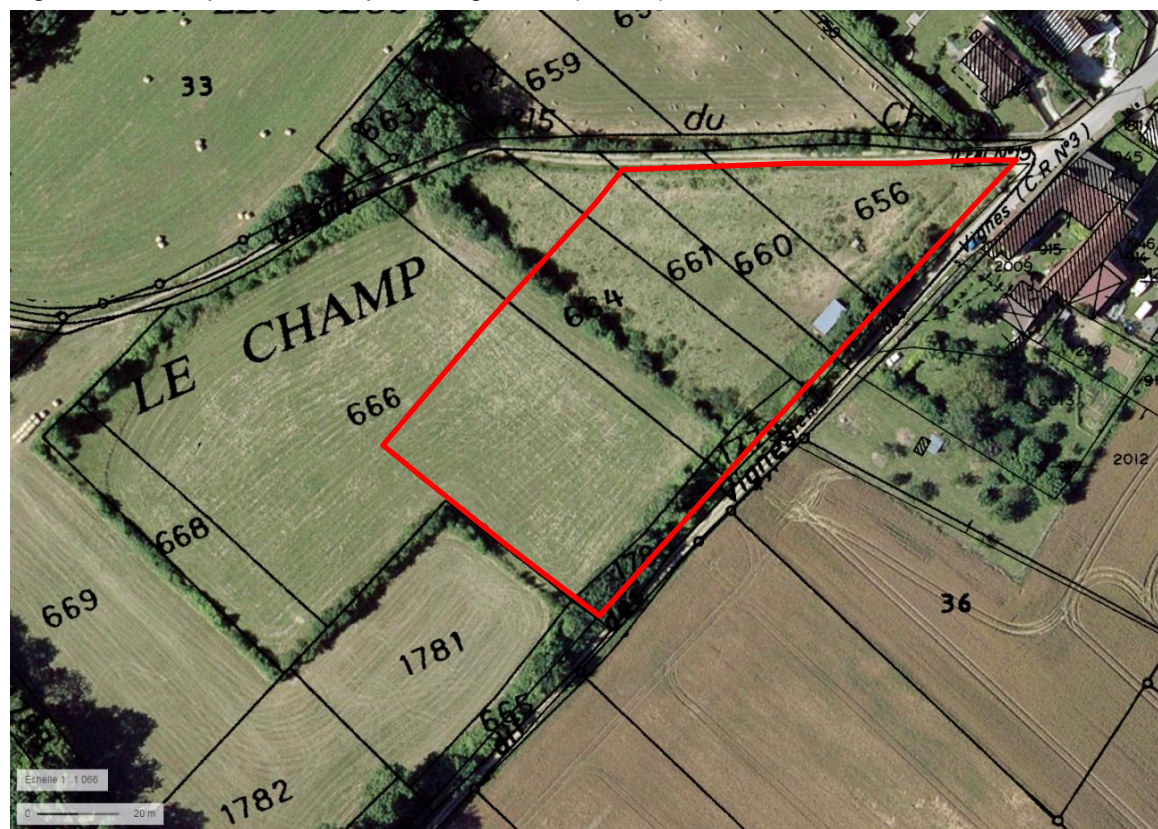
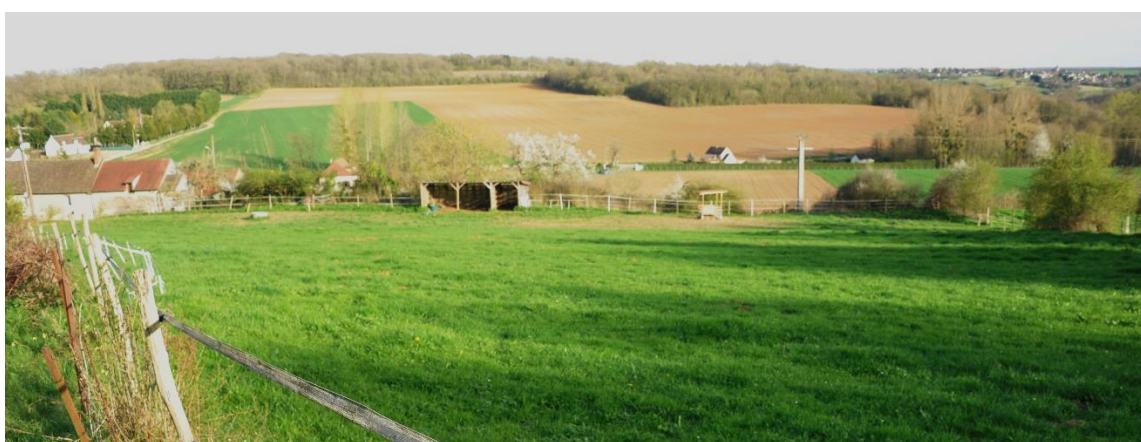


Figure 19 - Occupation du sol par la végétation (OAP 1)





Prairie pâturée sur les parcelles 656, 660, 661 et 664 pp



Prairie de fauche 664pp et 666



Vue du haut de la Parcelle

CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA ZONE DE PROJET

- *Lieu-dit* : **Le Champ – Hameau « Le Vaumion »**
- *Surface boisée estimée* : **0**
- *Autre surface* : **prairies**
- *Surface totale* : **6 400 m²**
- *Parcelles* : 660, 656, 661pp, 664pp, 666pp, 1780, 1779
- *Pente (%)* : **13**
- *Caractéristique écologique de la zone* : **Prairies de fauche et prairies pâturées limitées par des haies de qualité médiocre à bonne**
- *Secteur à enjeu d'urbanisation* : **oui**
- *Affectation au POS* : **NA : zone d'urbanisation future (en dehors du PAU)**
- *Affectation au PLU* : **AU**
- *Consommation agricole* : **oui**
- *Consommation forestière* : **non**
- *Réglementation sur secteur* : **site inscrit**
- *Réglementation en périphérie du secteur* : **ZSC (80 m), site classé (220 m)**
- *Sensibilité paysagère* : **secteur de très grande sensibilité paysagère (espaces ouverts, points hauts, lignes de crêtes et pentes, covisibilité avec les éléments ou ensembles naturels ou bâtis remarquables)**
- *Mesures compensatoires* : **oui, compensation agricole**
- *Mesures d'aménagement* : **oui, à prévoir. Bande boisée composée d'espèces naturelles en périphérie de la parcelle.**

OBSERVATIONS ECOLOGIQUES

L'opération touche deux types de prairie : la prairie pâturée (par des chevaux) et la prairie de fauche.

Les parcelles 1779 et 1780 sont entièrement couvertes par des broussailles (haie des Prunetalia). Ces fourrés composés d'arbustes hauts et d'arbres sont le refuge pour de nombreux animaux (mammifères oiseaux, invertébrés...) où ils se reproduisent et se nourrissent. Ce type d'habitats est commun et ne présente pas de menaces de disparition.

La prairie pâturée par des chevaux relève des prairies du Cynosurion cristati.

Les deux prairies sont bordées de haies basses discontinues souvent dominées par les ronces. En revanche, la haie séparant les deux types de prairies est haute, discontinue et composée des espèces naturelles caractéristiques : Aubépines monogyne (*Crataegus monogyna*), Prunellier (*Prunus spinosa*), Fusain d'Europe (*Euonymus europaeus*) Sureau noir (*Sambucus nigra*), Eglantier (*Rosa canina*)...

La prairie de fauche, souvent améliorée par l'agriculteur pour apporter une plus grande production d'herbe (et dont les graminées peuvent être sélectionnées) sont parfois moins riches que les prairies pâturées.

Les haies en bordure des parcelles constituent des segments de corridors empruntés par les animaux au cours de leurs déplacements

Il n'y a pas de trame bleue identifiée. Le sol et la végétation ne caractérisent pas une zone humide.

Les mammifères et les oiseaux trouvent dans cet espace la ressource trophique. Les prairies pâturées présentent une biodiversité caractéristique liée à la présence des animaux.. Ces prairies pâturées représentent donc un intérêt écologique certain.

L'enjeu écologique sur cette opération est toutefois modéré.

2.3.2 Secteur de densification dans le bourg

Figure 20 - Emplacement au plan de zonage (OAP2)

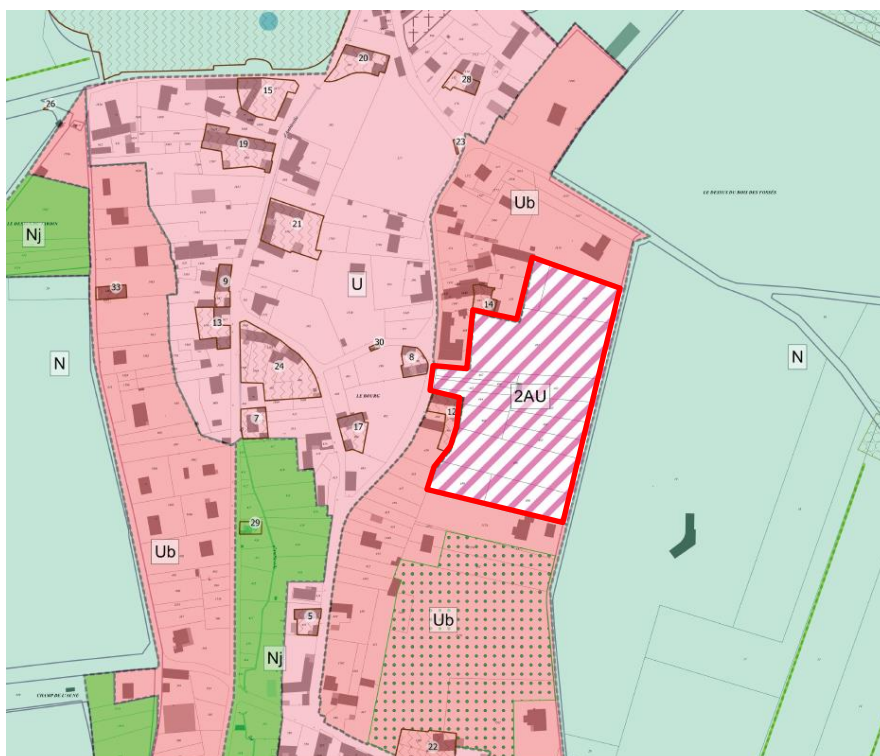


Figure 21 - Emplacement au POS (OAP2)

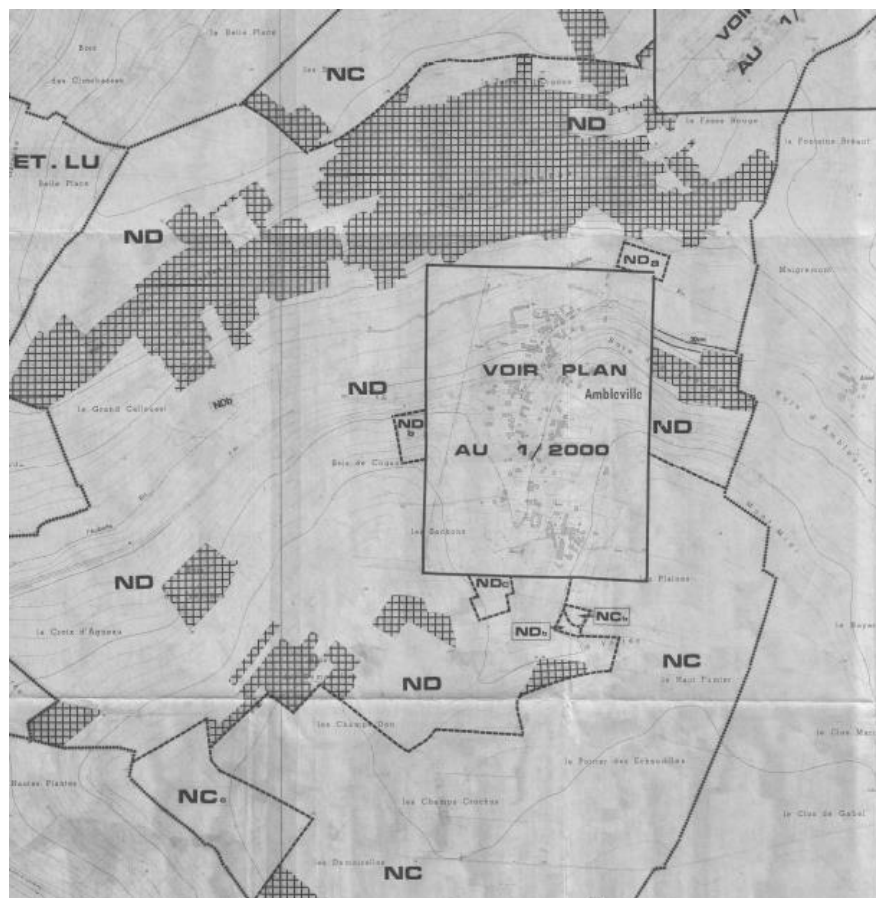


Figure 22 - Affectation de la surface au cadastre (OAP2)

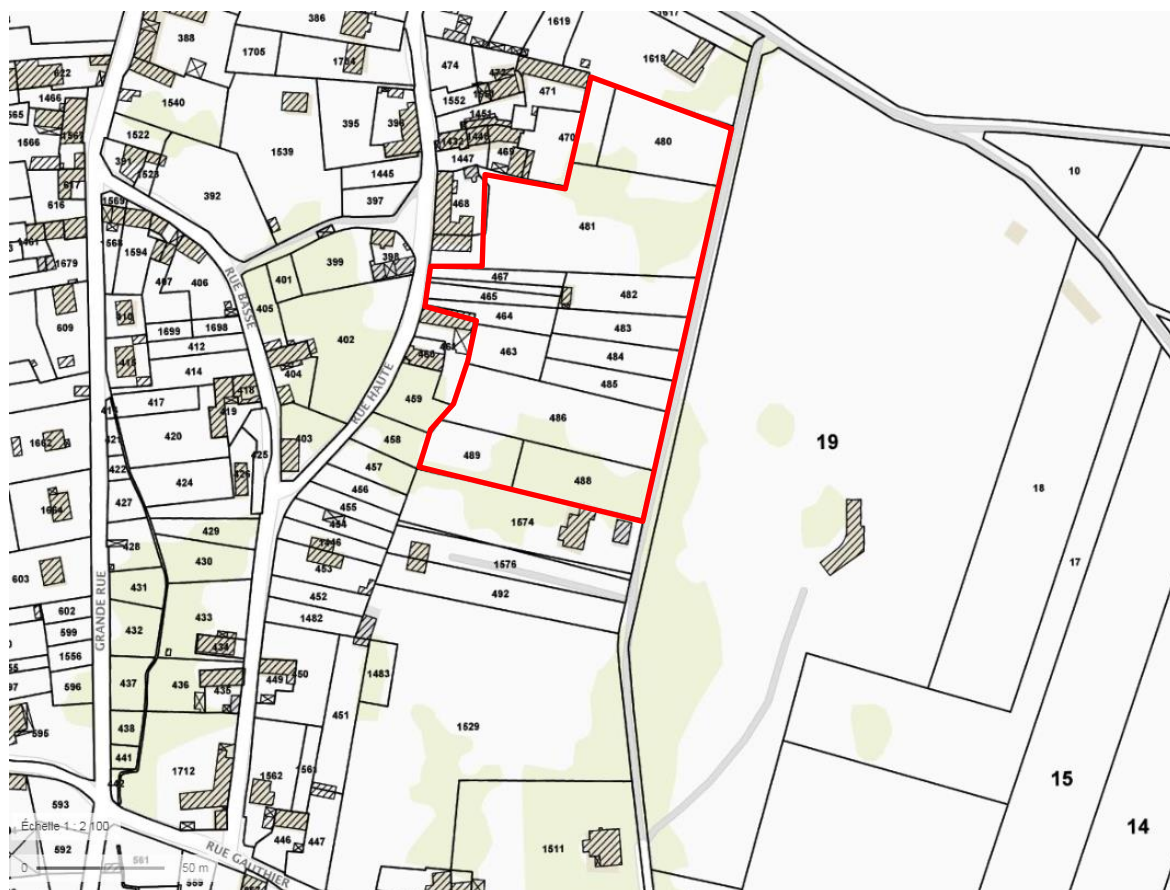


Figure 23 - Occupation du sol par la végétation (OAP2)



CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA ZONE DE PROJET

- **Lieu-dit : Le Bourg – Zone limitée à l'est par le sentier du Champ et à l'ouest par la rue Haute**
- **Surface boisée estimée : 0**
- **Autre surface : prairie, friche, haie**
- **Surface totale : 11 200 m²**
- **Parcelles : 481, 467, 466, 465, 464, 463, 486, 489, 488, 485, 484, 483, 482**
- **Pente (%) : 12**
- **Caractéristique écologique de la zone : Succession d'habitats liés aux activités de jardins d'ornement, de haies en périphérie de parcelle le long du « chemin du Champ ». Surface complantée d'arbres fruitiers et d'arbres naturels et exotiques.**
- **Secteur à enjeu d'urbanisation : non**
- **Affectation au POS : ND : zone de protection de sites, de risques ou de nuisances**
- **Affectation au PLU : AU**
- **Consommation agricole : non**
- **Consommation forestière : non**
- **Réglementation sur secteur : site inscrit**
- **Réglementation en périphérie du secteur : ZSC (contact parcellaire), site classé (200 m)**
- **Sensibilité paysagère : une partie de la zone à urbaniser, le long du sentier du Champ est considéré comme secteur de grande sensibilité paysagère (espaces ouverts éloignés des principaux itinéraires, espaces de transitions...) (bleu)**
- **Mesures compensatoires : oui**
- **Mesures d'aménagement : oui à prévoir, Bande boisée composée d'espèces naturelles**

OBSERVATIONS ECOLOGIQUES

La zone à urbaniser touche plusieurs types d'habitats :

- Friche et ourlet calcicole relevant de parcelles en pelouse non tondue
- Pelouse calcicole tondue pour le besoin de pelouse autour des maisons (parc)
- Fruitiers ponctuant les pelouses
- Haies naturelles et arbres marquant la limite du sentier du Champ
- Ronciers dans les petites zones délaissées
- Vieux arbres fruitiers

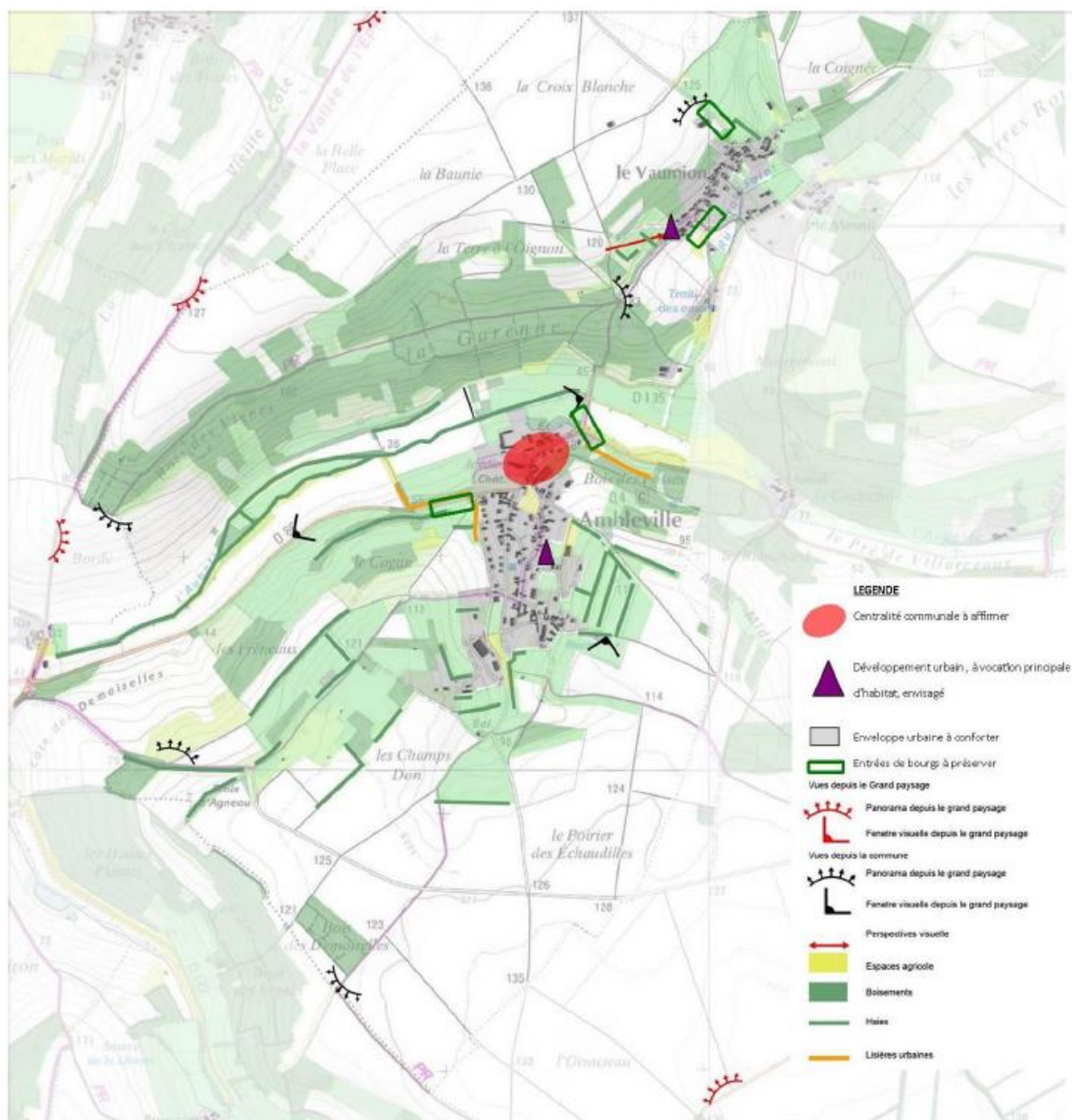
Il n'y a pas de trames, bleue ou verte, identifiées.

Le sol et la végétation ne caractérisent pas une zone humide.

Cet espace urbaniser sert de lieu de reproduction et de ressource trophique à tous les animaux (oiseaux, chauves-souris, mammifères, invertébrés, reptiles et batraciens).

L'enjeu écologique sur cette opération est modéré

Figure 24 - Synthèse des enjeux du PLU et des perspectives d'évolution



Source – Issu du rapport de présentation - DiversCites

Tableau 11 - Synthèse sur les enjeux, les impacts et les mesures sur les OAP de la commune d'AMBLEVILLE

Caractéristiques générales			Enjeu
❖ Nouveau secteur en projet 1AU	Lieu de l'OAP	Le Champ, Hameau le Vaumion	Modéré
	Lieu de zone	AU - Surface : 6 400 m ² - parcelles : 660, 656, 661pp, 664pp, 666pp, 1780, 1779	
	Pente (%)	13	
Affectation du sol au POS		NA	-
Secteur à enjeu d'urbanisation Parc		non	Pas d'enjeu
Écologie Caractéristique du site		Prairie de fauche et prairie pâturée limitée par des haies de qualité médiocre à bonne	Modéré
Consommation agricole		oui	Pas d'enjeu
Réglementation	Secteur	Site inscrit	Faible
	Périphérie	ZSC (80 m), site classé (220 m)	Faible
Présence de zone humide		non	Pas d'enjeu
Mesures compensatoires		Assurer un linéaire identique de haie de bonne qualité	-
Aménagement souhaité		Haie composée d'espèces naturelles en périphérie de la parcelle	-
❖ Nouveau secteur en projet 2AU	Lieu de l'OAP	Le Bourg	-
	Lieu de zone	AU - Surface : 11 200 m ² parcelles : 481, 467, 466, 465, 464, 463, 486, 489, 488, 485, 484, 483, 482	
	Pente (%)	12	
Affectation du sol au POS		ND	-
Secteur à enjeu d'urbanisation Parc		En dehors de la PAU	Modéré
Écologie Caractéristique du site		Succession d'habitats liés aux activités de jardins d'ornement, de haies en périphérie de parcelle le long du « chemin du Champ ». Surface complantés d'arbres fruitiers et d'arbres naturels et exotiques.	Modéré
Consommation agricole		non	Pas d'enjeu
Réglementation	Secteur	Site inscrit	Faible
	Périphérie	ZSC (contact parcellaire), site classé (200 m)	Pas d'enjeu
Présence de zone humide		non	Pas d'enjeu
Mesures compensatoires		non	-
Aménagement souhaité		Haie composée d'espèces naturelles en périphérie de la parcelle	-

PARTIE III – CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD ET JUSTIFICATION

1 ORIENTATIONS GÉNÉRALES D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D) de la commune d'Ambleville s'appuie sur 2 orientations majeures générales d'aménagement et d'urbanisme.








Orientation 1 - Maitriser et organiser le développement communal	<ol style="list-style-type: none">1. Renforcer l'identité communale autour d'un projet global2. Renforcer l'armature des services et des équipements3. Protéger le patrimoine architectural de la commune4. Un développement urbain maîtrisé dans une logique de gestion économe du territoire5. Développer l'habitat sur la commune et équilibrer l'offre de logements6. Un développement respectueux de l'activité agricole7. Permettre et consolider la présence et l'implantation de commerces, d'activité artisanale et/ou de services8. Réseau Numérique
Orientation 2 - Préserver et valoriser l'identité paysagère et environnementale de la commune	<ol style="list-style-type: none">1. Protéger et valoriser la trame verte et bleue2. Intégrer les risques et les nuisances3. Une mobilité et des déplacements contribuant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre4. Promouvoir l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Le PADD prend en compte la protection et la valorisation de la Trame verte et bleue sur le territoire entier de la commune.

Figure 25 - Orientation 1 : Maîtriser et organiser le développement communal

Orientation 1 : Maîtriser et organiser le développement communal

Légende

-  Enveloppe urbaine
-  Principaux chemins pédestres
-  Siège d'exploitation agricole
-  Limite d'urbanisation à conserver
-  Rupture d'urbanisation
-  Valorisation Touristique
-  Densification Urbain à envisager

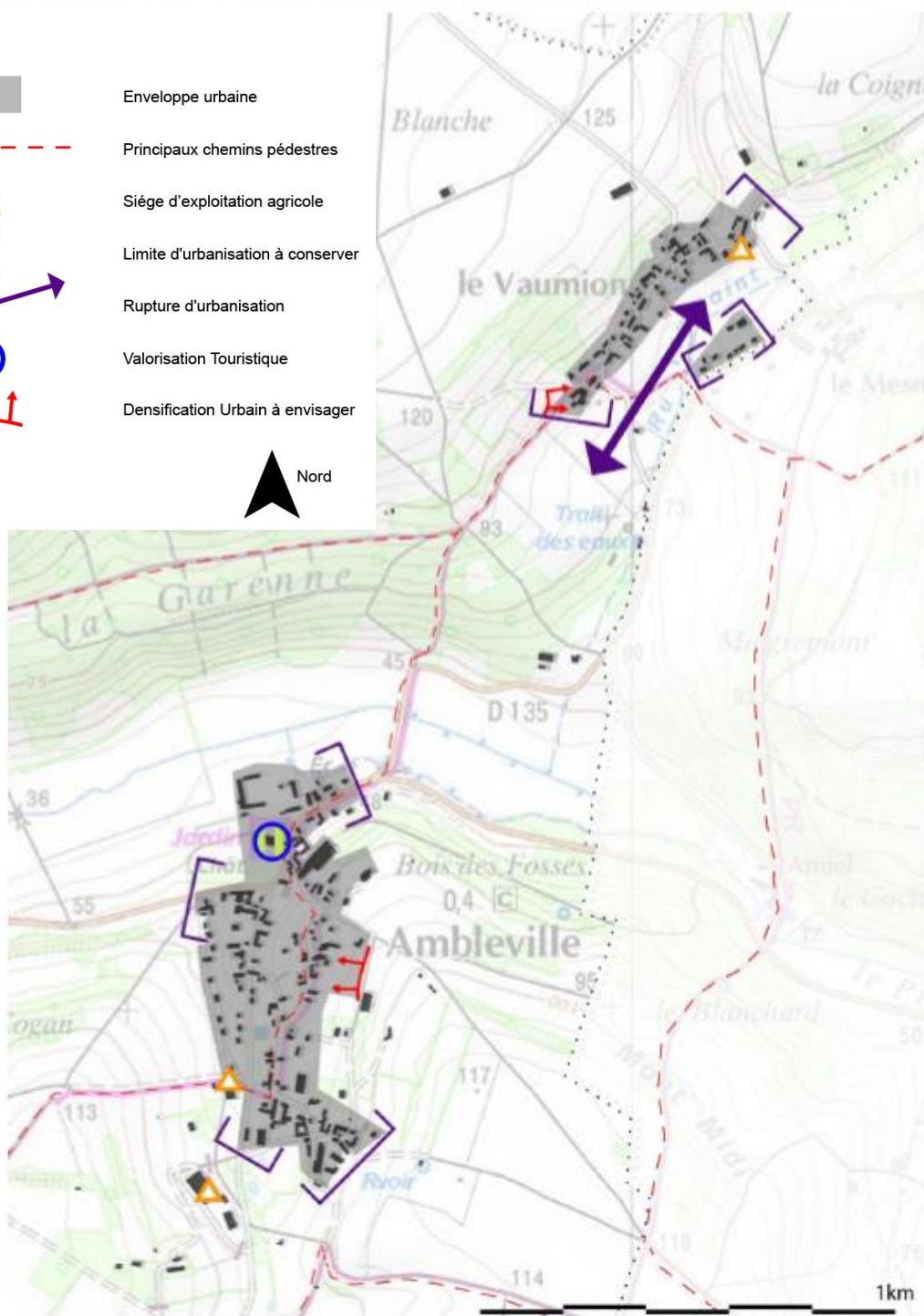
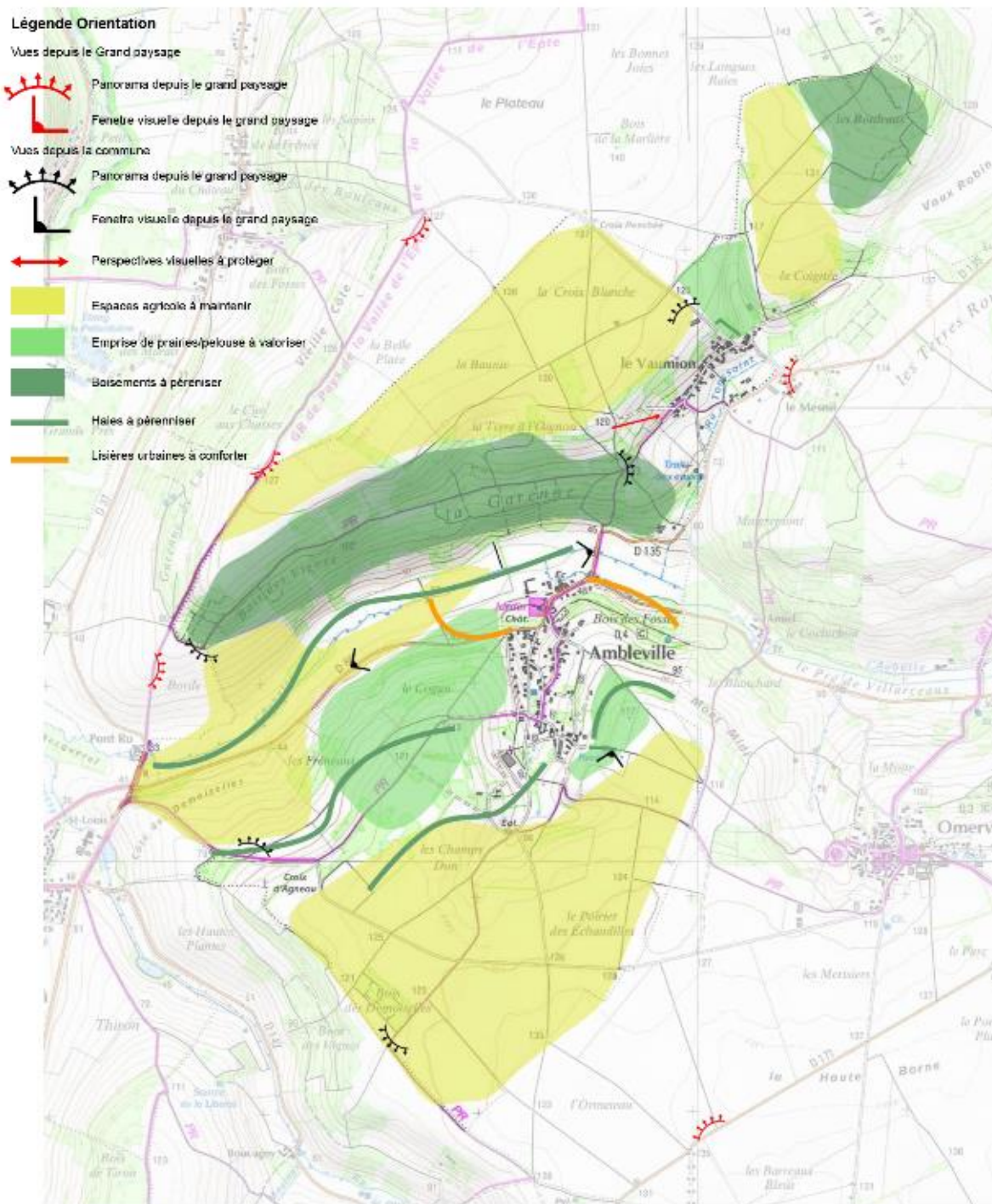


Figure 26 - Orientation 2 : Préserver et valoriser l'identité paysagère de la commune

Orientation 2 : Préserver et valoriser l'identité paysagère de la commune



PARTIE IV – CARACTÉRISTIQUES DES
ZONES SUSCEPTIBLES D’ÊTRE
TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR
LA MISE EN ŒUVRE DU P.L.U.

1 ÉVOLUTION DE L'OCCUPATION DES SOLS

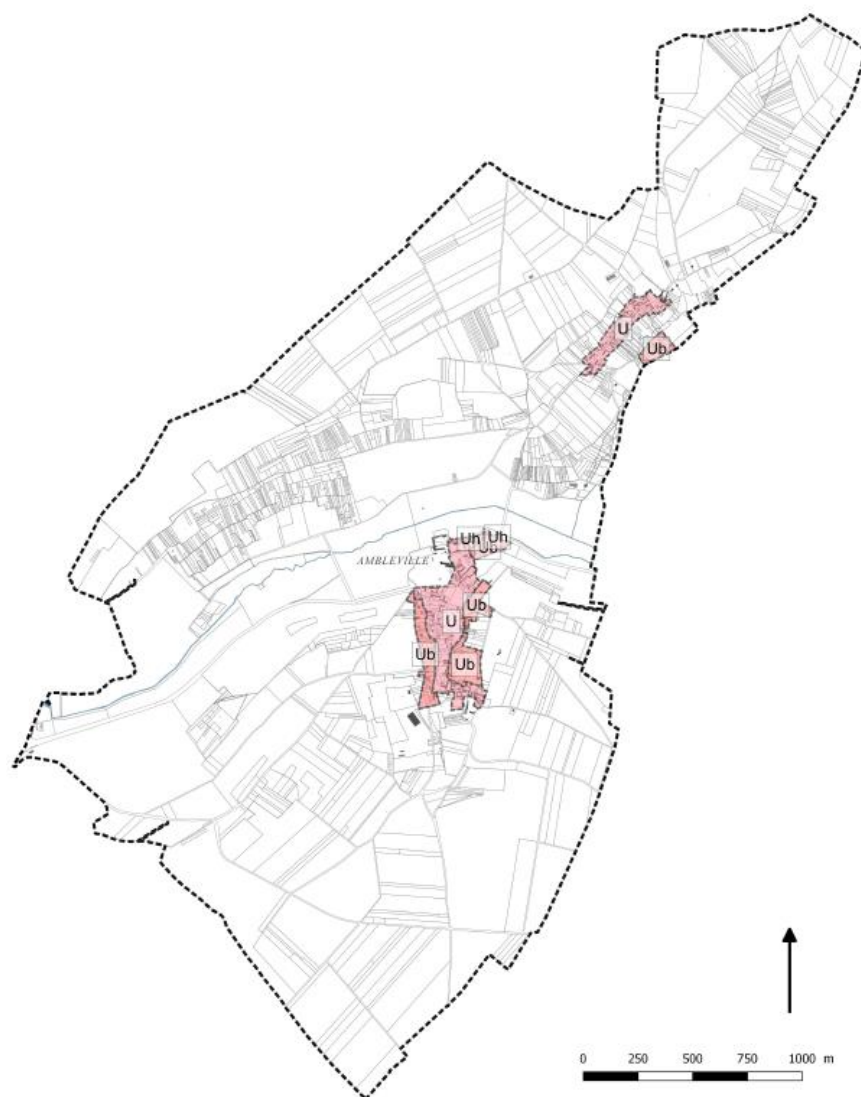
Source : Partie graphique et règlement du P.L.U. d'Ambleville

1.1 Les zones urbaines (U)

Caractéristiques de la zone :

Le P.L.U. d'Ambleville comporte plusieurs zones urbaines U et deux sous-secteurs Uh et Ub.

- **Secteur Uh** : zone urbaine à dominante humide.
- **Secteur Ub** : zone urbaine tissu mixte. Correspond à des groupes d'habitations individuelles et à des constructions isolées, de réalisation relativement récente, pouvant comporter des commerces et activités qui en sont le complément naturel.

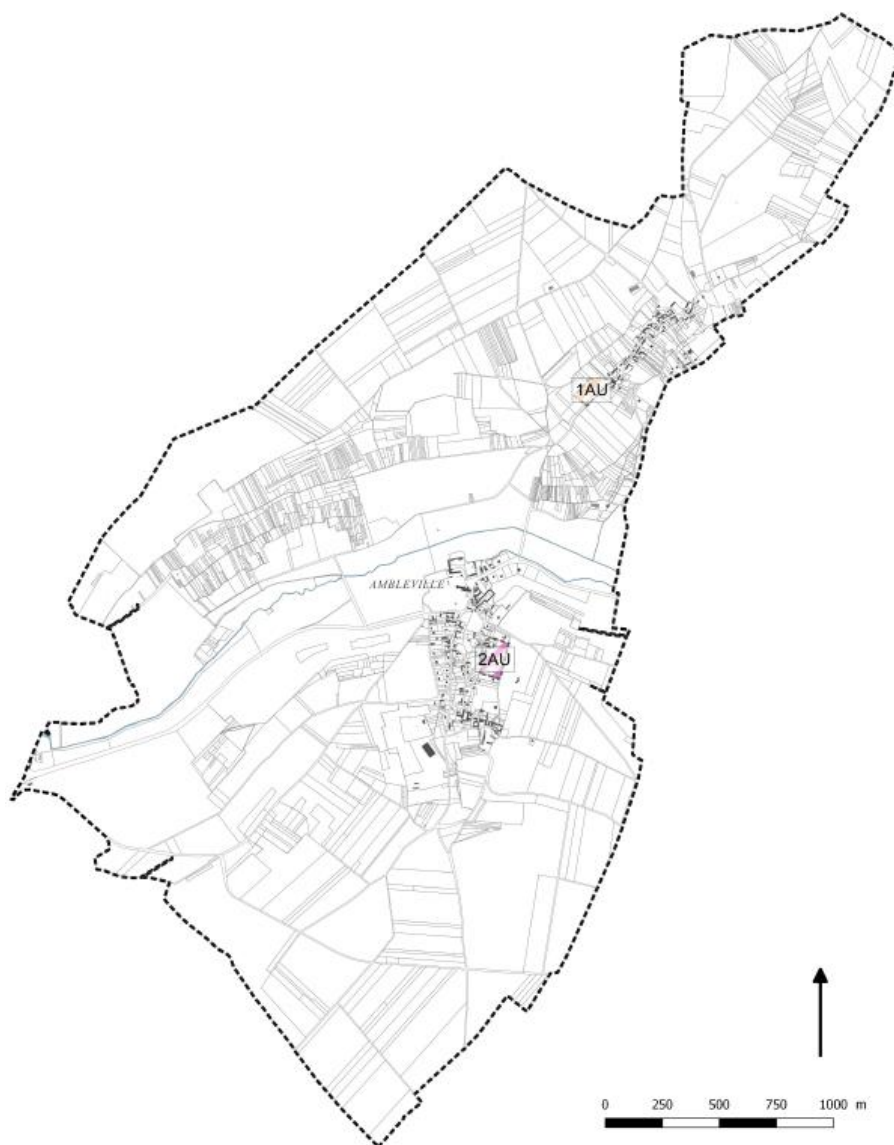


1.2 Les zones à urbaniser (AU)

Le projet de P.L.U. d'Ambleville comporte deux zones à urbaniser : AU.

Ces zones d'extension zone sont affectées à l'urbanisation future, à court terme, qui peut être urbanisée sous la forme d'opérations d'ensemble, à vocation principale d'habitat, de services, de commerces, compatibles avec un aménagement cohérent de toute la zone et sous réserve que soient réalisés les équipements nécessaires.

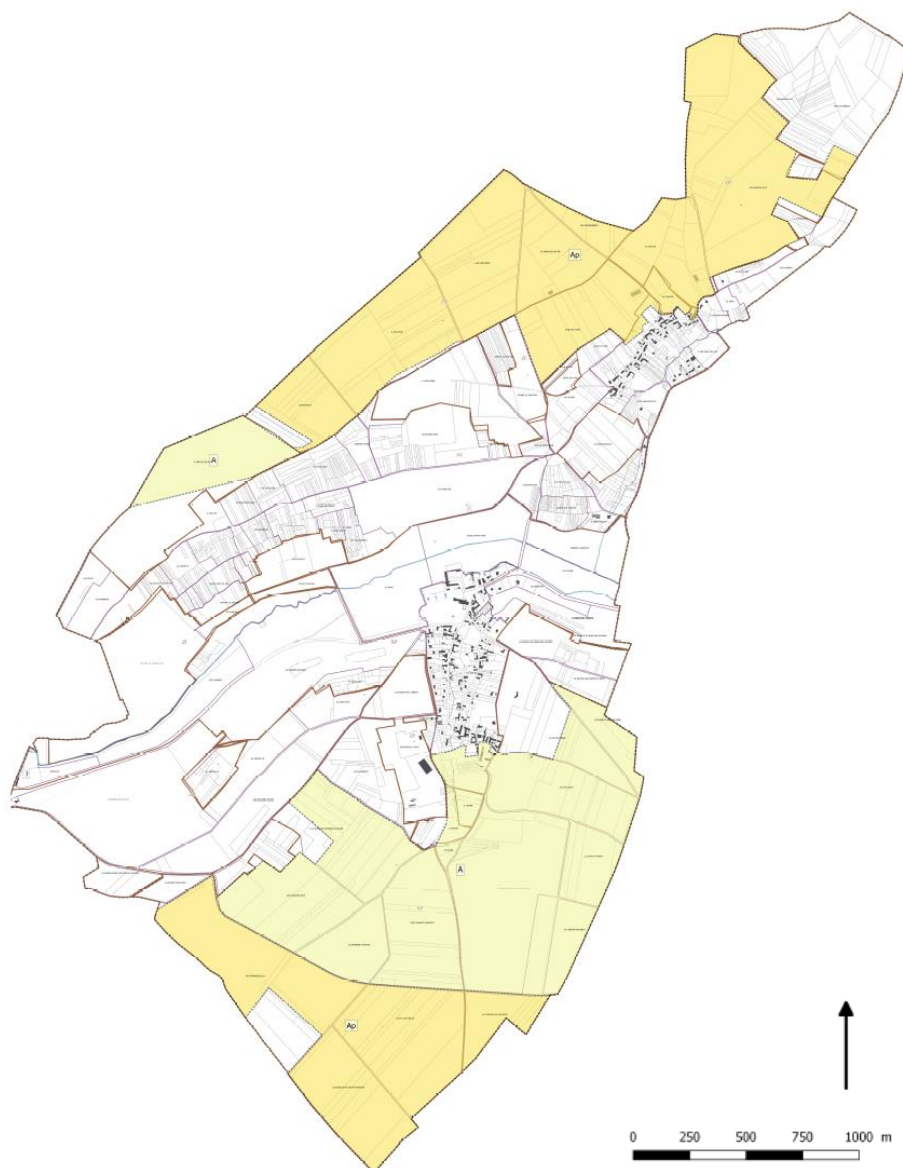
Des orientations d'aménagement et de programmation ont été définies, elles doivent être respectées.



1.3 Les zones agricoles (A)

Le projet de P.L.U. d'Ambleville comporte une zone A, à potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles comprenant des constructions à usage d'habitation éparses.

Deux secteurs Ap sont également identifiés, correspondant aux zones agricoles à forte sensibilité paysagère.



1.4 Les zones naturelles (N)

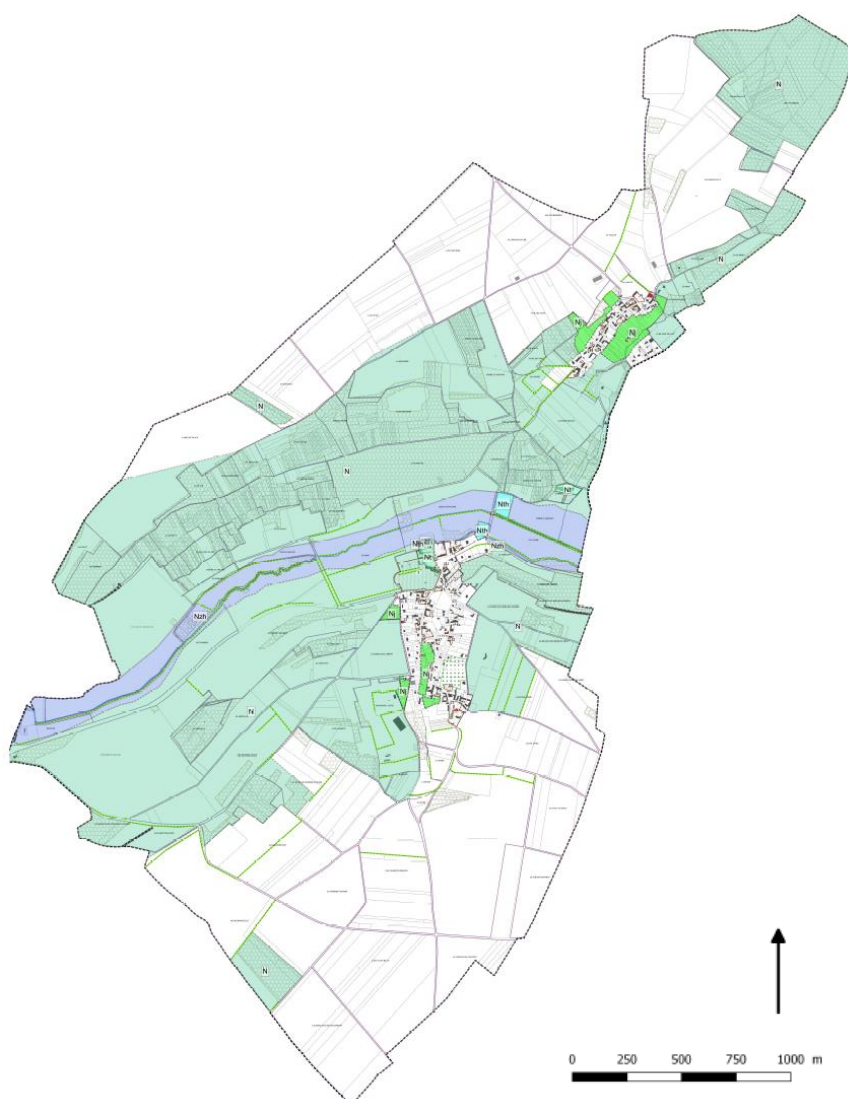
Article R. 123-8 du code de l'urbanisme

Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.*

Au sein de la zone N, sont différenciés les secteurs suivants :

- Le secteur **Nzh** reprend les zones à dominante humide
- Le secteur **Nt** reprend les zones naturelles à vocation d'équipements
- Le secteur **Nth** correspond aux zones naturelles à vocation d'équipements à dominante humide
- Le secteur **Nj** reprend des emprises dédiées au jardin



Dispositions applicables au secteur N - Caractère de la zone

Il s'agit de zones naturelles et forestières, équipées ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique soit de l'existence d'une exploitation forestière soit de leur caractère d'espaces naturels qui comprennent des milieux « naturels » et des sites agricoles à préserver, ainsi que des zones où l'urbanisation n'existe pas encore.

1.4.1 Surface de la zone N

Secteur de la zone N	Surface (en ha)
N	372,03
Nzh	44,40
Nt	1,29
Nth	1,31
Nj	5,80

1.4.2 Identification des secteurs N sur le territoire d'Ambleville

Le secteur N identifie les espaces naturels. Ces derniers couvrent du nord vers le sud :

- Le Bois des Bouleaux
- La Coignée
- Tout le versant sud comprenant le Bois de la Garenne et du Bois des Vignes, depuis le Vaumion jusqu'à Borde près de Pont Ru. La limite haute étant le rebord du plateau et la limite basse étant le contact avec le lit majeur de l'Aubette.
- Tout le versant opposé, côté nord, avec le Bois des Fréneaux, le Cogan, les champs Don, Bois des Fossés et Bois d'Ambleville (pour partie) et le Bois des Demoiselles.

Ces espaces regroupent :

- les versants boisés de part et d'autre de l'Aubette et du ruisseau des Grignons
- les prairies pâturées et les prairies de fauche
- les haies, les arbres isolés et les bosquets

1.4.3 Secteur Nzh

Ce secteur regroupe toute surface humide.

Elle est unique et correspond à tout le vallon (lit mineur et lit majeur de l'Aubette. Cette zone traverse d'est en ouest la commune depuis le Bois des Fossés (confluence du ruisseau des grignons et de l'Aubette jusqu'à Pont Ru.

1.4.4 Secteur Nt

Zone naturelle à vocation d'équipements. Présente à 2 endroits sur la commune, elle ne représente que très peu de surface :

- Une petite surface d'environ 4500 m² au lieu-dit « Gardesalles ». Un corps de ferme avec parc boisé et jardins en lisière, le long de la RD 135
- Une zone comprise entre l'Aubette et la D135 à l'est de la commune

1.4.5 Secteur Nth

Zone naturelle à vocation d'équipement à dominante humide, elle est présente à 3 endroits sur la commune, de part et d'autre de l'Aubette.

1.4.6 Secteur Nj

Zone naturelle uniquement destinée à la protection des jardins. On la retrouve à 5 reprises sur la commune :

- De part et d'autre du Vaumion
- Sur 3 zones aux extrémités sud-ouest du centre bourg

2 LE REGLEMENT

Prise en compte des Risques, la commune est concernée par :

- **Sismicité** : zone de type 1
- **Retrait et gonflement d'argiles** : Le pétitionnaire doit prendre en compte ce risque
- **Risques de remontées de nappes et ruissellement** : La commune est exposée au risque de remontées de nappes et de ruissellement. Le pétitionnaire doit prendre en compte ce risque.

2.1 Le règlement dans le secteur N

Chapitre 1 : affectation des sols et destinations des constructions

Sont interdits les types d'occupation ou d'utilisation des sols :

Toutes les occupations des sols sauf :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées,
- Les travaux de confortement des constructions existantes,
- Les abris pour animaux dont la surface au sol ne dépasse pas 40 m², dans la limite d'un seul abri par unité foncière.

Sont soumises à condition :

Les travaux d'extension des habitations existantes sous réserve qu'ils ne nécessitent pas le renforcement des réseaux publics existants : Une seule extension mesurée peut être faite par unité foncière.

Dispositions particulières :

En secteur Nzh, les travaux et aménagement ne doivent pas compromettre la zone à dominante humide.

En secteur Nt, sont autorisés :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées,
- Les équipements à vocation, loisirs, culturelle.

En secteur Nj, seuls sont admis les aménagements et constructions liées aux jardins d'agrément, les abris d'une surface inférieure à 20 m² par unité foncière, extension comprise.

En secteur Nth

- Les projets sont soumis aux dispositions propres à leur zone, sous réserve de la prise en compte du caractère humide du secteur.
- Aucune nouvelle construction n'est autorisée.

Sont autorisés :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou/et assimilés,
 - Les logements liés aux équipements et services publics,
- Les équipements à vocation touristique, loisirs, culturelle, hôtelière et de restauration.

Chapitre 2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

- *Volumétrie et implantation des constructions*

En secteur Nj, la hauteur totale des abris de jardin est fixée à 3m50.

- *Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère*

En secteur Nj :

Les essences non locales qui banalisent le paysage sont déconseillées. On se reportera à la palette végétale annexée.

En limite d'urbanisation notamment entre le secteur Nj et la zone A ou N, on doit réaliser des haies avec des arbres de jet et des arbustes en bourrage. Ce dispositif pourra être réalisé en limite de fond de parcelle.

- *Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions*

Les éventuelles clôtures devront être les plus discrètes et naturelles possible.

Éléments de paysage protégés au titre de l'article L151-23

- Les espaces paysagers et écologiques

Les espaces paysagers existants identifiés doivent être préservés et le cas échéant mis en valeur

Ces espaces doivent être conservés en espaces verts dans leur intégralité. L'aspect végétalisé doit être maintenu.

Les constructions y sont interdites y compris la création d'espace de stationnement seuls peuvent être admises les aires de jeux et les allées piétonnes. Dans le cadre d'un projet d'aménagement global du terrain, une réduction de ces espaces peut être autorisée à condition que l'aménagement se traduise par la création d'une nouvelle surface d'espaces verts en compensation correspondant au moins à la surface déduite des emprises identifiées.

Dispositions particulières

Dans le secteur Nzh, les clôtures pleines sont interdites, elles seront constituées d'éléments bas d'une hauteur maximale de 0.40 m discrets et le plus transparent possible permettant le passage de l'eau.

Les clôtures « perméables » assurent outre le passage de l'eau, les mouvements des animaux.

- *Stationnement*

En secteur Nth :

- les aires de stationnement devront être plantées. Les arbres pouvant être groupés pour former des écrans végétaux.
- la surface affectée au stationnement est d'une place pour 60 m² de surface de plancher sauf si la taille ou la configuration de la parcelle ne le permet pas. Il y aura obligation d'aménager un garage à vélos d'une superficie égale à 0,5% de la surface de plancher lorsque la surface de plancher dépassera 200 m².
- la réalisation d'aires de stationnement devra être accompagnée de dispositifs permettant une gestion des eaux pluviales. Au-delà de 6 places inclus, les parkings devront être équipés d'un système de traitement des hydrocarbures ou techniques alternatives.

Chapitre 3 : équipements, réseaux et emplacements réservés

Assainissement

- **Eaux usées**

Toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement non collectifs conformes aux prescriptions en vigueur sur le territoire de la collectivité. Ces dispositifs doivent être conçus de telle sorte qu'ils puissent être raccordés ultérieurement au réseau public si sa mise en place est prévue par le zonage d'assainissement.

- **Eaux pluviales**

Pour toute nouvelle construction, le réseau public d'écoulement des eaux pluviales ou usées et le fil d'eau ne doivent pas recevoir des eaux pluviales provenant des propriétés privées.

L'écoulement et l'absorption des eaux pluviales doivent être garantis par les aménagements nécessaires, qui sont à la charge exclusive du propriétaire, devant réaliser les dispositifs adaptés à l'opération sur son propre terrain.

L'aménageur doit prendre toutes dispositions pour garantir une qualité des eaux compatible avec le respect de la qualité des eaux de surface ou souterraines.

L'assainissement est bien réglementé pour les eaux usées et les eaux pluviales. Le règlement est conforme aux dispositions du SDAGE.

2.2 Le règlement dans le secteur A

Certaines pratiques agricoles peuvent être réglementées dans les espaces classés A. Cette réglementation sert l'écologie et le paysage. Par conséquent, les facteurs positifs du règlement sont rappelés pour ce secteur A.

Chapitre 1 – Affectation des sols et destination des constructions

- *Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols*

Sont interdites les types d'occupation ou d'utilisation des sols :

- Les commerces de gros et les activités industrielles
- Les habitations autres que celles soumises à condition

Les bâtiments agricoles repérés au plan de zonage peuvent faire l'objet d'un changement de destination à la condition qu'il ne porte pas atteinte à l'économie agricole.

Sont soumises à condition :

Les travaux d'extension des bâtiments existants, hors bâtiments agricoles, sous réserve qu'ils ne nécessitent pas le renforcement des réseaux publics existants : Une seule extension mesurée peut être faite par unité foncière, dans la limite maximale de 150m² de surface de plancher par unité foncière.

Dispositions particulières :

Dans le secteur Ap, sont interdites :

Toutes les occupations des sols sauf :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilées,
- Les travaux de confortement des constructions existantes,
- Les abris pour animaux dont la surface au sol ne dépasse pas 40m², et une hauteur maximale de 3m50, dans la limite d'un seul abri par unité foncière.

Chapitre 2 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

- *Volumétrie et implantation des constructions*

Les constructions doivent être édifiées à au moins 10 mètres de l'alignement.

Les constructions doivent être implantées en respectant un retrait minimal de 6 mètres.

La hauteur de toute construction, à usage d'habitation, ne doit pas excéder une hauteur maximale de 7m00 au faîtage.

La hauteur des bâtiments agricoles ne devra pas excéder 15 mètres au faîtage.

Dispositions particulières :

Dans le secteur Ap, la hauteur maximale des constructions est limitée à 3m50.

- *Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère*

Tout projet d'architecture d'expression contemporaine ne respectant pas les règles suivantes sera recevable dès lors que son architecture ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

- *Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions*

Les éventuelles clôtures devront être les plus discrètes et naturelles possible.

Ces clôtures pourront être doublées d'une haie champêtre plantée en privilégiant les essences locales.

L'usage de toute clôture de type industriel ou préfabriqué (panneaux métalliques rigides à mailles soudées, soubassements béton ou autres), ainsi que les dispositifs d'occultant ou partiellement occultant, filets, claustras, remplissage bois de clôtures rigides à mailles soudées, etc ... est interdit.

D'une manière générale, le caractère naturel des aménagements extérieurs favorise la biodiversité : végétation, réserve incendie de type mare, etc

Les espaces restés libres après implantation des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager préservant au maximum l'aspect naturel des terrains et limitant l'imperméabilisation des sols. Les végétaux sont à choisir dans une gamme de feuillus d'essences locales aux caractéristiques identiques ou très proches des arbres et arbustes présents dans l'environnement immédiat. L'association de plusieurs essences en mélange est conseillée.

Dispositions particulières :

Constructions repérées au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme (lié à la préservation du patrimoine) sont soumis au permis de démolir.

Éléments de paysage protégés au titre de l'article L151-23

Les espaces paysagers et écologiques ; Les espaces paysagers existants identifiés doivent être préservés et le cas échéant mis en valeur.

Ces espaces doivent être conservés en espaces verts dans leur intégralité. L'aspect végétalisé doit être maintenu.

- *Stationnement*

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et des installations devra être assuré en dehors des voies publiques.

Chapitre 3 – Équipements, réseaux et emplacements réservés

Article A7 – Desserte par les réseaux

Assainissement

- Eaux usées

Toutes les eaux usées doivent être dirigées vers des dispositifs de traitement non collectifs conformes aux prescriptions en vigueur sur le territoire de la collectivité. Ces dispositifs doivent être conçus de telle sorte qu'ils puissent être raccordés ultérieurement au réseau public si sa mise en place est prévue par le zonage d'assainissement.

- Eaux pluviales

Pour toute nouvelle construction, le réseau public d'écoulement des eaux pluviales ou usées et le fil d'eau ne doivent pas recevoir des eaux pluviales provenant des propriétés privées. L'écoulement et l'absorption des eaux pluviales doivent être garantis par les aménagements nécessaires, qui sont à la charge exclusive du propriétaire, devant réaliser les dispositifs adaptés à l'opération sur son propre terrain. L'aménageur doit prendre toutes dispositions pour garantir une qualité des eaux compatible avec le respect de la qualité des eaux de surface ou souterraines.

Non seulement dans la zone N, les zones A doivent aussi répondre d'une qualité végétale dans l'aménagement des abords de ferme. Des règles régissant l'implantation de plantation en limites séparatives et palette végétale sont portées en annexe du règlement. La qualité végétale est bien prise en compte dans le règlement du PLU.

3 SYNTHÈSE ET INTERPRÉTATION

Tableau 12 - Comparaison des zonages

Zones	LE POS	Le PLU Surface en ha	Justification
UA/U	10.6	13.87	Le PLU reprend la zone UA et UH en y intégrant une partie du secteur Ub
Ub		9.48	Le PLU identifie des secteurs identitaires moins denses
Uh		0.47	Le PLU indique la présence de zones humides
UH	11.3		Intégré à la zone U ou Ub
TOTAL (I)	21.9	23.82	
1AU/NA	1.1	0.93	Reprises dans le PLU
2NA/ 2AU	2.5	1.32	
TOTAL (II)	3.6	2.25	
A/NC	291.5	149.3	
Ap		195.8	Le PLU intègre la valorisation des paysages
N/ND	479	372.03	Le PLU préserve les zones à haute valeur environnementale
Nj		5.80	Le PLU préserve les espaces de jardin assurant la transition
Nt		1.29	Le PLU accompagne les activités existantes
Nth		1.31	L'indice "h" indique la présence de zones à dominantes humides
Nzh		44.40	Le PLU préserve les zones à dominantes humides
TOTAL (III)	770.5	769.93	
TOTAL Général	796	796	

Interprétation

Les zones d'urbanisation future ont diminué de 1,35 ha dans le PLU, conformément aux objectifs de limitation des zones d'extension.

Les zones A et N ont été étudiées ensemble et réaffectées.

Parmi ces zones agricoles, une forte propension de secteurs Ap à forte sensibilité paysagère protège le caractère rural et les zones naturelles. C'est un aspect positif pour l'environnement.

Les zones protégées ont toutes été placées en zone N.

Partie V : INCIDENCES NOTABLES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT

1 METHODOLOGIE

Depuis la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, les différents types de zones définis dans le règlement des Plans Locaux d'Urbanisme ont été simplifiés. Ainsi, l'article R 123-4 du Code de l'Urbanisme dispose que « le règlement délimite les zones urbaines (U), à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles et forestières (N) ». Des lors, ces nouvelles zones se substituent à celles établies dans les Plans d'Occupation des sols

L'objectif de cette phase est de mettre en évidence les incidences de la mise en œuvre des orientations du PADD sur l'environnement du territoire communal. Il s'agit aussi bien des incidences prévisibles positives que négatives.

Pour les incidences négatives, correspondant aux impacts d'un développement attendu, l'application des orientations du PADD pourra accentuer des pressions déjà existantes ou créer de nouvelles pressions sur l'environnement.

Les incidences positives correspondent quant à elles aux orientations permettant de protéger et de mettre en valeur l'environnement et sont détaillées dans cette partie relative aux incidences du PLU. Ces orientations constituent en fin de compte des mesures préventives, intégrées dans le projet lui-même, pour supprimer en amont certains impacts du projet sur l'environnement.

En évaluant le PADD, on balaie l'ensemble des incidences prévisibles liées aux grands objectifs.

Les analyses plus précises sont renvoyées, suivant le principe de subsidiarité, aux études d'impact des projets d'aménagement.

Cette phase a pour rôle d'être un outil d'alerte, pour permettre l'éventuelle révision de certaines orientations aux impacts sur l'environnement lourds ou difficilement compensables. Une fois les différents impacts identifiés, cette phase sera poursuivie par la définition de mesures compensatoires puis d'indicateurs de suivi.

S'il s'avère que le parti d'aménagement retenu a des incidences négatives, la collectivité devra définir des mesures permettant d'éviter, réduire et éventuellement compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre des orientations du PADD.

2 À PROPOS DES OAP

Les incidences notables pèsent sur les deux zones à urbaniser.

2.1 OAP 1 : Secteur du Vaumion

L'urbanisation de cette zone pose certaines difficultés. Le projet vise directement la suppression des 6400 m² de prairies.

Rappels des enjeux et difficultés

L'enjeu écologique est modéré. L'enjeu paysager pour le parc n'est pas avéré.

Un dysfonctionnement a été identifié au Vaumion dans l'étude sur les ruissellements du BURGEAP. Le chemin de bordure venant du plateau concentre les eaux de ruissellement. Le chemin a été identifié comme chemin d'écoulement.

Le parc souhaite que les talus des fossés ne soient pas détruits en raison d'ourlet calcaire assez bien conservé.

La destruction de la végétation actuelle pour la réalisation présentera un impact sur :

- la consommation des terres agricoles ;
- la disparition des lieux de ressource trophique pour les animaux (bénéfice écologique) ;

- le report du dérangement sur les espaces périphériques (prairie et boisement à proximité). Le site se situe en limite de la ZSC.

Cette zone de prairie pouvait aussi représenter une zone tampon entre la zone Natura 2000 et les dernières habitations du village

Parti pris

Cette zone a été décidée favorable à l'urbanisation par la Mairie en conséquence de son ancienne affectation au POS (NA – urbanisation future) et sur les conseils du Parc (vis-à-vis de la Charte) et de ceux de la DDT. En même temps, la zone du Vaumion est la seule zone autorisée à l'urbanisation du territoire communal.

Cette surface à urbaniser est actuellement mal desservie par les réseaux. Le chemin présente une forte pente. Il nécessitera un aménagement qui devra prendre en compte le ruissellement des eaux en cas d'orage et la protection des ourlets sur talus surtout coté des dernières maisons actuelles du village.

La construction devra probablement faire l'objet d'une étude géotechnique avant autorisation du permis de construire.

Analyse environnementale

La municipalité a donné dans son PADD la priorité à la limitation de la consommation d'espace et donc au développement par la densification du tissu existant.

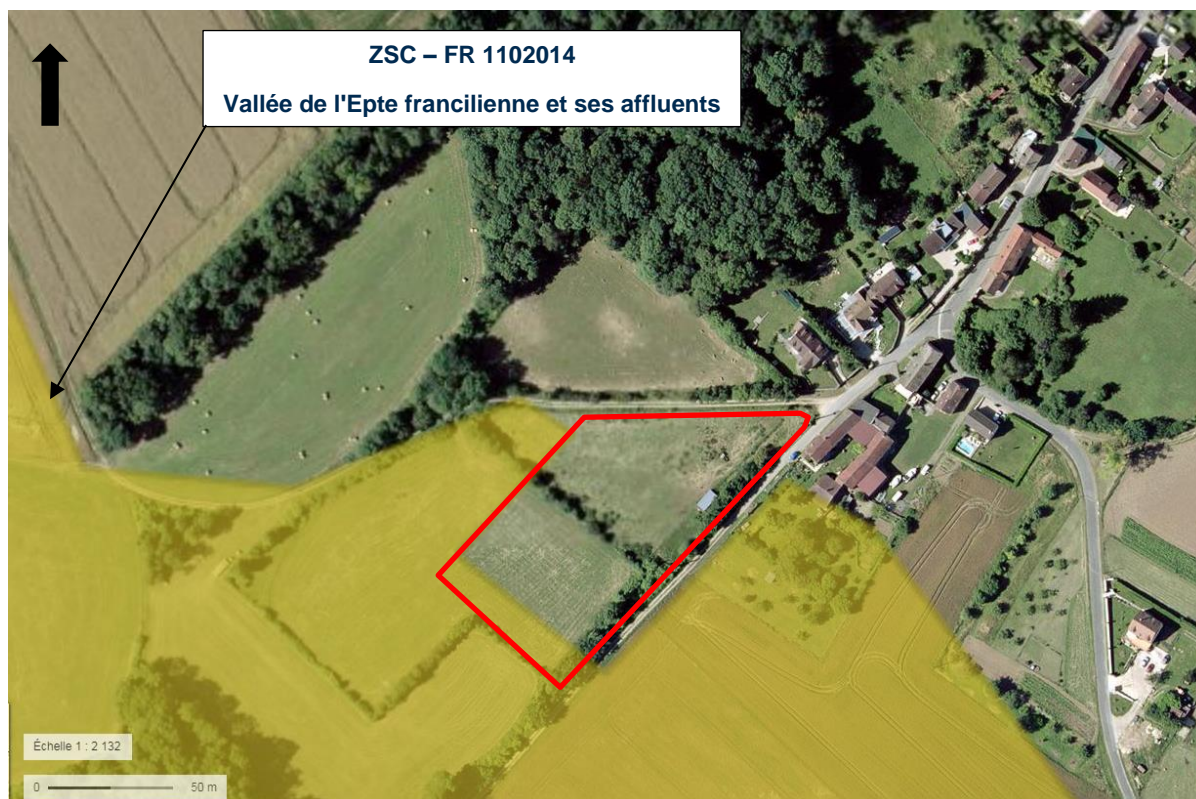
Le parti pris n'est pas en accord avec la limitation de l'espace agricole. Cet espace aurait mérité d'être « protégé » pour les prairies et les haies. La non construction aurait permis d'assurer un espace tampon entre le village et la zone Natura 2000 toute proche (dérangement par la pollution sonore et lumineuse).

À la lecture des périmètres, il semble que le périmètre de la zone Natura 2000 a pris en compte le périmètre de l'OAP en soustrayant l'intérêt écologique des parcelles (prairies pâturées) alors que celles qui sont contiguës sont de même nature (cf. figure 27).

Cette OAP est dans le prolongement du bâti. Elle représente donc une extension sur l'extérieur. Cette extension aurait été plus judicieuse en aval de la route plutôt qu'en amont sur des cultures.

Les mesures d'évitement et de réduction n'ayant pas été appliquées, le choix d'ouvrir à la construction dans cette OAP entraîne un impact modéré sur la consommation d'espace agricole, sur la réduction de haie entraînant par voie de conséquence une baisse de la biodiversité.

Figure 27 – Localisation de l'OAP et de



L'aménagement de cette OAP conduit à créer une haie en amont de la zone (infiltration des eaux de ruissellement) sur une longueur de 100 m environ (trait vert pomme), la préservation de la haie (bande boisée) sur talus à l'aval et enfin une haie séparant deux zones bâties d'une largeur de 2 à 4 m environ (figure 28).

Figure 28 – Localisation et principe d'aménagement de l'OAP 1AU au Vaumion



En conclusion, cette OAP qui se situe en extension de la zone urbanisée aura pour conséquence la consommation d'un espace agricole d'un peu plus d'un demi hectare (prairies pâturées et haies) et la baisse de la diversité biologique et du bénéfice écologique.

2.2 OAP 2 : Secteur Centre bourg

Le projet vise directement la suppression des jardins et espaces de loisirs sur 11 000 m².

Ce secteur en 2AU ne sera ouvert que dans un moyen terme ou un long terme encadré par des règlements qui prendront en compte au moment de l'ouverture à l'urbanisation les lois en vigueur sur l'environnement. A ce stade du PLU, ces espaces ne seront pas modifiés.

3 SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE

Le PAC du PNR précise que la population communale a augmenté de 1,72% entre 1999 et 2012. Le taux de croissance maximal fixé par la Charte du PNR est de 0,75% par an.

En intégrant la notion d'augmentation de densité humaine affichée dans le SDRIF et les critères de modération de consommation de l'espace prévue par la charte du PNR, Ambleville s'oriente vers la construction d'environ 20 logements à créer d'ici 2030.

La comparaison des zonages du POS et du PLU donne des indications sur les tendances consacrées par le PLU par rapport à ce que prévoyait le POS (hausse des zones naturelles, des zones à urbaniser...). Toutefois, ces informations ne suffisent pas et doivent être corrélées avec l'occupation des sols actuelle des zones urbaines et à urbaniser.

Afin de respecter les objectifs du SDRIF à l'horizon 2030, le PLU devra permettre une augmentation minimale de 10% de la densité humaine et de la densité moyenne des espaces habités.

4 SUR LA RESSOURCE EN EAU

4.1 La qualité des eaux

L'artificialisation des sols imperméabilise leur surface et engendre de nombreuses conséquences environnementales, notamment sur la ressource en eau. En effet, sur les zones destinées à l'urbanisation, la surface imperméabilisée créée modifiera la situation actuelle vis-à-vis du coefficient de ruissellement dans les bassins versants concernés. Cela induit une augmentation des débits générés par les événements pluvieux et un raccourcissement du temps d'apport des eaux pluviales au milieu récepteur. L'imperméabilisation des sols concentre le ruissellement et intensifie le transfert de sédiments chargés de contaminants des sols vers les cours d'eau (engrais azotés ou phosphatés, hydrocarbures, métaux lourds, produits phytosanitaires).

Le projet dans la zone à urbaniser devra s'assurer que la gestion des eaux respectera bien la réglementation (infiltration à la parcelle, par exemple).

En revanche, le PLU peut avoir des incidences positives sur la qualité des eaux en donnant l'occasion de rendre plus performant le réseau d'assainissement à travers la suppression des rejets directs dans les milieux naturels.

Près de 40 % (11 bassins versants du Val d'Oise) présentent un état mauvais.

Il convient de ne pas négliger les incidences d'un maintien de l'activité agricole sur le territoire communal, comme le souhaite le projet. L'emploi régulier des pesticides peut entraîner une dégradation de la qualité des eaux et des sols.

4.2 Les besoins en eau potable

Les besoins en eau potable seront accrus en fonction de l'augmentation de la population. La disponibilité en eau ne dépend pas seulement de la quantité des ressources naturelles mais aussi de leur qualité, notamment pour la production d'eau potable.

Pour information, en France, la consommation moyenne d'eau d'un ménage est d'environ 40 m³ (1 m³ = 1000 litres) par an et par personne. Dans la réalité, la consommation varie sensiblement d'un ménage à l'autre.

L'évolution de la population est estimée en 2018 à 598 habitants et en 2030 à 621 habitants. Au cours de la période 2009-2014, les volumes mis en distribution sont de 30 500 m³ par an. Les volumes consommés par an sont de 26 800 m³.

Les nouveaux résidents prévus dans le cadre du projet de PLU seront pourvus en eau.

4.3 Les eaux usées

La commune dispose d'un assainissement non collectif. Par conséquent chaque construction reste indépendante à charge de respecter les recommandations du SPANC géré par le SIAA.

4.4 Les eaux pluviales

Conséquence directe du développement de l'urbanisation, l'imperméabilisation croissante des sols, réduit, en période de précipitations, l'infiltration naturelle des eaux pluviales.

Le ruissellement pluvial peut être provoqué par deux phénomènes :

- la saturation du sous-sol qui finit par déborder en surface sous l'effet de pluies longues et soutenues ;
- le dépassement de la capacité d'infiltration de la surface au sol par l'intensité de la pluie elle-même.

Une stratégie générale pour aborder la gestion des eaux pluviales de manière cohérente et mettre en œuvre des solutions durables doit être développée. Pour les projets de construction ou d'extension d'habitation, une étude de sol à la parcelle définira les aménagements hydrauliques, le mode de gestion des eaux pluviales, l'exutoire en cas de trop plein. De plus, en cas d'évènement climatique exceptionnel, le débordement du dispositif ne devra pas entraîner un risque pour le voisinage.

Pour rappel :

Chaque projet d'urbanisme de plus de 1 hectare avec un rejet dans le milieu naturel, est soumis à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006).

Le pétitionnaire doit déposer un dossier :

- de déclaration pour les projets compris entre 1 et 20 ha ;
- d'autorisation pour les projets de plus de 20 ha.

5 SUR LES RESSOURCES NATURELLES

5.1 L'érosion des sols

L'érosion est un des processus majeurs de la dégradation des sols. Elle est générée sous l'action d'agents climatiques naturels (précipitations, vent, rivières) et est souvent renforcée par les pressions anthropiques exercées sur les sols (intensification de l'agriculture, surpâturage, déforestation, culture à faible recouvrement, artificialisation et imperméabilisation des surfaces).

L'augmentation des surfaces artificialisées engendre donc une accélération de l'érosion des sols.

Dans les zones agricoles, le ruissellement lié à de fortes précipitations entraîne le départ de terre par érosion de façon spectaculaire en creusant de profondes ravines ou plus discrètement en emportant les éléments fertiles du sol.

L'érosion provoque des dégâts aux terres agricoles mais entraîne également une dégradation de la qualité des eaux et le déplacement de sédiments qui forment les coulées boueuses.

Le chemin d'accès aux parcelles est caractérisé comme enjeu fort en matière de ruissellement dont il devra être tenu compte dans le projet de l'OAP.

5.2 La consommation de terres agricoles

La pérennité de l'activité agricole est parfois fragile ou menacée par la consommation d'espace nécessaire à la satisfaction des besoins urbains.

L'imperméabilisation des sols affecte leur usage et leurs fonctions, comme la production agricole. Elle est le plus souvent irréversible et est particulièrement dommageable pour les sols à grande valeur agronomique.

L'exploitation des parcelles situées à proximité de zones urbanisées est plus contraignante et peut être source de conflits : pas d'épandage possible, nuisance avec les animaux...

Sur les zones à urbaniser, au Vaumion, les parcelles sont actuellement exploitées pour l'élevage. Cependant, cette activité agricole sur ces parcelles ne constitue pas une importance pour l'exploitant. Rappelons que la surface est d'environ 6 400 m² et que l'exploitation agricole est pratiquée sur l'ensemble de la surface.

La surface agricole de la zone AU présente une incidence significative sur l'espace agricole pérenne.

6 SUR LA BIODIVERSITE

6.1 Fragmentation des habitats naturels

La fragmentation des espaces constitue une forte pression qui porte atteinte à la biodiversité.

En effet, le bon état des écosystèmes dépend également de leur fonctionnalité. De nombreuses espèces doivent se déplacer notamment pour pouvoir accéder à des aires d'alimentation, parfois distinctes de leurs aires de reproduction. Elles ont donc besoin d'espaces fonctionnels connectés entre eux.

La préservation de la biodiversité est donc intimement liée au maintien des continuités écologiques.

Afin de conserver au maximum les continuités écologiques, l'urbanisation doit être contenue à l'écart des vallées et des vallons.

L'OAP du secteur centre bourg n'aura pas d'incidence sur la fragmentation des habitats naturels puisqu'il s'agit d'un projet de densification.

L'OAP située au Vaumion concerne un projet d'extension qui consommera donc des terres non urbanisées. Cependant, la localisation de cette OAP en continuité des habitations existantes ne morcellera pas le territoire et n'engendrera donc pas de fragmentation des habitats naturels sur ce secteur.

6.2 Dégradation des milieux naturels

Les zones naturelles proches de l'urbanisation peuvent subir des nuisances :

- durant les phases des travaux ;
- après la réalisation des projets d'aménagement (déchets, pollutions...).

La zone à urbaniser n'impactera pas de milieux naturels hormis les haies non à leur stade optimal.

6.3 Disparition d'habitats naturels

Les projets d'aménagement induisent inévitablement la perte de terres agricoles ou naturelles.

Ce phénomène est particulièrement visible dans les zones d'extension périurbaine, où la construction de logements individuels est extrêmement consommatrice en sols cultivés ou naturels.

La disparition d'habitats naturels est renforcée par la construction de réseaux de communication nécessaires aux différents trajets notamment celui domicile-travail.

- ❖ Le hameau de Vaumion où est prévu un projet d'extension est perceptible depuis la route départementale D135 et accueille le Ru Toussaint qui s'intercale entre la structure du hameau et la départementale.

De par sa localisation, le secteur d'OAP constitue une zone Tampon. Cette zone tampon occupée par une végétation permanente sépare les espaces naturels et agricoles des espaces urbanisés. Elle permet ainsi de préserver la biodiversité.

La friche calcaire et les éléments paysagers et de biodiversité qui s'y trouvent sont donc directement menacés, d'autant plus qu'une nouvelle voirie viendra s'implanter depuis le chemin des Vignes, ainsi qu'une emprise de stationnement perméable.

Le projet de PLU d'Ambleville aura une incidence sur les milieux naturels. Une compensation est donc à prévoir.

7 SUR LE PAYSAGE

Le territoire propose un paysage riche et diversifié, regroupant vallée humide, coteaux boisés et plateaux agricoles. La vallée de l'Aubette est bordée de deux coteaux assurant la transition avec les deux typologies de plateaux au nord et au sud de la commune.

Cette topographie est accompagnée de deux talwegs regroupant deux emprises urbanisées : le village d'Ambleville et le hameau de Vaumion. Cette situation se traduit par une concentration des usages et des modes de communication en fond de vallée. Les espaces de plateaux sont eux majoritairement dédiés aux espaces de cultures.

Les incidences sur le paysages affecteront principalement le secteur du Vaumion sur lequel viendront s'implanter des habitations. Il s'agit d'une zone actuellement non urbanisée à vocation d'extension. Néanmoins, sa localisation en fond de vallée et en continuité du bourg existant n'aura que peu d'impact sur les grandes perspectives paysagères actuelles.

8 SUR L'AIR, LE BRUIT

8.1 L'air

La population actuelle en 2015 est de 437 habitants. La population d'Ambleville pourrait atteindre environ 480 habitants d'ici 2030, soit une augmentation voisine de 50 habitants, soit une augmentation théorique de la population de 3,3 habitants par an. Ce qui représente une augmentation négligeable vis-à-vis de l'incidence sur l'air. Dans l'absolu, l'augmentation de la population entraîne inexorablement des déplacements nouveaux et des constructions nouvelles.

Dans le premier cas, et dans l'absolu des incidences négatives sur la qualité de l'air sont attendues et sont à mettre en perspective d'une part avec les effets atténuants des progrès technologiques sur les automobiles et les évolutions attendues de la réglementation (qui seront probablement dans les décennies à venir plus contraignantes). Rappelons que le trafic routier génère des oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), du benzène et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des particules et que ces polluants ont des effets négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement (pluies acides).

Dans le second cas, la source de dégradation de l'air incombe à l'habitat notamment par le type de chauffage des logements. Le chauffage notamment, à partir d'énergies fossiles (charbon, gaz) est extrêmement polluant et contribue fortement à augmenter l'effet de serre. Ces émissions auront tendance à augmenter au gré de la construction d'1 à 2 nouveaux logements par an, permis par le PLU.

Le développement des transports collectifs Val d'Oise et les modes de déplacements doux que l'on peut porter au crédit des aménagements futurs de la commune seront des incidences positives qui contribueront à la réduction de l'incidence négative estimée.

L'incidence du PLU d'Ambleville sur la qualité de l'air sera très faible.

8.2 Le bruit

Conformément à l'art.13 de la loi n°92-1444 du 31/12/1992 relative à la lutte contre le bruit, précisé par le décret d'application 95-21 du 9 janvier 1995, un arrêté classe des infrastructures de transports terrestres bruyantes dans le Val d'Oise.

La commune d'Ambleville n'est pas concernée. Le PLU d'aura aucune incidence nouvelle sur le bruit.

Partie VI : MESURES PRISES POUR
ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES
CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DU
PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

1 INTRODUCTION ET METHODOLOGIE

La directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ainsi que l'article R.122-20 du Code de l'Environnement stipulent que lorsqu'une incidence négative est identifiée, il convient de présenter les mesures à prendre afin d'éviter, de réduire ou de compenser cette incidence négative dans la mesure du possible, ou d'en justifier l'impossibilité.

Pour chaque incidence négative observée, il convient donc de :

- Dans un premier temps, chercher à éviter l'incidence, en proposant des mesures correctrices en amont visant à limiter les impacts négatifs et/ou en sélectionnant les projets ayant le moins d'impacts environnementaux négatifs ;
- Lorsque l'incidence négative ne peut être évitée, réduire les effets négatifs notamment en proposant une ou des alternatives ;
- Enfin, compenser l'incidence négative.

Dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale, des mesures compensatoires seront proposées. En effet, la compensation écologique doit se faire davantage à l'échelle du projet et dépend fortement du type de l'opération, son envergure, etc. Il convient de souligner qu'après une étude d'impact approfondie à l'échelle du projet, lorsque cela est nécessaire, des méthodes de compensation d'équivalence ressource-ressource ou service-service sont à envisager, en ayant conscience que la compensation écologique telle que pratiquée aujourd'hui peut présenter des limites.

2 MESURES DE REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

2.1 La densité de construction

À Ambleville, la priorité est donnée à la limitation de la consommation d'espace et donc au développement par la densification du tissu existant.

La commune s'attache à proposer une offre diversifiée de logements de façon à augmenter son nombre d'habitants et ainsi pérenniser ses équipements.

Dans cet objectif, la commune devra prévoir :

- La possibilité de mettre à disposition un maximum d'environ 20 nouveaux logements (remise sur le marché de logements vacants ou constructions neuves).
- La prise en compte d'un potentiel d'environ 10 logements en dents creuses.

3 MESURES POUR LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

3.1 L'assainissement des eaux usées

La nouvelle urbanisation adoptera le type de traitement non collectif des eaux usées. Les mesures seront prises en conséquence par le syndicat.

3.2 La gestion des eaux de pluie

La gestion des eaux pluviales repose sur les procédés suivants :

- la collecte : généralement dimensionnés pour une pluie de période de retour 10 ans, les collecteurs permettent une évacuation rapide des eaux pluviales ;
- le stockage : cette solution consiste à écrêter les pointes d'orages, à les stocker dans un ou plusieurs ouvrages afin de restituer à l'aval un débit compatible avec la capacité totale d'évacuation de l'exutoire ;

- l'infiltration : cette solution consiste à évacuer les eaux de ruissellement dans le sous-sol, lorsque la nature des terrains le permet ;
- la récupération et la réutilisation des eaux pluviales : cette solution consiste à récupérer et réutiliser les eaux pluviales à l'extérieur et à l'intérieur du bâtiment.

Cette action est bien prise en compte dans le PADD et le règlement.

4 MESURES POUR LE MAINTIEN DU CARACTERE ARBORE

4.1 La préservation des éléments naturels d'intérêt local

Sur les zones susceptibles de subir de profondes modifications (zonage Nt...), les éléments naturels d'intérêt local à conserver ont été inventoriés et reportés dans le document graphique du P.L.U. d'Ambleville.

Les futurs aménagements devront tenir compte des haies, talus et bandes boisées protégés, dans le projet de P.L.U., au titre de l'article L.123-1-5-III-2° alinéa du code de l'urbanisme (élément paysager à protéger).

Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues à l'article L. 130-1.

4.2 Les règles de plantation

4.2.1 Plantes ornementales à éviter

Il est primordial d'éviter les espèces à forte production végétative afin de limiter les tailles d'entretien et les allers-retours à la déchetterie.

On évitera les espèces végétales invasives : Buddleja de David, Balsamine de l'Himalaya et les plantes ornementales suivantes: thuyas, lauriers, bambous.

4.2.2 Espèces locales à privilégier

Les espèces locales à privilégier sont celles qui se développent dans les bosquets.

- Pour les arbres : Chêne pédonculé, Hêtre commun, Charme, Merisier, Saule blanc, Tremble
- Pour les arbustes : Sorbier des oiseleurs, Viorne lantane, Viorne obier, Cornouiller sanguin, Cornouiller male, Cerisier de Sainte-Lucie, Saule cendré, Saule marsault.

5 MESURES D'AMENAGEMENT

5.1 Mesures prises en faveur de l'environnement au Hameau du Vaumion

5.1.1 Rappel du projet de l'OAP

Les réflexions de la collectivité sur une emprise foncière d'environ 6 400 m², dans une commune disposant d'équipements communaux (école, salle polyvalente, ...) l'ont conduit à engager une démarche de développement urbain mesuré, à vocation d'habitat, dans le but de diversifier l'offre résidentielle de la commune.

Le projet est de construire sur la surface non bâtie des logements et comprend les aménagements suivants :

- bâtiments sur un niveau
- emplacement de collecte de déchets
- nouvelle voirie depuis le chemin des Vignes
- emprise de stationnement perméable

5.1.2 Les recommandations d'aménagement pour atténuer l'impact

- Favoriser l'intégration et la cohérence de la zone d'urbanisation future par rapport à la commune, par un choix d'éléments d'aménagement en relation avec l'existant (mobilier urbain, plantations...).
- La gestion des déchets ménagers : un emplacement unique de collecte des déchets sera intégré au projet.
- Réaliser une gestion des eaux pluviales alternatives à la parcelle pour chaque lot et/ou à l'échelle de l'opération.

5.2 Mesures prises en faveur de l'environnement au centre bourg

5.2.1 Rappel du projet de l'OAP

Les réflexions de la collectivité portent sur une emprise foncière d'environ 1 hectare, à Ambleville, dans une commune disposant d'équipements communaux (salle polyvalente, école, terrains de sports, ...) l'ont conduit à engager une démarche de développement urbain mesuré, à vocation d'habitat.

Ambleville ambitionne, au-delà des prévisions d'évolution de population à l'horizon 2030 inscrites au PLU, d'éviter une diminution de sa population. Cet objectif, envisageant le projet communal au-delà de la Charte du PNR, permet à la commune d'assurer progressivement l'intégration de nouveaux habitants et de maintenir le dynamisme démographique actuel.

Cet enjeu politique, dans un souci de compatibilité avec la charte du PNR, permet de prévoir, dans l'hypothèse d'une diminution de la population communale, l'ouverture à l'urbanisation d'une emprise située dans le centre bourg, à l'issue d'une procédure de modification du PLU.

Le projet va permettre, à terme, de diversifier l'offre résidentielle de la commune et de « coudre » le village autour de lui.

5.2.2 Les recommandations d'aménagement pour atténuer l'impact

- Favoriser l'intégration et la cohérence de la zone d'urbanisation future par rapport à la commune, par un choix d'éléments d'aménagement en relation avec l'existant (mobilier urbain, plantations...).
- Desservir en profondeur et traiter les fonds de parcelle : intégration du bâti à venir dans la silhouette villageoise (maintien des boisements existants et reconstitution d'une lisière), mais aussi avec l'urbanisation existante afin d'assurer un nouveau secteur d'habitat qualitatif.
- La gestion des eaux pluviales devra être réalisée à la parcelle pour chaque lot et/ou à l'échelle de l'opération, selon les capacités d'infiltration du sol.

5.3 Mesures d'aménagement envisageables pour la protection des chiroptères sur les bâtiments

Toutes les espèces de chauves-souris présentes en France sont intégralement protégées par l'Arrêté Ministériel du 17 avril 1981 relatif à la protection de l'environnement. Depuis 1979, au niveau international, la Convention de Bonn et la Convention de Berne demandent aux états contractants d'assurer la protection de toutes les espèces de chauves-souris décrites dans les annexes, ainsi que la protection des gîtes de reproduction et d'hibernation.

En 1992, la Directive "Habitat - Faune - Flore" demande aux pays de la Communauté Européenne la protection stricte de toutes les espèces de chiroptères (elles figurent à l'annexe IV), ainsi que la désignation de Zones Spéciales de Conservation pour les 12 espèces figurant à l'annexe II. 19 espèces sont classées dans la liste rouge de la faune menacée de France et 13 espèces sont présentes sur la liste rouge mondiale.

Le territoire d'Ambleville est susceptible d'abriter certaines espèces de chiroptères notamment au moment de l'estivation telles que :

- La Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*)
- Le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*)
- Le Murin à moustaches (*Myotis mystacinus*)
- La Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*)
- Le Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)
- Le Petit rhinolophe (*Rhinolophus hipposiredos*)

De mai à juillet, les femelles se regroupent dans les combles, les greniers ou les cavités d'arbres pour donner naissance et élever leurs petits.

En hiver, pendant l'hibernation (de mi-novembre à mi-mars), les bâtiments peuvent abriter d'autres espèces telles que :

- La Sérotine commune (*Eptesicus serotinus*)
- Le Murin de daubenton (*Myotis daubentonii*)
- Le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*)
- Le Murin Brandt/moustaches (*Myotis m/b*)
- Le Grand murin (*Myotis myotis*)
- Le Murin de Natterer (*Myotis nattereri*)
- La Pipistrelle sp (*Pipistrellus sp*)
- L'Oreillard sp (*Plecotus sp*)
- Le Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)
- Le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*)

Les chauves-souris hibernent dans des lieux où la température est stable et adaptée à la léthargie. Durant cette période leur température chute, leur rythme cardiaque et leur respiration diminue.

Des aménagements particuliers peuvent être mis en place individuellement à l'intérieur de ces gîtes d'estivage et d'hibernation afin de préserver ces espèces et garantir leur cycle de vie (voir document en annexe « Cohabiter avec les Chauves-souris »).

5.4 Autres mesures

5.4.1 Protection contre le ruissellement et aménagements

Le ru d'Ambleville traverse le village en partie en souterrain et en partie dans le caniveau. La commune est régulièrement inondée (habitations dans le bas du village et RD 86) par des coulées de boues lors de violents orages. Sa situation en fond de vallée à la confluence de plusieurs thalwegs dans un secteur sourceux concentre en effet tous les ruissellements provenant des bassins versants amont.

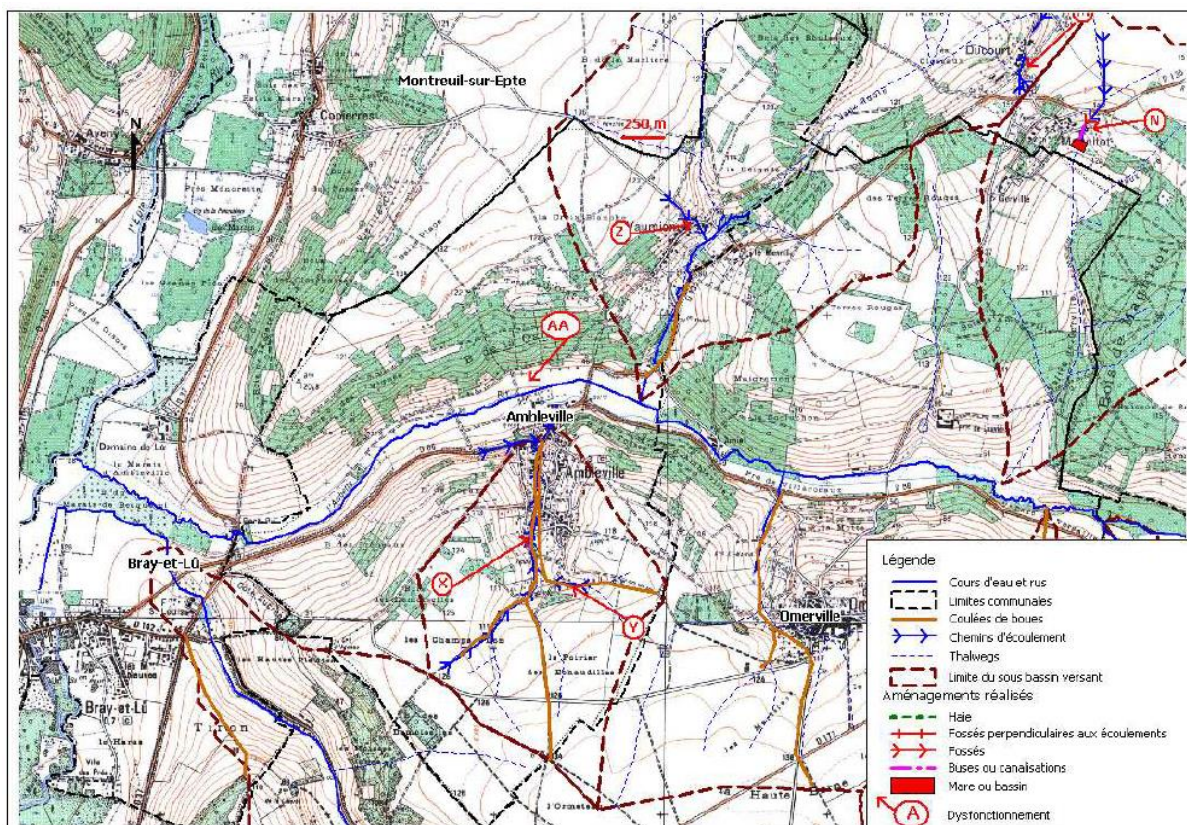
Une étude réalisée par le BURGEAP en 2008 avait permis de dresser l'état des lieux des bassins versants et des axes de ruissellements sur la commune.

Tableau 13 – Dysfonctionnements liés au ruissellement

Localisation	Hierarchisation sur la commune	Origines	Dysfonctionnements	Dégâts	Aménagements réalisés	Remarques
X	1	Les Champs Don Le Poirier des Echaudilles	Ruissellements agricoles	Inondations dans la rue principale d'Ambleville		
Y	2	La vallée	Ruissellements agricoles	Coulée de boues en amont du village	Haie en travers du thalweg	
Z	3	Vaumion	Ruissellements sur voirie	Inondation d'une habitation		
AA	-					Zone d'expansion de l'Aubette de Magny à préserver

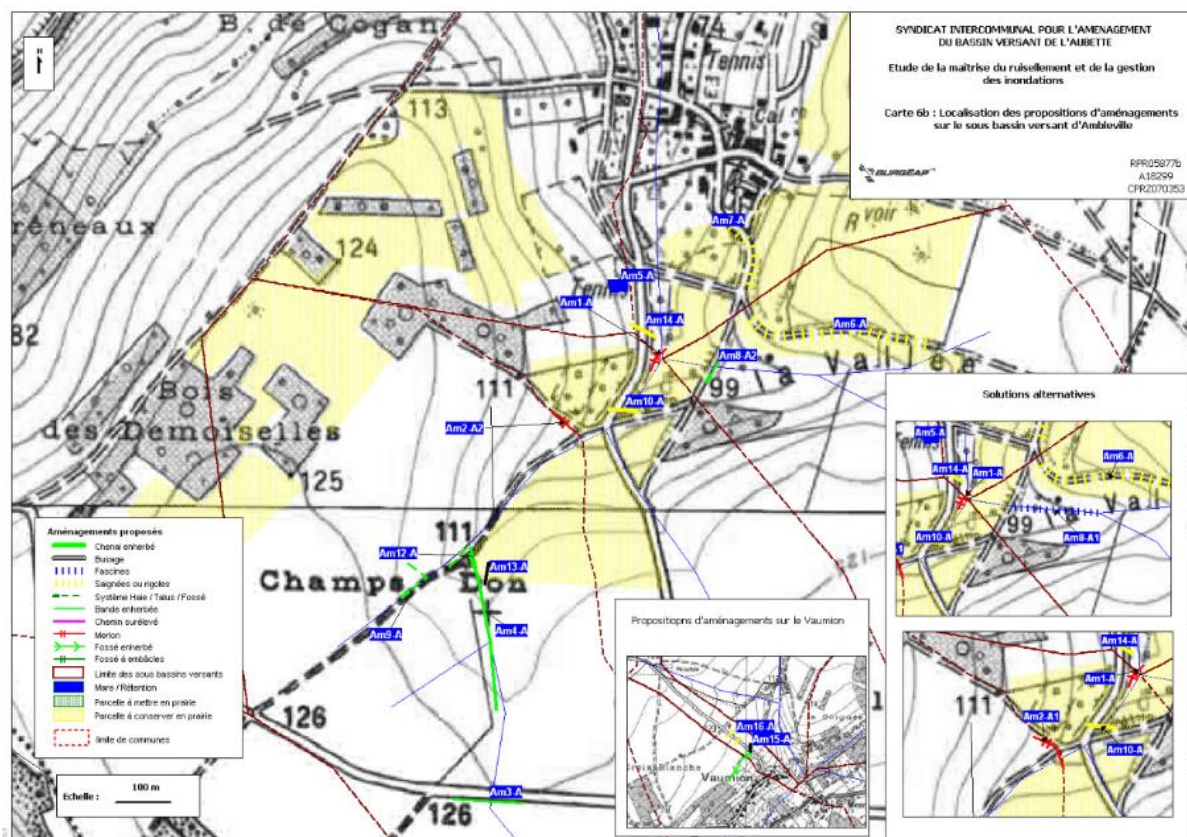
Source – rapport du BURGEAP 2008

Figure 29 - Écoulements et aménagements existants sur la commune



Source – Rapport du BURGEAP 2008

Figure 30 - Localisation des propositions d'aménagements sur la commune



Source – Rapport du BURGEAP 2008

Données issues du rapport BURGEAP 2008 :

Dysfonctionnement X : protection du bourg

Sous-bassin A-1 :

- Am3-A (« les Demoiselles ») : réalisation d'une bande enherbée en amont de la route.
- Deux alternatives sont proposées : la première consiste à réaliser un ensemble d'aménagements pour gérer les ruissellements le plus en amont possible, la deuxième à réaliser un aménagement unique à l'aval au niveau du HARAS.

1^{ère} alternative :

- Am9-A (« les Champs ») : réaliser un système haie-talus-fossé ;
- Am4-A (« les Champs ») : aménager un chenal enherbé dans le talweg
- Am12-A (« les Champs ») : réaliser une haie sur talus
- Am13-A (« les Champs ») : prévoir des saignées pour diriger les eaux vers la prairie et non vers le chemin
- Am2-A : Deux alternatives sont proposées :
 - Am2-A2 (« les Champs ») : réalisation d'une zone inondable (merlon). Le chemin devra passer sur le merlon.
 - Am2-A1 (« les Champs ») : réalisation d'une zone inondable (merlon) plus importante que pour la 1^{ère} alternative avec passage du chemin sur le merlon.

L'aménagement Am2-A1, plus important retient plus d'eaux que l'aménagement Am2-A2 seul. La réalisation des aménagements en amont cumulée avec Am2-A2 permettra d'obtenir une rétention similaire à Am2-A1 seul.

Le chemin sera impraticable lors des événements pluvieux importants.

À l'aval du haras

- Am10-A : prévoir une rigole en travers de la route pour diriger les eaux issues du plateau vers la prairie et éviter la concentration vers la rue qui descend au village.
- Am5-A : aménager une mare au niveau des peupliers pour réguler les eaux du plateau avant l'arrivée au village. La mare n'a pas été prise en compte dans la modélisation compte tenu de la méconnaissance de la topographie précise. Elle est néanmoins dimensionnée en fonction de la superficie de la parcelle disponible.
- Am14-A : prévoir une rigole en travers de la route pour diriger les eaux de la route vers la mare du côté droit de la route

Dysfonctionnement Y : protection du bourg

Sous-bassin A-2 :

- Am1-A (« la Vallée ») : réalisation d'une zone inondable (merlon) en aval de la route pour limiter les ruissellements vers le village.
- Am8-A (« la Vallée »). Deux alternatives sont proposées :
 - Am8-A1 : mise en place de fascines dans le talweg en amont de la route.
 - Am8-A2 : aménagement d'un système haie-talus-fossé en amont de la route.

La réalisation de fascines, en cas d'acceptation du propriétaire de la parcelle, permettra de retenir les eaux de façon plus efficace (lorsque les fascines seront bien développées).

- Am6-A (« la Vallée ») : réalisation de saignées sur le chemin pour diriger les eaux vers le talweg et la zone de rétention plutôt que de concentrer sur le chemin.
- Am7-A : idem.

Dysfonctionnement Z : protection du Vaumion

- Am16 -A (route de Coppières) : réaliser des saignées vers les parcelles agricoles côté gauche pour limiter la concentration des eaux sur la chaussée.
- Am15-A (route de Coppières) : faire une rigole en travers de la chaussée puis diriger les eaux vers le bois par l'intermédiaire d'une noue.

→ Conclusion

Les aménagements proposés en 2008 par le BURGEAP permettent une diminution :

- de l'ordre de 90 % pour la pluie de 5 ans avec le scénario 1, de 50 % pour les scénarii 1 avec une pluie de 10 ans et de l'ordre de 10 % de 20 ans ;
- de l'ordre de 4 % pour le scénario 2 pour chaque période de retour.

Les aménagements proposés dans le scénario 1 permettent de réduire très largement les débits ruisselés à l'amont d'Ambleville pour une pluie estivale (pour toutes les périodes de retour modélisées).

6 MESURES DE COMPENSATION

6.1 Sur l'OAP1 : Secteur du Vaumion

L'idée est de maintenir en périphérie de la surface bâtie, un contexte paysager rural fonctionnel. Les haies en amont et en aval du projet et centrale devront être large et de qualité (style de bande boisée).

L'écologie devra être prise en compte dans l'aménagement des espaces verts. Le respect des essences est fondamental pour assurer une cohérence de cet aménagement avec l'environnement rural dans lequel le projet s'insère. La pratique d'une gestion différenciée est proposée.

Une haie à deux strates avec arbres de haut jet devra être plantée pour épouser la structure du contexte périphérique à la fois pour l'écologie et pour le paysage. Les essences recommandées sont le Hêtre (vert), le Chêne pédonculé, le Charme, le Merisier...et comme arbustes le Prunellier, la Viorne lantane, la Bourdaine, le Fusain d'Europe...

6.2 Sur l'OAP 2 : Secteur Centre-bourg

Pour l'instant, cette zone n'est pas urbanisable.

Partie VII - MESURES DE SUIVI DU P.L.U.

7 TRAME BLEUE

1.1 La surface des zones humides

Pratiquement toutes les zones humides seront protégées.

1.2 La qualité des eaux

Plusieurs dispositions prises dans le SDAGE Seine-Normandie doivent ainsi trouver leurs traductions dans le PLU. Concernant la qualité des eaux il s'agit de :

- maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain
- adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques
- adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau
- protéger les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la consommation humaine contre les pollutions
- préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité
- mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité
- protéger les nappes à réserver pour l'alimentation en eau potable future

8 TRAME VERTE

8.1 Surface des zones naturelles

Dans le cadre de la protection et la valorisation de la trame verte, le zonage A et N permet la protection des éléments identitaires. Les espaces boisés et les haies sont préservés.

La zone urbaine s'arrête à la dernière maison et le mitage n'est pas favorisé. Le règlement intègre des dispositifs visant à une densification du tissu notamment via les règles d'implantation.

8.2 Le linéaire de haies protégées

La structure spécifique des haies intègre systématiquement une trame arborée et une trame arbustive dense, rendant ces dernières opaques, malgré la finesse de leur emprise.

Cette particularité induit une fragmentation du paysage et le cadrage de nombreux points de vue. La singularité de cette trame sera valorisée.

8.3 Le linéaire de chemins ruraux

Le linéaire de chemins ruraux sera valorisé et protégé.

Plusieurs circuits sillonnent la vallée de l'Epte et l'Aubette de Magny

- **Le GR de pays de la vallée de l'Epte** longe celle-ci à partir de la vallée de Seine au sud (La Roche-Guyon) jusqu'à la vallée de Breuil au nord où il rejoint le GR125.
- **Le GR11** offre une boucle de 618 km autour de Paris. il quitte la vallée de la Seine à Mantes-la-Jolie pour traverser les plateaux, puis longe la vallée de l'Aubette entre Omerville et Nucourt.

Plusieurs randonnées pédestres du PNR traversent la commune:

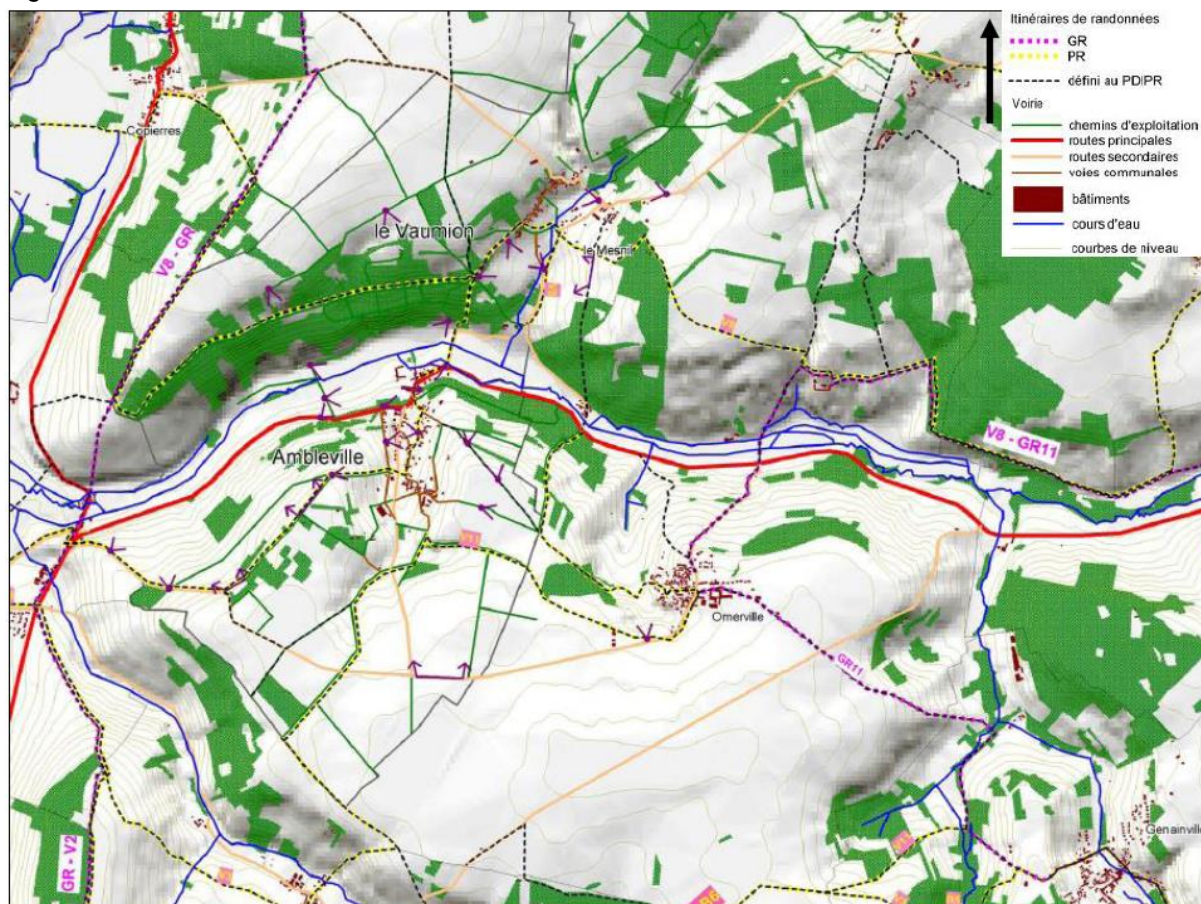
- le circuit V8 offre une boucle de 27 km entre l'Epte et l'Aubette de Magny, en passant par le bois des vignes et Le Vaumion.

- Les circuits V2, V3, V4 offrent des boucles près d'Ambleville, autour de la vallée de l'Epte.

La municipalité souhaite créer une connexion vers la "voie verte bray et Lu". Cet axe vert relie Paris en traversant le PNR à Gisors au nord via Chaussy et Bray Lu.

Il est également projeté de créer un emplacement réservé sur le "chemin de derrière" (l'ancienne route de Magny) afin de rouvrir à la promenade cet axe qui longe l'arrière du château.

Figure 31 - Les modes doux sur le territoire communal



9 LES AUTRES INDICATEURS

La biodiversité et les milieux naturels

- Objectif : préservation de la biodiversité et des écosystèmes.
- Indicateurs possibles : évolution des surfaces boisées, du linéaire de haies (indicateurs de pression), nombre de sites et d'espèces d'intérêt écologique (indicateur d'état), nombre de mesures mises en œuvre pour préserver ou gérer les espaces naturels (plan de gestion communal, inventaires écologiques complémentaires,...), évolution des surfaces de mares et de zones humides...

Les pollutions et la qualité des milieux

- Objectif : minimiser les rejets dans les milieux naturels.
- Indicateurs possibles : suivi des émissions de NO₂, suivi de la qualité des eaux superficielles en partenariat avec le Contrat de rivière, suivi de la part des installations d'assainissement autonome aux normes, suivi des quantités de déchets collectées,...

Les ressources naturelles

- Objectif : assurer l'utilisation durable des diverses ressources naturelles (eau, espace et agriculture).
- Indicateurs possibles : suivi de la qualité de l'eau potable, de quantités nécessaires, suivi de la surface agricole communale, nombre de zones AU aménagées.

Les risques

- Objectif : minimiser les risques naturels et technologiques.
- Indicateurs possibles : nombre d'entreprises à risques sur la commune, nombre de bassins réalisés pour réduire les inondations,...

Le cadre de vie et les paysages

- Objectif : améliorer le cadre de vie et réduire les nuisances.
- Indicateurs possibles : linéaire de voies piétonnières et cycles aménagé, nombre de nouvelles habitations en zone de bruit, nombres d'aménagements paysagers réalisés, niveau de prise en compte des schémas d'aménagement dans le cadre de l'urbanisation des zones AU.

Les bâtiments et habitations, des gîtes accueillants

Des vastes combles d'églises ou de châteaux aux greniers plus exigus de maison particulière, en passant par les volets, les linteaux, poutres, toitures, dépendances ou autres lieux parfois plus originaux, les chauves-souris établissent très souvent leur gîte chez l'Homme.



Les espèces de chauves-souris habitant nos maisons sont dites anthropophiles. Elles utilisent une grande variété de gîtes liés aux habitations mais ce sont principalement les combles et autres espaces sous les toitures qui accueillent des colonies de femelles. Au printemps, elles s'y installent afin de mettre au monde leur unique jeune puis l'éleveront tout au long de l'été.

Quels enjeux représentent les bâtiments ?

Près de la moitié des espèces de la région utilisent les habitations pour mettre au monde et élever leurs jeunes. Les combles sont indispensables à la survie de certaines espèces, d'autant que les colonies sont très liées à leur gîte, utilisant, génération après génération, ce lieu une fois adopté.

⊕ Éléments favorables

D'une manière générale, le gîte doit être bien exposé afin de produire une chaleur suffisante, avoir des ouvertures suffisamment grandes et ne pas abriter de prédateurs (chat, fouine, chouette...). La présence de certains types de linteaux ou de poutres peut améliorer l'accueil des chauves-souris. En dehors des combles, des volets exposés au sud et constamment ouverts peuvent accueillir certaines espèces.

Les périodes importantes

Turnus important... Turnus à éviter... Turnus possibles



Cohabiter avec
les chauves-souris
en Pays de la Loire



➤ Chauves-souris en bâti, bon à savoir

Vous avez une colonie chez vous. Quelques conseils simples permettent d'assurer l'épanouissement de vos petits voisins. Pour tous les gros aménagements, ne pas hésiter à solliciter les associations naturalistes.

Un code de bonnes pratiques pour le propriétaire ou l'utilisateur

1^{re} règle

Ne pas perturber la colonie en période de reproduction (mai à août)

Période très sensible, le moindre dérangement peut s'avérer fatal pour les jeunes qui peuvent tomber au sol. La tranquillité est le maître mot, les travaux sont à reporter à plus tard (chausson, toiture...).

2^e règle

Ne pas modifier les conditions d'éclairage et d'aération

Pas de lumière à proximité de la colonie (dans le corbeau par exemple), ni d'éclairage direct sur les sorties (par exemple dans le cas de mise en valeur du bâtiment). En cas de création de nouvelles ouvertures, veiller à maintenir les conditions d'éclairage et de chaleur dans la partie occupée.

3^e règle

Attention aux modifications des accès (fermeture partielle ou complète)

Idealement, il ne faut pas modifier les passages utilisés (grandes ouvertures ou petits disjointements au linteau par exemple). Dans le cas contraire, faire appel aux associations spécialistes pour obtenir des conseils.



Mante à oreilles écharnées

Des à priori à oublier...

... ou quelques réponses aux questions les plus souvent posées :



Barbastelles d'Europe

- les chauves-souris mangent-elles la laine de verre ou les fils électriques ?
NON, ce ne sont pas des rongeurs !
- La colonie va se démultiplier très rapidement ?
NON, les femelles n'élèvent, dans le meilleur des cas, qu'un jeune par an !
- Les chauves-souris s'accrochent dans les cheveux ?
NON, elles n'ont aucune raison de se livrer à un tel comportement !
- Les chauves-souris sont dans ma maison toute l'année ?
NON, elles cherchent la plupart du temps des sites plus tempérés en hiver et y dorment très discrètement.

Quelques désagréments pour un grand bénéfice !

En général, il est facile de s'accommoder de la présence des chauves-souris :

- les quelques excréments seront évacués en automne/hiver ; ils serviront d'engrais au jardin ;
- les principaux bruits sont limités à la période de croissance des jeunes, sur un temps très court ;
- très bons auxiliaires, elles mangent beaucoup d'insectes (plus de 600 moustiques par heure pour certaines espèces) ;
- si un individu pécore par une fêlure ouverte : éteignez la lumière et il sortira tout seul ;
- le maintien de la colonie est une manière de participer à la protection de ces espèces.

TÉMOIGNAGE

Mme DRONNO, résidente à Champtoceaux (49)

Notre propriété accueille tous les étés, depuis de nombreuses années, une colonie de Barbastelles dans une poutre. Depuis 2009, les spécialistes des chauves-souris viennent les compter et nous avons été surpris d'apprendre que cette espèce était peu courante. Cela nous a encouragé à les préserver ainsi que l'ensemble de la faune et la flore présentes sur notre propriété. Depuis nous nous réjouissons de les revoir chaque année et d'en apprendre à chaque fois un peu plus.



➤ Adapter la gestion et l'entretien

La taille ou la configuration de certaines colonies nécessitent des aménagements simples, évitant ainsi quelques désagréments. De même, une adaptation de certaines pratiques est indispensable à la pérennité du site.

Entretien courant

Le principal entretien consiste à enlever le guano (excrément). Dans la plupart des cas, un simple coup de balai en automne/hiver suffit à nettoyer le site. Les plus gros tas de guano occasionnent parfois des taches au sol ou sont difficiles à évacuer. La pose de grandes bâches plastifiées, soit au sol, soit en suspension à mi-hauteur, permet à la fois d'éviter les saletés, et de faciliter le nettoyage. Attention toutefois à poser cet aménagement en automne/hiver.



Bâches de protection dans un comble

Traitements sur la charpente

Un traitement inadapté des boiseries est une menace majeure d'empoisonnement des colonies. Il faut d'abord vérifier si le traitement est réellement nécessaire. Si oui, voici quelques conseils.



Colonie de Grands Rhinolophes dans un comble

1^{er} conseil

Choisir la matière active (se renseigner auprès de l'artisan)

À proscrire : lindane, heuchloride, hexachlorocyclohexane, benzène, pentachlorophénol (PCP), tributylétain (TBT), oxyde de tributylétain (TBTiO), sels de chrome, chlorobutanol, composés fluorés, furmécyclos, perméthrine, cyperméthrine, triazoles (propiconazole, azoxystrobin). Acceptables : composés du cuivre ou du zinc. Conseillé : traitement naturel à air chaud.

2^e conseil

Choisir sa période d'intervention

Les traitements doivent avoir lieu entre la mi-novembre et la fin janvier afin de permettre aux produits de disparaître avant le retour de la colonie. Bien aérer le comble après traitement.

3^e conseil

Respecter les doses

Pratiquer les pulvérisations à basse pression, voire par injection, et éviter les solvants pétroliers. Sauf cas particuliers, ne pas utiliser de fongicides et d'insecticides liés : le premier est généralement inutile et ces produits sont liés par des solvants très toxiques et persistants.

Crépis et rejointoiement sur les murs

Les petits travaux de maçonnerie doivent prendre en compte la colonie : laisser les fissures d'accès libre (souvent proches de la charpente), veiller à ne pas entraver les animaux dans les trous (les repérer en les éclairant). Idéalement, mener cette action hors de l'hiver afin que les individus puissent réagir.

TÉMOIGNAGE

Jacques CHAMBIER, maire et Jean-Louis COCHAN, conseiller municipal chargé des bâtiments à Savennières (49)

Depuis plusieurs années, cette énorme colonie de plusieurs espèces de chauves-souris fait l'objet de toutes les attentions de la part de la commune et de la LPO. Des bâches ajustées ont été posées par la LPO Anjou afin de faciliter le nettoyage annuel, l'accès a été aménagé pour éviter l'entrée des pigeons et la colonie a été limitée à certaines pièces. En 2010, des animations ont en plus été organisées pour les habitants. Fort de ces succès, des protections réglementaires sont même à l'étude.

➤ Améliorer des accès existants

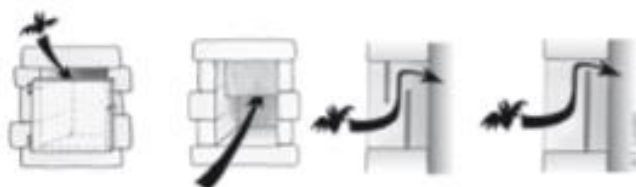
L'une des principales menaces pour les chauves-souris dans les bâtiments est la fermeture inappropriée de leurs accès (fenêtre, abat-son...). Ainsi, afin de restaurer ces passages, il existe quelques actions simples. Elles permettront à ces animaux de rejoindre leur gîte, tout en prévenant l'entrée d'espèces indésirables, pigeons domestiques plus particulièrement.

Adapter une fenêtre ou une porte existante

Des ouvertures sont souvent existantes. Pleines ou grillagées, il suffit de les aménager en n'oubliant pas leur rôle premier : fermeture du site pour les visiteurs (hommes, pigeons...), occultation de la lumière...

Aménagement d'une fenêtre

Exemples d'ouvertures type « boîte aux lettres » avec ou sans chicane.



Aménagement d'une porte

Création d'une ouverture en haut de la porte.

Restaurer un grillage sur abat-son ou autre

Une part inquiétante de nos clochers et bâtiments patrimoniaux est aujourd'hui grillagée, alors même que ces lieux sont parfaits pour les colonies. Ces bâtiments sont souvent classés, les aménagements présentés ici sont donc légers et sans impact visuel sur le site.

Outre l'inaccessibilité de ces sites pour les chauves-souris, les grillages engendrent une mortalité par empêtrement. Des solutions simples sont envisageables.



Oreillard mort dans un grillage.

1^{er} conseil

Aménager les accès

Créer des accès type « boîte aux lettres » en haut de l'abat-son ou de l'ouververture, sur la partie intérieure.

2^e conseil

Remplacer le grillage en place

Choisir un grillage « perméable » en forme de losange, galvanisé et aux mailles d'au moins 5 cm de côté ou un grillage étanche le plus fin possible, évitant toute pénétration.

Aménagement d'un abat-son



Quelques règles générales pour créer un accès :

- Ouvertures : hauteur de 7 à 15 cm selon les cas ; largeur d'au moins 40 cm
- Pas d'augmentation de la luminosité du site
- Empêcher l'entrée des pigeons : pas de reposoir devant l'entrée (plateforme, perchoir...)
- Ne pas favoriser la prédation par les chouettes et surtout les chats.

TÉMOIGNAGE

Jean-Marcel Supiot, maire de Vaudelnay (49)

Le Parc naturel régional Loire Anjou Touraine et la LPO Anjou ont découvert une colonie menacée d'Oreillards gris dans l'église communale. De par la présence de pigeons domestiques aux déjections préjudiciables, des « grillages à poule » avaient été posés derrière les abat-sons du clocher. Les Oreillards venaient s'y emprisonner et mourir. Soucieuse de préserver les chauves-souris, la municipalité a autorisé le PNR et les bénévoles à poser un grillage non légal, conforme aux cahiers des charges des bâtiments classés et imperméable aux pigeons.



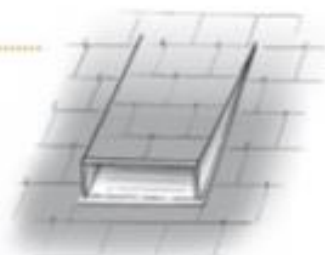
➤ Créer de nouveaux accès

La démarche de rendre accessible un site favorable aux chauves-souris naît souvent du contexte : condamnation d'une entrée utilisée par ces mammifères, rénovation de combles, dangerosité du site, colonie historiquement connue mais disparue, ou tout simplement démarche volontaire du propriétaire de favoriser et préserver ces espèces.

La chiroptière

La chiroptière est une ouverture en forme de trémie, discrète et esthétique, pratiquée dans la toiture.

Elle ne peut être réalisée que lors de travaux de réfection ou alors être prévue lors de la conception de bâtiments neufs.



Détails d'une chiroptère

Caractéristiques techniques

Ouverture de 40 cm de large au minimum et de hauteur variable (6 à 15 cm en fonction de la configuration).

Il est utile de fixer une planche horizontale de 5 à 10 cm de large à ras du bord inférieur de la chiroptère, sur laquelle les chauves-souris peuvent se poser avant l'envol. Penser également à garnir cette planche et la chiroptère d'un revêtement rugueux (roofing, planche...).

La chiroptère doit être placée au plus haut à mi-hauteur du toit afin de garantir un microclimat chaud dans la zone supérieure du comble. Ce dispositif doit être solide et complètement étanche. Il est placé de préférence à proximité des zones vertes (parcs, vallées...), dans les secteurs les moins éclairés et les moins exposés aux intempéries.

Ce type d'installation nécessite l'intervention de professionnels qui veilleront à ne laisser dépasser aucune pointe ou autre objet pouvant blesser les chauves-souris.



Chiroptère sur le toit d'une église

La chatière

Il s'agit d'une simple bouche d'aération insérée dans le toit.

Cette ouverture permet, aux espèces qui peuvent entrer en se posant, d'accéder au comble. Il faut prendre les modèles les plus larges et les ouvertures doivent être débarrassées des obturations.



Exemples de chatière

➤ Installer des gîtes artificiels

La disponibilité en abris est souvent un facteur limitant la présence des chauves-souris. Pour cette raison, la pose de gîtes artificiels peut être envisagée à l'intérieur de certains bâtiments ou sur les extérieurs. Attention, la pose de gîte ne compense pas un abri détruit, elle peut seulement limiter la perte de gîte.

Différents gîtes possibles

En hiver, des briques creuses peuvent être utilisées dans les secteurs les plus tempérés du bâtiment. On en bouche un côté, et on les fixe au mur, avec les ouvertures vers le bas ou le côté.



Brique creuse



Nichoir d'angle



Pour le reste de l'année, on cherche à créer des interstices de tailles variables en diversifiant les gîtes chauds et tempérés. On peut tout d'abord adapter l'existant.

À l'intérieur des bâtiments accessibles, il existe toute une batterie de possibilités entre les chevrons, les jonctions de poutres.



Gîtes en bardages

Ainsi, une poutre ou un linteau permettront l'accrochage d'une planchette à la verticale. On pourra alors soit de laisser un espace de 1 à 2 cm d'épaisseur et d'occuler le dessus. Cet aménagement peut être fait à l'intérieur d'une grange par exemple, ou sur un linteau bien exposé au-dessus d'une porte ou d'une fenêtre.

On peut également installer un volet ou un bardage en appui sur des tasseaux contre un mur, à l'extérieur.



Gîtes sur poutres



Gîtes verticaux

On peut aussi utiliser des gîtes artificiels vendus sur le commerce ou constructibles via des plans. Se renseigner auprès de l'association de protection des chauves-souris locale.

Quelques conseils :

- Choisir des endroits chauds et tranquilles
- Éviter d'installer ces gîtes au-dessus d'une surface devant rester propre : voiture, rebord de fenêtre... ; préférer le dessus de parterre de fleurs, la grange, le comble inoccupé...
- Les installer le plus haut possible et les orienter au sud pour qu'ils bénéficient de la chaleur
- Utiliser du bois non traité, rugueux, épais ; ajouter éventuellement des rainures horizontales
- Installer des fixations très solides et durables
- Choisir un endroit accessible par les chauves-souris, où aucun projet n'est prévu
- Ne pas perturber le gîte.

TÉMOIGNAGE

Olivier Bechet, résidant à Château-l'Hermitage (72)

Cette idée d'incorporer des caissons sous ma toiture pour accueillir des chauves-souris m'a immédiatement intéressé. Pour moi, c'est avant tout une démarche de protection et d'accueil d'espèces menacées. Actuellement, je rénove ma maison en utilisant des matériaux respectueux de l'environnement. Ajouté à cela, la création d'un système de traitement des eaux par phytodépuration, j'ose espérer que ces chauves-souris sauront trouver le gîte et apprécier la nourriture aux abords de la maison.



➤ Aménager les combles

Dans certains cas extrêmes, la cohabitation peut nécessiter des aménagements importants en présence d'une colonie. **Il est alors indispensable de se rapprocher d'une association de protection de la nature.** Les solutions s'améliorent d'année en année, mais aucune certitude n'existe quant à l'attitude de la colonie vis-à-vis de l'aménagement. Néanmoins, l'attachement à leur site permet souvent la réussite de cette entreprise. **Deux règles doivent être respectées : maintenir les accès et la configuration de l'ensemble du site.**

Aménagements simples

Il est souvent possible de cloisonner le comble en 2 parties dans le sens de la longueur. Une cloison bâchée ou en dur est alors montée, en conservant la connexion entre les accès et la partie cloisonnée. Idéalement, on conserve la partie déjà utilisée par la colonie, visible grâce aux tas de paille au sol.

Aménagements plus importants

Cloisonnement partiel

Il est parfois possible de créer une mansarde pour inciter la colonie à se maintenir dans un « caisson » imbriqué dans le comble. Un plancher est alors construit et la partie concernée est ensuite isolée du reste. Cet espace doit avoir au moins 1,5 m de hauteur et plus de 1 m de large. Plus il est vaste, mieux c'est. Attention, certaines espèces ne le tolèrent pas (Grand Murin par exemple).

Cloisonnement total

Dans des cas extrêmes et seulement avec certaines espèces, on peut limiter la colonie à une partie entière du comble, un pigeonnier par exemple. Pour ce faire, on monte par exemple une cloison en plâtre avec une bonne isolation. On peut aussi enclore la colonie de la partie habitée en la cloisonnant sous la portion de la toiture où se trouve l'accès.



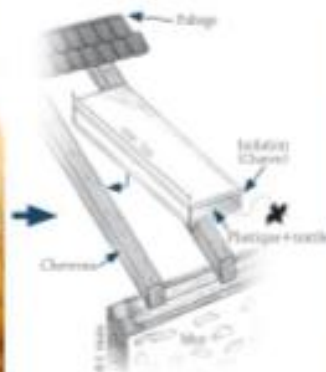
Installation d'un plancher

Quelques conseils :

- Sauvegarder un accès pour les aérés et le nettoyage
- Installer une bonne isolation thermique et phonique
- Veiller à une parfaite étanchéité entre les 2 parties du comble
- Et bien entendu, ne jamais réaliser les travaux en période de présence de la colonie.



Exemple d'aménagements simples



Construction d'un caisson isolé

TÉMOIGNAGE

Renaud Jospin, directeur d'exploitation CTC, Montjean-sur-Loire (49)

La carrière de Châteauguonne est propriétaire d'une ancienne maison de contremaître autrefois utilisée sur le camp des chaudières de Montjean. Cette bâtisse accueillant une colonie importante de Grands Rhinolophes et de Murins à oreilles échancrées en périmètre Natura 2000 et l'entreprise étant intégrée à l'Association du patrimoine de Montjean, il a été décidé en 2006 de créer des ouvertures favorables aux chauves-souris et la refonte de la toiture par un soutien de l'État. C'est une manière de nous impliquer dans la protection du patrimoine et de la biodiversité.

➤ Les espèces présentes dans les bâtiments et habitations

Les chauves-souris utilisant les habitations et tout particulièrement les combles sont dites anthropophiles. Ces espèces apprécient la chaleur de ces sites, indispensable pour mettre au monde leurs jeunes et les élever. La majorité des espèces anthropophiles sont en régression. La préservation de leurs gîtes estivaux constitue l'une des actions majeures de préservation.

Grand Rhinolophe et Murin à oreilles échancrées

Ces deux espèces de chauves-souris, très différentes biologiquement et morphologiquement, forment cependant régulièrement des colonies mixtes dans les combles des bâtiments. Constituées parfois de plusieurs centaines d'individus, ces colonies, de par l'exigence du Grand Rhinolophe, ne peuvent s'établir que dans de vastes combles calmes et accessibles en vol. Ces colonies mixtes, suspendues en évidence sur les charpentes des combles, sont très sensibles aux dérangements et quittent le gîte à l'occasion d'intrusions répétées.



Grand Rhinolophe



Colonne de Grands Murins

Grand Murin

Le Grand Murin est la plus grande chauve-souris anthropophile. D'une envergure supérieure à 40 cm, elle se reconnaît, entre autres, grâce à son museau rose et son ventre blanc. Elle recherche les vastes combles, chauds et calmes auxquels elle accède directement en vol ou par reptation. Se tenant bien souvent en évidence contre la toiture, les Grands Murins peuvent, selon la température du comble, être plus discrets et se blottir dans des caches plus réduites (entre les linteaux, au-dessus de la poutre latière, ...). Dans ce cas, les tas de guano de grosse taille permettront de prouver leur présence.

Pipistrelle commune et Sérotine commune

Ces deux espèces, comme leurs noms l'indiquent, sont régulières dans nos contrées. La Pipistrelle commune est l'espèce la plus fréquemment rencontrée dans les bâtiments anciens ou récents. Elle s'adapte très facilement et peut occuper une multitude de gîtes (grenier, trous dans les murs, derrière les volets, intérieur de volets roulants, disjointements divers...). La Sérotine, bien que très ressemblante à la Pipistrelle de par son pelage brun et sa face noire, est deux fois plus grande et s'établit plus facilement dans des espaces plus vastes comme les greniers.



Sérotine commune

Toutes les espèces de chauves-souris présentes en Pays de la Loire sont intégralement protégées par l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 relatif à la protection des mammifères selon l'article L. 411-1 du Code de l'Environnement.



Groupe Chiroptères Pays de la Loire
Mail : contact@chauvesouris-pdl.org
Site Internet : <http://chauvesouris-pdl.org>



Associations : Oiseau Libre - Compagnon : Les glands des sœurs...
Reconnu sur papier reçu par une organisme certifié (organisme)

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE

METHODE D'EVALUATION

L'évaluation environnementale stratégique (EES) est une démarche visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration du PLU et ce dès les phases amont des réflexions. Elle sert à éclairer la mairie sur la décision à prendre au vu des enjeux environnementaux et relatifs à la santé humaine du territoire concerné, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public.

L'évaluation vise à expliciter les enjeux environnementaux du PLU en définissant les orientations stratégiques en matière d'environnement. Elles fixent les modalités nécessaires au suivi à l'évaluation environnementale à travers les grandes thématiques :

- consommation d'espace et biodiversité,
- paysages et patrimoines bâtis,
- qualité de l'air et consommation d'énergie,
- ressources en eau,
- risques naturels, technologiques et nuisances sonores,
- gestion des déchets.

L'évaluation environnementale du PLU d'Ambleville prend en compte l'analyse de l'état initial de l'environnement comme l'état actuel de la commune à l'instant T, avant d'y appliquer, d'une façon prospective, l'ensemble des projets en intégrant des enjeux environnementaux et notamment l'impact sur les sites Natura 2000. La méthodologie utilisée pour évaluer les effets du projet sur l'environnement s'inscrit dans le cadre de textes législatifs et réglementaires en vigueur et s'inspire de la méthodologie appliquée par les services de l'Etat. Elle est fondée sur des visites de terrain, sur la consultation de divers services administratifs dont ceux de la DREAL. Elle fait également appel à des ouvrages et des études spécifiques.

La relation continue entre les urbanistes, les paysagistes et l'écologue au sein du bureau d'étude a permis d'intégrer à tous les niveaux de la procédure les critères environnementaux de l'EES.

LA COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE REFERENCE SUPRA COMMUNAUX

Le projet de PLU d'Ambleville est compatible avec les documents de référence supra-communaux.

- Le **Schéma directeur de la région d'Île-de-France** (SDRIF) a pour objectif de maîtriser la croissance urbaine et démographique et l'utilisation de l'espace tout en garantissant le rayonnement international de cette région.
- Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux** de Seine-Normandie (SDAGE) est un document de planification qui fixe les grandes orientations de la politique de l'eau sur le bassin de la seine et des cours d'eau côtiers normands.
- Le **Plan de Gestion des Risques d'Inondation** (PGRI) est un document stratégique pour la gestion des inondations sur le bassin Seine-Normandie.
- Le **Schéma Régional Climat-Air-Énergie** (SRCAE) de la région Île-de-France est un document stratégique établissant des priorités régionales en faveur de la réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables, d'adaptation et de limitation des effets du changement climatique et enfin d'amélioration de la qualité de l'air.
- Le **Schéma Régional de Cohérence Écologique** (SRCE) est un document stratégique en faveur de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques. Il est le volet régional de la Trame verte et bleue.
- Le **Parc naturel régional** (PNR) du Vexin Français est un territoire à l'équilibre fragile présentant un patrimoine riche et menacé. Il fait l'objet d'un projet de développement durable. Le parc dispose d'une charte qui est un contrat passé entre les communes et les structures intercommunales du territoire, le ou les Départements, la Région et l'État. Tout projet doit être compatible avec ces documents.

ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

ÉTAT DES LIEUX

La commune d'Ambleville présente une succession de paysages articulés autour d'une vallée humide. L'urbanisation de la commune vient s'inscrire sur les coteaux au niveau de deux talwegs en lien avec la vallée de l'Aubette.

Le paysage se compose :

- de plateaux agricoles
- de coteaux boisés
- de fond de vallée cultivée

La commune s'attache à faire évoluer son PLU en cohérence avec la destination, naturelle ou agricole dans le cadre des Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF).

- ➔ 256,28 ha du territoire communal sont répertoriés en site classé et 549,23 ha du territoire communal sont répertoriés en site inscrit.

• Site Naturel inventorié

Les zones naturelles d'Intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) sont divisées en deux types de zones :

- les zones de type I sont des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable ;
- les zones de type II correspondent à des ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes, souvent de plus grande superficie.

- ➔ La commune d'Ambleville n'est pas concernée par le zonage ZNIEFF.

• Site Naturel protégé

- ➔ Le territoire de la commune est concerné par le site Natura 2000 répertorié FR 1102014
« Vallée de l'Epte Francilienne et ses affluents »

• La trame verte et bleue

La trame verte et bleue est un **réseau écologique** formée d'espaces naturels terrestres et aquatiques en relation les uns avec les autres nommés « continuités écologiques ». Cette trame doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie (nourriture, repos, reproduction, migration, etc.). Les continuités écologiques elles-mêmes constituées de « réservoirs de biodiversité », correspondent à des espaces naturels de taille suffisante ayant un rôle écologique reconnu, qui sont reliés entre eux par des « corridors écologiques ».

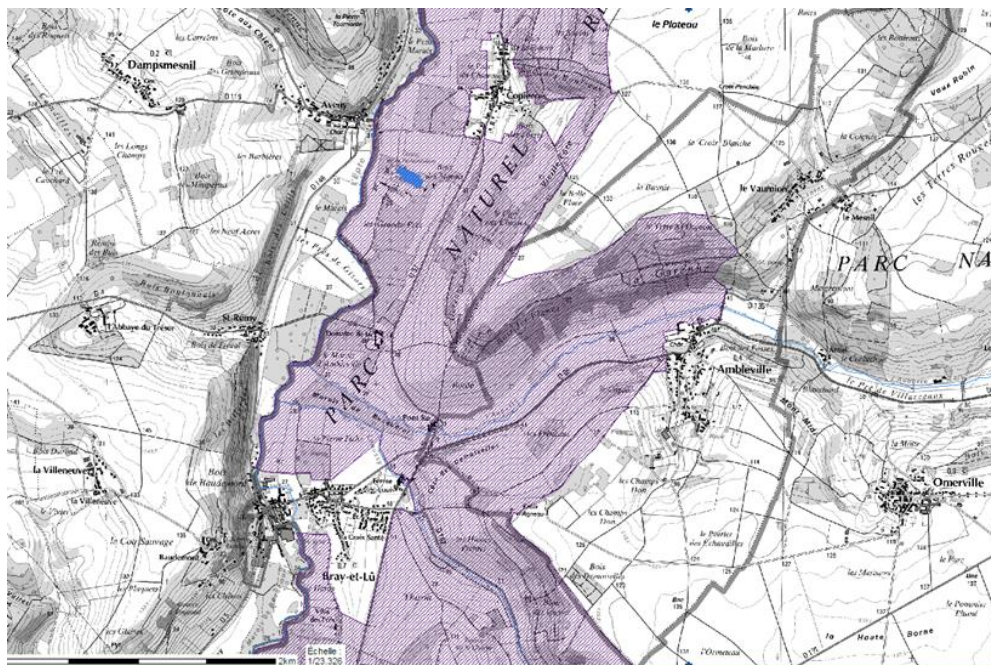
Dans le cadre du SDRIF (Schéma Directeur Régional d'Ile-de-France, les principaux corridors biologiques identifiés à préserver et à valoriser sont les espaces boisés qui constituent non seulement un réservoir de biodiversité mais l'essentiel des continuités écologiques. En préservant, cette sous-trame évaluée dans la Trame verte et bleue, le SDRIF globalise les fonctionnalités de tous les corridors.

Au niveau communal, le PNR du Vexin Français a réalisé une analyse de la trame verte et bleue en 4 sous-trames : humide, boisée, calcicole et prairial selon la même méthode utilisée au niveau régionale. La différence est l'échelle communale et non plus régionale. Chacune des trames a ainsi été définie en expliquant le motif de la protection et les préconisations de gestion à réaliser. Toutes ces trames ont une caractéristique propre dans la composition végétale et la structure des

peuplements des animaux. L'ensemble des individus animaux et végétaux vivant dans ces trames ces trames forment la biodiversité communale.

- ➔ La trame bleue sur le territoire se traduit par la présence continue de la ripisylve de l'Aubette et de nombreuses zones humides implantées en fond de vallée.
- ➔ La trame verte sur le territoire se traduit par la présence d'éléments paysagers fonctionnels dans le cycle de vie des espèces végétales et animales qu'ils abritent.

Ambleville et le Site classé – Vallée de l'Epte



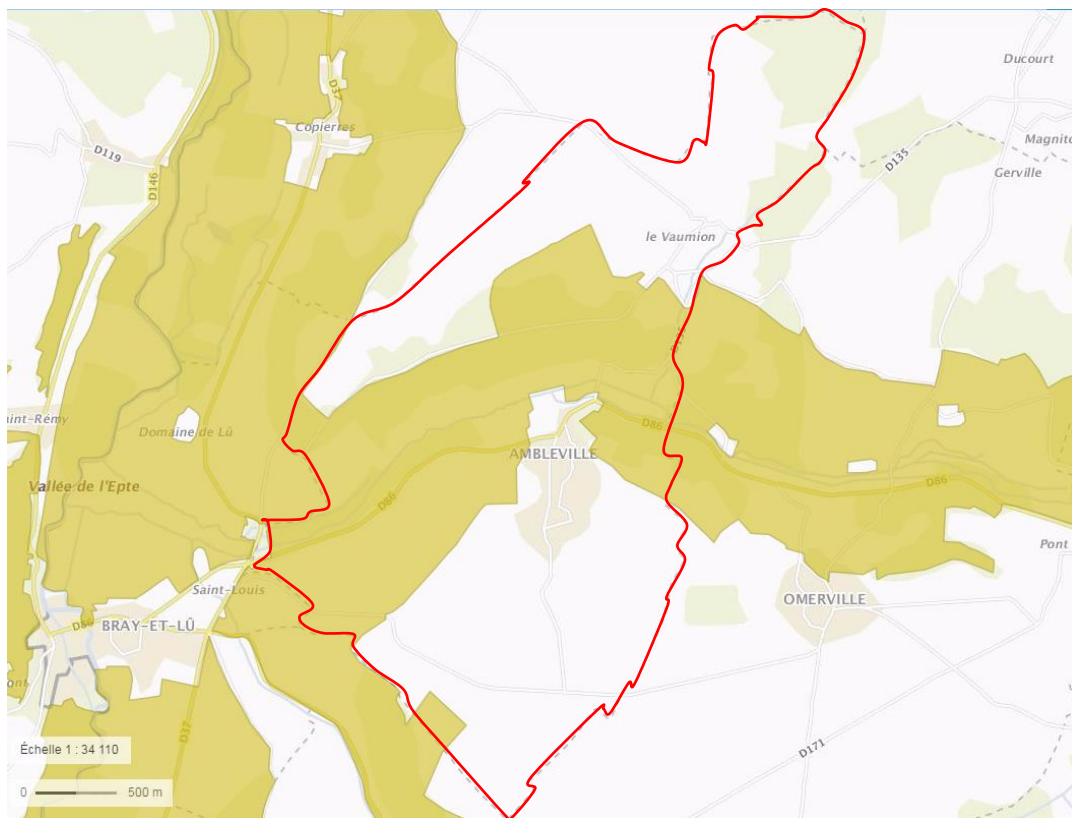
Source – Carmen DRIIE Ile De France

Ambleville et le site inscrit

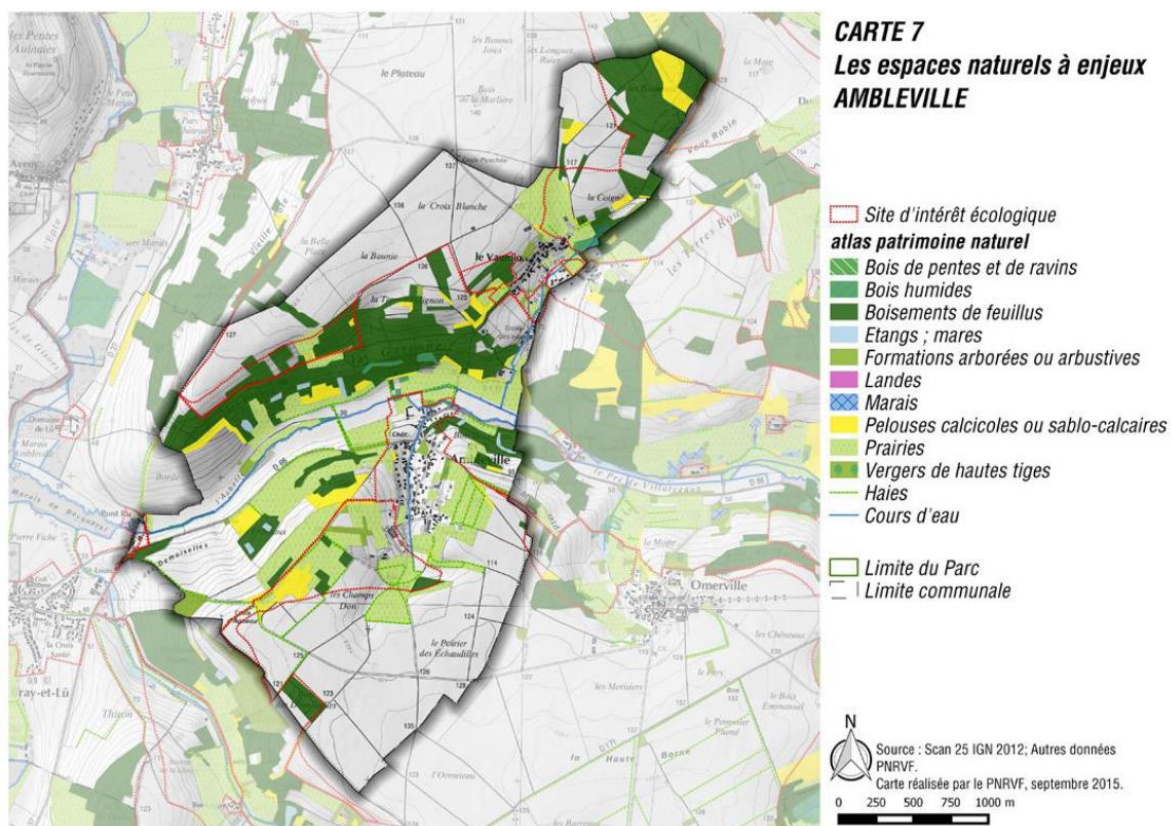


Source –Carmen DRIIE IdF

Localisation des zones Natura 2000 sur le territoire communal



Les espaces naturels à enjeux



• Le paysage

À proximité de la Vallée de la Seine, la commune d'Ambleville se situe dans l'unité paysagère du Vexin Français. En marge de l'urbanisation de la capitale et de ces multiples couronnes, le territoire communal est un territoire rural et préservé, où prédominent l'agriculture et les espaces naturels.

L'implantation de la commune est à la limite ouest du Parc naturel du Vexin Français, en lisière de l'Epte cours d'eau majeur et structurant du territoire.

Le territoire communal d'Ambleville est inscrit à l'articulation de plusieurs entités paysagères :

- La vallée de l'Epte et l'Aubette
- Le plateau de la Chapelle en Vexin
- Le plateau d'Omerville

Articulation du paysage sur la commune

➤ **Les espaces agricoles**

Les espaces agricoles de la commune occupent plus de la moitié des surfaces globales du territoire. Ils sont majoritairement implantés sur les plateaux de la Chapelle en Vexin et d'Omerville. Ces implantations se caractérisent par de grandes parcelles cultivées.

➤ **Les surfaces boisées**

Les surfaces boisées implantées sur les versants nord de la vallée de l'Aubette structurent le territoire communal. Ces derniers sont épaulés par de nombreuses parcelles éparses implantées sur le versant sud de cette typologie.

➤ **Les prairies**

Les espaces de prairies, de friches et de pelouses sont concentrés au centre de la commune, aux abords de l'Aubette et à proximité des espaces urbanisés.

➤ **Les arbres d'alignement**

La structure urbaine où les habitations sont étalées le long des axes de communication, sans présenter d'épaisseurs, ne permet pas l'émergence d'alignement de végétation urbaine.

Certaines haies bocagères viennent accompagner les grands axes de circulations, mais ne constituent pas des alignements plantés. Néanmoins certaines limites de parcelles sur le plateau d'Omerville s'apparentent à des alignements, même si ces derniers, dans les usages, constituent des haies.

➤ **Les arbres isolés**

Le territoire communal est ponctué d'arbres isolés. Ces derniers sont les vertiges des anciens vergers, implantés sur les pentes des coteaux et aux abords des espaces urbanisés, certains arbres implantés au cœur des prairies témoignent d'anciennes haies bocagères et des têtards accompagnent le cours de l'Aubette.

➤ **Les haies**

La commune présente une trame de haies développée, sur le plateau agricole et en accompagnement des parcelles privatives en fond de vallée.

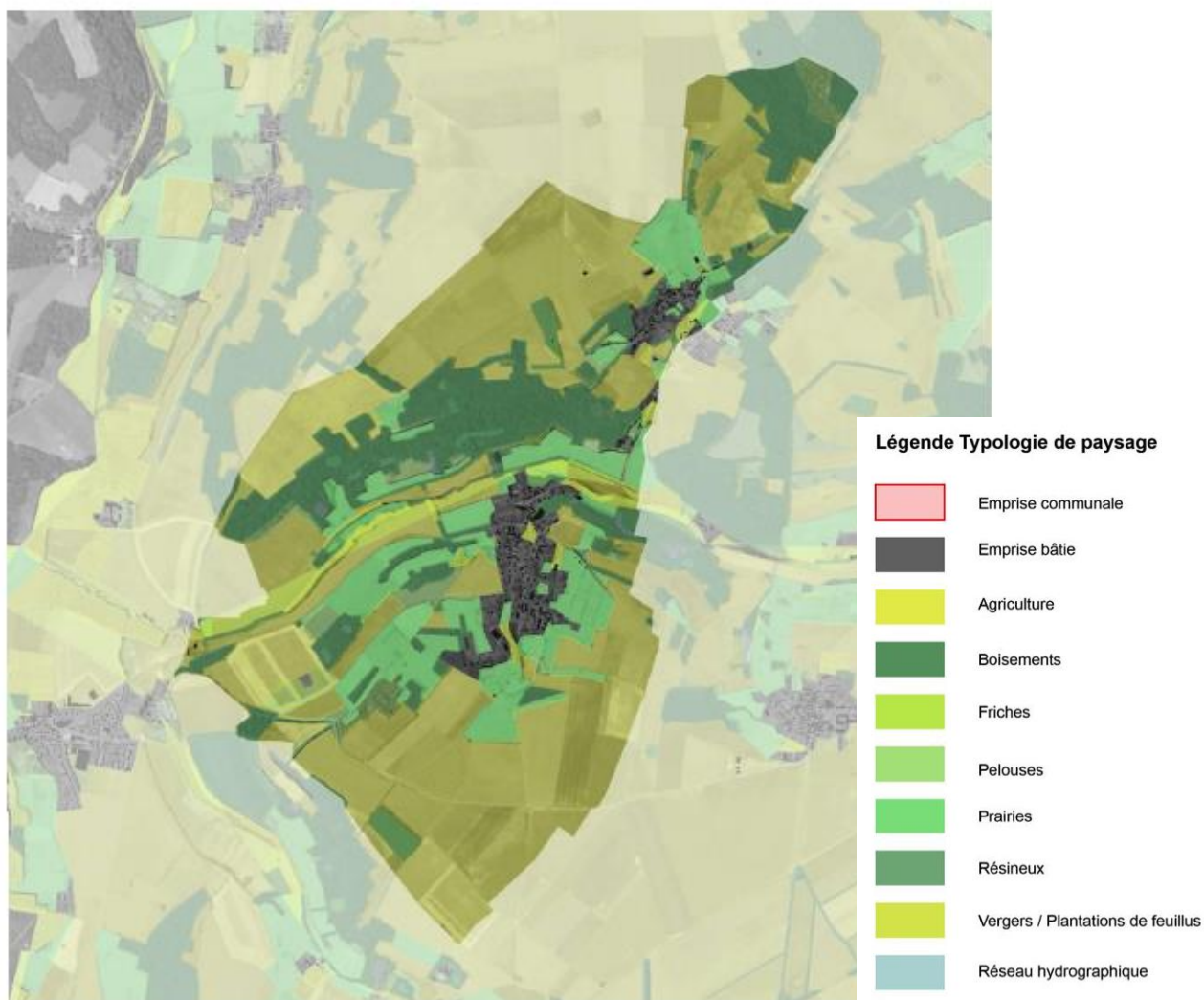
➤ **Entrées de villes**

Implantée dans une vallée confidentielle, la commune d'Ambleville ne laisse découvrir son urbanisation qu'en arpentant les axes de communication du village. Une fois franchies les différentes entrées de ville ce sont les châteaux, église et mairie qui se découvrent aisément. Néanmoins le reste du village, implanté sur les coteaux reste discret et identifiable que dans un second temps.

Panorama du territoire d'Ambleville



Typologies du paysage sur le territoire communal



QUALITÉ DE L'AIR ET CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Sans étude précise au niveau communal, il est difficile de transposer les chiffres régionaux à la commune. Rappelons que la région produit une faible part de l'énergie qu'elle consomme : à peine 11% des consommations finales (hors aérien) de la région pourraient être couvertes par des moyens de production centralisés ou à partir de l'extraction de pétrole d'origine régionale.

Les secteurs émetteurs de gaz à effet de serre sont : les bâtiments résidentiels pour 33%, les transports 32%, l'industrie 10%, l'agriculture 7% et les déchets 1%.

La qualité de l'air est bonne sur le territoire de la commune. Les deux secteurs principaux émetteurs de polluants sont le résidentiel et le tertiaire, et l'agriculture.

L'utilisation des énergies renouvelables reste limitée pour le territoire d'Ambleville. La Géothermie à minime importance (GMI) peut être mise en place sur tout le territoire.

RESSOURCE EN EAU

- L'eau potable de la commune est gérée par la Délégation de Service Public d'Eau Potable (DSP) et le syndicat de Bray et Lu (SIEE) gère l'eau potable à travers la Lyonnaise des eaux. Le captage se situe sur le territoire de la commune et porte le nom de Source de Garde Salle. La nappe captée est le Lutétien Yprésien. Ambleville dispose d'une interconnexion avec le village voisin d'Omerville à qui elle vend de l'eau. Malgré un taux élevé de nitrates et pesticides des eaux brutes de la commune, les eaux distribuées sont conformes après traitement.
- L'assainissement de l'eau à Ambleville est assuré de manière individuelle sur toute la commune. C'est-à-dire que le traitement des eaux usées est assuré par chaque habitation séparément. L'assainissement non collectif sur la commune est contrôlé par les SPANC, et coordonné par le Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement Autonome (SIAA).
- Ambleville fait l'objet de problèmes de ruissellement importants, sur les routes en partant du Vaumion jusqu'au centre-bourg. La récupération de ces eaux pluviales s'opère grâce aux caniveaux, aux bouches et collecteurs qui mènent à l'Aubette. Le syndicat de l'Aubette a pour projet de faire des retenues pour bloquer une certaines parties des eaux lors des fortes pluies sous forme de bassins d'orages.
- Concernant le lutte incendie, la commune dispose de 10 hydrants au total (bouches et poteaux incendies)

RISQUES

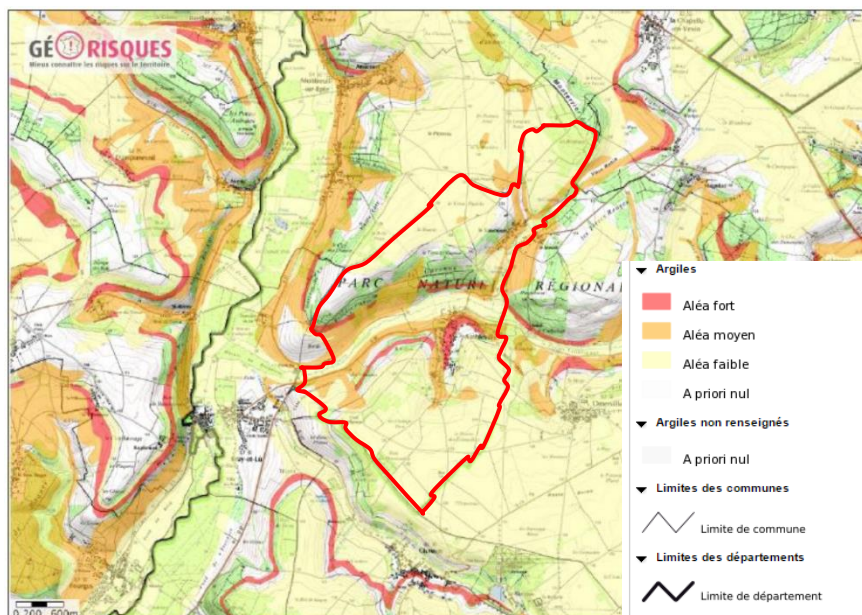
- Ambleville fait partie des 74 communes pour lesquelles le risque d'inondation de type torrentiel à coulées de boue est prépondérant. Plusieurs zones potentiellement humides de classe 2 et 3 ont été désignées le long de l'Aubette et du ru Toussaint (hameau du Vaumion). De plus, la commune est concernée par une sensibilité de nappe sub-affleurante dans la vallée de l'Epte.

Deux arrêtés ont été pris pour inondation et coulées de boue. Le dernier en date de 1999 porte la mention complémentaire de mouvements de terrain.

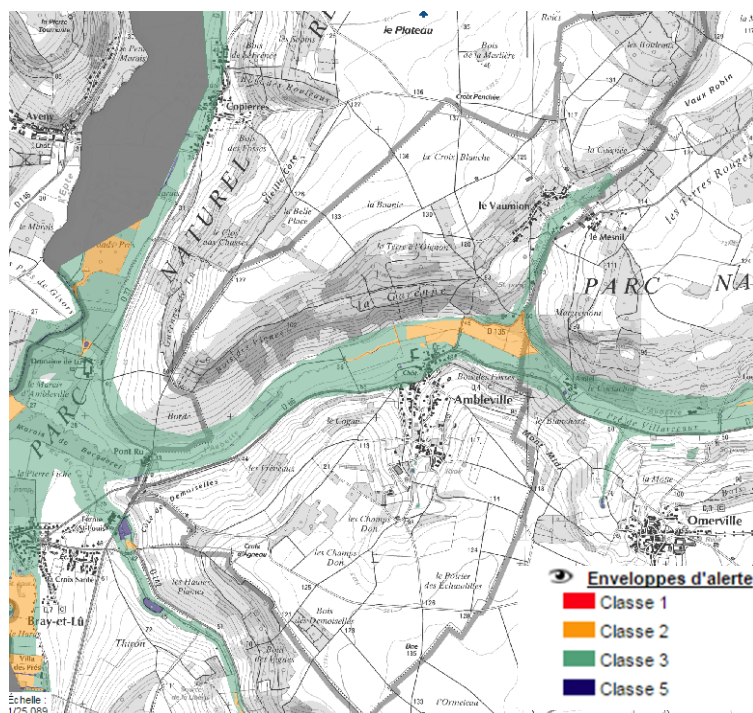
- La commune est également concernée par le plan de Prévention des Risques de Mouvements de terrain lié à des cavités. Elle est soumise au phénomène de retrait et gonflement des argiles approuvé le 08/04/1987 (R111.3 Mouvement de terrain).

Le territoire comporte des secteurs argileux. Les 4 zones d'aléas figurant sur la base de données prim.net permettent d'établir les zones à enjeux suivantes. Le territoire d'Ambleville est soumis à 3 types d'aléas : fort, moyen et faible.

Ambleville face au risque de retrait et gonflement des argiles



Ambleville face au risque d'inondations



GESTION DES DÉCHETS

L'Organisation de la collecte et l'organisation du traitement des déchets ménagers et assimilés est assurée par le SMIRTOM du Vexin. La collecte des ordures ménagères a lieu une fois par semaine. La commune dépend de la déchèterie de Magny-en-Vexin.

Concernant les déchets de l'assainissement, Il n'existe pas de station d'épuration à Ambleville. Le gisement total de boues produites par les départements de la grande couronne pour l'année 2006 est de 47 400 t MS. L'usine de Seine Grésillons, la plus proche de d'Ambleville produit 100% (8 000 t MS) de la production totale.

PERSPECTIVE D'EVOLUTION

Le P.L.U. fixe les conditions d'usages des sols et planifie, ainsi, l'évolution du territoire communal. Certaines parcelles agricoles ou naturelles à l'heure actuelle ne sont pas destinées à recevoir des aménagements futurs. Elles ne figurent donc pas dans le projet de P.L.U.

Les secteurs d'OAP retenus sur la commune d'Ambleville :

- **OAP 1 : Secteur d'extension au Vaumion**

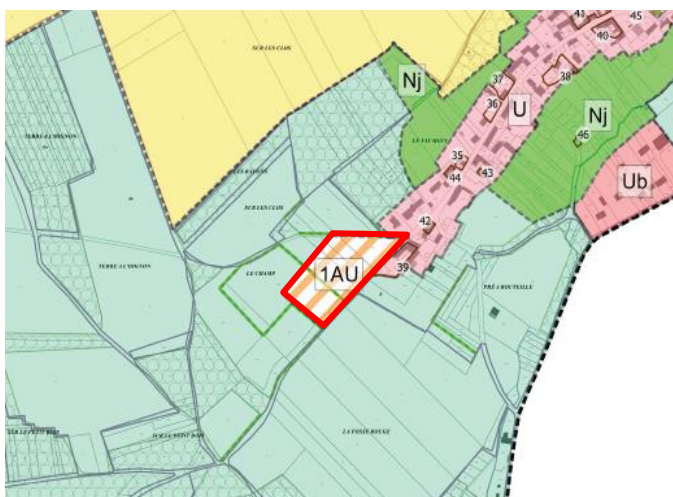
Il s'agit d'une zone peu ou non équipée, destinée à l'urbanisation future à vocation d'habitat, aux commerces, artisanats et services qui en sont le complément naturel. Le projet va permettre de diversifier l'offre résidentielle de la commune.

- **OAP 2 : Secteur de densification dans le bourg**

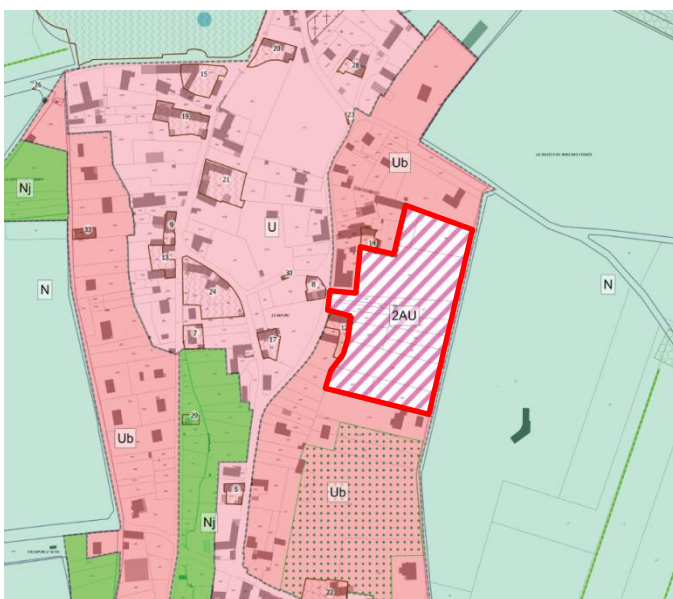
Le Projet d'OAP porte sur le bourg d'Ambleville, sente du Champ. L'emprise concernée par l'OAP est une parcelle non agricole bordée par la rue et des fonds de jardins.

Le projet permettra, à terme, de diversifier et d'enrichir l'offre résidentielle, dans le cadre d'un projet d'aménagement urbain et paysager.

OAP 1 – Le Vaumion



OAP 2 – Le Centre-Bourg – « Le Champ »



Synthèse sur les enjeux, les impacts et les mesures sur les OAP de la commune d'AMBLEVILLE

Caractéristiques générales			Enjeu
❖ Nouveau secteur en projet 1AU	Lieu de l'OAP	Le Champ, Hameau le Vaumion	Modéré
	Lieu de zone	AU - Surface : 6 400 m ² - parcelles : 660, 656, 661pp, 664pp, 666pp, 1780, 1779	
	Pente (%)	13	
Affectation du sol au POS		NA	-
Secteur à enjeu d'urbanisation Parc		non	Pas d'enjeu
Écologie Caractéristique du site		Prairie de fauche et prairie pâturée limitée par des haies de qualité médiocre à bonne	Modéré
Consommation agricole		oui	Pas d'enjeu
Réglementation	Secteur	Site inscrit	Faible
	Périphérie	ZSC (80 m), site classé (220 m)	Faible
Présence de zone humide		non	Pas d'enjeu
Mesures compensatoires		Assurer un linéaire identique de haie de bonne qualité	-
Aménagement souhaité		Haie composée d'espèces naturelles en périphérie de la parcelle	-
❖ Nouveau secteur en projet 2AU	Lieu de l'OAP	Le Bourg	-
	Lieu de zone	AU - Surface : 11 200 m ² parcelles : 481, 467, 466, 465, 464, 463, 486, 489, 488, 485, 484, 483, 482	
	Pente (%)	12	
Affectation du sol au POS		ND	-
Secteur à enjeu d'urbanisation Parc		En dehors de la PAU	Modéré
Écologie Caractéristique du site		Succession d'habitats liés aux activités de jardins d'ornement, de haies en périphérie de parcelle le long du « chemin du Champ ». Surface complantés d'arbres fruitiers et d'arbres naturels et exotiques.	Modéré
Consommation agricole		non	Pas d'enjeu
Réglementation	Secteur	Site inscrit	Faible
	Périphérie	ZSC (contact parcellaire), site classé (200 m)	Pas d'enjeu
Présence de zone humide		non	Pas d'enjeu
Mesures compensatoires		non	-
Aménagement souhaité		Haie composée d'espèces naturelles en périphérie de la parcelle	-

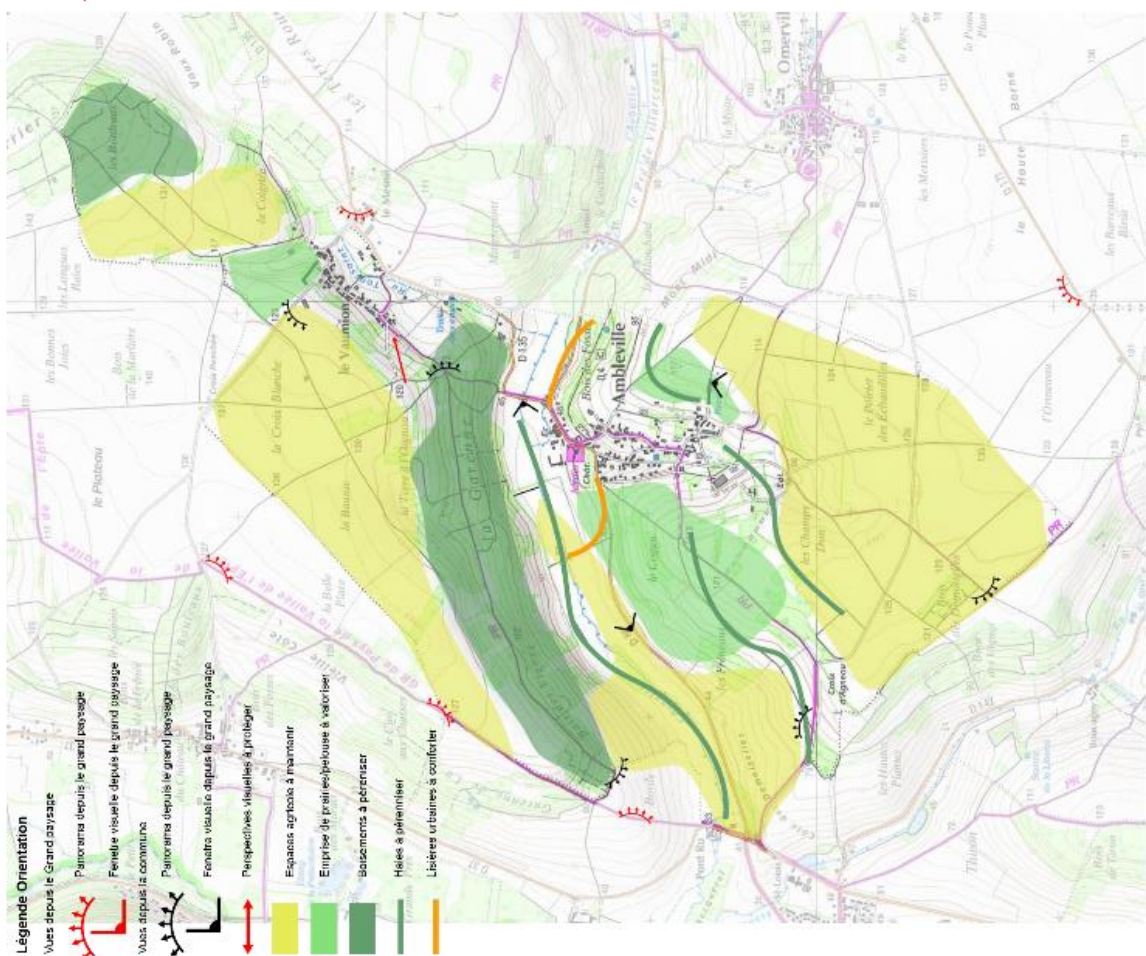
CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET JUSTIFICATION

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D) de la commune d'Ambleville s'appuie sur 2 orientations majeures générales d'aménagement et d'urbanisme.

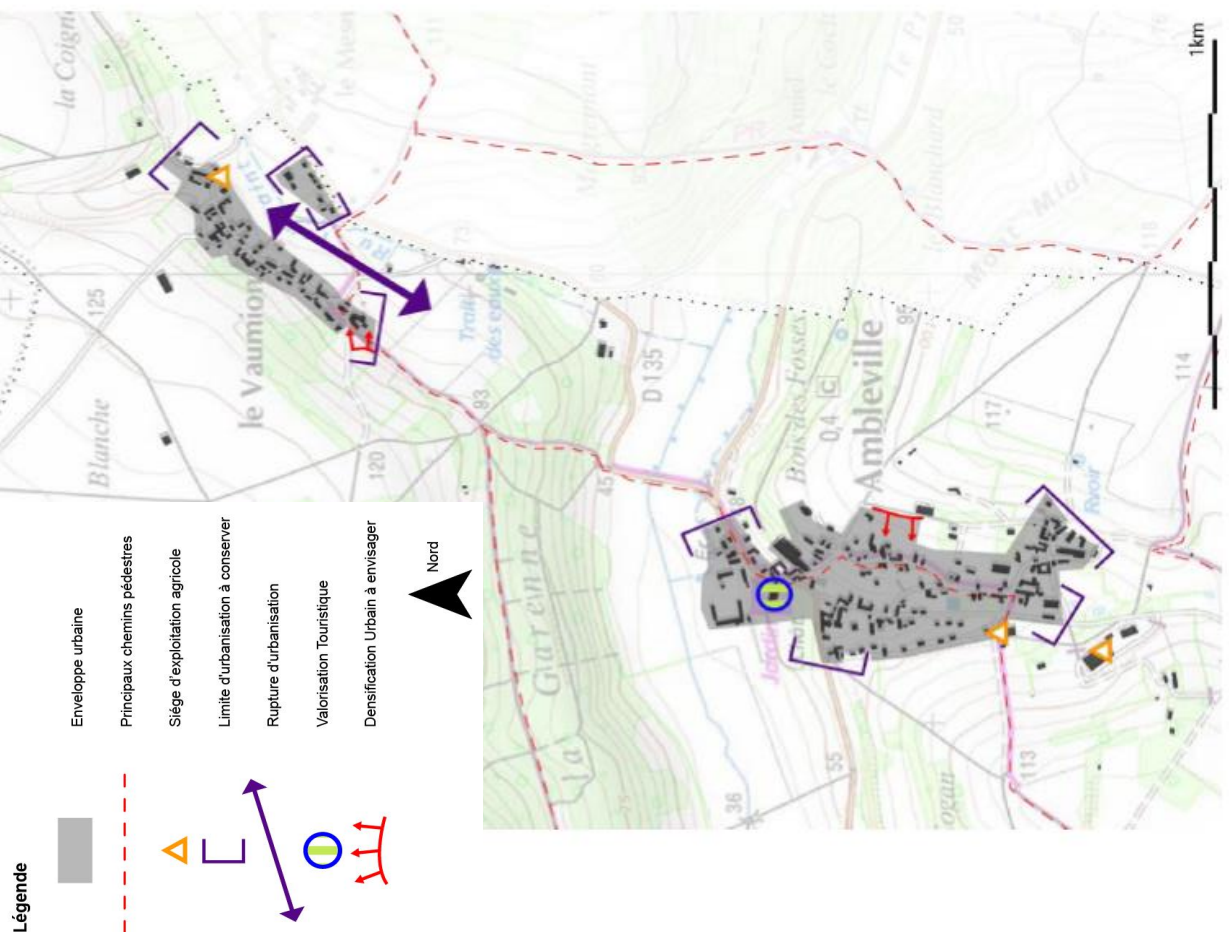
<p>Orientation 1 - Maitriser et organiser le développement communal</p>	<ul style="list-style-type: none"> 9. Renforcer l'identité communale autour d'un projet global 10. Renforcer l'armature des services et des équipements 11. Protéger le patrimoine architectural de la commune 12. Un développement urbain maîtrisé dans une logique de gestion économe du territoire 13. Développer l'habitat sur la commune et équilibrer l'offre de logements 14. Un développement respectueux de l'activité agricole 15. Permettre et consolider la présence et l'implantation de commerces, d'activité artisanale et/ou de services 16. Réseau Numérique
<p>Orientation 2 - Préserver et valoriser l'identité paysagère et environnementale de la commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> 5. Protéger et valoriser la trame verte et bleue 6. Intégrer les risques et les nuisances 7. Une mobilité et des déplacements contribuant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre 8. Promouvoir l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Le PADD prend en compte la protection et la valorisation de la Trame verte et bleue sur le territoire entier de la commune.

Orientation 2 : Préserver et valoriser l'identité paysagère de la commune



Orientation 1 : Maîtriser et organiser le développement communal



CARACTERISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

Le PLU d'Ambleville comporte :

- une zone urbaine (U), et deux sous-secteurs Uh et Ub
- Deux zones à urbaniser AU (une zone d'extension et une zone de densification)
- une zone agricole (A) avec deux sous-secteurs Ap
- une zone naturelle (N) avec sous-secteurs secteur Nzh, Nt, Nth et Nj.

Le secteur N régleme nte :

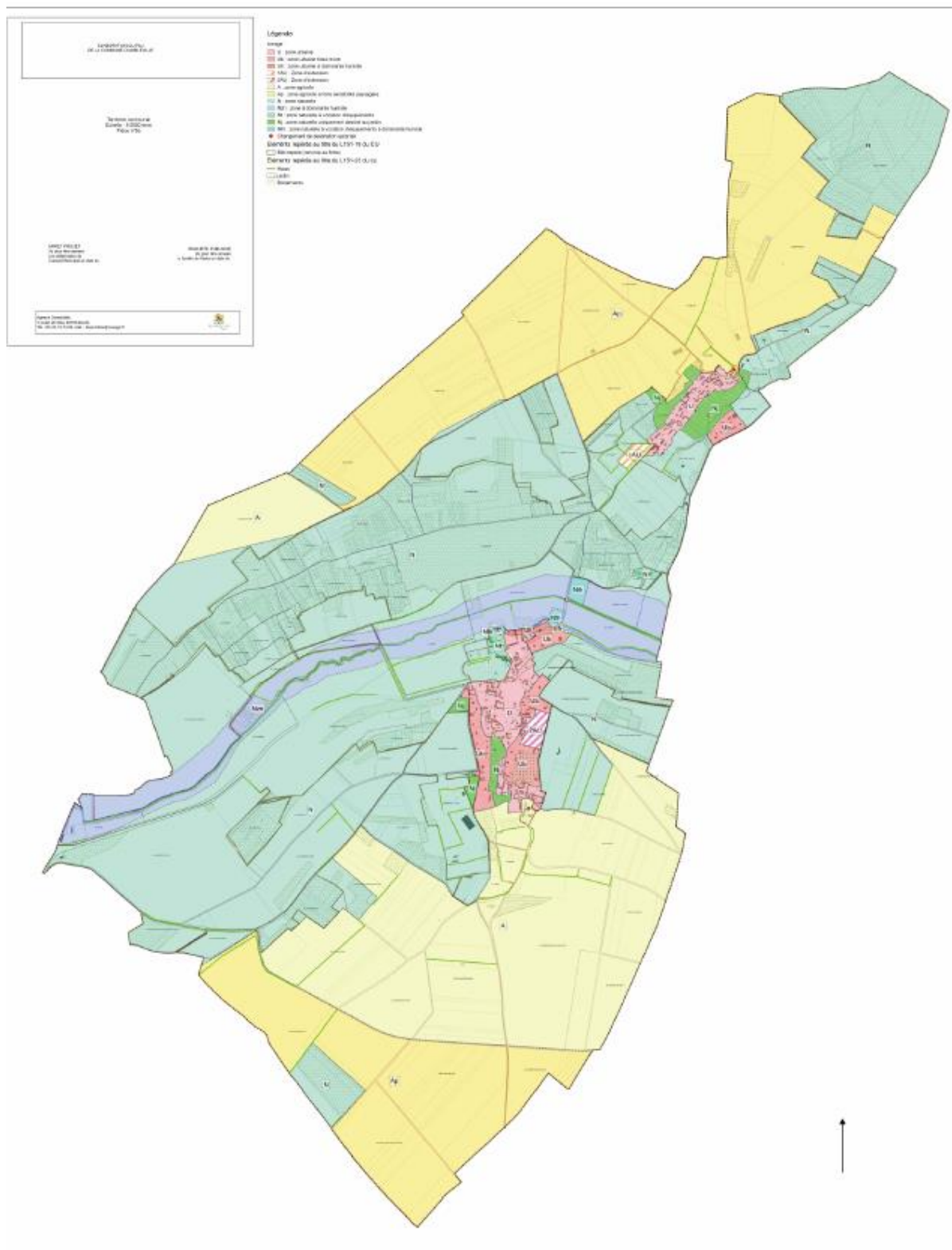
- sur la perméabilité des clôtures assurant le passage de l'eau et indirectement sur le mouvement des animaux.
- sur la qualité de l'eau en évitant les pollutions au-delà de 5 places, l'aspect paysager et écologique avec la plantation d'arbres et une restitution au sol des eaux pluviales.
- sur l'assainissement et les eaux pluviales

Tous les boisements des versants de la vallée et toutes autres surfaces composées d'habitats naturels et semi-naturels d'intérêt écologique local à régional (notamment ZNIEFF et Directive Habitats) figurent dans le zonage N.

Le PLU a largement pris en compte tous les espaces qui fondent l'identité du territoire aux plans paysage et écologie. En réglementant ces espaces, les fonctionnalités respectives de la faune et de la flore sont maintenues.

La zone A régleme nte certaines pratiques agricoles Cette réglementation sert à la fois l'écologie et le paysage. La zone A doit aussi répondre d'une qualité végétale dans l'aménagement des abords de ferme. Des règles régissant l'implantation de plantation en limites séparatives et palette végétale sont définies. La qualité végétale est bien prise en compte dans le règlement du PLU.

Plan de zonage du PLU d'Ambleville



INCIDENCES NOTABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

L'objectif de cette phase est de mettre en évidence les incidences de la mise en œuvre des orientations du PADD sur l'environnement du territoire communal. Il s'agit aussi bien des incidences prévisibles positives que négatives.

• Sur les OAP

- **Secteur du Vaumion** : l'urbanisation de cette zone pose certaines difficultés. Le projet vise directement la suppression des 6400 m² de prairies et de haies. **L'enjeu écologique est modéré. L'enjeu paysager pour le parc n'est pas avéré.** La destruction de la végétation actuelle pour la réalisation présentera un impact sur :
 - la consommation des terres agricoles ;
 - la disparition des lieux de ressource trophique pour les animaux (bénéfice écologique) ;
- **Secteur Centre-bourg** :
Le projet vise directement la suppression des jardins et espaces de loisirs sur 11 000 m². Ce secteur en 2AU ne sera ouvert que dans un moyen terme ou un long terme encadré par des règlements qui prendront en compte au moment de l'ouverture à l'urbanisation les lois en vigueur sur l'environnement. A ce stade du PLU, ces espaces ne seront pas modifiés.

• Sur la consommation d'espace

Afin de respecter les objectifs du SDRIF à l'horizon 2030, le PLU devra permettre une augmentation minimale de 10% de la densité humaine et de la densité moyenne des espaces habités.

• Sur la ressource en eau

- Les nouveaux résidents prévus dans le cadre du projet de PLU seront pourvus en eau
- chaque construction reste indépendante à charge de respecter les recommandations du SPANC géré par le SIAA.

• Sur les ressources naturelles

- Le chemin d'accès aux parcelles est caractérisé comme enjeu fort en matière de ruissellement dont il devra être tenu compte dans le projet de l'OAP
- L'exploitation des parcelles situées à proximité de zones urbanisées est plus contraignante et peut être source de conflits : pas d'épandage possible, nuisance avec les animaux... Sur les zones à urbaniser, au Vaumion, les parcelles sont actuellement exploitées pour l'élevage. Cependant, cette activité agricole sur ces parcelles ne constitue pas une importance pour l'exploitant. Rappelons que la surface est d'environ 6 400 m² et que l'exploitation agricole est pratiquée sur l'ensemble de la surface.
- La surface agricole de la zone AU présente une incidence significative sur l'espace agricole pérenne.

• Sur la biodiversité

- L'OAP du secteur centre bourg n'aura pas d'incidence sur la fragmentation des habitats naturels puisqu'il s'agit d'un projet de densification. L'OAP située au Vaumion concerne un projet d'extension qui consommera donc des terres non urbanisées. Cependant, la localisation de cette OAP en continuité des habitations existantes ne morcellera pas le territoire et n'engendrera donc pas de fragmentation des habitats naturels sur ce secteur.
- En revanche, une disparition d'habitats naturels sera la conséquence d'une urbanisation sur le secteur du Vaumion. Une compensation est donc à prévoir.

- **Sur les paysages**

- Les incidences sur le paysages affecteront principalement le secteur du Vaumion sur lequel viendront s'implanter des habitations. Il s'agit d'une zone actuellement non urbanisée à vocation d'extension. Néanmoins, sa localisation en fond de vallée et en continuité du bourg existant n'aura que peu d'impact sur les grandes perspectives paysagères actuelles.

- **Sur l'air, le bruit**

- Les incidences du PLU sur l'air et le bruit seront très faibles.

MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Lorsqu'une incidence négative est identifiée, il convient de présenter les mesures à prendre afin d'éviter, de réduire ou de compenser cette incidence négative dans la mesure du possible, ou d'en justifier l'impossibilité.

L'analyse des incidences du PLU sur l'environnement a montré qu'elles étaient faibles. Car la doctrine Éviter Réduire et Compenser a été appliquée dès le début de la procédure du PLU. Par conséquent, les zones à éviter ont été prises. Les emprises foncières ont été réduites.

Des mesures ont été prises concernant le **maintien du caractère arboré**, notamment dans l'enveloppe urbaine. Les futurs aménagements tiennent compte dans le règlement des plantations avec la proposition d'une palette végétale à privilégier. Les espèces naturelles sont préférées aux espèces exotiques.

La compensation se traduira simplement par des mesures d'aménagement au niveau des OAP qui prendront en compte dans les aménagements paysagers, la qualité des essences à planter, et harmonisera le projet avec le contexte naturel.

Des **mesures d'aménagement** en faveur des chauves-souris est proposée afin de leur proposer des abris d'estivation voire d'hibernation. En effet, plusieurs espèces sont assez présentes sur le territoire. Des modèles techniques sont apportées.

La **Trame verte et bleue** a entièrement été protégée et les espaces placés en zone N. Ces zonages se recoupent parfois avec d'autres zonages.

MESURES DE COMPENSATION

Sur l'OAP 1 : Secteur Vaumion

L'idée est de maintenir en périphérie de la surface bâtie, un contexte paysager rural fonctionnel. Les haies en amont et en aval du projet et centrale devront être large et de qualité (style de bande boisée).

L'écologie devra être prise en compte dans l'aménagement des espaces verts. Le respect des essences est fondamental pour assurer une cohérence de cet aménagement avec l'environnement rural dans lequel le projet s'insère. La pratique d'une gestion différenciée est proposée.

Une haie à deux strates avec arbres de haut jet devra être plantée pour épouser la structure du contexte périphérique à la fois pour l'écologie et pour le paysage. Les essences recommandées sont le Hêtre (vert), le Chêne pédonculé, le Charme, le Merisier...et comme arbustes le Prunellier, la Viorne lantane, la Bourdaine, le Fusain d'Europe...

Sur l'OAP 2 : Secteur Centre-bourg

Pour l'instant, cette zone n'est pas urbanisable.

MESURES DE SUIVI

La trame bleue

Dans les projets d'aménagement, la préservation de la ressource en eau doit être prise en compte (nappes, cours d'eau, respect des écoulements naturels).

Le PLU veille particulièrement au respect de la trame verte et bleue et à l'accessibilité du public aux cours d'eau. Il cherche à restaurer les continuités humides ou aquatiques et s'assure que les futures opérations d'urbanisme ne puissent pas y porter atteinte.

La trame verte

Dans le cadre de la protection et la valorisation de la trame verte, le zonage A et N permet la protection des éléments identitaires. Les espaces boisés et les haies sont préservés.

Le linéaire de chemins ruraux sera valorisé et protégé.

Toute la partie inondable est en zonage N (Nzh) et les boisements des versants également.

Les projets en zone urbaine ne sont pas de nature à impacter les continuités écologiques qui sont préservées dans leur intégrité. Le projet de PLU respecte bien la trame verte de son territoire.

• Les autres indicateurs de suivi

- La biodiversité et les milieux naturels
- Les pollutions et la qualité des milieux
- Les ressources naturelles
- Les risques
- Le cadre de vie et les paysages